

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L A

LÉGISLATION CRIMINELLE

DANS L'ŒUVRE DE VOLTAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le samedi 1^{er} juin 1901, à 1 heure

PAR

ERNEST MASMONTEIL

Président : M. ESMEIN.

*Suffragants : { MM. CAUWÈS, } professeurs.
 GARÇON, }*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1901



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L A

LÉGISLATION CRIMINELLE

DANS L'ŒUVRE DE VOLTAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le samedi 1^{er} juin 1901, à 1 heure

PAR

ERNEST MASMONTEIL



Président : M. ESMEIN.

Suffragants : { MM. CAUWÈS, }
GARÇON, } *professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1901

MEIS ET AMICIS

LA
LÉGISLATION CRIMINELLE
DANS L'ŒUVRE DE VOLTAIRE

INTRODUCTION

A la lecture du titre de ce travail, beaucoup seront étonnés de voir étudier une question de droit chez un écrivain dont on ne connaît que les œuvres littéraires. On a lu « le siècle de Louis XIV », *Méropé*, *Zaïre*, un recueil de lettres choisies de Voltaire, mais on ne connaît aucune des nombreuses brochures qu'a écrites Voltaire sur la politique ou la législation. On se rappelle cependant un peu qu'il fut mêlé à des procès fameux, *Calas*... *Sirven*... *Lally*, et l'on pense que dans sa correspondance on peut trouver la relation de ces procès sensationnels qui sont plutôt du domaine de l'histoire que de celui du droit : on admet que dans l'œuvre très variée de ce grand penseur on peut rencontrer quelques principes juridico-philosophiques, mais on n'espère pas davantage. On n'a pas coutume de consulter un poète sur une question de droit, comme on ne cherche pas les gens d'esprit parmi les hommes d'affaires : *Non omnia possumus omnes*. Nous

voyons cependant des jurisconsultes éminents puiser des idées et des faits dans notre littérature, et un de nos romanistes les plus distingués, nous conseiller de fouiller non seulement le *Corpus juris* mais encore l'histoire de Polybe, les œuvres de Varron, le théâtre de Plaute, les Nuits d'Aulu-Gelle et les œuvres des Plin. En un mot, même en admettant que Voltaire ait pu exprimer quelques théories juridiques, on n'attache aucune importance scientifique aux idées de cet écrivain.

Le temps est bien changé où un magistrat assez distingué, qui devait devenir le leader des Girondins, Brissot de Varville, rendant l'opinion de son temps, attribuait à Voltaire l'honneur d'avoir entrepris la réforme de notre ancienne législation criminelle, dans cette apostrophe légèrement emphatique qu'il a placée en tête de sa « Théorie des lois criminelles ».

« C'est à toi, sublime Voltaire, toi qui soufflant sur ton siècle le feu de ton génie, l'as créé, l'as vivifié ; c'est à toi que l'univers doit le jour pur qui l'éclaire ! à ta voix la vérité a repris son flambeau, la raison son essor, l'essaim nombreux des préjugés a disparu, le fanatisme sanguinaire a caché sa tête en lançant son poison contre toi. Ami de l'humanité, père des malheureux, tu déployas ta mâle éloquence, tu prodiguas tes trésors pour soulager leurs maux et pour extirper ces atrocités raisonnées qui souillent nos tribunaux criminels. »

Voltaire ne mérite « ni cet excès d'honneur, ni cette indignité », ni ces éloges hyperboliques, ni le dédain oublieux où on le tient de nos jours. Il n'avait certes pas approfondi les théories qu'il a exprimées, mais il a le

grand mérite d'avoir le premier exposé et répandu des idées qui devaient amener la réforme de la législation criminelle. En effet, au milieu de la désagrégation des éléments constitutifs de la vieille société, du bouleversement de tous les principes de l'ancien régime, révolution des idées qui préparait celle des institutions, la justice criminelle restait seule debout, inattaquée, appliquant toujours avec la même rigueur la procédure et la pénalité si cruelle des siècles passés. Personne ne se demandait si notre législation ne s'était pas viciée en vieillissant. La noblesse et le clergé étaient trop préoccupés des plaisirs et trop frivoles pour penser aux choses sérieuses. « Les honnêtes gens en passant sur la place de Grève, ordonnent à leur cocher d'aller vite et vont se distraire à l'Opéra du spectacle affreux qu'ils ont eu sur leur chemin », et pour les faire crier, il eût fallut, disait Frédéric, « que les cours de justice aient fait rouer quelque duc et pair par distraction ». Mais les ducs et pairs sont un gibier rare pour la maréchaussée. Les parlements avaient échappé à la légèreté mondaine, mais, très respectueux des choses établies, très conservateurs par tournure d'esprit, il leur semblait que le maintien de la société était lié à la rigueur des lois qu'ils faisaient appliquer. Aussi, pendant la première moitié du siècle, personne ne s'inquiète de ces graves questions, la loi proscriit toute procédure publique, condamne un individu sans lui avoir permis de se défendre, applique la torture, prodigue des supplices raffinés, punit des actes qui ne sont des fautes qu'aux yeux de la religion et l'esprit public passe à côté de ces excès sans en être choqué.

Mais ce que les classes dirigeantes, le clergé, la noblesse, les parlements ne remarquaient pas, les hommes de lettres allaient le signaler. La puissance des lettres avait grandi alors que s'effaçait l'autorité des corps politiques. Jusqu'alors, les hommes de lettres du XVII^e siècle disaient avec le poète : « Vos vero dulces teneant ante omnia Mune »; se contentant des nobles jouissances de l'art et de la poésie. Fière d'elle-même, la littérature ne s'intéresse pas à autre chose qu'à elle-même : lorsqu'avec Fénelon, l'abbé de Saint-Pierre ou d'autres, elle s'applique aux questions sociologiques, elle s'entient à de hautes généralités philosophiques et sans quitter jamais les régions élevées où elle plane, elle ne descend point jusqu'aux applications pratiques. Mais au XVIII^e siècle, elle semble s'oublier elle-même et s'intéresser aux choses de ce monde, elle se préoccupe des besoins de l'homme, aborde la politique, la sociologie, dénonce les abus, redresse les erreurs, demande des réformes, et, renonçant à l'art pour l'art pour se mettre au service des idées, elle passe des mains des grands écrivains aux mains des philosophes.

Entre tous ceux qui tentèrent de porter quelque lumière sur ces questions sociales encore obscures pour nous (1), Voltaire se signale au premier rang, non point comme le penseur le plus profond de cette pléiade philosophique, mais comme le premier qui osa émanciper

(1) Les critiques allemands désignent le groupe des hommes du XVIII^e siècle qui travaillèrent à la réforme de l'Etat ou de la société sous le nom d'Aufklärung, ce qui signifie parti du siècle des lumières ou plus littéralement de l'effort vers la clarté.

l'esprit humain, le premier qui eut l'audace de le lancer à l'aventure avec le seul appui de la raison, le premier qui entreprit la lutte contre les idées et les institutions séculaires jusqu'alors respectées, le premier notamment qui dénonça les vices de notre législation criminelle. Avant lui, quelques individus avaient remarqué la rigueur de nos lois criminelles, et chacun, suivant sa tournure de caractère, s'était borné à la constater, à en rire, ou bien à s'en indigner au passage mais sans plus insister. Seul, Augustin Nicolas, avait consacré une toute petite brochure à la critique de la torture. Voltaire lui-même, pendant longtemps, ne s'inquiéta nullement de ces questions criminelles ; mais les événements le mêlent à certains procès qui le passionnent bientôt. Il se fait l'avocat de ceux qui s'adressent à lui, et, pour défendre ses clients, il étudie les lois et les procédures dont il saisit sur le vif les vices et les lacunes, et chaque fois qu'il est choqué d'une imperfection de la législation, il nous la signale, nous la fait toucher du doigt au passage. au fur et à mesure que se déroulent les événements dont il nous entretient. Cette bruyante publicité qu'il donna à toutes les erreurs de la justice, fit éclater les vices du système et les rendit intolérables. L'attention du public se porta sur ces institutions séculaires et s'aperçut qu'au cours des temps, elles avaient vieilli ou s'étaient déformées au contact de la pratique.

Mais Voltaire ne s'est pas contenté de dénoncer les vices de la législation criminelle ; il en a présenté une critique quasi-dogmatique dans les brochures que virent paraître les dernières années de sa vie. Alors qu'il tra-

vaillait à la réhabilitation de ses clients, il était trop préoccupé de leur défense pour soutenir une thèse ; mais une fois la cause de ses clients gagnée ou perdue, il reprit les idées qu'il avait lancées, les condensa et les coordonna dans le « Commentaire de Beccaria » et le « Prix de la justice et de l'humanité ».

Remarquez bien que Voltaire n'était pas un jurisconsulte, il ne pouvait prétendre à la science des Grotius et des Puffendorff, qu'il tourna si souvent en ridicule, mais il avait des vues sur tout ce qui peut intéresser l'homme, il eût pu dire à bon droit que rien de ce qui est humain ne lui restait étranger, il n'était pas comme le poète dont parle Horace : *qui versus amet hoc studet unum*, et son esprit était si lumineux, qu'il apportait quelque clarté partout où il se portait. Voltaire n'avait pas mesuré toute la portée des critiques qu'il faisait et des réformes qu'il proposait, mais c'est à lui que revient l'honneur de les avoir le premier présentées, d'avoir attiré sur elles l'attention du public, en un mot attaché le grelot. Il commença son œuvre en dénonçant les vices de la procédure judiciaire et la paracheva en publiant ses idées dans des ouvrages méthodiques et dans les dictionnaires auxquels il collabora. En sorte que, Voltaire prépara la ruine de la législation de son temps par son action et par ses idées. Nous allons étudier successivement l'une et l'autre.

PREMIÈRE PARTIE

ACTION DE VOLTAIRE

VIE DE VOLTAIRE

SA PRÉPARATION A SON ROLE DE PUBLICISTE

Voltaire naquit en 1694.

« Dans la cour du Palais, il naquit un matin » (1).

Il était fils de M^e Arouet, bourgeois de Paris, ancien notaire au Châtelet, qui devait devenir en 1701 payeur des épices de la Chambre des comptes.

Après de brillantes études faites au collège Louis le Grand, il n'hésita pas longtemps pour choisir la carrière d'homme de lettres malgré les représentations de M^e Arouet qui, en bon bourgeois qu'il était, estimait que c'était l'état « d'un homme qui veut être inutile à la société, à charge à ses parents et qui veut mourir de faim ». Mais comme le jeune Arouet était encore mineur, son père l'envoya malgré lui à l'École de droit. Il y avait loin des élégances des langues latine et française au jargon barbare dans lequel on enveloppait alors la science, aussi, notre étudiant fut « si choqué de la manière dont on enseignait la jurisprudence dans les écoles, que cela seul le tourna entièrement du côté des belles lettres ». Il faisait bien acte de présence à l'école,

(1) « Dans la cour du Palais je naquis ton voisin » (épître de Voltaire à Boileau).

mais son esprit était absent et il oubliait vite les compilations indigestes du *Corpus* pour aller souper chez l'abbé de Chateauneuf ou chez Chaulieu ou chez de Sully. Pour arracher son fils à ce milieu dangereux, le père Arouet lui fit proposer une charge d'avocat à la Cour des aides ou un office de conseiller au Parlement, mais le jeune étudiant de droit fit répondre à son père « qu'il ne voulait pas d'une considération qui s'achète, préférant s'en faire une qui ne coûte rien », et il continua sa vie dissipée jusqu'au jour où son père l'envoya en Hollande. Il est à présumer qu'il quitta l'école avec un bagage juridique peu gênant et n'eut pas l'esprit encombré de ce fatras de principes qui paralysent ceux qui ne savent pas s'en dégager, et l'on peut assurer que ce ne fut pas à l'école qu'il puisa les principes des théories criminelles qu'il développa plus tard. Du reste, alors même qu'il eût été étudiant sérieux, il eût pu ne pas connaître alors la législation criminelle qu'il critiqua plus tard, car l'enseignement du droit ne comprenait guère à cette époque que l'étude du droit romain et des coutumes. Nous verrons tout à l'heure qu'il arriva jusqu'à un âge assez avancé sans avoir songé un instant à la moindre question de législation criminelle ou pénale.

Pour faire diversion à cette vie de plaisir, son père parvint à le faire nommer secrétaire du marquis de Chateauneuf, ambassadeur de France auprès des Etats Généraux de Hollande. Mais Voltaire ne s'intéressa pas plus à la politique qu'il ne s'était intéressé au droit, et il chercha bientôt des relations en dehors du personnel de l'ambassade, relations qui n'avaient rien de diplomatique.

Les fredaines du jeune Arouet forcèrent M. de Chateauneuf à renvoyer son secrétaire qui revint en France et fut placé par son père dans l'étude de M^e Allain, avoué, où il ne resta pas longtemps.

Nous ne suivrons pas Voltaire dans toutes les équipées de sa folle jeunesse, car si jeunesse fut dissipée, ce fut celle de ce compagnon de La Fare, des Chaulieu, des Bussi, des Caumartin, de tous les convives de l'abbé de Chateauneuf et de tous ces fanfarons du vice, qui affectaient de porter à l'excès le goût du plaisir qu'ils opposaient à la feinte austérité de la cour. A leur exemple, Voltaire fut frondeur et libertin, et non seulement sous le règne finissant du grand roi, mais il le fut encore pendant toute la Régence, ce qui lui valut d'être enfermé deux fois à la Bastille :

« Dans cet affreux château, palais de la vengeance

« Qui renferme souvent le crime et l'innocence (1) ».

et d'être exilé à plusieurs reprises sur l'ordre du Régent.

Voltaire, tracassé, partit en Angleterre, revint en France, passa quelques années à la cour de Frédéric de Prusse, puis s'installa à Ferney, en 1757, à l'âge de soixante-trois ans, assagi et mûri après une vie très tourmentée.

Pendant le cours de cette existence, Voltaire s'était intéressé à bien des choses, il avait écrit des épopées, des tragédies, une multitude de pièces badines, il avait fait de l'histoire, de la philosophie, des sciences, mais il ne s'était pas encore occupé de législation. Pendant ses voyages à l'étranger, il s'était lié avec des hommes

(1) *Henriade*, chant IV.

éminents, S'Gravesande, Bolimbrocke. Pope, Frédéric de Prusse, qui l'avaient certainement entretenu des questions politiques et sociales qui s'agitaient autour d'eux, mais, préoccupé d'autres sujets, il les entendait sans les écouter. Il passait à côté des institutions et des lois de ces pays, non sans les remarquer, mais sans s'y intéresser, en sorte que toutes les réflexions entendues, tous les faits observés, étaient recueillis par son esprit où il les gardait en réserve dans un coin mi-obscur comme les meubles que l'on entasse dans un grenier pour les sortir le jour où l'on pourrait en avoir besoin. Plus tard, en effet, il se ressouvint des tribunaux de conciliation établis en Hollande, du jury qui fonctionnait en Angleterre, des hospices fondés par Frédéric pour recueillir les filles-mères et il nous donna ces pays en exemple ; mais jusque vers 1765, Voltaire ne se préoccupa pas un instant des questions criminelles. Dans le « Siècle de Louis XIV », publié en 1752, il fait seulement mention de l'ordonnance criminelle de 1670 sans donner le moindre éloge ou la moindre critique. « Louis XIV, écrit-il, voulut en même temps faire des choses plus grandes et d'une utilité plus générale, mais d'une exécution plus difficile : c'était de réformer les lois. Il y fit travailler le chancelier Seguier, les Lamoignon, les Talon, les Bignon et surtout le conseiller d'Etat Pussort... L'ordonnance civile parut d'abord ; ensuite le Code des eaux et forêts ; puis des statuts pour toutes les manufactures ; l'ordonnance criminelle, le Code de commerce, etc..... ». La sécheresse de cette énonciation montre bien que les dispositions de l'or-

donnance lui étaient étrangères. D'autre part, dans les romans antérieurs à 1765 comme *Zadig*, *Memnon*, il n'est fait aucune allusion à nos anciennes institutions criminelles, alors que nous en trouvons quelques-unes dans les romans postérieurs, *le Huron*, *l'Homme aux 40 écus*, *la Princesse de Babylone*. Enfin il n'y a aucun mot consacré à la législation criminelle dans les dictionnaires auxquels collabora Voltaire avant cette même date : le « Dictionnaire de l'Académie » dont il rédigea en 1762 la lettre T, et le « Dictionnaire philosophique » qu'il écrivit de 1752 à 1764. On ne voit les questions juridiques traitées que dans les rééditions du Dictionnaire philosophique qui parurent en 1769 sous le nom de « Raison par alphabet », en 1776 sous le titre de « Raison par alphabet en forme de dictionnaire » et surtout dans les articles écrits pour l'Encyclopédie.

C'est une fois installé à Ferney que Voltaire commença à s'occuper des erreurs judiciaires qui devaient l'amener à étudier notre législation criminelle. Il avait alors tout ce qu'il fallait pour provoquer un mouvement d'opinion et exercer une influence puissante sur les esprits. Plus jeune, il eût pu, grâce à son talent précoce, faire admettre ses idées, mais il ne les aurait pas répandues comme il pouvait le faire de Ferney. Il venait d'entrer dans la gloire et sa renommée littéraire, sortie de France, avait pénétré dans toute l'Europe ; il s'était fait des relations très étendues et dans tous les mondes. Son esprit jeune encore par l'activité et mûri par l'âge pouvait supporter un grand travail et avait gardé toute sa fécondité. Mais surtout, ce n'est qu'à Ferney qu'il

avait cette existence sociale pleine de dignité de caractère et de conduite si nécessaire à un chef de parti. Il avait alors une fortune considérable lui permettant plus d'indépendance vis-à-vis de tous et servant même à faire ressortir son talent comme font les dorures d'un cadre à un beau tableau. Le libertin avait jeté ses gourmes, l'amant de la marquise du Châtelet ne vivait plus avec sa maîtresse. Ses compagnons de débauche avaient disparu pour la plupart avec la génération de ses contemporains, et ceux qui survivaient avaient oublié ses folies. En sorte qu'il commençait à avoir cette honorabilité indispensable à qui veut inspirer assez de confiance à son siècle pour s'en faire écouter. A Ferney, Voltaire était indépendant, il avait choisi cette demeure à proximité des Délices. D'une propriété, il pouvait se réfugier dans l'autre, lorsqu'il était tracassé ou en Suisse ou en France. « Les philosophes, disait Voltaire, doivent avoir deux ou trois trous sous terre contre les chiens qui courent après eux » et il s'était assuré deux refuges où il pouvait se terrer : dans l'un, il dépistait la police française et de l'autre il écoutait aboyer Genève. Voltaire aurait pu être oublié à Ferney, mais sa retraite n'était pas la retraite obscure du solitaire dont parle Horace, où l'on se cache pour oublier les hommes et pour en être oublié, mais une retraite fameuse où la gloire et la renommée l'accompagnaient. Il ne laissait échapper aucune occasion de fixer sur lui l'attention du public, « toujours jaloux, ainsi que l'observait Bachaumont, d'occuper la scène et de tenir sans relâche les yeux fixés sur lui », donnant de l'impor-

tance aux moindres riens relatifs à sa personne plutôt que de se laisser oublier. Cet isolement servit même à augmenter l'admiration de ses contemporains en ne permettant de voir que les grands traits de sa personne, en dissimulant toutes les petitesse dont ne s'aperçurent que ceux qui l'approchèrent de près. En sorte que, Voltaire ne resta un homme que pour ses très intimes et son valet de chambre et devint aux yeux de ses contemporains le roi de Ferney en correspondance habituelle avec Frédéric le Grand et la grande Catherine, le conseiller des princes et des ministres, inspirant Choiseul, appuyant Meaupou, encourageant Turgot, exerçant particulièrement sa royauté sur tous les grands esprits de son temps et par l'action qu'il exerçait sur ceux-ci donnant l'impulsion des événements et dirigeant la marche de son siècle.

Voltaire avait acquis cette royauté à force de lutte. Sa vie fut un combat continuel contre l'état social alors existant, contre les opinions et les idées alors admises. Philosophe, disait Desfontaines, il était impatient de toute contradiction et dans sa passion effrénée de propagande, il eût tout sacrifié pour le triomphe de ses principes. Préoccupé seulement de faire pénétrer ses idées, il essayait sans se déconcerter les mandements des évêques, les censures de la Sorbonne et les réquisitoires des parlements, et, mettant au service d'une cause tout humaine, le prosélytisme que la religion seule avait jusqu'alors inspiré, il fonda une église laïque dont il fut le pontife, où entrèrent les philosophes, les lettrés, les indépendants, et tous les mécontents. Pour maintenir son

ascendant sur ses frères spirituels, il se donne comme le prophète des temps nouveaux et va criant le *parate vias veritatis*. La vérité pour lui n'est pas une divinité qui trône majestueusement sur un piédestal de triomphe, elle se présente à lui comme Minerve sortant armée de la lance et couverte d'un bouclier, du cerveau de Jupiter, déesse de combat dont les fidèles doivent être des lutteurs. Aussi ne permet-il pas aux amants de la vérité d'aller s'isoler loin du bruit et de la lutte dans les *templa serena* et de s'assoupir dans la contemplation mystique de la divinité : dès que la vérité ou l'erreur se présente à ses yeux, il embouche la trompette, organise ses fidèles en milice, « embrigade la philosophie elle-même » et part en guerre pour le triomphe de l'une ou la ruine de l'autre. Polémiste, il l'était non seulement lorsqu'il attaque le dogme ou les pratiques de l'Eglise, ou les poètes d'occasion, mais même lorsqu'il veut entrer dans les calmes régions de la philosophie où il porte l'esprit de parti de doute, de contradiction, adoptant ou repoussant les théories suivant qu'elles sont ou non en contradiction avec l'ensemble de ses idées. « Voltaire, disait Montesquieu, n'écrira jamais une bonne histoire, il est comme les moines qui n'écrivent pas pour le sujet qu'ils traitent mais pour la gloire de leur ordre. Voltaire écrit pour son couvent. » La littérature elle-même devint bientôt une arme entre ses mains. A mesure que Voltaire avançait en âge, elle devint de plus en plus un simple moyen pour répandre ses idées. Ses dernières pièces de théâtre, les *Guèbres*, les *Lois de Minos*, sont des pièces à thèse écrites pour défendre l'autorité du pouvoir

royal. Si nous exceptons les ouvrages purement littéraires, nous trouvons une production immense extrêmement mêlée et variée, dont la seule unité est de se présenter comme une œuvre de lutte. Chacun de ses écrits est un fait d'armes brillant ou une escarmouche de cette guerre mémorable que la philosophie du XVIII^e soutint contre la puissance omnirégnante du christianisme et du catholicisme. C'est une des campagnes de cette grande guerre que nous allons étudier, car la laïcisation de la justice fut un des buts que poursuivit Voltaire lorsqu'il proposa la réforme générale de la législation criminelle ; ce fut l'infâme et les parlements religieux qu'il combattit lorsqu'il essaya de réhabiliter les Calas et les Sirven.

Parlons d'abord des procès auxquels fût mêlé Voltaire puisque ce furent eux qui lui donnèrent l'occasion de connaître notre législation criminelle. Nous laisserons de côté, bien entendu, les procès civils qu'il intenta à Desfontaines, à Jore, à Heraut, à Travenol. L'étude de ces affaires touche trop indirectement au sujet de cette thèse pour que nous en fassions l'historique. Nous renvoyons ceux qui s'intéressent à ces procès à l'ouvrage de Léouzon-le-Duc, *Voltaire et la police* et à l'étude de Henri Beaune, *Voltaire contre Travenol* (1). Voltaire, qui tenait cependant de son père une grande aptitude aux affaires et avait appris la procédure chez M. Allain, perdit néanmoins la plupart de ces procès malgré toutes les roueries qu'il dépensa pour faire condamner ses adversaires. Sentant bien en effet qu'il n'a-

(1) *Correspondant*, livraison du 25 mai 1869.

vait pas le bon droit pour lui, Voltaire avait recours au pouvoir arbitraire des officiers de police et des magistrats contre les éditeurs qu'il dupait, les critiques par lesquels il se disait insulté, dénonçant, mentant, calomniant et, pour assurer le succès de ses démarches, la satisfaction de ses rancunes, identifiant sa cause à celle de la vertu, du droit, de l'humanité, « étouffant la vérité sous l'intérêt, la justice sous la passion. » Mais si Voltaire n'eut pas le beau rôle dans ces procès où son intérêt et sa vanité étaient seuls en jeu, il sut prendre dans les procès criminels dans lesquels il intervint une attitude plus élevée et plus digne, se posant en défenseur de la justice opprimée, en champion de l'humanité contre la barbarie, de la pensée libre contre l'intolérance et le fanatisme. Mais si on admire le dévouement qu'il mit à défendre quelques malheureuses victimes de méprises judiciaires, si on lui pardonne l'ostentation qu'il mit à sa générosité, on ne peut que blâmer le parti pris qu'il montra de faire retomber sur l'église catholique, la responsabilité de toutes les fautes et toutes les erreurs commises. Hier encore un de ses admirateurs reconnaissait que son tort avait été de se laisser « emporter par la passion de rendre la foi catholique responsable des férocités judiciaires des parlements jansénistes » (1), car il est indéniable qu'il était plus préoccupé de rendre odieux les gens d'église et les juges du parlement que d'exciter la compassion en faveur d'humbles ignorés de l'innocence desquels il n'était point certain. Ajoutons

(1) Discours prononcé le 25 avril 1904 par M. Emile Ollivier, en réponse au discours de réception de M. Faguet.

en outre qu'il était soucieux de se former une clientèle qui le rendit redoutable, car il pensait « qu'il est toujours bon d'avoir pour soi tout un parti » et il ne lui déplaisait point « de devenir l'idole de ces faquins de huguenots ».

Nous ferons d'abord l'histoire des procès dont Voltaire obtint successivement la revision. Ce sont les procès de Calas, de Sirven, de Montbailly et de Morangiès qui se déroulèrent l'un après l'autre de 1762 à 1772. Nous dirons après quelques mots de trois autres affaires auxquelles s'intéressa Voltaire, celles du curé de Möens, pe Martin et du duc de Richelieu. Enfin nous parlerons de Lally et de la Barre, que Voltaire ne réussit pas de son vivant à faire réhabiliter.

PROCÈS

Affaire Calas.

Calas fut le premier des clients de Voltaire. Avant de dire quel fut dans la révision de cette affaire le rôle de Voltaire, nous allons raconter l'histoire de Calas, d'après le récit fait par Mme Calas elle-même dans les pièces originales publiées par Voltaire :

Le 13 octobre 1761, Calas, marchand drapier à Toulouse, dînait avec sa femme, deux de ses fils, Marc-Antoine et Pierre et un ami de ses fils, François-Alexandre Gaubert Lavaysse. Vers la fin du repas, Marc-Antoine se lève de table et descend du premier étage où se trouvait la salle à manger, au rez-de-chaussée où étaient situés les magasins. Calas, le père, sort quelques instants après et revient dans la salle à manger. Pierre et Lavaysse descendent une heure après pour sortir, et en passant par la boutique, trouvent, paraît-il, le corps de Marc-Antoine, pendu à un billot de bois placé au-dessus de la porte intérieure. Saisis d'étonnement, ils laissent échapper des exclamations d'alarme : le père accourt, la mère veut descendre aussi, on l'en empêche. On détache la corde par laquelle était suspendu Marc-Antoine. Impatiente, la mère descend dans la boutique, et trouve tous les siens en larmes, auprès de son fils étendu sans vie sur le plancher, auquel elle prodigue des

soins inutiles. On envoie quérir un chirurgien qui arrive et constate que le corps est presque froid. Au bruit qui se fait dans le magasin des Calas, les voisins s'assemblent et bientôt arrive David de Baudrigue, un des capitouls de Toulouse, qui étaient chargés, ainsi qu'on le sait, de la police de la ville et exerçaient en outre la haute et basse justice.

Le public commente des faits qu'il connaît imparfaitement ; les coordonne et veut les expliquer en disant que Calas a dû assassiner son fils pour l'empêcher de se convertir au catholicisme. L'opinion se lance dans cette voie, elle s'accroît en passant de bouche en bouche, et tout le monde est bientôt convaincu de la culpabilité des Calas. Cette orientation de l'opinion, expliquant un meurtre par l'opposition des sentiments religieux existant entre le meurtrier et sa victime, ne doit pas étonner dans un pays agité longtemps par les questions religieuses, où souffle un vent d'intolérance qui tourne souvent en tempête et surtout dans un temps où les passions étaient portées à un état d'exaspération dont nous ne pouvons nous faire idée. Toulouse était la ville sainte, « la seule qui entre les villes de France était pure de la souillure hérétique, nul n'y étant admis à la bourgeoisie si sa foi catholique est suspecte (1) ». Elle avait lavé l'hérésie dans le sang répandu des Albigeois et des Vaudois et plus tard dans la croisade organisée contre les huguenots, héritiers des doctrines de ces derniers. Elle

(1) *Historia Galliæ*, lib. 30, par de Gramont, premier président au parlement de Toulouse. « Una inter Galliæ urbes immunis sit hereticæ labes, nemine in civem admisso cujus suspecta sit apostolica fides. »

était la ville où quatre mille protestants furent massacrés dans une journée, dont on célébrait tous les ans l'anniversaire sous le nom de « jour de la délivrance ». Le capitoul David est bientôt convaincu de la culpabilité des Calas : il ordonne de les arrêter ainsi que Lavaysse et la servante Jeanne Viguier, et les fait conduire à l'hôtel-de-ville où on les enferme dans les prisons municipales tandis que le corps du défunt est déposé dans la chambre de la Gène. Il procède les lendemain et jours suivants à un interrogatoire des accusés et à l'instruction de l'affaire.

Pour provoquer des dépositions complémentaires, il demande qu'il soit lancé un monitoire. C'était un avertissement lu au prône et affiché à la porte des églises, pour prévenir tous ceux qui sauraient par ouï dire ou autrement, les faits certains ou présumés énoncés dans le monitoire qu'ils eussent à les déclarer à la justice ou au curé. Ce moyen d'obtenir des témoignages ne doit pas étonner si l'on songe aux nombreuses attributions civiles dont étaient chargées les autorités religieuses. Coquerel et ceux qui l'ont copié, ont insisté sur la partialité du monitoire rédigé plus à charge qu'à décharge : « le monitoire lancé contre les Calas, disent-ils, menaçait ceux qui ne déposeraient pas contre eux mais se taisait sur les témoins qui auraient eu à déposer en leur faveur et de la sorte, ces derniers ne pouvaient se présenter (1). » Cette partialité, si elle existait, ne pouvait guère tirer à conséquence, attendu que le monitoire fut lancé le 17 octobre, alors que la dernière et la plus im-

(1) Calary, *Les clients de Voltaire*, p. 20.

portante des instructions avait été close le 14 du même mois ; mais le monitoire était rédigé de manière à provoquer des dépositions contradictoires car il était ainsi libellé : « ... 9° contre tous ceux qui savent par où dire ou autrement qui sont les auteurs, complices, fauteurs adhérents de ce crime qui est des plus détestables. Enfin contre tous ceux sachant et non révélant ci-dessus circonstances et dépendances ». Une autre illégalité reprochée à ce monitoire, était qu'il désignait les Calas comme assassins de leur fils, alors que la loi interdisait de nommer les personnes incriminées, car « c'eut été livrer leurs noms à la publicité lorsque leur innocence pouvait être démontrée plus tard ». Il faut ne pas avoir lu ce monitoire pour dire et répéter une aussi grosse inexactitude. Nulle part on ne nomme qui que ce soit en dehors de Marc-Antoine. Il est un dernier oubli des formalités du monitoire qui a fait l'objet d'une critique. L'on devait s'adresser à l'official pour faire publier un monitoire, or, le tribunal n'étant pas constitué à ce moment, on s'était adressé à un vicaire général, mais cette omission fut réparée plus tard, car avant la publication du monitoire ordonnée par le Parlement, on fit joindre la sanction du dit tribunal.

Après trois semaines, l'inhumation du cadavre eut lieu un dimanche. La confrérie des pénitents blancs fit célébrer un service, plus pour la glorification que pour le repos de l'âme de celui qu'on regardait comme un martyr, car sur un catafalque, on avait mis un squelette, tenant d'une main une palme et de l'autre une inscription avec ces mots : abjuration de l'hérésie. Ces ma-

nifestations prématurées et regrettables devaient être exploitées contre le dit fanatisme et contre le Parlement.

Pendant ce temps, l'instruction criminelle continuait son cours. L'interrogatoire de l'accusé et l'audition des témoins, la confrontation, le récolement, eurent lieu conformément à la loi. Cependant on ne confronta pas les accusés avec les experts qui examinèrent le cadavre. On a fait remarquer que tant que les capitouls restèrent saisis du procès, il ne parut aucun mémoire d'avocat en faveur des Calas, mais il n'en pouvait être autrement puisqu'aucun ordre d'avocats n'était attaché à cette juridiction en France. Enfin, le 18 novembre, Roques de Rechon, David de Beaudrigue, Chirac, Boyer, capitouls, assistés de Ferlup, Labat et Carbonnel, assesseurs, rendirent un arrêt condamnant à la question ordinaire et extraordinaire Calas le père, madame Calas et Pierre Calas, et ordonnant que Lavaysse et Viguiier seraient présentés à la question, sans y être appliqués.

L'arrêt fut communiqué le même jour aux accusés qui en appelèrent au Parlement. Le procureur du roi Lagasse en appela devant la même cour *a minima*, c'est-à-dire comme d'une sentence trop indulgente. L'appel ayant été interjeté, les condamnés furent transférés de la prison de l'hôtel-de-ville à celle du Palais. Le 5 décembre, le Parlement cassa l'arrêt des capitouls, se fondant sur ce qu'il n'est permis qu'aux cours souveraines de présenter quelqu'un à la torture sans l'y appliquer, les tribunaux inférieurs ne pouvant qu'ordonner l'application pure et simple à la torture, et il retint la cause

quant au fond. Les Calas allaient avoir pour juges des magistrats éclairés et équitables mais bien connus aussi pour leur sévérité, car en effet, le Parlement de Toulouse s'était acquis un renom par des exécutions terribles qui étonnèrent Montluc lui-même, lorsque dans ses mémoires, il disait n'avoir jamais vu sauter tant de têtes. Le Parlement, pour s'éclairer, nomma M. de Cassan-Clairac conseiller rapporteur : les Calas choisirent comme avocat M. de Sudre. Pendant que la procédure se déroulait devant le Parlement, M. de Sudre faisait paraître trois mémoires, qui, de l'avis de Coquerel, sont fort au-dessus de ceux que Voltaire et l'Europe firent profession d'admirer plus tard : 1° Mémoire justificatif pour le sieur Jean Calas négociant de cette ville, dame Anne-Rose Cabibel son épouse et le sieur Jean-Pierre Calas, un de leurs enfants ; 2° « Suite pour les sieurs et demoiselle Calas » ; 3° « Réflexions pour les sieurs et demoiselle Calas ». Il parut également, pour la défense de Calas, un écrit sans nom d'auteur « Observations pour le sieur Calas, la dame de Cabibel son épouse et le sieur P. Calas, leur fils ». On attribue ce travail à M. de la Salle, conseiller au Parlement de Toulouse, qui soutint seul devant le Parlement et dans les salons, l'innocence des Calas, mais qui, au moment du jugement, devait se récuser comme s'étant déjà prononcé. A la même époque, M. Lavaysse fit paraître pour sa défense, un mémoire intitulé : « Mémoire du sieur Gaubert Lavaysse », qui fut bientôt suivi d'un autre travail, écrit par son père et qui parut sous le titre de : « Mémoire de M^e David Lavaysse, avocat en la cour, pour

le sieur François-Alexandre Gaubert-Lavaysse son troisième fils ». Cassan-Clairac, qui, pour se soustraire à toute influence, s'était retiré dans un couvent de Chartreux, rédigea son rapport et le présenta au Parlement assemblé le 28 février 1762.

Calas était-il coupable ou ne l'était-il pas ? La mort de Marc-Antoine Calas pouvait s'expliquer par trois hypothèses : Marc-Antoine avait été tué par son père, s'était suicidé ou avait été assassiné par des étrangers. Cette dernière hypothèse n'a jamais été soutenue ; on ne connaissait aucun ennemi au *de cujus* ; un assassin, du reste, n'aurait pas pu pénétrer dans la maison que tout le monde déclara fermée. Puisque personne n'a avancé cette opinion, inutile de l'envisager ; nous n'étudierons donc que les deux hypothèses entre lesquelles le Parlement dut choisir : le suicide ou l'assassinat domestique. Les partisans de l'innocence des Calas disent que la famille des Calas n'avait aucun intérêt à la mort de leur fils. Le projet d'abjuration n'était pas démontré, et le fût-il, ce n'était pas une raison suffisante puisque le père n'avait pas tué le premier de ses fils qui s'était converti au catholicisme. Comment expliquer, ajoutait-on, qu'un vieillard de soixante-trois ans puisse étrangler un jeune homme dans la force de l'âge, et si l'on répond qu'il n'était pas seul pour consommer son crime, comment peut-on supposer l'accord d'un père, d'une mère, d'un ami, d'un frère, s'entendant pour perpétrer un crime sur une personne chère à tous ? Les cris que les voisins disent avoir entendus sur les neuf heures du soir, ne peuvent être des cris d'alarme puisque vers neuf

heures et demie le corps était froid ainsi que le constate le rapport d'un chirurgien. Mais le suicide s'explique au contraire par les chagrins, les difficultés auxquels nous expose la lutte de la vie et contre lesquels s'était heurté le jeune Calas qui, ayant acquis les grades universitaires, se voyait fermée la carrière du barreau auquel l'avaient préparé ses études. Cette première difficulté avait rebuté et découragé ce jeune homme, porté naturellement vers l'idée du suicide par son caractère assombri. Ce suicide possible était démontré par quelques circonstances de faits et la pendaison était explicable par le moyen indiqué, la corde passée par deux anneaux à une bille de bois, suffisait pour exécuter le suicide.

A tout cela, l'accusation répondit : que Marc-Antoine n'avait aucune raison de se tuer, rien ne manifestant en dehors l'humeur sombre dont on parlait comme du fond de son caractère. Pourquoi d'ailleurs se serait-il suicidé puisque, sur le point d'abjurer le protestantisme il allait voir s'ouvrir devant lui la carrière du barreau ? Marc-Antoine, en effet, avait manifesté le désir de se faire catholique. Depuis un certain temps il fréquentait les églises, assistait aux cérémonies du culte et écoutait les prênes et les exhortations faites aux fidèles. Son jeune frère, Louis, déjà catholique, avait annoncé l'abjuration de Marc-Antoine qui s'était déjà approché des sacrements. Ce projet d'embrasser la religion catholique, disent les défenseurs des Calas, ne pouvait porter le père à tuer son enfant. Evidemment nous ne pensons pas et aucun des juges de Calas n'a pensé que la doctrine de Calvin

ordonnât aux parents de tuer leurs enfants qui changeaient de religion, et si cette idée, faussement répandue, fut accueillie par la foule ignorante du peuple, elle ne fut jamais admise par les magistrats éclairés qui décidèrent du sort de Calas, et il était bien inutile, pour réfuter cette calomnie, d'appeler en témoignage du contraire les autorités ecclésiastiques de Genève. Mais ce qui est plus probable, c'est que le père dut faire tout ce qu'il put pour détourner son fils du projet d'entrer dans la religion catholique : d'abord par devoir d'apostolat et ensuite pour n'avoir pas à payer une pension à son fils. Depuis la révocation de l'édit de Nantes, en effet, les enfants d'un protestant, dès qu'ils s'étaient convertis au catholicisme, et ils le pouvaient à partir de l'âge de sept ans, avaient le droit d'exiger de leurs parents une pension alimentaire arbitrairement fixée par les autorités ecclésiastiques. Fort de son droit, Louis Calas, qui s'était converti depuis longtemps au catholicisme, avait exigé avec une grande âpreté le paiement à leur échéance des arrérages de la pension qui lui avait été constituée et Calas père ne se souciait pas de voir s'augmenter les charges qui lui étaient imposées par la loi. De là à l'idée d'un meurtre, d'un parricide, il y a encore loin, mais que l'on songe à l'exaltation du sentiment religieux dans des siècles de foi ardente, exaltation avivée par la lutte et la persécution, et l'on pourra supposer qu'à la suite de remontrances, de discussions amères entre le père et le fils, l'un ou l'autre ait perdu patience et ne se soit laissé aller à des provocations, des menaces et des coups dans un moment d'exaspéra-

tion irréfléchie et presque involontaire. Du reste, bien des témoins déposèrent de l'animosité que le père avait contre son fils qu'il avait eu le tort d'élever dans une situation au-dessus de son rang et de sa fortune. Des témoins dirent également la lutte et les souffrances que le père avait fait endurer à son fils Louis lorsque celui-ci avait manifesté son intention de passer au catholicisme, et l'on doit penser qu'après avoir séquestré un enfant, il ait pu s'emporter contre un second fils prêt à embrasser une religion abhorrée, fils d'autant plus coupable qu'il était plus âgé et plus à même d'apprécier la portée d'une abjuration.

Et puis, est-il admissible qu'un homme qui va se suicider plie ses vêtements avec soin et garde une cravate à boucle de métal qui ne peut que le gêner ? N'est-il pas plus naturel de supposer que la cravate a été mise après le crime accompli pour dissimuler les marques de la strangulation que les médecins n'aperçurent que lorsque la cravate fut enlevée ? explication d'autant plus plausible que la cravate trouvée sur le corps de Marc-Antoine n'était pas celle qu'il avait coutume de porter à cette saison. Marc-Antoine portait une cravate blanche l'été, noire l'hiver, et l'été durait encore à Toulouse puisque le jeune homme portait un pantalon de nankin, et cependant l'on trouva sur lui une cravate noire. Ce n'est pas seulement l'inspection du cadavre qui fait écarter l'hypothèse du suicide, mais encore l'examen des lieux. Une personne qui veut se suicider cherche à ne pas être dérangée, d'abord elle ne se met pas près d'une porte d'entrée pour attirer l'attention des passants,

elle ferme les autres portes de la pièce où elle va accomplir son dessein et Marc-Antoine avait laissé ouverte la porte du corridor donnant sur le magasin. La bille dont s'était servi, disait-on, le suicidé était trop courte pour tenir sur les deux battants de la porte, si on les avait ouverts tous deux ; et si on eût tenu les deux battants à moitié fermés, le corps du suicidé eût obstrué le passage, on se serait heurté contre lui en voulant entrer ou sortir et personne ne prétendit avoir heurté le cadavre. Et puis cette bille de bois était ronde, polie par l'usage, moins grosse à un bout qu'à l'autre, elle présentait donc beaucoup d'instabilité ; comment les tréssailllement d'un individu qui se débat dans les convulsions de l'agonie n'ont-ils pas fait glisser sur le battant des portes cette barre de bois si instable. Il est bien extraordinaire aussi que Marc-Antoine, en plaçant sans lumière cette bille de bois, qu'en s'agitant dans les dernières convulsions, que les membres de la famille en détachant le corps et en faisant glisser cette même bille, n'aient fait tomber aucun des treize bouts de ficelle placés sur les battants des portes, ficelles destinées à lier les petits paquets du magasin, car les expertises ont établi qu'aucun de ces bouts de corde n'avait été dérangés. Ajoutons encore que sur toute l'épaisseur des deux battants de la porte, on aperçut cette poussière floconneuse qui se rassemble sur les meubles que l'on n'essuie pas, ainsi que le remarqua un conseiller du Parlement de Toulouse (1). Les explications que donnèrent

(1) V. Bastard d'Etang, t. 1, p. 394.

des faits les accusés étaient en contradiction avec les rapports des médecins. Le cadavre était froid dès neuf heures et demie, l'état des aliments établissait que le mort n'avait pas mangé quatre heures avant d'expirer ; les déclarations des accusés affirmant qu'ils avaient fini leur souper une heure avant la mort du défunt étaient donc inexactes.

Toutes ces raisons frappèrent l'esprit des juges, mais ce qui les confirma dans leur croyance à leur culpabilité, ce furent les affirmations contradictoires des accusés. Ils dirent d'abord qu'ils avaient trouvé Marc-Antoine couché dans la boutique, ils déclarèrent qu'ils l'avaient trouvé pendu ensuite. Pour expliquer cette contradiction, ils alléguèrent que leur intention avait été d'écarter l'idée du suicide pour éviter le déshonneur qui se fut attaché à la mémoire de Marc-Antoine. Mais la saisie de deux lettres à l'adresse de Pierre Calas et de Lavaysse, saisie opérée le lendemain, leur laissant entendre ce qu'ils devaient déclarer, montre l'état d'âme d'accusés plus soucieux de donner des explications plausibles que de dire la vérité, cherchant à se sauver en trompant la justice. Ce n'est pas le seul mensonge avancé par les accusés, ils dirent avoir coupé la corde par laquelle était suspendu le suicidé et cette corde fut retrouvée intacte. Les deux anneaux des deux bouts de la corde, dirent encore les accusés, étaient passés dans la bille de bois dont il a été ci-dessus question et la corde n'avait pu être ainsi doublée car elle eut été évidemment trop courte pour qu'un homme pût la passer autour du cou et se suspendre. Les accusés dirent que Marc-Antoine était sorti sans lumière

et qu'il n'y en avait aucune dans la boutique lorsqu'ils y entrèrent. Est-il possible d'admettre qu'un homme au milieu de l'obscurité ait plié et rangé ses habits sur un comptoir, ait pris une corde, l'ait placée sur les battants d'une porte sans déranger les bouts de ficelle qui s'y trouvaient ? Le suicide était plus matériellement impossible qu'il n'était moralement inadmissible.

Aussi la Chambre de la Tournelle, sur le rapport de Clairac, concluant à la culpabilité, sur les conclusions conformes de Riquet de Bonrepos, procureur général dont les philosophes et les encyclopédistes eux-mêmes reconnaissaient l'esprit éclairé et indépendant, rendit-elle, le 9 juin 1762, un arrêt de condamnation, portant que Calas subirait la question ordinaire et extraordinaire « pour tirer de lui l'aveu de son crime, complices et circonstances et serait roué par les mains de l'exécuteur de haute justice, ordonnant qu'il serait sursis au jugement de Calas fils, Anne-Rose Gabibel, femme Calas, Gaubert-Lavaysse et Jeanne Viguier ».

Calas supporta courageusement la torture sans avouer son crime et mourut avec sérénité. Les apologistes nous ont fait le récit de ses derniers moments avec un luxe de détails bien digne des hollandistes. Après saint Calas fils, invoqué par les pénitents blancs, on eut saint Calas père, vénéré au Désert.

Quelques jours avant l'exécution de Calas, Voltaire ignorait totalement l'existence de cette affaire qui passionnait Toulouse depuis six mois, car le 2 mars 1762, il écrivait à d'Argental : « Pour le Parlement de Toulouse, il juge, il vient de condamner un ministre

de mes amis à être pendu. trois gentilshommes à être décapités et cinq ou six bourgeois aux galères, le tout pour avoir chanté des chansons de David. Le Parlement de Toulouse n'aime pas les mauvais vers. » Mais au milieu du mois de mars, il fut mis au courant des événements qui venaient de se dérouler. M. Sayous (1) attribue à Moulton, pasteur de Genève, « l'honneur d'avoir éveillé en l'âme de Voltaire la première étincelle d'un feu si durable et si pur ». Nous pensons néanmoins que cet honneur si grand revient à un négociant marseillais Dominique Audibert qui, venant de Toulouse et passant à Genève, fit à Voltaire le récit du procès et de l'exécution de Calas, car Voltaire lui écrivait plus tard : « Je me souviendrai toute ma vie que vous fûtes le premier qui me parlâtes des Calas. Vous avez été la première origine de la justice qu'on leur a rendue et de celle qu'on va leur rendre encore (2). » Toujours est-il qu'il avise d'Alembert de cet événement, dans une lettre datée du 29 mars 1762 : « On venait de pendre un de leurs prédicants à Toulouse, cela les rendait plus doux ; mais on vient de rouer un de leurs frères (Calas) accusé d'avoir pendu son fils en haine de notre sainte religion pour laquelle ce bon père soupçonnait dans son fils un secret penchant. La ville de Toulouse, beaucoup plus sotte et plus fanatique que Genève prit ce jeune pendu pour un martyr. On ne s'avisa pas d'examiner s'il s'était pendu lui-même, comme cela est très vraisemblable. On l'enterra... après quoi, la chambre criminelle fit rouer le père

(1) *Dix-huitième siècle à l'étranger*, t. 1, p. 344.

(2) Lettre à Audibert, 13 décembre 1763.

à la pluralité de huit voix contre cinq. Ce jugement était d'autant plus chrétien, qu'il n'y avait aucune preuve contre le roué. Ce roué était un bon bourgeois, un bon père de famille, ayant cinq enfants en comptant le pendu ; il a pleuré son fils en mourant ; il a protesté de son innocence sous les coups de barre... » Mais d'Alembert était au courant de cette affaire, puisque dans une lettre du 31 du même mois de mars qui s'était croisée avec celle que lui envoyait Voltaire, il écrivait : « Vous savez sans doute ce que le Parlement vient de faire..... en faisant rouer vif un pauvre vieillard de soixante et dix ans accusé faussement d'avoir pendu son fils. »

Voltaire ne pensa d'abord pas à s'occuper de cette affaire, mais il y fut invité par Moultou, et une fois qu'il y fut entré, il la poursuivit, nous verrons avec quelle activité. Il hésitait, ne sachant pas encore de quel côté était le crime. Il s'agissait de savoir « si un père et une mère avaient pendu leur fils par tendresse pour la secte de Calvin ou si des juges avaient fait expirer sur la roue un père innocent, par tendresse pour la religion romaine (1) ». Lorsqu'il écrivit en Languedoc sur cette tragique aventure, catholiques et protestants lui répondirent qu'il ne fallait pas douter du crime des Calas (2) ». Pour avoir des éclaircissements, il écrivit le 15 mars 1762 au cardinal de Bernis qui avait un « véritable fond de générosité humaine et chrétienne ». « Oserai-je supplier Votre Eminence de vouloir bien me dire ce que je dois penser de l'aventure affreuse de ce Calas roué à

(1) A Moultou, 25 février 1763.

(2) A Damilaville, 4^{er} mars 1765.

Toulouse pour avoir pendu son fils ? C'est qu'on prétend ici qu'il est très innocent et qu'il en a pris Dieu à témoin en expirant. On prétend que trois juges ont protesté contre cet arrêt : cette aventure me tient au cœur.» Le cardinal ne répondit pas, attendant d'être lui-même bien renseigné et Voltaire renouvelle au cardinal sa demande de renseignements le 15 mai suivant : « Je vous avais supplié de vouloir bien vous faire informer de l'horrible aventure des Calas. M. le Marcéhal de Richelieu n'a pu avoir aucun éclaircissement satisfaisant sur cette affaire.... Votre Eminence pourrait me faire parvenir le mémoire qu'on lui aurait envoyé de Toulouse et assurément je ne dirai pas qu'il m'est parvenu de vous. » Et l'aimable prélat lui répondit : « Je ne crois pas un protestant plus capable d'un crime atroce qu'un catholique, mais je ne crois pas aussi (sans des preuves démonstratives) que des magistrats s'entendent pour faire une horrible injustice. »

Il n'était pas encore fixé sur cette affaire, mais avant que d'avoir obtenu des éclaircissements il se persuadait de la culpabilité et de la partialité des juges et recommandait de faire du bruit autour de ce scandale, puisque le 4 avril, il écrivait déjà à Damilaville : « Il est avéré que les juges toulousains ont roué le plus innocent des hommes. Jamais depuis la Saint-Barthélémy, rien n'a tant déshonoré la nature humaine. Criez et qu'on crie. » Dix jours après avoir assuré Damilaville de l'intolérance sectaire des magistrats toulousains, il écrivait le 15 avril des Délices à Mlle XXX... « Il est vrai, mademoiselle, que dans une réponse que j'ai faite à M. de Chazelles, je

lui ai demandé des éclaircissements sur l'aventure horrible des Calas... J'ai rendu compte à M. de Chazelles des sentiments et des clameurs de tous les étrangers dont je suis environné ; mais je ne puis lui avoir parlé de mon opinion sur cette affaire cruelle puisque je n'en ai aucune. » Il venait d'entrevoir la possibilité de rompre des lances contre l'intolérance, le papisme et les pénitents blancs. « Il sera bien doux de gagner ce procès contre les pénitents blancs (1). » Quelle admirable occasion en effet de poursuivre la religion au nom de laquelle s'était commise cette incroyable injustice. Il envoya à tous les athées un ordre du jour qui posait la question Calas. Le 15 septembre 1762, il écrivait à d'Alembert : « Ces mémoires pour Calas ne sont faits que pour préparer les esprits et avoir le plaisir de rendre un parlement et des pénitents blancs exécrables et ridicules. » Et le 28 novembre suivant, en lui recommandant la veuve Calas, il ajoutait : « Protégez, mon frère, tant que vous pourrez la veuve Calas, c'est une huguenote imbécile, mais son mari a été victime des pénitents blancs. Il importe au genre humain que les fanatiques de Toulouse soient confondus. Je crois vous avoir déjà mandé qu'il paraîtrait en son temps à l'occasion des Calas un écrit sur la tolérance prouvée par les faits. O mes frères ! Combattons l'infâme jusqu'au dernier soupir. »

Voltaire ne pouvait se lancer dans cette affaire sans faire une enquête, sans avoir rassemblé tout ce qui pouvait être en faveur de ceux dont il fallait présenter

(1) Lettre à d'Argental, 14 septembre 1762.

la défense. Aussi fait-il venir aux Délices Donat Calas qui se trouvait alors à Genève et l'interroge longuement. Il se met en relations avec Mme Calas et deux négociants qui avaient été en rapports d'affaires avec le père. Il établit un comité consultatif composé du ministre protestant Moulton, de l'avocat de Vegobre, réfugié français, de Tronchin, et d'un banquier du nom de Cathala. Ces conseillers aidèrent beaucoup Voltaire pendant tout le cours de cette affaire, cherchant pour lui des documents, recueillant des pièces de jurisprudence, débrouillant les questions difficiles qui se posaient au cours des polémiques. Enfin, lorsqu'il a amassé assez de renseignements permettant de douter de la culpabilité de Calas, il tâche de se persuader que « ce jugement est un assassinat fait en robe et en bonnet carré », il entre en campagne, bat le rappel dans toute l'encyclopédie, pousse son cri de guerre « écrasons l'infâme », enrégimente tous ses illustres visiteurs, princes, maréchaux, gens du monde et gens de lettres, et commence l'attaque. Il fallait créer un mouvement d'opinion en faveur des Calas, afin de forcer la justice à revenir sur sa décision. Il intéresse tous ses amis, tous ses clients, la duchesse d'Enville, le duc de Richelieu, la comtesse d'Egmont, le duc et la duchesse d'Harcourt....

La première chose à obtenir était d'avoir la copie des pièces de la procédure de Toulouse. Le Parlement, faisant quelque difficulté pour en délivrer l'expédition, Voltaire prie d'Argental d'intervenir auprès du chancelier : « Tout cela est illégal.... il est inconcevable que le chancelier ne se fasse pas représenter cet étrange

arrêt » (1). Il insiste quelques jours après : « Si je m'intéresse tant à ce Calas, c'est que je vois tous les étrangers indignés, c'est que tous vos officiers suisses protestants disent qu'ils ne combattent pas de grand cœur pour une nation qui fait rouer leurs frères sans aucune preuve... N'est-il pas de la justice du roi et de sa prudence de se faire au moins représenter les motifs de l'arrêt? Cette seule démarche consolera tous les protestants de l'Europe et apaiserait leurs clameurs. Avons-nous besoin de nous rendre odieux. Ne pourriez-vous pas engager M. le comte de Choiseul à s'informer de cette horrible aventure qui déshonore la nature humaine, soit que Calas, soit coupable, soit qu'il soit innocent (2). » Il insiste jusqu'à ce qu'il obtienne gain de cause : « Que demandons-nous? Rien autre chose sinon que la justice ne soit pas muette comme elle est aveugle, qu'elle parle, qu'elle dise pourquoi elle a condamné Calas. Le chancelier serait-il assez.... pour ne pas faire venir la procédure. On imagine qu'il faut préalablement que cette pauvre femme fasse venir des pièces de Toulouse. Où les trouvera-t-elle? Qui lui ouvrira l'ancre du greffe? Où la renvoie-t-on si elle est réduite à faire elle-même ce que le chancelier ou le conseil seuls peuvent faire (3)? » On obtint enfin à grands frais la copie de la procédure, ce qui fut payée avec une partie des fonds recueillis un peu partout pour soutenir la famille Calas et poursuivre l'affaire. Frédéric de Prusse et Catherine de Russie

(1) A d'Argental, 15 mars 1762.

(2) A d'Argental, 27 mars 1762.

(3) A d'Argental, 5 juillet 1762.

fournirent la forte somme ; le Landgrave de Hesse-Cassel (1), la Margrave de Bade-Dourlaets (2), envoyèrent des secours ; Audibert Tourton, Baur et d'autres donnèrent ce qu'ils purent (3). Il serait injuste d'oublier Voltaire qui « se chargea de payer les frais du procès qu'elle (Mme Calas) devait intenter devant le conseil du roi ». Enfin une souscription fut ouverte en Angleterre, en Hollande au profit des Calas (4). Une grosse somme d'argent fut ainsi amassée, qui permit d'envoyer à Paris Mme Calas et d'entamer l'instance devant le conseil du roi.

Mme Calas arriva en juin à Paris, recommandée à d'Argental, à d'Alembert, à M. de Choiseul, à Mariette et à Elie de Beaumont (5). Son rôle y fut assez effacé, mais elle sut conquérir la sympathie de tous ceux qui l'approchèrent et qu'elle gagna ainsi à la cause de la réhabilitation de son mari. On ne pouvait faire appel d'une sentence rendue par une cour suprême, car tous les parlements étaient autant de cours souveraines entre lesquelles il n'y avait aucune hiérarchie. On ne pouvait faire casser leurs arrêts qu'en les portant au conseil du roi. Dès lors, on avait à plaider la cause des Calas devant l'opinion et devant le conseil du roi. Voltaire se chargea de préparer l'opinion ; Elie de Beaumont fut prié de préparer un mémoire pour le grand conseil.

(1) De Voltaire au Landgrave, 6 février 1764.

(2) *Id.* à la Margrave, 17 janvier 1764.

(3) *Id.* à Audibert, 9 juillet 1762.

(4) Lettres à Argental, 4 août 1762.

(5) Lettres à d'Argental et Elie de Beaumont, 11 juin 1762.

Au mois d'août, Voltaire commença la publication des pièces originales, consistant en une lettre de Mme Calas datée du 15 juin 1762, une lettre de Donat Calas à sa mère du 22 juin, un mémoire de Donat du 22 juillet et une déclaration de Pierre en date du 23 juillet. Il en envoya de nombreux exemplaires au marquis de Chauvelin (1), à d'Alembert pour qu'on les répande partout, qu'on en inonde Paris. Il faut, disait d'Alembert « que tout le public soit au fait de cette horrible aventure. Vous n'avez pas donné assez d'exemplaires des pièces justificatives, à peine les connaît-on ici et Paris devrait en être inondé » Voulant frapper sans relâche l'opinion, Voltaire raconta quelques semaines après, l'histoire de Calas sous une forme nouvelle dans l'histoire d'Elisabeth Canning et de Jean Calas, en rapprochant la condamnation de Calas de celle d'une pauvre fille innocente qui fut sur le point de se voir condamnée sur de faibles indices. Dès le mois d'août, des exemplaires étaient distribués en France et à l'étranger (2). L'année suivante, il présente encore l'histoire de Calas sous un jour nouveau dans son *Traité sur la tolérance*. Il annonce l'envoi du traité le 13 octobre 1763 à M. le Chancelier, le 6 décembre à Damilaville, le 18 janvier 1764 au cardinal de Bernis, mais ce ne furent que les intimes de la philosophie, desquels on était sûr, qui reçurent le *Traité sur la tolérance*, car Voltaire ne voulait pas le faire paraître « de peur qu'on imaginât que l'esprit de parti avait

(1) De Voltaire au marquis de Chauvelin, 24 septembre 1762.

(2) Lettre de Mme la Margrave de Bade à Voltaire, 17 août 1762.
Lettre de Mme la Margrave de Bade à Voltaire, 24 août 1762.

tenu la plume et que cette idée ne fit tort à la cause des Calas (1) ». Il ne se décida à en faire distribuer qu'au mois de novembre suivant. Par toute cette série de publications, Voltaire préparait l'opinion publique, il créait une atmosphère qui pénétrait partout et agissait par influence sur les juges.

Mais ce qui importait le plus, c'était la rédaction du mémoire à présenter au conseil du roi. Mme Calas avait été présentée à Mariette et Elie de Beaumont, avocats plus connus par leur libéralisme que par leur talent. Ces deux avocats rédigèrent chacun un mémoire que Voltaire couvrit d'éloges après avoir pris soin de corriger toutes les erreurs qui s'y étaient glissées. L'affaire prenait bonne tournure dans l'opinion, Loiseau de Mauléon se joignit à Mariette et Elie de Beaumont pour glaner sa part de la renommée qu'allaient recueillir ses deux confrères. De Beaumont vit d'un mauvais œil l'intrusion d'un étranger dans une affaire dont il s'était chargé. « Est-il vrai, écrivait Voltaire à Damilaville, qu'Elie soit très courroucé de voir Loiseau dans sa moisson?... Dans son affaire telle que celle des Calas, il est bon que plusieurs voix s'élèvent, il s'agit de venger l'humanité et non de disputer un peu de renommée. » Mais Voltaire, qui ne voulait pas de mésintelligence dans ses troupes, intervenait et dédommageait de Beaumont en le comblant d'éloges hyperboliques. Il importe qu'il y ait de l'entente car on va donner le grand assaut. Jusqu'alors la guerre s'est passée en

(1) Lettre de Voltaire au marquis de Chauvelin, 18 octobre 1765.

« escarmouches (1) ». Les publications, libellés et mémoires de Voltaire n'ont été envoyés qu'en éclaireurs pour étudier et préparer le terrain, mais la consultation de de Beaumont signée de seize avocats, va livrer la grande bataille. Avec les consultations de Mariette et de Loiseau, « ce sont les trois batteries de canon qui battent la persécution en brèche (2) » et, tandis que toute la philosophie s'apprête à donner la charge, Voltaire fait le compte de ses soldats et de ses alliés, passe une dernière fois en revue toutes ses troupes, essaie « de soulever le corps ou l'ordre des avocats en faveur de son roué ». Il avait écrit en effet à M. le premier président Nicolai, à M. le premier président d'Auriac « qui avaient tous deux un grand crédit sur l'esprit de M. le chancelier ». Mme la duchesse d'Enville, M. le Maréchal de Richelieu, M. le duc de Villars écrivirent à M. de Saint-Florentin. On s'adressa à M. de Chaban « en qui M. de Saint-Florentin avait beaucoup de confiance » et à M. Tronchin, le fermier général qui pouvait tout auprès de M. de Chaban. Donat Calas s'était recommandé auprès de M. Héron, premier commis du conseil et Voltaire avait écrit à M^e Ménard, premier commis de Saint-Florentin. On avait présenté Mme Calas à M. de Lamoignon. Au dernier moment, Voltaire s'assure des plus fidèles, il compte sur d'Argental ; « M. le duc de Praslin et M. le duc de Choiseul ont de très bonnes intentions » ; M. Thiroux de Crosne, rapporteur de l'affaire est gagné ; Mme de Pompadour va par-

(1) Lettre de Voltaire au marquis de Chauvelin, 24 septembre 1765.

(2) Lettre de Voltaire à Damilaville.

ler. Voltaire sait « qu'il en est de la justice comme du ciel, *violenti rapiunt illud* » (1), aussi quand les juges sont nommés, les fait-il solliciter « fort et longtemps, soir et matin, par leurs amis, leurs parents, leurs confesseurs, leurs maîtresses (2) » et, une fois l'inspection des troupes terminée, Voltaire, l'âme ardente contre le fanatisme, parcourt encore les rangs, stimule les combattants, rectifie le tir et commande le feu.

La conspiration d'intrigues si habilement menée devoit aboutir. Le 1^{er} mars 1763, le bureau des cassations au conseil, jugea la requête admissible. Le 7, le conseil, présidé par le chancelier, tous les ministres votants, ordonna au Parlement de Toulouse de lui envoyer la procédure entière. Après quinze mois, l'arrêt de cassation fut prononcé par le conseil privé du roi. Le roi, en son conseil, après avoir cassé pour vices de forme la sentence des Capitouls du 27 octobre 1761, les arrêts du Parlement de Toulouse du 9 mars 1762 et du 18 mars de la même année, évoqua « à soi et son conseil, le procès criminel jugé par lesdits arrêts et icelui circonstances et dépendances » et renvoya l'affaire aux « maîtres des requêtes de l'hôtel du souverain », tribunal établi en principe comme l'on sait, pour rendre compte au roi des requêtes dont il se réservait la connaissance, mais en fait jugeant en son nom. La procédure fut recommencée pour la forme car la cause était jugée avant d'avoir été entendue. On a beaucoup parlé de la coalition des fanatiques de Toulouse, influençant le parlement de cette

(1) Lettre de Voltaire à Moussinot, février 1739.

(2) Lettre de Voltaire à d'Argental, 14 septembre 1762.

ville, mais la pression de l'opinion sur le conseil du roi est indéniable. La cabale montée par tout le parti de Voltaire, jointe à la secrète satisfaction que l'on éprouva de diminuer un parlement, dictèrent sa décision au conseil du roi gagné aux idées philosophiques, et s'il est possible que des magistrats inamovibles aient condamné Calas à Toulouse, parce qu'il était protestant, il est plus probable que des maîtres de requêtes au Conseil d'État, instrument toujours flexible entre les mains du pouvoir et plus sensible au vent de l'opinion(1), ont réhabilité Calas plus encore parce qu'il était protestant qu'à cause de sa problématique innocence. Enfin, le 9 mars 1765, trois ans jour pour jour après l'arrêt de mort de Calas, les quarante maîtres des requêtes appelés à juger cette affaire, rendirent à l'unanimité un arrêt de réhabilitation dont la dispositif est ainsi conçu : « Les maîtres des requêtes ordinaires de l'hôtel du roi, juges souverains en cette partie, tous les quartiers assemblés, faisant droit sur le procès, ensemble sur les requêtes et demandes desdits Anne-Rose Cabibel, Jean-Pierre Calas, Alexandre-François Gaubert-Lavaysse, Jeanne Viguiier, accusés, et desdits Louis, Jean-Donat, Anne-Rose et Anne Calas, Alexandre-François Gaubert Lavaysse et Jeanne Viguiier de l'accusation intentée contre eux ; ordonnent que leurs écrous seront rayés et biffés de tous registres où ils se trouveront inscrits ; à quoi faire, comme aussi à les mettre hors des prisons de la Conciergerie où ils sont détenus, tous greffiers, concierges

(1) La malignité du temps avait donné comme blason au conseil du roi un roseau penché sur la devise « *flexere nostrum est* » Maupouana.

et geôliers seront contraints même par corps, en vertu du présent jugement, lequel sera transcrit en marge desdits écrous ; quoi faisant, ils en demeureront bien et valablement déchargés ; déchargent pareillement la mémoire de Jean Calas de l'accusation contre lui intentée ; ordonnent que son écrou sera rayé et biffé de tous registres ; à quoi faire, tous greffiers, concierges et geôliers seront contraints, même par corps ; comme aussi à inscrire le présent jugement en marge desdits écrous, quoi faisant, ils en demeureront bien et valablement déchargés ; sur la demande desdits Anne-Rose Cabibel, Jean-Pierre Calas, Alexandre-François Gaubert Lavaysse, Jeanne Viguier, Louis, Jean-Donat, Anne-Rose et Anne Calas, en prise à partie et dommages-intérêts, les ont renvoyés à se pourvoir ainsi qu'ils aviseront. Ordonnent qu'à la diligence du procureur général de Sa Majesté, le présent jugement sera imprimé et affiché partout où besoin sera. Donné à Paris, aux requêtes de l'hôtel le 9 mars 1765. Collationné (signé Deforge). » Le jugement fut aussitôt mis sous presse à l'imprimerie royale et publié. Le parlement de Toulouse défendit qu'on affichât dans son ressort l'arrêt des maîtres des requêtes.

Ce fut au cours de ce procès que Voltaire saisit les inconvénients du système des preuves légales qui fondait la culpabilité d'un accusé sur un ensemble de présomptions peu concluantes : il écrivait en effet à Damilaville en mars 1863. « Ces visigoths (magistrat, de Toulouse) ont pour maxime que quatre quarts et huit huitièmes font deux preuves complètes et ils donnent à des ouï

dire le nom de quart de preuve et de huitième. Les têtes des Hurons et des Topinambous sont mieux faites. » Mais nous reviendrons plus loin sur cette question.

Voltaire recommanda aux Calas une grande prudence quant à la question de la prise à partie (1), car il était bien dangereux de s'attaquer directement au parlement de Toulouse. Du reste, leur demande de dommages-intérêts n'eut plus de raison d'être après que le roi eut accordé aux Calas sur sa cassette une gratification de 36.000 francs.

Pour trouver de nouvelles ressources à Mme Calas, on fit vendre une estampe gravée par Carmontelle, représentant la famille Calas à la Conciergerie. Ce fut Grimm qui prit l'initiative de cette œuvre dont il parle dans sa correspondance du 15 avril 1765. Voltaire s'associa à cette œuvre généreuse, et lorsqu'il reçut l'estampe il la suspendit en guise de crucifix au-dessus de son lit. La littérature mélodramatique s'empara du malheur de Calas et en tira trois pièces qui parurent à peu près à la même époque : *Jean Calas*, par J. L. Laya, *Calas ou le Fanatisme*, par Lemierre d'Argy, et *Jean Calas ou l'Ecole des Juges*, de Marie-Joseph Chenier. Dans deux pièces il est parlé du rôle de Voltaire : *La bienfaisance de Voltaire*, par Villemain d'Abancourt et *La veuve Calas à Paris*, par Pujoux.

L'opinion publique semble fixée aujourd'hui dans le sens de l'innocence de Calas. Cette innocence fut si habilement plaidée par ceux qui donnèrent tant de re-

(1) Lettres de Voltaire à Damilaville des 1^{er} et 5 avril et à d'Argental, 1^{er} avril 1765.

tentissement à cette affaire, qu'il semble qu'elle est définitivement établie et elle est presque universellement admise et sans le moindre doute par toute la grande masse des gens qui, n'ayant pas le temps d'étudier, adoptent l'opinion établie. Beaucoup de ceux cependant qui, sans parti pris, ont étudié cette affaire, n'ont pu attester l'innocence ou la culpabilité des Calas. Par esprit de lutte, beaucoup ont affirmé dans un sens ou dans un autre pour affermir les opinions chancelantes, rien ne soutenant autant qu'une conviction qui s'affirme. Nous ne parlerons pas des mélodrames larmoyants et des plaintes qui firent connaître au peuple la lamentable histoire des malheureux Calas, qui firent « de la tombe reparaitre son ombre et pleurer cette victime du fanatisme ». Et cependant, depuis le jugement des requêtes de la Chambre du roi, ont paru plusieurs monographies sur cette affaire et dans plusieurs ouvrages, quelques penseurs en ont parlé. Dans ses *Soirées de Saint-Pétersbourg*, Joseph de Maistre opina pour la culpabilité de Calas ; du Mège, dans son *Histoire générale du Languedoc*, est de ce même avis ; le 15 novembre 1843, le procureur Plougoulm dans un discours de rentrée de la Cour de Rennes, ayant déclaré que « dans tous les témoignages, il n'avait rien découvert, pas un fait, pas un mot, pas l'ombre d'une preuve, d'un indice, qui explique la condamnation de Calas », Théophile Huc répondit à ce discours et montra que tous les témoignages tendaient au contraire à prouver la culpabilité ; Bastard d'Etang consacre un chapitre de son *Histoire du Parlement de France* à cette affaire qu'il estime bien

jugée par le parlement de Toulouse. La défense la plus sérieuse ou plutôt la seule défense de l'innocence a été présentée par Athanase Coquerel, pasteur protestant, qui a écrit un gros ouvrage de cinq cents pages sur l'histoire de ce procès, mais l'étendue de cet ouvrage est due à de multiples hors d'œuvre, à des notes, des pièces justificatives qui ne prouvent pas grand'chose. Ce travail a été réfuté par l'abbé Salvan, petit neveu du capitoul Boyer dont le vote décisif prévalut contre Calas. Les *Causes célèbres* de la collection Foulquier qui rappellent l'histoire de ce procès inclinent vers l'innocence, mais cet historien ne prétend pas émettre un avis personnel, une opinion raisonnée, mais faire le récit de cette affaire d'après Coquerel dont il paraît apprécier l'apparente érudition ainsi qu'il le dit à la fin de sa monographie. Bengesco s'appuie également sur Coquerel. Calary a écrit son *Discours sur les clients de Voltaire*, Coquerel en mains, car on retrouve chez l'écrivain et l'orateur le même ordre dans le développement des idées, les mêmes citations, les mêmes détails et jusqu'aux mêmes expressions.

La campagne pour les Calas est le premier grand exemple de la méthode agressive que dans la presse moderne, on nomme trivialement « la scie ». Du reste, pendant tout le cours de cette affaire, Voltaire fut le plus habile et le plus passionné des journalistes. Il déploya, dans cette révision du procès par devant l'opinion publique, une habileté consommée, remuant des intrigues, parlant tous les langages, se métamorphosant selon les lieux et selon les hommes. « Nous avons, disait-il au médecin Tronchin, une viande crue pour les étrangers, ce mémoire

est pour la France et au bain-marie. » Cette affaire fit honneur à Voltaire et lui gagna l'estime de ses concitoyens :

Un beau trait nous honore aussi bien qu'un beau livre,
mais n'était-ce pas une belle pièce de théâtre que cette tragédie de Calas qui l'occupa trois ans alors qu'il écrivit Olympe en six jours, cette pièce faite dans toutes les règles et pour la réussite de laquelle il usa de tant d'influence, dont le dénouement fut « le plus beau cinquième acte qui fut au théâtre » (1). Le rôle de Voltaire dans cette pièce eût été bien plus beau si la passion de l'humanité l'avait seule guidé ; mais si plus tard, comme le comédien qui se prend à son propre jeu et verse de vraies larmes, Voltaire mit son cœur au service des Calas, au début de l'affaire il n'y mit que sa tête. Il n'était pas sûr le moins du monde de l'innocence de Calas, mais, vérité, ou calomnie, l'arme était bonne à prendre pour écraser l'infâme, car il espérait bien que « cette affaire ferait un bien infini à la raison humaine et autant de mal à l'infâme (2) ». On ne peut nier que Voltaire n'ait eu un beau rôle et nous ne pouvons qu'admirer la manifestation de son intelligence et de sa volonté, et s'il est vrai que son cœur lui inspira sa conduite, il a pu écrire de ce jour là avec raison :

« J'ai fait un peu de bien, c'est mon meilleur ouvrage. »

(1) De Voltaire à Cideville, 20 mars 1765.

(2) La réhabilitation de Calas donna confiance aux criminels. Grimm rapporte que Desrués voulant donner l'illusion de son innocence affectait cette tranquillité qui annonce la vertu et disait toujours « que les magistrats réhabiliteraient son honneur comme on avait réhabilité celui de Calas » (*Correspondance de Grimm*, mai 1777). Il n'en fut pas moins exécuté en place de Grève, le 6 mai 1777.

Affaire Sirven.

Le procès des Calas n'était pas encore jugé que Voltaire prenait en mains la cause des Sirven.

Le 12 juin 1763 il écrivait à Audibert ; « Nous allons entreprendre un nouveau procès assez semblable à celui des Calas. Vous avez peut-être entendu parler de la famille Sirven, accusée d'avoir noyé sa fille, que l'évêque de Castres avait enlevée pour la faire catholique. Le même préjugé dont la fureur avait fait rouer Calas, fit condamner Sirven à être rompu vif, la mère à être pendue, et deux de leurs filles à assister à la potence et à être bannies. Heureusement, ce jugement, plus cruel encore que celui de Calas et non moins insensé, n'a été exécuté qu'en effigie ; mais, la famille dépouillée de tous ses biens, est dans le dernier malheur. »

Sirven habitait Castres avec sa femme et ses trois filles. Une d'elles, Elisabeth, ayant manifesté quelque désir de se convertir au catholicisme, avait été élevée à Castres au couvent des Dames noires ou régentes, ou Dames du Saint-Enfant Jésus. D'un esprit naturellement faible, elle devint bientôt démente, et les religieuses durent la renvoyer à ses parents. Le 15 novembre, Sirven père, qui était allé se fixer avec sa famille à Saint-Alby près Mazamet, se mit en route pour Castres. Le lendemain, tandis qu'il allait reprendre sa route, il apprend par un exprès envoyé de Saint-Alby que sa fille Elisabeth a disparu. Il revient sur ses pas et trouve sa famille en larmes, il apprend que dans la nuit précédente, Elisabeth

était sortie sous prétexte de chercher du bois, et n'était pas rentrée : une de ses sœurs s'était mise à sa recherche et ne l'avait pas retrouvée. De nouvelles perquisitions ont lieu qui n'aboutissent à rien. On suppose qu'Elisabeth a été enlevée pour être mise dans quelque couvent. Enfin, le 3 janvier, des enfants en jouant aperçoivent au fond d'un puits un cadavre, les consuls sont prévenus, la justice est mise en branle. Le procureur fiscal Trinquier, chargé de diriger l'action publique, accompagné de Landes, juge de Mazamet, d'un médecin et d'un chirurgien viennent faire procéder à l'extraction hors du puits du cadavre qui s'y trouvait. Aux vêtements, on reconnaît la fille de Sirven.

Le premier sentiment fut que dans sa folie, cette malheureuse enfant s'était noyée, mais, comme à ce moment là, il y avait une recrudescence de passions religieuses surexcitées par les affaires du pasteur Rochette et des Calas, quelques exaltés lancèrent l'idée d'un parricide. L'idée s'accrédita rapidement et fut adoptée par l'opinion. Le corps du délit pouvant permettre les poursuites n'existait pas. On le fit établir par un nouveau rapport des médecins, concluant que le cadavre était celui d'une personne morte par strangulation et noyée ensuite. Mais quel était le coupable ? Deux incidents survinrent, dont le résultat fut de faire tomber les soupçons sur le père de la jeune fille. Le premier fut l'enlèvement du cadavre, le second, la démarche de Jalabert, avocat de Sirven.

Après l'examen des experts, le cadavre avait été déposé dans une des salles de la maison commune dont

on avait fermé la porte à clef. Le lendemain on constata que la serrure avait été forcée et que le cadavre avait disparu. Quelqu'un avait eu intérêt à soustraire le cadavre. L'on se demanda si ce ne serait pas Sirven ? A quelques jours de là, les experts révèlent au procureur fiscal que Jalabert, avocat de Sirven, leur avait proposé moyennant finance de changer les conclusions de leur rapport. Les soupçons se confirment, cette tentative de corruption, dit-on, a été inspirée à Jalabert pour sauver son client dont il connaît la culpabilité. Les présomptions de culpabilité contre Sirven sont maintenant assez fortes pour justifier un décret de prise de corps qui est aussitôt rendu contre Sirven et sa famille et le 5 janvier, tandis que Sirven attend à Castres le juge de Mazamet chargé de faire l'enquête, territoire lui ayant été accordé en cette ville (1), il voit arriver sa femme et ses deux filles qui lui apprennent qu'ils sont tous décrétés d'accusation comme coupables d'assassinat, et que la maréchaussée est à leurs trousses pour les appréhender au corps. Le premier mouvement de Sirven fut, paraît-il, de se livrer à la justice, mais sur les conseils de ses amis il prend la fuite avec les siens et se dirige vers la Suisse.

Pendant que les Sirven fuient à travers les montagnes, un premier monitoire est lancé contre eux le 21 janvier 1762, qui est bientôt suivi de deux autres, l'un en date du 29 janvier et l'autre du 17 février. Cent cinquante

(1) Accorder territoire était permettre à un magistrat de faire enquête ou poursuivre une instruction dans une juridiction qui n'était pas la sienne.

témoins furent entendus dont les dépositions n'étaient point très concluantes. Comme pour l'affaire Calas on pouvait supposer un suicide ou un parricide. L'hypothèse du suicide s'expliquait par la folie bien prouvée de la jeune fille. L'accusation du parricide s'appuyait sur la persécution dont Elisabeth avait été victime dans sa famille, sur l'enlèvement du cadavre, sur la démarche de l'avocat Jalabert et sur le rapport des médecins. Examinons la force de ces présomptions.

La persécution d'Elisabeth fut affirmée et déniée par plusieurs témoins. L'on fit valoir le désir de la jeune fille d'embrasser la religion catholique, fait qui ne fut contesté par personne et put lui susciter des difficultés avec sa famille. Mais les discussions qui peuvent s'élever entre une fille et ses parents au sujet de questions religieuses n'amènent pas les scènes violentes et grosses de conséquences auxquelles peuvent aboutir les altercations qui s'élèvent sur ce sujet entre un père et un fils. La douceur naturelle de la femme arrêterait des violences que ne se permet jamais un homme toujours plein d'indulgence pour les emportements nerveux et la faiblesse d'une femme avec laquelle il ne discute pas, tandis qu'il ne pardonne pas à un fils plus responsable de ses idées, de penser autrement que lui. Aussi ce que nous disions plus haut pour les Calas ne s'applique-t-il pas ici. Quant aux mesures de surveillance étroite et de sévérité de régime reprochées aux Sirven elles étaient nécessitées par l'état mental de leur fille. Cette présomption tombe donc d'elle-même.

L'enlèvement du cadavre est plus difficile à expliquer.

Quelle que fut la raison pour laquelle on avait défendu l'inhumation du cadavre, et quelque intérêt qu'il y eut ou qu'il n'y eut pas à conserver le corps du délit suffisamment constaté par le rapport des experts, il n'en est pas moins vrai que le corps fut enlevé. Peut-être fut-il soustrait pour empêcher que le cadavre de la jeune fille ne subit la peine infamante à laquelle on soumettait les suicidés ; peut-être voulut-on par pitié lui rendre les derniers devoirs. Cette dernière conjecture est corroborée par la découverte d'un squelette qui fut faite plusieurs années après : en 1814, en creusant une cave dans la maison jadis habitée par Sirven, on trouva des ossements humains maçonnés dans le mur, mais comme il n'y avait plus d'intérêt à connaître la nature de ce squelette, on le fit disparaître sans mieux s'assurer si c'était celui d'un homme ou d'une femme. Quelle que fut la cause de cet enlèvement, il fit tomber les soupçons sur Sirven.

Quant à la démarche de Jalabert, elle ne fut peut-être dictée que par le désir de rendre service à Sirven, mais elle était bien grave et de nature à confirmer la conviction des juges, déterminée par le rapport des experts. Sirven fut-il coupable ou ne le fut-il pas ? Nul ne le sait. J'incline à croire qu'il ne le fut pas, mais si les juges le condamnèrent par contumace, leur erreur peut leur être reprochée, et la responsabilité de cette erreur retombe sur les deux experts qui, par faiblesse de caractère, par étourderie ou par ignorance, conclurent à un assassinat par strangulation. Dans ce concours de circonstances accusatrices, la fuite de Sirven, qui lui fut dictée par une crainte pleine de sagesse, acheva de convaincre le

jugé de la culpabilité de Sirven, et celui-ci rendit son jugement de condamnation, le 29 mars 1764. Les Sirven furent déclarés coupables de parricide, le père et la mère condamnés à la potence, les deux filles au bannissement. Leurs biens furent confisqués. Le parlement de Toulouse confirma ce jugement le 5 mai suivant et autorisa l'exécution par effigie des condamnés. Cette exécution eut lieu le 11 septembre suivant.

Cependant, les fugitifs avaient gagné la Suisse. Leur premier soin fut de se faire présenter à Voltaire par le pasteur Moulton. Quoique occupé de la cause des Calas, Voltaire promit de les soutenir, il ne pouvait laisser échapper une occasion « d'écraser une seconde fois le fanatisme, ce monstre qui lève toujours la tête ».

Voltaire avait du mérite à prendre en main cette affaire, connaissant par expérience les fatigues et les ennuis qui l'attendaient. Il se rendait compte que le public serait moins vibrant d'émotion que devant le drame de Calas, car l'intrigue n'aurait pas l'attrait de la nouveauté qu'avait eu celle des Calas, et la pièce ne se relevait pas par plus de pathétique « personne n'ayant été roué ». Mais Voltaire ne désespère pas, il connaît son public et saura tenir son attention en éveil. Il s'assure d'abord des fonds pour lancer la pièce, et une fois l'argent recueilli, il fait sonner ses écus en guise de carillon pour attirer le public. Il écrit aux princes allemands et aux souverains, leur demandant quelque argent « par amour de la justice et par compassion pour les malheureux (1) ». Frère Frédéric lui envoie une gratifica-

(1) Lettre au Landgrave d'Hesse-Cassel, 21 juin 1766.

tion (1), l'impératrice « sa lettre de change » qu'elle voudrait qu'on ignorât à moins que cela même ne serve aux Sirven (2). Mais Voltaire sait bien que cela leur servira et, comme nos financiers modernes, qui, pour lancer une grosse affaire, mettent en tête de la liste de souscription ou à la présidence du conseil d'administration les grands noms de certaines familles encore honorées, il ouvre sa liste de souscription avec des têtes couronnées. Pour piquer la générosité des souscripteurs, il leur promet « que leur nom sera publié au premier rang de ceux qui auront daigné aider les défenseurs de l'innocence ». Aussi les secours arrivèrent-ils de toutes parts, et, sur la liste, à la suite des noms de l'impératrice de Russie et du roi de Prusse, on lit ceux des rois de Pologne, de Danemark, du Landgrave de Hesse, de la Margrave de Baden, de la duchesse de Saxe-Gotha, de la princesse de Nassau, de la princesse de Darmstadt ; on croirait lire un entrefilet du carnet charitable et mondain en deuxième page du *Figaro*.

Deux voies pouvaient être suivies par les Sirven pour arriver à la révision de la sentence de contumace prononcée contre eux. Ils pouvaient se présenter devant leurs juges pour juger leur contumace, ou demander une évocation au conseil du roi. Ce fut dans cette seconde voie que l'on s'engagea, car on craignit que le parlement de Toulouse, irrité du soufflet qui lui avait été donné à propos des Calas, ne se hâtât « de rouer, de brûler ou de

(1) Lettre à d'Alembert, 30 juillet 1766.

(2) *Id.* de l'impératrice, 29 juin 1766.

pendre les Sirven par provision (1) ». Sirven n'eut qu'à présenter une requête pour réclamer une nouvelle attribution de juges, qu'on lui dicta, et qu'on lui fit signer. L'avocat devait faire suivre cette requête d'un mémoire justificatif. Voltaire confia la rédaction de ce mémoire et la direction de cette affaire à Elie de Beaumont et oublia pendant quelque temps la cause de Sirven, tout occupé qu'il était par ses propres affaires. Toute sa correspondance est relative à son procès pendant devant le parlement de Dijon au sujet de sa terre de Ferney, de la publication de son *Traité sur la tolérance* et du *Dictionnaire philosophique* « portatif ». Mais dès qu'il eut quelques loisirs il se préoccupa de son client. Le 8 juin 1765 il écrit à Damilaville : « On juge les Calas et le généreux Elie (de Beaumont) veut encore défendre l'innocence des Sirven. Cette seconde affaire me paraît plus difficile à traiter que la première parce que les Sirven se sont enfuis et hors du royaume, parce qu'ils sont condamnés par contumace, parce qu'ils doivent se représenter en justice, parce qu'enfin, ayant été condamnés par un juge subalterne, la loi veut qu'ils en appellent au parlement de Toulouse. C'est au divin Elie à savoir si l'on peut intervertir l'ordre judiciaire, et si le conseil a les bras assez longs pour donner cet énorme soufflet à un parlement. » On fit venir à grands frais les pièces de Toulouse, et Elie de Beaumont esquissa un mémoire, dont le félicite Voltaire, toujours prodigue de compliments. « Vos mémoires sur les Calas sont de

(1) A Damilaville, 27 mars 1765.

beaux monuments d'éloquence, celui-ci est un effort du génie. » Le 25 août 1766, Voltaire annonce à d'Alembert que ce mémoire va paraître. Entre eux, d'Alembert et Voltaire ne prisait guère les déclamations ampoulées de de Beaumont, et s'ils lui adressaient tant de compliments de commande c'était pour réchauffer son zèle. Mais le mémoire esquissé ne s'achève pas, de Beaumont étant en procès avec un parent de sa femme, contre lequel il invoquait les lois édictées contre les protestants. Voltaire le talonne, lui prodigue les encouragements. Il témoigne à Damilaville, cet autre lui-même, son extrême impatience, et le prie de presser de Beaumont, car il « a annoncé ce mémoire à tous ses amis, à Frédéric, à d'Argental, et il lui tarde de l'avoir afin de lui donner des ailes pour le faire voler dans l'Europe ». Importuné, de Beaumont annonce que le mémoire est achevé, que plusieurs avocats l'ont déjà signé, et qu'on est en train de l'imprimer. Voltaire ne se sent pas de joie, il lance son *Avis au public sur les parricides imputés aux Calas et aux Sirven*, qu'il tenait tout prêt, et qu'il ne voulait pas faire paraître avant que le mémoire ne fut signé des avocats, car il prévoyait le mécontentement et les discussions que soulèveraient ses attaques un peu vives contre l'intolérance religieuse. Mais il apprend bientôt que la première ligne du mémoire n'est pas encore écrite. Jugez de son désappointement « il a annoncé ce mémoire à toute l'Europe », et il craint que « ces retardements ne détruisent ses plus justes espérances ». Il se console en pensant que si la cause des Sirven est perdue au conseil du roi, elle est gagnée « devant l'opinion des honnêtes

gens qui sont ses seuls juges » ; du reste il ne désespère pas. Au lieu de se séparer de Beaumont, imposant silence son irritation, il le gourmande amicalement, et réchauffe son zèle. Après deux longues années, et dans les derniers jours de l'année 1766, le mémoire si longtemps attendu fut terminé, mais aucun avocat ne voulut le signer. Ce fut une déception pour Voltaire, et pour tous les amis de Sirven que ce travail où la déclamation tenait lieu d'argumentation. « M. Chardon me mande qu'il a trouvé le mémoire de M. de Beaumont pour les Sirven bien faible ; il est triste que vous ayez raison (1). »

M. Chardon était un conseiller du roi bien connu pour ses sympathies pour les idées nouvelles et son esprit de tolérance ; sur les instances de Voltaire, le duc de Choiseul l'avait fait nommer rapporteur de l'affaire Sirven au conseil. Dès que Voltaire connut la nomination de Chardon comme rapporteur, il commença le siège.

« Ce n'est pas ma faute si je vous importune, lui écrivait-il, prenez-vous-en à la réputation que vous avez d'être le juge le plus intègre et le rapporteur le plus éloquent. Les Sirven vous demandent la vie, et moi je vous la demande pour eux... M. le duc de Choiseul qui pense sur vous comme tout le public a eu la bonté de me mander qu'il prierait M. le Vice-Chancelier de vous nommer rapporteur dans l'affaire Sirven (2). » Le 20 décembre suivant il le prie d'accepter cette charge. Chardon accepte, et le 2 février 1767, en lui envoyant le mémoire si indigne d'une si belle cause, Voltaire se console de l'infériorité

(1) A Damilaville, 30 janvier 1767.

(2) A Chardon, 19 novembre 1766.

rité du travail en pensant que c'est Chardon qui rapporte l'affaire. « L'éloquence du rapporteur fait bien plus d'impression que celle de l'avocat. »

Voltaire lui écrit sans cesse, comme autrefois à M. Thiroux de Crosne, rapporteur de l'affaire des Calas. « Si je vous importune, prenez-vous-en à la réputation que vous avez d'être le juge le plus intègre et le rapporteur le plus éloquent... Je m'intéresse autant à votre gloire qu'à la justification des Sirven. » Il va même jusqu'à dénier la paternité de ses œuvres anti-religieuses publiées en Hollande pour se gagner toutes les sympathies de celui entre les mains duquel est le sort des Sirven (1).

Pendant ce temps, de Beaumont s'était adjoint Cassen qui fit paraître un second mémoire, Target en publia un troisième, et Damilaville en rédigea encore un quatrième. Une consultation, signée de dix-neuf avocats, est rédigée en suite du mémoire de de Beaumont.

C'est à ce moment que Sirven part pour Paris. Le 12 juin, Voltaire prie Damilaville de le présenter à Cassen, qui à son tour le conduira chez Chardon, mais il craint que la présence à Paris de Sirven ne produise pas le même effet que l'aimable minois de la jolie Nanette et il recommande qu'on le montre très peu. L'affaire marchait avec lenteur ; il y avait « dans toute cette aventure des Sirven une fatalité qui effrayait Voltaire ». Mille incidents surgissent en effet pour en retarder l'issue : Chardon est poursuivi par le parlement pour avoir été le rapporteur de l'affaire de Cayenne, quelques jours

(1) A Chardon, février 1768, 11 avril 1768.

après, Voltaire apprend que les huguenots d'un petit canton de Guyenne ou de Saintonge ont assassiné un curé et en ont poursuivi deux autres, il craint que « pour peu que ces huguenots eussent donné lieu à une émeute, ils ne feraient pas de bien à la cause des Sirven. « Je pense qu'alors il faudrait tout abandonner (1). » Pour comble de malheur, Cassen vient à mourir. Sur ces entrefaites, arrive à Paris le procureur général du parlement de Toulouse qui vient défendre les prérogatives de son corps qui avait le droit de juger les Sirven. Le conseil du roi donna raison au parlement de Toulouse et débouta les Sirven de leur demande.

Voltaire fut atterré de ce coup, mais il ne se tint pas pour battu. Un mois ne s'était pas écoulé qu'il s'inquiète de la manière dont il pourra envoyer Sirven à Mazamet et à Toulouse pour le faire présenter devant ses anciens juges. Il demande à l'abbé Audra, professeur d'histoire à Toulouse, « si Sirven pourra se présenter à Toulouse avec sécurité ». Il écrit au marquis de Balestat de Garduch pour savoir « sur quels conseillers sérieux il pourrait compter ». Il s'adresse à l'avocat Sudre, au cardinal de Bernis. Il fait solliciter par de Saint-Lambert le prince de Beauvau, gouverneur du Languedoc. On lui répondit que la justification des Sirven apparaissait à tout le monde comme probable, et que le parlement de Toulouse était devenu une académie de philosophes. Sur ces belles espérances, Sirven quitta la Suisse vers la fin de mars 1769 et se constitua prisonnier à Mazamet

(1) A Damilaville, 26 juin 1768.

dans les derniers jours d'août. Le parlement de Toulouse avait rendu un arrêt par lequel il déclarait le juge subalterne (qui avait rendu le premier jugement) incapable de revoir cette affaire (1).

La nouvelle instruction fut commencée le 2 septembre, et une sentence du 16 novembre mit Sirven hors d'instance. La mise hors d'instance ne prononçait pas la culpabilité de l'accusé, mais ne déclarait pas non plus son innocence, elle laissait pour ainsi dire en suspens la décision de la justice. Sirven interjeta appel de ce jugement devant le parlement de Toulouse pour qu'on le relaxât de l'accusation calomnieuse contre lui intentée et que l'on condamnât les adversaires à lui payer vingt mille livres pour lui tenir lieu de dommages-intérêts. Voltaire dirigea les événements de Toulouse avec la même activité et le même zèle que la procédure qu'il avait conduite devant le conseil du roi. Il envoya à Sirven, par Scherer, banquier de Lyon, quelques louis pour l'aider à soutenir son procès, mais Sirven est tellement habitué aux bienfaits de son protecteur qu'il oublia de lui en accuser réception et de l'en remercier. Celui-ci dut écrire le 26 mars à l'abbé Audra pour savoir si Sirven avait reçu les quinze louis. Sirven avait confié le soin de sa défense à l'avocat Lacroix, Voltaire salua « l'éloquence de Cicéron Lacroix » et le supplie d'apporter tous ses soins à cette cause. Il presse la rédaction du mémoire, et le couvre d'éloges dès qu'il est terminé. Mais l'affaire marchait avec une sage lenteur, car la

(1) Lettre à Audra, 10 décembre 1769.

question d'indemnité réclamée par Sirven compliquait les débats. D'accusé, Sirven s'était fait accusateur et réclamait vingt mille livres de dommages-intérêts à la ville de Mazamet responsable des actes de ses conseils. La ville prit comme défenseur l'avocat Desmolles. Cette action en dommages-intérêts était hasardeuse de l'avis même de Voltaire, quoique Voltaire en dise dans certaines lettres destinées à la publicité. Néanmoins il fait solliciter les conseillers et le procureur général lui-même qu'il sait hostile aux Sirven par le prince de Beauvau et par l'archevêque de Toulouse. « Vous êtes ami de l'archevêque de Toulouse, je suis persuadé que vous l'avez mis au rang des souscripteurs puisqu'il est notre confrère, mais ce n'est pas assez, il faut qu'il soit au rang des vengeurs de l'innocence. Toute la jeunesse du parlement de Toulouse est devenue philosophe et j'en reçois tous les jours des témoignages évidents. Nous avons contre nous le procureur général de Belzébuth (Riquet). Nous demandons des dédommagements considérables et on nous les doit. Riquet s'y oppose. Pouvez-vous nous donner la protection de l'archevêque ? Il faut se lier quelquefois avec ses anciens ennemis contre des ennemis nouveaux (1) » ; et le 16 du même mois : « Si vous voyez M. l'archevêque de Toulouse, dites-lui je vous en prie qu'on lui demande sa protection pour les Sirven. Les Sirven plaident hardiment pour avoir des dépens, dommages et intérêts qu'on leur doit (2). » Malgré toutes ces démarches, la demande des Sirven devait être rejetée. Le 25 novembre 1771, la chambre

(1) A d'Alembert, 7 juillet 1770.

(2) A d'Alembert, 16 juillet 1770.

de la Tournelle de Toulouse rendit son arrêt qui réforma la sentence du 29 mars 1764, relaxa Antoinette Léger (Mme Sirven) de la fausse et calomnieuse accusation contre elle intentée, ordonna mainlevée des biens confisqués et le paiement des fruits pendant la durée de la détention des biens, condamna les conseils de Mazamet aux dépens seulement envers Sirven, et ledit Sirven aux frais de la procédure contumaciale. Il est curieux de relever parmi les conseillers qui réhabilitèrent les Sirven les noms des conseillers qui s'étaient prononcés pour la condamnation des Calas : de Miquet, Desinnocents, Bastard et Gauran. On a voulu voir dans la diversité des deux arrêts du parlement de Toulouse, une manifestation du progrès des idées de tolérance et de justice. La vraie raison est qu'on avait à juger deux affaires bien différentes. Voltaire, après bien des difficultés, était enfin arrivé à faire réhabiliter son client. « (Il n'a fallu, écrivait-il, que deux heures pour condamner cette famille, il a fallu neuf ans pour lui faire rendre justice.) » Dans le discours qu'il prononça à l'ouverture de la conférence des avocats, Calary prétend que Voltaire a écrit deux mille lettres pour Sirven. Le chiffre est peut-être forcé, mais des cent cinquante à deux cents lettres que j'ai lues où il parle des Sirven, il m'a semblé qu'aucune affaire ne l'occupa aussi longtemps et aussi souvent, et ne lui coûta tant d'efforts, mais sa ténacité triompha de toutes les difficultés, et c'est ainsi que

Pour Sirven opprimé, il demanda justice et qu'il l'obtint enfin
Et cette même main qui ranima la veuve et vengea l'orphelin
Soutint jusqu'au bout la famille éplorée.
Qu'un juge avait proscrite et non déshonorée.

Affaire Montbailli.

Voltaire eut encore à s'occuper de la défense de Montbailli, car par une sorte de fatalité, l'on voit se succéder à cette époque toute une série de méprises judiciaires, et la renommée que s'était acquise Voltaire, comme défenseur des Calas et des Sirven, lui valait d'être choisi toujours comme avocat de ces malheureuses victimes.

Les époux Montbailli vivaient avec leur mère, femme âgée qui se livrait souvent à la boisson. Ce n'eût été qu'un petit défaut si cette femme n'avait eu l'ivresse querelleuse, mais elle discutait et s'emportait lorsqu'elle avait un peu trop bu, et l'on sait comment dégénèrent les discussions entre bru et belle-mère. Les jeunes époux d'ailleurs étaient plus préoccupés de s'aimer que de tracasser leur mère. Un matin, une ouvrière se présente pour parler à Mme Montbailli, et comme les jeunes gens couchaient dans une antichambre précédant la chambre de celle-ci, elle les éveille. Montbailli se lève pour aller prévenir sa mère, et au moment d'entrer dans la chambre, il l'aperçoit renversée à terre et ne donnant plus signe de vie : « Ma mère est morte », s'écrie-t-il, et il tombe sans connaissance. On accourt, on va quérir un chirurgien qui constate le décès de la veuve Montbailli, et qui fait revenir le fils à lui par une saignée. Les gens du peuple, qui ne savent rien de ce qui s'était passé, entrevoient un crime horrible, ils se rappellent les emportements que la mère avait eus avec ses enfants dans les moments d'ivresse, une discussion qui s'était élevée la

veille même entre eux, et ils pensent que les époux Montbailli ont voulu se délivrer de cette vieille femme importune et acariâtre ; ils oublient que les jeunes gens avaient tout intérêt à conserver longtemps leur mère, qui touchait les revenus d'une manufacture de tabac, à elle concédée par les fermiers généraux. Toute la populace s'agite, murmure, et réclame justice. Le magistrat ordonne l'arrestation et l'emprisonnement des époux Montbailli alors qu'il n'y a ni corps de délit, ni plainte, ni accusation juridique, ni vraisemblance de crime. Les enquêtes ont lieu, qui mettent à découvert l'innocence de l'accusé, mais cédant à la rumeur publique, le juge ordonne un plus ample informé d'une année. Le procureur du roi appelle de cette sentence au conseil d'Artois *a minima*, c'est-à-dire que, trouvant la peine trop légère, il réclame une condamnation plus sévère. Le conseil supérieur d'Arras jugea Montbailli et sa femme sur de simples indices peu concluants, qui n'avaient pas même paru des indices aux juges de St-Omer, beaucoup mieux informés puisqu'ils étaient sur les lieux, et condamna le mari à la roue après avoir eu le poing coupé et la femme à être pendue et jetée dans les flammes. Montbailli fut exécuté dix jours après le jugement, protestant de son innocence. La femme ne subit pas d'abord sa peine, car elle était enceinte, et il était de tradition de surseoir jusqu'à leur délivrance à l'exécution des femmes grosses. Voltaire profita de ce répit pour envoyer un mémoire au chancelier Meaupou. Celui-ci avait prévu la requête qu'on lui présentait, et avait remis la révision entre les mains du nouveau conseil établi à Arras. mais il fallait

influencer les juges, et retourner l'opinion. Voltaire écrivit *la Méprise d'Arras*. Il n'était pas difficile de rendre les juges propices à une victime de l'ancien parlement qui occupait ses loisirs forcés à battre en brèche l'autorité des nouveaux conseils de magistrature. Voltaire avança quelques détails qu'il dut supprimer dans les éditions postérieures de *la Méprise d'Arras*. Dans une lettre du 9 novembre 1771 adressée au comte de Rochefort, il dit qu'il a été induit en erreur par l'avocat et fut obligé de supprimer quelques parties de *la Méprise d'Arras*, mais ces renseignements ne portent sur aucun point essentiel. Du reste, lorsque fut retouché cet opuscule pour l'édition de 1774, le procès avait été gagné ; les nouveaux juges avaient révisé la sentence de condamnation et déclaré Montbailli et sa femme innocents.

Ce succès fournit à Voltaire l'occasion de mettre en relief une fois de plus les vices de la procédure. Il fit paraître le *Fragment sur le procès criminel de Montbailli*, où il critique notamment le système des preuves légales.

Le procès de Montbailli ne passa pas inaperçu, les « Mémoires de Rachaumont » en font mention, et le récit de cette affaire peut se lire dans l'ouvrage larmoyant de Mocquard, *Collection des nouvelles causes célèbres ou fastes du crime*.

Affaire de Morangiès.

Comme certains de nos avocats peu versés dans les affaires, qui finissent par plaider au civil après quelques

succès retentissants d'assises, Voltaire prend en mains un procès mi-civil, [mi-criminel. Ajoutons qu'à l'exemple encore de beaucoup d'avocats il n'eut pas plus de scrupules sur la justice de la cause qu'il allait défendre. « Le patriarche, dit Grimm, a manqué d'une vertu cardinale, c'est-à-dire de prudence en se mêlant indiscretement de la vilaine affaire du comte de Morangiès (1). » De son côté, Mme de Deffand écrivait à Walpole le 20 septembre 1773 : « Il n'y a que Voltaire qui ait vraiment un bon style, mais hélas ! qu'en fait-il aujourd'hui, il devient l'avocat de tout le monde ; il m'a envoyé quatre lettres qu'il a écrites à la noblesse de Gévaudan en faveur de M. le comte de Morangiès, que je crois un fripon et qui vient de gagner son procès contre des gens aussi fripons que lui. »

En quelques mots voici l'affaire : M. le comte de Morangiès, maréchal de camp aux armées du roi, chargé de dettes, et voulant faire un emprunt en donnant en gage une propriété qu'il possédait dans le Gévaudan s'était adressé à une courtière, qui lui avait fait souscrire au nom d'une dame Véron, quatre billets à ordre de trois cent mille livres, productifs d'intérêt au taux de six pour cent. Quelles étaient la nature et la valeur de ces billets ? Était-ce la reconnaissance d'une somme de trois cent mille livres réellement versée par la dame Véron, ou bien ainsi que l'affirmait M. de Morangiès, des billets négociables, dont M. de Morangiès n'avait pas reçu la valeur, et dont il ne devait toucher le mon-

(1) Grimm, t. II, p. 332-415.

tant qu'après la négociation desdits effets ? Telle fut la question qui se posait lorsque le sieur du Joncquai, petit-fils de la dame Véron, et habile à se porter légataire de ladite dame, voulut obtenir le remboursement des billets à ordre : M. de Morangiès refusa de payer les trois cent mille francs prétendant n'avoir touché que douze cents livres.

Pour trancher le différend ; les parties portèrent l'affaire devant la Grand'chambre et la Tournelle réunies, qui s'en dessaisirent, et la renvoyèrent au bailliage du Palais.

Les quatre billets à ordre étaient des titres légaux aux mains de du Joncquai et dont il était difficile d'amoindrir la force probante, on les supprima moralement en faisant signer à du Joncquai et à sa mère une déclaration authentique par devant deux officiers de police, établissant que les billets ne leur avaient été confiés que pour être négociés, mais les prêteurs rétractèrent leur affirmation, prétendant qu'elle leur avait été arrachée par la violence. Un titre annulant l'autre, la valeur de chacun étant contestée, il fallait établir lequel des deux était valable. Nous ne pouvons entrer dans le détail de cette affaire piquante qui s'agrémenta d'un testament à la Crispin, d'une vente de diamants imaginaire, de promenades d'un docteur ès lois déguisé en portefaix, où l'on vit un officier général et un docteur se jettant à la face l'un à l'autre : « vous me volez cent mille écus », se lançant et payant des témoins achetés à charge et à décharge, soulevant le public en leur faveur, trompant les juges et ceux-ci ballottés entre des affirmations contra-

dictoires, condamnant tour à tour les deux parties, pour obéir à l'opinion.

Jamais Voltaire ne plaida une cause avec plus d'habileté, de verve et d'entrain que cette affaire qu'il sut présenter chaque fois sous un jour nouveau afin de mettre plus en lumière le bon droit de son client. Il publia successivement onze écrits. Le premier qui parut fut une lettre que, depuis, les éditeurs de Kehl ont imprimée dans leur dictionnaire philosophique au mot : *justice*, et qui portait pour titre *Lettre à M. le marquis de Beccaria, professeur en droit public à Milan, au sujet de M. de Morangiès*. Beuchot pense que cette lettre est antérieure à l'arrêt du 11 avril 1772 qui renvoya le procès au bailliage du palais de Paris. Un second écrit, *Essai sur les probabilités en fait de justice*, parut en juin, car les mémoires secrets de Bachaumont en font mention le 20 du dit mois ; la première édition fut vite enlevée ou plutôt vite distribuée, car une seconde édition paraissait bientôt et Voltaire en adressait des exemplaires à Rochefort (1), à d'Argental (2), à Marin (3) dans le courant du mois d'août. Au mois d'octobre, Voltaire publiait les *Nouvelles probabilités en fait de justice dans l'affaire d'un maréchal de camp et de quelques citoyens de Paris* (4). Mais Voltaire trouve insuffisants les arguments qu'il a fournis, et voudrait de nouvelles preuves ; le 13 juillet 1772, il écrit à d'Alembert : « Je m'intéresse

(1) De Voltaire à Rochefort, 3 août 1772.

(2) De Voltaire à d'Argental, 14 août 1772.

(3) De Voltaire à Marin, 21 août 1772.

(4) Grimm, 15 octobre.

beaucoup à l'étrange procès de M. de Morangiès. Mes premières liaisons ont été avec sa famille. Je pense qu'il a voulu emprunter de l'argent très mal à propos et au hasard de ne point payer, que, dans l'ivresse de ses illusions et d'une conduite assez mauvaise, il a signé des billets avant de recevoir de l'argent. C'est une absurdité, mais cette affaire est absurde comme bien d'autres. Si vous voyez M. de Rochefort je vous prie de lui dire qu'il me faut beaucoup plus d'éclaircissements qu'on ne m'en a donné. Les avocats se donnent tant de démentis, les faits qui devaient être éclaircis le sont si peu, les raisons plausibles que chaque partie allègue sont tellement accompagnés de mauvaises raisons qu'on est tenté de laisser tout là. » Falconnet, avocat des Véron, combattit Voltaire dans une brochure : *Preuves démonstratives en fait de justice dans l'affaire des héritiers de la dame Véron contre le comte de Morangiès avec les pièces justificatives au nom du sieur Siégeard de Jonquay, petit-fils de la dame Véron, docteur ès lois, pour servir de réponse aux Nouvelles probabilités de M. de Voltaire*. Voltaire répondit en février 1773 par sa *Déclaration (de M. de Voltaire) sur le procès entre M. le comte de Morangiès et les Véron*, qu'il fit parvenir bientôt au libraire Valade (1), à d'Alembert (2), au comte de Rochefort (3), à l'avocat Delacroix (4), à Marin (5).

(1) Lettre à d'Argental, 27 février 1773.

(2) Lettre à d'Alembert, 1^{er} mars 1773.

(3) Lettre à Rochefort, 3 mars 1773.

(4) Lettre à Delacroix, 22 mars 1773.

(5) Lettre à Marin, 27 mars 1773.

Tous les plaidoyers de Voltaire ne convinquirent ni le public ni les juges, qui, le 28 mai 1773, condamnèrent le comte de Morangiès, et par corps, à payer les deux cent quatre-vingt-dix-neuf mille livres en question aux du Jonquay, ainsi que vingt mille livres de dommages-intérêts, et à payer au roi une amende de dix mille livres.

Laharpe dans ses mémoires nous explique comment fut préparée par l'opinion publique la condamnation en première instance du comte de Morangiès. « Au premier moment où cette affaire éclata, tout Paris fut pour les Véron. Le comte de Morangiès avait cru devoir recourir à l'autorité de la police pour arracher à des fripons l'aveu de leur fraude. Ils l'avaient confessée, vaincus par cette crainte intérieure qui accompagne toujours les coupables de cette espèce à l'aspect des officiers de justice, mais revenus de leur premier trouble, et guidés par un légiste qui crut pouvoir partager avec eux le profit de cette affaire, ils avaient réclamé contre leur aveu ; ils le prétendaient arraché par la violence. Leurs plaintes soulevèrent tous les esprits ; ils étaient en prison ; ils se plaignaient qu'un homme puissant les avait opprimés pour prix du service qu'ils lui avaient rendu. La pitié plaida pour eux dans tous les cœurs. Chacun croyait prendre la défense du faible contre l'oppresseur. L'émotion générale entraîna les premiers juges, ceux du bailliage du palais, et le comte de Morangiès fut condamné à payer cent mille écus et mis en prison jusqu'au paiement. Rien n'avait plus contribué à nuire au comte de Morangiès que la tournure maladroite que son avocat

Linguet donna d'abord à sa défense. Dans une cause si sérieuse et pour laquelle une famille était détenue dans les prisons il prit un ton de plaisanterie qui parut indécemment, et qui dans ce moment était au moins déplacé. Il affecta trop de tourner en ridicule l'histoire que les Véron avaient faite de leur fortune, et cette histoire en effet paraissait fort peu vraisemblable, mais on répondait avec quelque fondement que personne n'était obligé de donner une histoire suivie de l'établissement de sa fortune ; qu'il n'y avait peut-être personne qui dans ce cas ne se trouva embarrassé de quelques circonstances ; que dans ces matières comme dans beaucoup d'autres le vrai pouvait n'être pas vraisemblable et que tel homme possédant cent mille écus pourrait fort bien, comme cent exemples le prouvent, vivre avec les apparences de la pauvreté. »

Ces raisonnements, que les plaisanteries de Linguet ne détruisaient pas, les billets, titre légal que possédaient les Véron et surtout l'idée où l'on était qu'on avait voulu les opprimer, tournèrent d'abord de leur côté tous les suffrages, mais un revirement devait se produire dans l'opinion publique, car il est à remarquer que si l'adversité éloigne de nous les hommes, elle nous ramène la sympathie des foules. La police avait molesté les Véron, on avait plaint les Véron et il suffit à M. de Morangiès d'être mis en prison pour reconquérir la faveur du public. Laharpe dans les mémoires que nous venons de citer constate ce revirement de sympathie. « Cependant lorsqu'on vit le comte de Morangiès en prison et ses adversaires triomphants, il se fit peu à peu

dans le public une révolution que les esprits sages avaient attendue et que leurs réflexions achevèrent. On commença à considérer que si par hasard le comte de Morangiès était innocent, ce qui après tout était fort possible, il se trouvait à la fois dupe et victime du complot de quelques fripons, dépouillé de cent mille écus et puni de sa confiance dans des agioteurs par la perte de son honneur et de sa liberté. Cette destinée était sans doute affreuse et la pitié publique qui l'avait d'abord disgracié commençait à s'élever en sa faveur. Alors les bons esprits qu'on n'avait pas voulu écouter dans la fermentation générale offrirent la lumière à des yeux qui ne s'en détournaient plus.

M. de Morangiès avait fait appel au parlement de Paris. Pour préparer l'opinion et convaincre les juges, Voltaire écrivit le *Précis du procès de M. le comte de Morangiès contre la famille Véron* qu'il fait parvenir au duc de Richelieu en août 1773, à MM. de Saint-Lambert et d'Argental le mois suivant, puis suivirent les *quatre lettres adressées à Messieurs de la noblesse du Gévaudan qui avaient (ont) écrit en faveur de M. le comte de Morangiès*. Voltaire avait préparé un historique de la procédure qu'il comptait publier en même temps que son plaidoyer en faveur de Lally. Cet écrit qui portait pour titre *Fragment sur la justice* était rédigé dès le mois d'août car Voltaire écrivait à Marmon-
tel : « Je pense qu'il faudrait imprimer sans délai ma

(1) Voltaire au duc de Richelieu, 7 août 1773.

(2) Voltaire à M. de Saint-Lambert, 1^{er} septembre 1773.

(3) Voltaire à d'Argental, 1^{er} septembre 1773.

morangeade telle que je vous l'envoie en attendant la lalliaide. » Toutes ces brochures dont Voltaire inonda la capitale retournèrent l'esprit public.

Sans entrer dans l'examen de la fortune des Véron on pouvait réduire la cause à deux points, le droit et le fait. En droit, ils avaient un titre légal ; les billets du comte de Morangiès. On leur opposait la déclaration signée d'eux par laquelle ils avouaient que ces billets ne leur avaient été confiés que pour être négociés et qu'ils n'en avaient jamais fourni la valeur. Ce titre anéantissait le premier ; mais ils réclamaient contre cette déclaration qu'ils disaient avoir été extorquée et il fallait alors en venir à la question du fait. Alors on prouvait qu'il était moralement impossible qu'un homme de vingt-cinq ans jouissant de sa santé et de sa raison, instruit même des formes de la procédure, pût jamais être intimidé par la vue et même par les menaces de deux officiers subalternes tels qu'un exempt et un commissaire pour consentir à perdre cent mille écus qu'il avait véritablement donnés ; pour renoncer ainsi à sa fortune et à son honneur lorsque cent moyens se présentaient de défendre l'un et l'autre. Il était impossible que la force de la conscience et celle de l'intérêt réunies fussent surmontées par des motifs de crainte si légers, lorsqu'à peine, la crainte d'une mort présente pouvait, dans les principes reçus de probabilité morale, balancer une résistance si naturelle et si forte. Ces considérations déterminèrent les juges du parlement devant qui était porté l'appel. La déclaration des Véron fut regardée comme un titre abolissant les billets, et tous les Véron, du Jacquay com-

pris, furent condamnés au bannissement comme coupables de fraudes. Nous savons par les mémoires secrets du 6 mars 1775 que Voltaire fut mal récompensé de ce qu'il avait « dit, écrit et fait » pour le comte de Morangiès. « Peut-être quinze jours après le jugement, cet accusé lui a écrit un petit bout de lettre où il lui demandait excuse de ne lui avoir pas plutôt annoncé le gain de son procès en rejetant cet oubli sur la multitude de ses affaires et en remerciant très légèrement M. de Voltaire de la part qu'il y avait prise, La sensibilité du philosophe a été fortement émue d'une pareille froideur. » On oublie vite ceux dont on n'a plus besoin ! Aussi en 1778, lorsque le comte de Morangiès se présenta chez Voltaire, il se vit refuser la porte.

Voltaire soutint avec d'autant plus d'habileté la cause de M. de Morangiès qu'il s'était fait la main avec l'affaire de l'abbé Claustre dont nous ne dirons qu'un mot car elle présente pour nous peu d'intérêt.

Affaire Claustre.

L'abbé Claustre était le précepteur de M. de la Borde, premier valet de chambre de Louis XV, musicien distingué, qui avait notamment fait la musique d'un opéra, « Pandore », dont Voltaire avait écrit le livret. L'abbé Claustre profita de la faiblesse d'esprit d'un parent de son élève, Pierre-Joseph-François de la Borde-Desmarestes, pour lui faire épouser sa nièce Marie-Françoise Boutandon. Aussitôt le mariage célébré, l'abbé dans un ardent amour de justice, prit pieusement en mains les

droits de son neveu, et intenta au père et à l'oncle de de la Borde-Desmartres un procès en restitution de tout ce dont il les accusait d'avoir dépouillé leur fils et neveu pendant sa minorité. Il fut débouté par la chambre des requêtes du Palais. Mais si MM. de la Borde avaient gagné leur cause devant les tribunaux, qui avaient ainsi attesté leur honnêteté en condamnant les mensonges de l'abbé Claustre, ils voulurent la gagner devant le public, et prièrent Voltaire de démasquer les manœuvres de l'insolent abbé. Voltaire plaida l'honneur de MM. de la Borde dans une brochure qui porte pour titre *Supplément aux causes célèbres. — Procès de Claustre*, et qu'il désavoua bientôt (1), Mme de la Borde-Desmartres s'élevant plainte de cette brochure. L'auteur des mémoires secrets (31 juillet 1769) donne ce plaidoyer comme « modèle aux avocats si verbeux et si diffus » de son temps (2).

Affaire de Moëns.

Il est trois affaires auxquelles s'intéressa Voltaire, mais dans lesquels il joua un rôle secondaire ou n'intervint pas ; ce sont les procès du curé de Moëns, de Martin et du duc de Richelieu.

Du jour où Voltaire fut locataire à vie de la terre de Tournay, il se mêla de tous les procès que les habitants du pays de Gex portaient au parlement de Dijon. S'autorisant des relations d'affaires qu'il avait eues avec le

(1) Lettre du 18 septembre 1769.

(2) C'est à tort que certains éditeurs datent cet ouvrage de 1770 puisque les mémoires de Bachaumont en parlent dès juillet 1769.

président de Brosses, il lui recommandait tantôt l'un tantôt l'autre. Celui-ci, soucieux de sa dignité et de son renom de délicatesse, subit ces relations jusqu'au jour, où il rompit brusquement avec son locataire. Avant qu'éclata cette rupture retentissante, Voltaire essaya en vain d'intéresser le président de Brosses aux poursuites qu'il entreprit contre le curé de Moëns.

Deux jeunes gens de Moëns, village situé dans le voisinage de Ferney, soupaient un soir bruyamment, en compagnie de filles, dans une maison du hameau. Cela déplut avec raison au curé, mais au lieu d'adresser à ces étourdis une remontrance paternelle, il crut trouver des raisons plus convaincantes pour les ramener dans le chemin de la vertu, en soudoyant des paysans, qui guettèrent le départ des jeunes gens et les accablèrent de coups de bâtons : c'était user d'arguments par trop frappants. L'un des garçons resta longtemps sans connaissance. Le père va raconter l'histoire à Voltaire, qui se met à dicter quelques phrases à son secrétaire, puis, remettant la feuille de papier au paysan : « à merveille, mon ami, tenez, voici une plainte toute rédigée contre votre curé ; signez-moi cela et nous le ferons aller plus loin. — Moi, Monseigneur, signer cette plainte contre mon curé ! mais demain je serai assassiné à mon tour. — Tant mieux, mon ami, tant mieux ! Si cela arrive, son affaire n'en sera que plus mauvaise. — Permettez, Monseigneur, il y a déjà assez d'os cassés sans y joindre encore les miens. » Voltaire dut se passer de la signature du plaignant avisé ainsi que du concours du président de Brosses et de l'évêque d'Annecy, auquel il adressa une plainte, et se

contentant de cette sommaire instruction avec la *légèreté d'un juge de village*, il poursuivit le curé de Moëns et réussit à le faire condamner. Voltaire regretta seulement de n'avoir pu convaincre son brave homme de se laisser rosser ; c'était une occasion perdue pour lui de faire entendre la grande voix de l'humanité.

Affaire Martin.

Après avoir poursuivi le curé de Moëns, Voltaire se fit défenseur de Martin.

Aux environs de Bleurville, près du village du Barrois, dans le bailliage de la Marche, on trouva un jour un homme assassiné sur le bord du chemin. Intéressés à détourner le soupçon qui aurait pu porter sur eux, les habitants accusèrent un cultivateur nommé Martin. On fait une enquête. Le juge, ayant remarqué sur la même route, entre la maison de Martin et le lieu où s'était commis le meurtre, une empreinte de soulier, on saisit Martin sur cet indice, on confronte ses souliers qui cadraient assez bien avec les traces. Intervient un témoin qui prétend avoir vu s'enfuir le meurtrier, on lui amène Martin. Il ne le reconnaît pas, et Martin de s'écrier : « Dieu soit loué ! en voilà un qui ne m'a pas reconnu. » Le juge interprète ces paroles dans le sens de la culpabilité et se faisant assister de quelques gradués du village, il condamne Martin à la roue. Le procès est confirmé et exécuté. Mais voilà qu'une fois Martin roué, un scélérat exécuté dans le pays, déclara publiquement avant de mourir que c'était lui qui avait commis l'assas-

sinat pour lequel Martin, avait été mis à mort. Par trop de précipitation et de légèreté on avait déshonoré un innocent et ruiné sa famille.

Voltaire fut tenu au courant de ce procès et il en fit connaître le dénouement à d'Alembert par deux lettres en date la première du 15 août 1769 et la seconde du 4 septembre suivant. Mais, fatigué par l'affaire Sirven « et ne voulant pas être le Don Quichotte de tous les roués et de tous les pendus (1) » il pria d'Alembert de s'occuper de cette affaire. Celui-ci lui promet le 15 octobre de tirer l'affaire au clair dès que les magistrats seront rentrés. Mais sans attendre la fin des vacances, Voltaire fait préparer un mémoire et rassembler la famille de Martin dispersée. Il écrit à un conseiller du parlement de Paris (son neveu Dompierre d'Hornoy) « né avec une belle âme et qui était dans cet heureux âge où le cœur s'ouvre à la sensibilité et à la compassion (2) ». Ce magistrat va au greffe criminel, retire un extrait de l'arrêt et commence les démarches pour faire réhabiliter la mémoire du mort.

Mais ni Voltaire, ni d'Alembert n'eurent besoin d'entrer en campagne pour provoquer la réhabilitation de Martin. Le 22 février 1770, d'Alembert écrivait à Voltaire : « Vous n'êtes que trop bien informé de l'affaire de Martin. Il est très vrai que le procureur général travaille à réhabiliter sa mémoire, cela fera grand bien au pauvre roué et à sa malheureuse famille dispersée et sans pain. En vérité notre jurisprudence est le chef-d'œuvre de l'a-

(1) Lettre à d'Argental du 30 août 1769.

(2) « Les peuples aux parlements ».

trocité et de la bêtise. » Mais si l'on réhabilita Martin, on ne put rien faire pour sa famille qui avait émigré en Hongrie où l'on oublia de la rechercher.

Affaire de Richelieu.

Voltaire qui s'était fait, selon sa propre expression, « le don Quichotte de tant de malheureux » qu'il ne connaissait pas, refusa d'être l'avocat d'un de ses plus vieux amis et protecteurs, ce vieux libertin de Richelieu, maréchal de camp et académicien, qu'il avait connu aux soupers du Temple, et avec lequel il avait gardé des relations assez suivies. En fouillant la correspondance de Voltaire, nous avons trouvé des lettres dans lesquelles il s'excuse de ne pouvoir assister son ami, ce qui nous a donné l'idée de rechercher quelle pouvait être cette affaire. Voici ce dont il s'agissait. Le duc de Richelieu était engagé dans une instance avec Mme de Saint-Vincent, femme séparée de corps d'un président à mortier du parlement de Provence. M. de Richelieu et Mme de Saint-Vincent avaient été très intimement liés pendant quelques années, mais comme il n'y a pas de pire haine que celle qui succède à l'amour, après s'être dit tant de douces choses, ils s'accusèrent l'un l'autre d'avoir fabriqué pour deux cent quarante mille francs de faux billets.

Quel était le coupable ? le vieux duc ou la présidente ? Il est bien difficile de le dire. Toujours est-il que Mme de Saint-Vincent fut emprisonnée à la Conciergerie. L'affaire traînait, chacun mettant en jeu toutes les influen-

ces dont il disposait. Pour mettre l'opinion de son côté, le duc de Richelieu s'adressa vraisemblablement à Beaumarchais qui avait séduit tout le monde par ses réquisitoires contre Mme Goesmann, femme d'un parlementaire elle aussi, car le bruit en courut et parvint jusqu'à Mme de Saint-Vincent. Pour éviter le sort de Mme Goesmann, la présidente écrivit vers le mois d'août 1776, une lettre reproduite *in extenso* dans l'ouvrage de M. de Loménie sur Beaumarchais (1), où elle le prie de ne pas prendre la défense de son adversaire mais de s'intéresser à elle. Beaumarchais lui répondit du reste de s'adresser plutôt à « un homme de loi qui dise des choses qu'à un homme de lettres qui fasse des phrases », qu'il ne voulait intervenir en faveur de personne.

Mais s'il n'est pas prouvé que de Richelieu se soit adressé à Beaumarchais, il est certain qu'il avait sollicité auparavant Voltaire qui lui avait répondu le 25 mars 1775 : « Vous êtes pair du royaume, Monseigneur le Maréchal ; et, quoique vous ayez fait le métier de Mars plutôt que celui de Barthole, vous devez savoir les lois mieux que moi, supposé qu'il y ait des lois en France, et que tout ne soit pas livré à la chicane et à la fantaisie du moment. Je conviens que votre affaire est désagréable et importune, mais elle n'est que cela. Il faut être enragé pour feindre de n'être pas convaincu de la vérité de tout ce que votre avocat allègue. Il est vrai qu'il faut trop de contention d'esprit pour démêler ces preuves. La clarté dans les affaires est le premier devoir auquel il faut

(1) De Loménie, *Beaumarchais et son temps*, t. II, p. 58.

s'attacher, en quelque genre que ce puisse être. Au reste, quelque avocat que vous eussiez choisi, il me paraît impossible qu'on rende jamais votre affaire douteuse. Il est démontré qu'on vous a volé, et que, pour vous voler, on a été faussaire. Je ne vois dans tout cela qu'un petit désagrément, c'est la bonté dont Mme de Saint-Vincent se vante que vous l'avez honorée en passant, quoiqu'elle ne soit ni assez jeune ni assez jolie pour mériter tant de politesse ; mais cette condescendance que vous avez eue pour elle ne mérite qu'une chanson et des faussaires voleurs méritent un peu mieux. Je vous avouerai que tout ce procès me fait moins de peine que votre situation présente ; mais vous avez de la sagesse et de la fermeté, vous connaissez les hommes, vous avez de grandes dignités, de très beaux établissements, et surtout de la gloire, que rien ne pourra vous ôter. Je suis forcé de m'occuper à présent d'une affaire mille fois plus cruelle et plus affreuse, qui n'a pas la même célébrité que la vôtre, parce qu'elle ne concerne pas des gentilshommes d'un rang aussi élevé que vous ; mais elle est par elle-même ce que je connais de plus flétrissant pour la France, et de plus abominable après la boucherie des Chevaliers du Temple, et après la Saint-Barthélemy, il y a des horreurs qui sont ignorées dans Paris où l'on ne s'occupe que de frivolités, de mensonges, de calomnies, de tracasseries, et d'opéras comiques ; tout le reste est étranger aux parisiens. Si on apprenait à dix heures du matin que la moitié du globe a péri, on irait à cinq heures au spectacle et on arrangerait un souper. »

Voltaire ne tenait pas à se faire éclabousser en se mêlant à une affaire où celui qu'il appelait « son héros » n'avait pas le beau rôle. Il y a dans la correspondance de Voltaire deux ou trois lettres où il donne quelque excuse à son vieil ami avec lequel il ne se rappelle plus qu'il a soupé jadis, au temps où il ne se souciait guère de la justice. Ce refus fut sensible au vieux maréchal, plus habitué à commander qu'à demander. Il y eut une certaine froideur dans les rapports du duc et de Voltaire et nous voyons celui-ci s'excuser encore une fois dans une des dernières lettres qu'il écrivit.

« Eh ! mon Dieu, Monseigneur, vous accusez un mourant de ne s'être pas battu dans votre armée. Il y a plus d'un an que Mme Denis et moi nous soutenons à Dijon, presque sans sortir de notre lit, le procès le plus désagréable et le plus ruineux. Malgré ce fardeau qui nous accable, je me suis souvent plus occupé de l'injustice qu'on vous faisait que de toutes celles que j'essuie. Je vous ai supplié vingt fois de daigner m'envoyer tout ce qui paraissait dans votre affaire ; vous n'avez jamais voulu me répondre sur cet article ; quand j'eus le bonheur de servir M. de Morangiès, quand j'affrontai la canaille des petits praticiens de Paris qui se croient des Cicéron, M. de Morangiès m'avait envoyé tous ses papiers sans en excepter un seul (1). »

(1) Lettre de Voltaire à Richelieu, 6 juin 1777.

Affaire Lally.

Il nous reste à parler de deux condamnés à la réhabilitation desquels Voltaire travailla sans succès jusqu'à sa mort. Nous ne rappellerons pas comment au courant de la guerre imprudemment engagée contre l'Angleterre par le ministère Choiseul, nous fûmes vaincus tout à la fois au Canada et aux Indes. L'orgueil national se sentit humilié. Deux armées françaises capitulaient en même temps aux deux extrémités du monde et nous perdions en quelques jours, nos plus belles colonies d'Asie et d'Amérique. Nous ne pouvions nous en prendre à nous-mêmes, si nous étions vaincus. Ce n'était pas le roi qui était responsable de nos défaites, car « un roi ne peut pas mal faire », et déjà l'on pouvait dire « que le roi régnait mais ne gouvernait pas ». Peut-être, était-ce le gouvernement qui avait tort, mais qui se fût permis d'accuser Mme de Pompadour, cette brillante et distinguée courtisane qui, malgré sa supériorité intellectuelle, montra une fois de plus l'inaptitude des femmes aux grandes choses. Il fallait cependant que quelqu'un fût responsable. On rejeta la faute sur le général Lally qui avait mené la campagne dans l'Inde, on l'accusa de trahison. A Carthage, on mettait en croix les généraux vaincus, on fit chez nous le procès de Lally et on lui trancha la tête. Dès que le mot de trahison eut été jeté, il fit son chemin et devint bientôt article de foi, et chacun craignant que ce ne fût sur lui que tombât le soupçon, chercha un voisin sur lequel il pût le rejeter : cha-

cun pour se sauver lui-même, fit rebondir l'accusation sur Lally. Le ministre voulait étouffer l'affaire, craignant que les éclaboussures du procès n'atteignent le gouvernement, il recommanda le silence au général qui se tut par esprit de discipline. Forts du mutisme de leur adversaire, les conseillers de la Compagnie des Indes prirent l'offensive. Le 3 août 1762, ils adressèrent au roi une requête pour demander justice des accusations qu'avait portées Lally contre eux dans sa correspondance officielle avec le gouvernement pendant la guerre, correspondance que l'administration avait eu le tort de communiquer au conseil de la Compagnie des Indes à Paris, et, après avoir présenté leur défense, retournèrent l'accusation contre Lally. Choiseul signa le 1^{er} novembre 1762 une lettre de cachet pour enfermer Lally à la Bastille. Quoique sollicité par ses amis, Lally refusa de s'enfuir et écrivit au ministre : « J'apporte ma tête et mon innocence » et il alla se constituer prisonnier à la Bastille.

Dix-huit mois s'écoulèrent sans qu'on interrogeât Lally. Le ministère espérait « que le temps sécherait les boues de Pondichéry ». Il laissait oublier ainsi le prisonnier, lorsque la mort du Père Laveur vint réveiller les passions endormies. Le Père Laveur avait rédigé en secret deux journaux des événements de l'Inde où il se trouvait en résidence. L'un était une apologie de la conduite de Lally ; l'autre était la critique du général. Au cours des perquisitions faites au domicile du Père Laveur après son décès, le procureur général du parlement trouva le journal contre Lally. Aussitôt il adresse au

roi une plainte en règle « contre le sieur Lally, dénoncé sur les faits d'abus d'autorité, malversation, déprédation, même de haute trahison pour être le procès fait et parfait audit sieur de Lally, ses complices et adhérents ». Lally demanda à être jugé par un conseil de guerre. Le roi, après beaucoup d'hésitation, renvoya par lettres patentes du 12 janvier 1764, confirmées par de nouvelles en date du 1^{er} avril de la même année, le jugement de l'affaire au parlement. Ce fut une assemblée de légistes qui eut à apprécier les manœuvres stratégiques d'un général.

Le 9 avril, le procureur général formula une nouvelle plainte d'après les dépositions recueillies au cours d'une première information faite par le lieutenant criminel du Châtelet. Le 30 avril, on commença l'instruction, au cours de laquelle on reçut les dépositions de plus de deux cents témoins. Le procureur général ayant inséré dans sa plainte, les termes du *crime de haute trahison*, lèse majesté, on refusa à Lally un conseil. Trois fois il en fit la demande, trois fois on le débouta de sa requête : il dut se défendre lui-même et il écrivit un mémoire justificatif *Tableau historique de l'expédition de l'Inde*. Mais il le fit maladroitement, en soldat qu'il était, plus fort à donner un coup d'épée qu'habile à manier la plume. Il fit paraître peu après un nouveau mémoire intitulé : *Vraies causes de la perte de l'Inde*, qui était un vrai réquisitoire contre les conseillers de la Compagnie des Indes. Enfin, dans une requête d'atténuation, signifiée au procureur général le 31 mai 1766, il établit ses moyens de défense, en présentant tous les décrets, lettres, dé-

cisions qu'il avait envoyés, reçus ou pris pendant son gouvernement : la déclaration du conseil de guerre relative à la capitulation de Pondichéry, la correspondance militaire et administrative, enfin toutes les instructions du roi et de ses ministres. Il eût fallu plusieurs jours pour prendre connaissance de tous ces documents, qui furent remis le samedi 3 mai 1766. Cependant le lundi 5 mai, on procéda à un dernier interrogatoire, et le 6 mai l'arrêt fut rendu par le parlement, toutes chambres réunies. Lally fut déclaré convaincu d'avoir trahi les intérêts du roi et de la Compagnie des Indes, d'abus d'autorité, vexations, exactions envers les sujets du roi et étrangers, pour réparation de quoi il était privé de ses honneurs et dignités et condamné à avoir la tête tranchée. Tous ses biens furent confisqués après prélèvement fait de dix mille livres pour les pauvres de Paris, de trente mille livres pour ceux de Pondichéry. Le 8 mai, Lally était transféré de la Bastille à la Conciergerie. Le 9 au matin, après avoir été baillonné, il était décapité sur la place de Grève.

Voltaire suivit avec intérêt le procès de Lally. Il avait connu Lally autrefois, lorsque sous les yeux de Richelieu, il travaillait avec lui chez d'Argenson au projet de descente sur les côtes d'Angleterre, et comme actionnaire de la Compagnie des Indes, il gémissait de la perte de nos colonies. En 1760, il écrivait déjà à d'Argental : « Nous avons à Pondichéry un Lally, une diable de tête irlandaise qui me coûtera tôt ou tard vingt mille livres tournois annuels, le plus clair de mon revenu (1). » Mais

(1) De Voltaire à d'Argental, 15 février 1760.

Voltaire avait trop d'indépendance d'esprit pour être aveuglé par ses intérêts lésés et ne pas s'apercevoir que le général Lally avait été la victime vouée aux rancunes et aux colères de l'opinion. Le 13 juin 1766, il écrivait à d'Alembert : « Vous souciez-vous beaucoup du baillon de Lally... Je connaissais beaucoup cet irlandais et j'avais eu même avec lui des relations fort singulières en 1746. Je sais bien que c'était un homme très violent qui trouvait aisément le secret de se faire haïr de tout le monde, mais je parierais mon petit doigt qu'il n'était point traître. L'arrêt ne dit point qu'il ait été concussionnaire, cet arrêt lui reproche vaguement des vexations et ce mot vexation est si indéterminé qu'il ne se trouve chez aucun criminaliste. »

Il est à présumer que dès qu'il connut l'arrêt de condamnation de Lally il songea à le faire réhabiliter, car le 29 juin 1768 il demandait déjà des renseignements au duc de Richelieu : « Je vous supplie, si vous pouvez disposer de quelques moments, de vouloir bien me dire ce que vous savez de la fortune qu'a laissée votre malheureux lieutenant général Lally, ou plutôt de la fortune que l'arrêt du parlement a enlevée à sa famille. J'ai les plus fortes raisons de m'en informer. Je sais seulement, qu'outre les frais du procès, l'arrêt prend sur la confiscation cent mille écus pour les pauvres de Pondichéry ; mais on m'assure qu'on ne put trouver cette somme. On me dit, d'un autre côté, qu'on trouva cent mille francs chez son notaire et deux millions chez un banquier, ce dont je doute beaucoup ; vous pourriez aisément ordonner à un de vos intendants de prendre connaissance de ce fait. » Du reste,

les mémoires secrets du 11 août attribuaient à Voltaire une lettre sur le jugement de M. de Lally et lui prêtaient dès cette époque l'intention de le faire réhabiliter et Grimm parle dans sa correspondance d'un dialogue entre Lally et Socrate, attribué à Voltaire, qui aurait été imprimé en 1766 (1) ; mais ce dialogue n'a jamais été retrouvé (2).

On vient de lire dans la lettre de Voltaire qu'on attribuait une grande fortune à Lally. On s'aperçut après sa mort qu'il ne laissait presque rien, chose bien rare chez les hommes qui ont détenu quelque temps le pouvoir. Cette constatation commença à ouvrir les yeux du public et à jeter quelque doute sur la culpabilité de Lally.

Mais Voltaire se chargea de préparer la révolution dans les esprits. Il avait « sur le cœur le sang de cet infortuné » et jusqu'à son dernier jour il allait s'occuper de mettre en relief l'innocence de Lally. « Je vois souvent dans mes rêves, disait-il, à droite et à gauche La Barre et Lally. Voltaire avait été nommé en 1755 historiographe du roi. A ce titre, il écrivit en 1769, l'histoire du règne de Louis XV et il consacra un chapitre de son *Précis du siècle de Louis XV* au malheur des Français dans les quatre parties du monde et au supplice du général Lally. En 1773, il se proposa malgré ses quatre-vingts ans comme secrétaire du jeune Lally qui allait entreprendre la réhabilitation de son père. C'est à cette même époque qu'il fit paraître les *Fragments sur l'Inde* (3), et nous le

(1) Grimm, *Correspondance littéraire*, éd. Tourneux, t. VII, p. 148, 149, 164.

(2) Bengesco, t. IV, p. 349.

(3) Lettre de Voltaire au chevalier de Lisle, 13 octobre 1773.

voyons de nouveau répandre à profusion cette publication pour gagner l'opinion. Il annonce son travail à Marin les 12 et 26 juin, 24 et 28 juillet, à Mme du Defand les 30 juillet et 10 septembre, le 4 août à Condorcet, le 9 août à Marmontel, le 1^{er} septembre à St-Lambert, le 9 septembre à M. de Saint-Julien, le 20 du même mois à Pasquier. A peine les fragments ont-ils paru que pour frapper constamment l'opinion, Voltaire songe déjà à leur donner comme suite les *Nouveaux fragments sur l'Inde, sur l'histoire générale et sur la France* qui parurent vraisemblablement en janvier 1774 (1).

Voltaire ne devait pas avoir la satisfaction d'assister à la réhabilitation du malheureux général. Le conseiller du roi renvoya l'affaire au parlement de Rouen qui, le 23 août 1783, prononça de nouveau la culpabilité de Lally. Cet arrêt fut infirmé, le parlement de Dijon instruisit de nouveau l'affaire et maintint le jugement primitif. Voltaire connut néanmoins l'arrêt du conseil qui renvoya devant un autre parlement l'arrêt du parlement de Paris. L'espoir prochain du rétablissement de la mémoire de l'infortuné comte de Lally fut le fruit de ses derniers soins, le dernier succès pour lequel sa vie presque éteinte parut se rallumer encore ; peu de jours avant sa fin, plongé dans une espèce de léthargie, il en sortit quelques moments lorsqu'on lui apprit la nouvelle du jugement de cette affaire et les dernières lignes qu'il dicta furent adressées au fils de cet illustre infortuné, les voici : « Le mourant ressuscite en apprenant

(1) Mémoires secrets de Bachaumont, 16 janvier 1774 et lettres de Voltaire à d'Argental, 31 janvier ; au chevalier de Lisle, 27 mars 1774.

cette grande nouvelle. Il embrasse bien tendrement M. de Lally. Il voit que le roi est le défenseur de la justice, il mourra content. » Ce sont pour ainsi dire les derniers soupirs de cet homme célèbre (1). (Voir Grimm, *Correspondance littéraire*).

Affaire de la Barre-d'Etallonde.

Le bourreau qui avait tranché la tête à Lally devait bientôt exécuter de la Barre. Vers 1765, vivait à Abbeville une abbesse de Villancourt qui élevait dans son couvent une gentille pensionnaire d'autant plus jolie qu'elle était plus riche et orpheline et qu'on avait placée sous la tutelle du lieutenant criminel au présidial d'Abbeville. Celui-ci était un de ces tuteurs avaricieux qui, pour capter la dot de sa pupille, voulut persuader à cette jeune fille d'épouser son fils. L'abbesse s'y étant refusée et ayant fait retirer la tutelle à Duval de Soicourt, celui-ci jura de se venger.

Or l'abbesse avait un neveu, le chevalier de la Barre, beaucoup moins pieux que sa tante, dissipé, frondeur, exagérant cette liberté d'esprit et ces bravades de libre pensée qui étaient de mode dans la noblesse. Un jour que le chevalier allait dîner chez l'abbesse en compagnie d'Etallonde de Morival, un de ses amis, il rencontra une procession de capucins, et, dans leur ardeur de néophytes pour la cause de la philosophie, il prit

(1) Toutes les pièces originales relatives aux procès de la Barre et Lally, émanant de Voltaire, sont au Palais de l'Ermitage à Saint-Pétersbourg dans la bibliothèque du grand écrivain, achetée à Mme Denis par Catherine II en 1778.

une attitude railleuse et insolente, affectant de rester la tête couverte pendant que défilaient devant lui la procession et le Saint-Sacrement. Grand scandale dans Abbeville. A quelque temps de là, on trouva mutilé un crucifix de bois qui était érigé sur le Pont-Neuf de la ville. On en avise le lieutenant criminel. Celui-ci, trouvant là une occasion de tirer vengeance de l'abbesse de Villancourt, qui affectionnait son neveu avec cette prédilection que l'on a pour les têtes folles, dénonce le fait à l'évêque et accuse le jeune de la Barre, ainsi que quatre de ses amis : d'Etallonde de Morival, Moisnel, Dumainiel de Saveux et Doiville de Maillefer.

L'évêque de la Motte lance un monitoire. Une première instruction est commencée le 13 août 1765. Soixante dix-sept témoins sont entendus sur la mutilation du crucifix, qui ne déposent que sur des faits vagues, imprécis et sur des bruits mal fondés. Une deuxième plainte est faite le 13 septembre sur la tenue indécente de de la Barre et d'Etallonde pendant la procession du Saint-Sacrement. Une seconde information est commencée le 26 septembre et continuée le 28 septembre et le 5 octobre. Au cours de cette instruction, trente-huit témoins sont entendus qui ne font que des dépositions évasives. Néanmoins, joignant les deux plaintes, celle de la mutilation de la croix et celle des propos impies et de l'attitude irrévérencieuse, pour être statué sur icelles et par un seul et même jugement, le lieutenant général, ordonne l'arrestation des jeunes gens qui, tous avaient pris la fuite, de la Barre et Moisniel furent seuls arrêtés ; la justice boiteuse ne put rattraper les autres. Une sen-

tence rendue à Abbeville, le 28 février 1766, condamna d'Etallonde contumax à faire amende honorable, à avoir la langue et le poing coupés et à être brûlé vif, et Jean-François Le Fèvre, chevalier de la Barre, à faire amende honorable, avoir la langue coupée, ensuite la tête tranchée et son corps réduit en cendres.

Le procès fut porté devant le parlement de Paris, et, pour faire annuler la sentence d'Abbeville, on invoqua entre autres vices de procédure, le fait d'avoir joint les deux procédures et d'avoir appelé, pour compléter le tribunal, de simples gradués, alors qu'il y avait au siège des officiers de justice dudit siège ni récusables, ni recusés, ni absents. Malgré une consultation en faveur des accusés rédigée par Cellier d'Outremont, Muyart de Vouglans, Gerbier, Tunbergue, Benoist fils, Turpin et Linguet, le parlement de Paris, sur le rapport du conseiller Pasquier, rendit le 4 juin 1766, à la majorité de deux voix, un arrêt confirmant le jugement de la sénéchaussée d'Abbeville. Le parlement ne tenait guère, paraît-il, à l'exécution de son arrêt et l'on attendait du roi une grâce ou une commutation de peine. Louis XV fut inflexible. De la Barre fut ramené à Abbeville. Il refusa de dire devant l'église de Saint-Wulfranc la formule d'amende honorable et de présenter la langue sur l'échafaud, mais tandis qu'on s'apprêtait à le décapiter, il posa lui-même la tête et dit au bourreau : « Tu as manqué Lally, ne crains rien, je me tiendrai bien et ne ferai pas l'enfant » et il fut exécuté. Il avait à peine vingt ans.

Malgré la sympathie que nous inspire ce jeune homme

par son courage, nous n'exprimerons aucune indignation contre les juges qui l'ont condamné. Peut-être la punition fut-elle disproportionnée à la faute et par trop exemplaire. On doit dédaigner les paroles irrévérencieuses qui n'enlèvent rien au saint respect que nous gardons pour nos croyances et nos pratiques religieuses et il eût suffi de tirer les oreilles à ces jeunes libertins comme à ces grands enfants qui jouent à la conspiration. Et puis il n'appartient pas à la puissance civile d'intervenir pour châtier des fautes qui ne relèvent que de la conscience. On condamna de la Barre pour avoir péché, pour punir le blasphème résultant du fait d'avoir chanté des couplets impies et l'on ne doit pas admettre que la société civile poursuive des faits qui ne concernent que la religion. Les vrais coupables, du reste, de ces manifestations scandaleuses, étaient ceux qui avaient jeté le ridicule sur la religion, c'était l'auteur de l'« Ode à Priape » qu'avait récitée de la Barre, c'étaient les auteurs de l'« Encyclopédie » dont les jeunes condamnés redisaient les doctrines, et si j'accuse les philosophes irréligieux, ce n'est pas pour les condamner, j'en respecte trop la liberté de penser pour leur faire un grief de ne point partager nos croyances, mais bien pour absoudre un tout jeune homme, grisé par des théories capiteuses pour son jeune tempérament, irréfléchi et irresponsable de ses idées et de ses actes. Voltaire le sentait bien, aussi écrivit-il à d'Alembert le 1^{er} juillet 1766 : « Etes-vous homme à vous informer de ce jeune fou nommé M. de la Barre et de son camarade, qu'on a si doucement condamnés à perdre le poing, la langue et la vie pour avoir imité

Polyeucte et Néarque? On me mande qu'ils ont dit à l'interrogatoire qu'ils avaient été induits à l'acte de folie qu'ils ont commis par la lecture des livres des encyclopédistes. » En effet, dans les perquisitions faites au cours de l'instruction chez le chevalier de la Barre, on avait saisi entre autres livres le *Dictionnaire philosophique portatif* qui fut jeté dans les flammes en même temps que le corps du jeune homme et les lettres sur les miracles et les discours de l'empereur Julien contre le christianisme, et le conseiller Pasquier s'était élevé avec beaucoup de violence, dit Grimm (1), contre les philosophes et contre Voltaire qu'il avait nommé, et avait présenté les profanations d'Abbeville comme un effet funeste de l'esprit philosophique qui se répandait en France. Il était donc naturel que Voltaire prit en mains la cause de de la Barre, c'était sa propre défense qu'il devait présenter.

Il commença par vouloir engager dans cette cause le parti libéral tout entier, il écrivit le récit de la mort du jeune martyr du parti philosophique à tous ses amis. Mais il ne put gagner le roi de Prusse qui était cependant bien imbu des idées des encyclopédistes. « La scène qui s'est passée à Abbeville, écrivait le 7 août 1766 le roi de Prusse à Voltaire, est tragique, mais n'y a-t-il pas de la faute de ceux qui ont été punis? faut-il heurter de front des préjugés que le temps a consacrés dans l'esprit des peuples et si l'on veut jouir de l'esprit de penser faut-il insulter à la croyance établie? » Et, comme Vol-

(1) Grimm, *Correspondance littéraire*, éd. Tourneux, t. VII, p. 77.

taire insistait pour approuver de la Barre, le roi de Prusse développait à nouveau la même idée dans une seconde lettre : « Je compte que vous aurez déjà reçu ma réponse avant votre dernière lettre. Je ne puis trouver l'exécution d'Abbeville aussi affreuse que l'injuste supplice de Calas. Ce Calas était innocent, le fanatisme se sacrifie cette victime, et rien dans cette action atroce ne peut servir d'excuse aux juges. Bien loin de là, ils se soustraient aux formalités des procédures et ils condamnent au supplice sans avoir des preuves, des convictions, des témoins. Ce qui vient d'arriver à Abbeville est d'une nature bien différente. Vous ne contesterez pas que tout citoyen doit se conformer aux lois de son pays : or, il y a des punitions établies par les législateurs pour ceux qui troublent le culte adopté par la nation. La discrétion, la décence, surtout le respect que tout citoyen doit aux lois, obligent donc de ne point insulter au culte reçu et d'éviter le scandale et l'insolence. Ce sont ces lois de sang qu'on devrait réformer, en proportionnant la punition à la faute ; mais tant que ces lois rigoureuses demeureront établies, les magistrats ne pourront pas se dispenser d'y conformer leur jugement. :

« Nous connaissons les crimes que le fanatisme de religion a fait commettre. Gardons-nous d'introduire le fanatisme dans la philosophie, son caractère doit être la douceur et la modération. Elle doit plaindre la fin tragique d'un jeune homme qui a commis une extravagance ; elle doit démontrer la rigueur excessive d'une loi faite dans un temps grossier et ignorant ; mais il ne faut pas que la philosophie encourage à de pareilles actions, ni

qu'elle fronde des juges qui n'ont pu prononcer autrement qu'ils l'ont fait. Socrate n'adorait pas les *deos majores et minores gentium* ; toutefois il assistait aux sacrifices publics. Gassendi allait à la messe et Newton au prône.

La tolérance dans une société, doit assurer à chacun la liberté de croire ce qu'il veut, mais cette tolérance ne doit pas s'étendre à autoriser l'effronterie et la licence à de jeunes étourdis qui insultent audacieusement à ce que le peuple révère. Voilà mes sentiments, qui sont conformes à ce qu'assurent la liberté et la sûreté publique, premier objet de toute législation (1). »

Le roi de Prusse avait exposé les vrais principes de tolérance. Voltaire ne tint pas compte de la leçon, il ne voulait pas perdre l'occasion de tomber sur l'infâme et de mettre en relief sa personnalité et ses œuvres. Il ne tenta pas d'obtenir comme pour Calas et Sirven une réhabilitation judiciaire, il était trop préoccupé de faire évoquer le procès Sirven au conseil du roi pour songer à solliciter une nouvelle évocation : du reste il sentait qu'aucune influence ne serait assez puissante pour déterminer le conseil du roi à revenir sur cette affaire.

Mais il pouvait protester contre la mort de ce jeune homme victime de principes erronés et donner du retentissement au nom de la Barre pour la condamnation du système politique et religieux qui l'avait frappé. Sous le nom de Cassen, avocat, il publia une *Relation de la mort du chevalier de la Barre* en 1766. Voltaire aurait aussi,

(1) Lettre de Frédéric à Voltaire, 13 août 1766.

paraît-il, écrit un dialogue entre Erostrate et le chevalier de la Barre en 1766, d'après Grimm, ce dialogue est inconnu (voir Bengesco, t. IV, p. 349). Il protesta platoniquement jusqu'à sa mort contre l'arrêt de condamnation de de la Barre, à toute occasion, dans le *Prix de la justice et de l'humanité*, dans les articles du *Dictionnaire philosophique* notamment aux mots crime, justice, torture, dans l'*Homme aux quarante écus*, dans toute sa correspondance, poursuivant de sa voix vengeresse les juges qui avaient prononcé cette condamnation. Mais il eut beau écrire que « la mort du chevalier de la Barre était un bien plus grand crime que celle de Calas (1).... » il ne persuada personne.

Il ne fut pas plus heureux pour faire réhabiliter d'Étallonde. Nous avons dit que trois des amis de de la Barre n'avaient pu être saisis par la justice. Parmi eux, d'Étallonde de Morival seul fut condamné par contumace. Ayant appris la mort de son ami, il ne se soucia pas de purger sa contumace et passa la frontière. Voltaire le recommanda à Frédéric de Prusse qui l'admit comme cadet dans un de ses régiments en garnison à Vesel (2). Voltaire ne le perdit pas de vue, et grâce à sa protection, d'Étallonde de Morival fut nommé successivement lieutenant et capitaine (3).

Cependant de Morival songeait à revenir en France, moins par patriotisme que pour y recueillir ce qui pouvait lui revenir de la fortune paternelle. Dans une lettre

(1) Lettre à d'Alembert, 1^{er} juillet 1772.

(2) Lettre de Voltaire à Frédéric, 3 mars 1767.

(3) Lettre de Voltaire à d'Alembert, 8 décembre 1773.

du 20 décembre 1773, Voltaire exposant pour la première fois à d'Etallonde les démarches à faire et les voies à suivre pour obtenir des lettres de grâce ou la cassation de l'arrêt de condamnation disait : « Le point principal est de vous rendre capable de succéder et de jouir en France, de tous vos droits de citoyen quoique vous serviez un autre monarque. » Et comme il importe que le jeune homme soit en France pendant que se feront toutes les démarches de Voltaire en sa faveur il lui offre l'hospitalité à Ferney. En janvier 1774, Voltaire demande à Frédéric un congé pour d'Etallonde. Frédéric trop heureux d'être agréable à celui dont il voulait regagner l'amitié accorda aisément la permission et le jeune lieutenant prussien arriva en Suisse dans les premiers jours d'avril. Voltaire qui pressentait bien la chute prochaine de Maupeou n'attendit guère pour intercéder en faveur d'Etallonde. Mais avant qu'il eût pu faire quelque chose pour le protégé de Voltaire le chancelier reçut l'ordre de remettre les sceaux le 24 août 1774. On chercha de nouveaux protecteurs ; d'Alembert, d'Argental, d'Hornoy furent priés de s'intéresser à d'Etallonde, la duchesse d'Enville intervint auprès de M. de Miromesnil, le nouveau garde des sceaux (1).

On pouvait faire juger le procès de d'Etallonde ou obtenir un recours en grâce. Voltaire voulut que d'Etal-

(1) Lettre de Voltaire à d'Argental, 10 et 24 octobre, 7 et 24 novembre, et 23 décembre ; à d'Alembert, 29 octobre ; à Condorcet, 23 novembre, 7, 11, 23, 30 décembre ; à Mme d'Enville, 26 novembre ; à Malesherbes, 1^{er} janvier 1775.

londe purgea sa contumace : « Je n'aime point qu'on demande grâce quand on doit demander justice (1). »

Résolu à ne pas accepter pour d'Etallonde les lettres de grâce qu'on était disposé à lui donner, Voltaire se prépara à gagner la cause de son protégé « dans l'esprit des honnêtes gens », et il écrivit dans les premiers mois de 1775 « Le cri du sang innocent » qui parut en juillet (2) mais qui ne fut répandu dans le public qu'en septembre, le ministère ne voulant pas que ce factum « perçât dans le monde ».

La Convention prit en main la réhabilitation de de la Barre et d'Etallonde. Les cahiers de la Noblesse à Paris, avaient demandé cette réhabilitation. Dans sa séance du 25 brumaire an II, la Convention rendit le décret suivant :

ART. 1^{er}. — Le jugement prononcé par le ci-devant parlement de Paris le 5 juin 1766 contre Labarre et Etallonde dit de Morival absent, confirmatif de la sentence d'Abbeville rendue le 28 février précédent est anéanti.

ART. 2. — La mémoire de Labarre et d'Etallonde dit de Morival, victimes de la superstition et de l'ignorance, est réhabilitée.

ART. 3. — Les héritiers de Labarre et d'Etallonde dit de Morival sont autorisés à se mettre en possession des biens qui appartenaient à ces infortunés.

ART. 4. — En cas de vente une somme égale à celledu

(1) Lettre de Voltaire à d'Alembert, 7 novembre 1774.

(2) Lettre de Voltaire à d'Alembert, 7 juillet 1775 ; à d'Argental, 10 juillet 1775 ; à de Vaines, 25 juillet 1775.

produit sera comptée sans délai aux dits héritiers par la Trésorerie nationale.

De la Barre eut les honneurs de la scène : le 6 juillet 1891 fut jouée au Théâtre Italien une pièce de Marsollier portant pour titre *De la Barre*. Son malheur lui valut quelques heures de gloire.

PARLEMENTS

Voltaire ne se borna pas à faire retomber sur la religion catholique et les parlements, la responsabilité de toutes ces erreurs judiciaires, conséquence d'une procédure vicieuse, il attaqua directement les parlements. Au plaisir de rendre service à des victimes de l'injustice s'en joignait un autre, celui de retomber sur leurs juges. Il avait une secrète satisfaction à décrier une puissance qu'il avait toujours eue en aversion, ayant de vieux griefs contre les parlements jansénistes qui avaient fait brûler ses lettres philosophiques et d'autres de ses ouvrages par la main du bourreau. Voltaire ne savait pas gré aux parlements de leur résistance au pouvoir royal, il leur en fait plutôt un grief dans son histoire du Parlement, leur déniait d'être la représentation des Etats généraux. D'abord c'était une façon de faire sa cour au roi très imbu des principes du pouvoir absolu, et puis, il faut bien le remarquer, Voltaire était plus attaché à la liberté de pensée qu'à la liberté d'action et s'il est un ancêtre de la Révolution par des idées laïques, il reste très ancien régime par ses théories politiques. Il détestait plus encore les parlements depuis qu'il avait eu à lutter contre eux pour les convaincre de leurs erreurs. « J'avoue, écrivait-il le 25 février 1863 à d'Argental, que cette aventure (celle des Calas) ne con-

tribue pas à me faire aimer les parlements. Malheur à qui a affaire à eux. » Aussi applaudit-il au coup d'état de Maupeou et à l'institution des nouveaux parlements. « Je vous avoue que j'aurais donné ma voix à celui qui a mis par écrit l'édit du roi pour la création des six parlements ou conseils nouveaux. Non seulement les jugements en dernier ressort au parlement de Paris épuisaient les pauvres plaideurs, obligés de faire cent cinquante lieues pour se ruiner, mais les criminels qu'on transférait à Paris du fond de l'Auvergne et du Limousin coûtaient à l'État des sommes immenses. En un mot, cet édit me paraît jusqu'à présent un service essentiel rendu à la nation ; et puis d'ailleurs nous savez si j'ai sur le cœur les morts du chevalier de la Barre et du comte de Lally (1). »

Un édit du 23 février 1771 créa, dans les villes d'Arras, Blois, Châlons, Clermont-Ferrand, Lyon, Poitiers, six conseils supérieurs, pour connaître en dernier ressort de toutes matières civiles et criminelles, chacun dans l'étendue des bailliages composant son arrondissement. Dans le fragment d'une lettre écrite de Genève le 19 mars 1771 par un bourgeois de cette ville à un bourgeois de Lyon, Voltaire s'efforça de montrer les avantages qui résultaient de la promulgation de cet édit permettant de rendre la justice plus rapidement et de façon moins coûteuse. Lorsque les anciens parlements furent supprimés, il écrivit contre eux, en 1773, une tragédie *Les lois de Minos*.

(1) Lettre à d'Alembert, 15 mars 1771.

Il avait du reste une raison personnelle de défendre les nouveaux parlements : son neveu, l'abbé Mignot, avait été nommé conseiller de grand'chambre dans la fournée des magistrats qu'on créa pour remplacer les magistrats exilés ; et lorsque dans une des nombreuses satires qui parurent contre le parlement Maupeou, on plaisanta son neveu, petit-fils du pâtissier Mignot, « connu du monde entier comme un empoisonneur sachant bien son métier ». Voltaire qui avait prodigué tant d'injures contre la magistrature et les magistrats, s'indigna contre cette médiocre facétie et dénonça le libelliste dans une lettre qu'il écrivit au Chancelier le 20 décembre 1773.

Voltaire mit son talent au service du Chancelier. Les éditeurs de ses œuvres lui ont attribué plusieurs brochures dont nous donnons les titres par ordre sans les analyser, car il n'est pas bien prouvé que ces œuvres soient de lui, et si la recherche de la paternité n'est pas interdite en pareille matière, elle n'en est pas moins difficile à établir surtout après un siècle :

Sentiments des six conseils établis par le roi et de tous les bons citoyens.

Avis important d'un gentilhomme à la noblesse du royaume.

Réponse aux remontrances de la cour des aides par un membre des nouveaux conseils supérieurs.

Lettre à M..., président du parlement à Rouen par un membre du présidial dans le ressort de ce parlement.

Les peuples aux parlements.

Voltaire ne protesta pas bien vivement contre ces

attributions d'autant plus vraisemblables qu'on connaît la haine mortelle qu'il avait vouée aux meurtriers des Calas, de de la Barre et de Lally. Il désavoua bien plusieurs de ces œuvres, mais il en a tant avoué et désavoué qu'on ne doit pas beaucoup s'appuyer sur ses affirmations ou ses dénégations.

Il est d'autres œuvres dont on lui fait honneur, qui ont encore moins de chance d'être de lui : ainsi une brochure portant pour titre *L'Equivoque*, qu'on lui attribue sur cette seule phrase d'une de ses lettres à Mme du Deffand du 28 juillet 1774 « le monde a toujours été gouverné par des équivoques ». Bengesco classe parmi les ouvrages faussement attribués à Voltaire les :

Raisons pour désirer une réforme de l'administration de la justice.

La folie de bien des gens dans les affaires du temps.

Lettres du public à MM. les ci-devants officiers du parlement de Paris.

Le pamphlet, « *Les jeux de Simon de Montfort ou les forfaits du parlement de Toulouse* », attribué à Voltaire par les Mémoires secrets du 19 juillet 1767 n'est pas non plus de lui d'après Wagnière (1), qui fut, comme on le sait, le secrétaire de Voltaire.

Voltaire cependant ménageait la chèvre et le chou, et, s'il se réjouissait de la disgrâce des parlements, il protestait toujours de son attachement pour le duc de Choiseul « auquel il devait tout ». Mais il n'en continua pas moins à soutenir le gouvernement contre la

(1) *Mémoire sur Voltaire*, t. 1, p. 261.

magistrature (1), tenant à être bien en cour et nourrissant toujours une haine impitoyable contre les meurtriers des de la Barre et de Lally et il envoyait des exemplaires des *Peuples aux Parlements* à Madame de Choiseul, à Mme du Deffand. Voltaire avait quelque mérite à soutenir ainsi ouvertement le ministère, car il ne s'illusionnait pas sur l'état de l'opinion de plus en plus hostile au Chancelier et contre laquelle il ne pouvait réagir. Du reste, les actes du nouveau parlement, son attitude embarrassée, le peu de considération de certains de ses membres, expliquent les critiques envenimées, l'averse de libellés et de pamphlets dont il fut inondé. Le renvoi du parlement de Paris n'avait fait qu'accroître sa popularité bien assise, et dès la mort de Louis XV, il rentra en fonctions *jure quodam postlimini* au milieu des acclamations. Ce triomphe n'était qu'apparent, car si momentanément le vieux parlement semblait victorieux de ses ennemis, il sortait au fond meurtri et blessé de cette lutte et Voltaire pressentit leur fin prochaine. « Je vois, disait-il, les parlements mourant de leur belle mort après avoir fait périr cette année les jésuites de mort violente. »

Tel est chaque parti en sa rage obstiné
Aujourd'hui condamnant et demain condamné.

En prononçant l'exil de la Compagnie de Jésus, en effet, les parlements avaient obéi à leurs rancunes jan-

(1) Lettres à Christin, 5 février 1771 ; à Chabanon, 6 février 1771 ; à d'Alembert, 13 février 1771 ; à de Veymerange, 25 février 1771 ; au duc de Richelieu, 27 février 1771 ; au comte de Rochefort, 9 novembre 1771.

sénistes et vengé Port-Royal de la persécution trop violente avec laquelle les jésuites l'avaient poursuivi, mais ils avaient préparé du même coup leur propre ruine car ils avaient dispersé le bataillon d'élite qui était le champion toujours victorieux du principe de l'autorité dans l'Eglise et dans la société politique, et le seul corps assez armé pour prolonger la lutte contre l'esprit révolutionnaire qui emporta les parlements. Lorsqu'un congé définitif fut donné aux parlements le 3 novembre 1789 par Alexandre Lameth, personne ne prit leur défense et leurs protestations isolées se perdirent dans le tumulte de la Révolution.

ÉCRITS :

COMMENTAIRE SUR LE LIVRE DES DÉLITS ET DES PEINES.

PRIX DE LA JUSTICE ET DE L'HUMANITÉ.

Dans tous les procès dont nous venons de faire l'histoire, nous avons vu Voltaire dépensant toute son activité pour faire réhabiliter les victimes des erreurs judiciaires, mais, en s'attaquant à des jugements fausement rendus, son seul but n'a pas été d'obtenir la révision des procès de ses clients. Il s'aperçut vite que c'étaient moins les hommes qui étaient responsables de ces erreurs que la législation de son temps, et l'on peut remarquer dans les derniers mémoires parus à l'occasion de ces procès, moins d'attaques personnelles contre les juges et gens de loi, et plus de critiques générales des institutions et des formes de la procédure. Aussi saisit-il la première occasion qui se présenta à lui de donner une critique raisonnée des institutions, qu'il avait dénoncées par occasion dans les manifestes et mémoires lancés pour la défense de ses clients. Du reste, un philosophe doit asseoir ses idées sur des principes, et Voltaire, après avoir touché les juges par ses plaidoiries si chaudes de passion et si entraînantes, voulut convaincre le public.

Le marquis de Beccaria avait fait paraître un petit traité sur la suppression de la peine de mort, auquel la

Société économique de Berne décerna une médaille d'or. Nous ne dirons rien de cet ouvrage connu de tous et dont nous n'avons à faire ni l'éloge ni la critique.

Voltaire trouva exposées systématiquement dans ce traité les idées de réforme qui étaient encore confuses dans son esprit. Il s'en empare aussitôt, il se les assimile, et les fait siennes. Il concrétise ces principes trop abstraits, et les observations toutes philosophiques de Beccaria deviennent sous la plume de Voltaire des critiques précises de nos pratiques judiciaires.

Dès 1765, le *Traité des délits et des peines* fut traduit de l'italien par M. l'abbé Morellet. Voltaire qui avait commencé à lire cet ouvrage dans le texte italien, le 16 octobre 1765 (1), en finit la lecture dans la traduction de Morellet, et vers le milieu de l'année 1766, il faisait paraître son « Commentaire » sur le livre des délits et des peines. L'ouvrage parut probablement en août, car l'auteur y parle du supplice du chevalier de la Barre, exécuté le 5 juin, et une lettre du 28 juillet annonce à Damilaville la prochaine apparition de cet opuscule.

C'est donc une erreur d'avoir dit que Voltaire « a eu l'immense honneur d'avoir eu Beccaria pour élève ». Beccaria a été le maître et non l'élève de Voltaire, dont l'œuvre est postérieure de quelques années. Mais si Voltaire n'a pas eu le mérite de la conception de ces idées, c'est lui qui leur a donné la viabilité en leur infusant cette force de propagation qu'il savait communiquer aux idées qui lui étaient chères.

(1) Lettre à Damilaville, 16 octobre 1765.

Le *Commentaire sur le livre des délits et des peines* comprend vingt trois chapitres. Le douzième traite de la question, le vingt-deuxième de quelques vices de la procédure, du défaut d'assistance par un avocat, les autres chapitres sont consacrés aux crimes et aux peines déterminées par la législation d'alors. Voici du reste le titre de tous les chapitres :

- I. — Occasion de ce commentaire.
- II. — Des supplices.
- III. — Des peines contre les hérétiques.
- IV. — De l'extirpation des hérésies.
- V. — Des profanations.
- VI. — Indulgence des Romains sur ces objets.
- VII. — Du crime de la prédication et d'Antoine.
- VIII. — Histoire de Simon Morin.
- IX. — Des sorciers.
- X. — De la peine de mort.
- XI. — De l'exécution des arrêts.
- XII. — De la question.
- XIII. — De quelques tribunaux de sang.
- XIV. — De la différence des lois politiques et des lois naturelles.
- XV. — Du crime de haute trahison, etc...
- XVI. — De la révélation par la confession.
- XVII. — De la fausse monnaie.
- XVIII. — Du vol domestique.
- XIX. — Du suicide.
- XX. — D'une espèce de mutilation.
- XXI. — De la confiscation attachée à tous les délits dont on a parlé.

XXII. — De la procédure criminelle et de quelques autres formes.

XXIII. — Idée de quelque réforme.

Le Commentaire parut comme l'œuvre d'un avocat de Besançon « ami intime de l'humanité ». Son succès fut considérable, en quelques mois la première édition fut enlevée. Le 1^{er} décembre 1766, l'avocat de Besançon annonce à Damilaville qu'il a beaucoup augmenté son ouvrage dont la première édition est entièrement épuisée. « Pourriez-vous, ajoute-t-il, demander à Morin si on permettra à Paris l'entrée d'une nouvelle édition conforme à ce qui a déjà été imprimé et très circonspecte dans ce qui sera ajouté. »

Le Commentaire fut condamné par décret de la Cour de Rome du 19 juillet 1768, ce qui ne l'empêcha pas d'être imprimé en 1770 à la suite des œuvres de Beccaria, dans l'édition que fit paraître des œuvres de ce dernier Jean Gravier, imprimeur de la « très fidèle ville de Naples » avec l'assentiment de l'évêque Pozzuoli chargé de la censure. Il fut réimprimé en 1773 et en 1782 par Brisot qui le fit comprendre dans sa bibliothèque philosophique du législateur, du politique et du jurisconsulte, et enfin par Dufey à la suite de nouvelles traductions du Traité de Beccaria, qui parurent en 1821 et 1822.

Le Commentaire de Voltaire jouit de la même célébrité que le Traité de Beccaria lui-même. Les deux ouvrages se prêtèrent un mutuel secours et aidèrent au succès l'un de l'autre, mais ils ont eu des destinées bien différentes : on parle encore du Traité de Beccaria, mais si le Commentaire de Voltaire n'est pas complètement

tombé dans l'oubli, combien peu le connaissent? « *habent sua fata libelli* ».

Dix ans après, Voltaire expose de nouveau dogmatiquement les mêmes idées. Au moyen de la *Gazette de Berne*, sous le titre de *Prix de la justice et de l'humanité*, il lance la proposition d'un concours public dont il trace le programme en s'inspirant des principes de Beccaria. Dans le numéro du 15 février 1777, il propose un prix de cinquante louis en faveur du meilleur mémoire sur la question suivante : Composer et rédiger un plan complet et détaillé de législation sur les matières criminelles sous ce triple point de vue : 1° des crimes et des peines proportionnées qu'il convient de leur appliquer ; 2° de la nature et de la force des preuves des présomptions ; 3° de la manière de les acquérir par la voie de la procédure criminelle en sorte que la douceur de l'instruction et des peines soit conciliée avec la certitude d'un châtiment prompt et exemplaire et que la société civile trouve la plus grande sûreté possible pour la liberté et l'humanité. Des sommes d'argent furent déposées par Frédéric de Prusse et le prince de Hesse-Cassel et s'ajoutèrent aux cinquante louis de Voltaire pour augmenter le prix ou donner des accessits (1). C'est à tort qu'on a attribué à Voltaire la pensée de concourir, car le prix devait être adjugé à la fin de l'année 1779 et les pièces de

(1) Lettres de Voltaire à Laharpe, 19 novembre 1777 ; à Frédéric, 25 novembre ; à Condorcet, 26 novembre ; à Catherine, 5 décembre ; à Frédéric, 6 janvier 1778 et à Voltaire de Frédéric, 24 novembre, de Catherine, 23 novembre ; de Condorcet, 21 décembre ; de Frédéric, 25 janvier 1778.

concours écrites en latin, français, allemand, anglais ou italien pouvaient être envoyées au secrétaire perpétuel de la Société économique de Berne jusqu'au 1^{er} juillet 1779 ; Brissot de Varville, dans la préface de sa « Théorie des lois criminelles », nous apprend même que pour donner aux concurrents le temps nécessaire pour bien méditer leur sujet, la Société de Berne avait différé la distribution du prix jusqu'en 1781 ; or, dès le 31 octobre 1777, l'opuscule de Voltaire était imprimé. Voltaire ne tardait pas à l'envoyer à d'Alembert et à Condorcet, ses conseillers, et à mettre un stock d'exemplaires aux chariots de poste d'Allemagne pour Frédéric de Prusse et Catherine de Russie, ses protecteurs. Tel qu'il était proposé, le sujet était vaste et Condorcet signala ce défaut à Voltaire. « Je pense, disait Condorcet, qu'il aurait fallu ne pas proposer les trois questions à la fois et qu'il eût été bon de les séparer : 1^o parce que la besogne est considérable, que chacune des trois questions vaut bien séparément cent louis au moins ; 2^o parce que la troisième question ne peut être traitée à fond que par un jurisconsulte et que les deux premières, la première surtout, peuvent l'être par un homme qui ne serait que philosophe. Peut-être serait-il temps d'écrire là-dessus à l'académie de Berne et personne n'y est plus plus propre que vous. » Mais il était trop tard et le sujet resta tel qu'il avait été proposé. Voltaire, en rédigeant le *Prix de la justice et de l'humanité*, n'eut d'autre but que de relancer quelques-unes de ses théories et de suggérer quelques idées aux futurs concurrents. Son travail est divisé en vingt-huit articles et je n'ai pu saisir l'or-

dre logique des sujets qui sont traités sous chacun de ces chapitres. Trois articles sont consacrés à la procédure, le vingt-deuxième, le vingt-troisième et le vingt-quatrième. Le vingt-deuxième article s'occupe de la nature et de la force des preuves, envisageant successivement la valeur du flagrant délit et des dépositions des témoins, le dernier paragraphe du même chapitre est consacré à la critique du secret de la procédure. Dans l'article vingt-troisième, l'auteur se demande si l'on doit permettre un conseil, un avocat à l'accusé. Enfin le vingt-quatrième article traite de la torture. Dans tous les autres chapitres, Voltaire étudie la nature des différents crimes visés par le code et les peines qu'il convient de leur appliquer. Le lecteur jugera lui-même du désordre des sujets par la table des matières qui suit :

ART. 1^{er}. — Des crimes et des châtimens proportionnés.

ART. 2. — Du vol.

ART. 3. — Du meurtre.

ART. 4. — Du duel.

ART. 5. — Du suicide.

ART. 6. — Des mères infanticides.

ART. 7. — D'une multitude d'autres crimes.

ART. 8. — De l'hérésie.

Premiers hérétiques condamnés, en forme, à mort.

Tolérance, première loi dans le code de Russie.

ART. 9. — Des sorciers.

Majorité de deux voix suffit-elle pour faire mourir un citoyen ?

Sorcière brûlée à Genève.

Convulsions et sortilèges institués dans une colonie anglaise, par un prêtre nommé Pâris, tout comme en France.

ART. 10. — Du sacrilège.

ART. 11. — Des procès criminels pour des disputes de l'école.

Sanglante querelle des Cordeliers avec le pape Jean XXII.

Le géomètre Ramus égorgé à la St-Barthélemy.

Etienne Pasquier, qui, avant d'être avocat général de la chambre des comptes, plaida contre les jésuites, et prédit ce qui leur est enfin arrivé.

Sage loi.

ART. 12. — De la bigamie et de l'adultère.

Utilité du divorce.

Divorce pour la lèpre.

ART. 13. — Des mariages entre personnes de différentes sectes.

ART. 14. — De l'inceste.

ART. 15. — Du viol.

ART. 16. — Pères et mères qui prostituent leurs enfants.

ART. 17. — Des femmes qui se prostituent à leurs domestiques.

ART. 18. — Du rapt.

ART. 19. — De la sodomie.

ART. 20. — Faut-il obéir à l'ordre injuste d'un pouvoir légitime.

Ordre à Banaïas de tuer le prince Adonias à l'autel.

Exemple tiré de l'assassinat d'Adonias par son frère.

Massacre de Sichem.

Sentence contre l'avocat Prynne, à Londres.

Arrêt de mort contre Charles I^{er}.

ART. 21. — Des libellés diffamatoires.

Libelle diffamatoire de Sixte-Quint contre Henri IV
et le prince de Condé.

ART. 22. — De la nature et de la force des preuves

§ I. — Du flagrant délit.

§ II. — Des témoins.

Exemple de Sirven.

de Sanglade.

de La Pivardière.

de Montbailli.

§ III. — Des accusateurs qui administrent des preuves
du crime.

§ IV. — Si tout témoin doit être entendu.

§ V. — Le juge doit-il entendre le témoin en secret et
le témoin recolé peut-il se dédire ?

ART. 23. — Doit-on permettre un conseil, un avocat à
l'avoué.

ART. 24. — De la torture.

ART. 25. — Des prisons et de la saisie des prisonniers.

ART. 26. — Des supplices recherchés.

ART. 27. — De la confiscation.

ART. 28. — Des lois de Louis XVI sur la désertion et
conclusion de l'ouvrage.

Pour travailler encore au succès de ses idées sur la
réforme de nos lois, et aussi pour aider à la gloire de
sa grande amie Catherine de Russie, Voltaire conçut
l'idée de traduire le code criminel russe, rédigé d'après

les principes humanitaires et laïques des encyclopédistes.

« Madame, écrivait Voltaire, je reçus hier au soir un des gages de votre immortalité : le code de vos lois en allemand, dont Votre Majesté impériale daigna me gratifier. J'ai commencé dès ce matin à le faire traduire dans la langue des Welches, il le sera en chinois, il le sera dans toutes les langues, ce sera l'évangile de l'univers (1). »

Mais Voltaire partait quelque temps après pour Paris, sans avoir rempli cette nouvelle tâche qu'il s'était imposée pour satisfaire cette activité si fiévreuse qui devait hâter sa fin. Cependant il semblerait qu'une traduction des lois russes aurait été faite, car dans la deuxième édition d'un ouvrage de Mercier dont nous parlerons plus loin, publiée en 1787, nous lisons la note suivante : « On a brûlé à Paris secrètement une édition entière du code de Catherine II. J'en conserve un exemplaire échappé par hasard aux flammes (2). »

Mais la dissertation didactique est une arme lourde à manier, c'est une arme de siège pour ébranler les remparts qui défendent nos vieilles institutions et elle ne touche que les jurisconsultes et les hommes de loi. Voltaire préfère décocher des traits moins puissants mais qui vont plus loin par dessus les forteresses jusque dans l'enceinte de la place, atteindre le peuple, il veut créer un mouvement d'opinion car il sait bien que s'il arrive à convaincre le grand nombre celui-ci saura bien for-

(1) Lettre de Voltaire à Catherine, 5 décembre 1777.

(2) *L'an deux mille quatre cent quarante*, 2^e édition, t. I, p. 77.

cer les hommes de droit et les législateurs à rendre la place.

Et puis il n'est pas très fort pour les longues discussions sérieuses de philosophie juridique tandis qu'il « excelle à mettre en scène ses idées, à les habiller d'un costume qui plaise, qui amuse, qui attire l'attention » : il sait si bien déguiser des marionnettes, les faire aller, venir, se présenter devant le public, parler pour elle comme l'impressario de guignol. Gens de lois, gens d'église défilent sur des tréteaux caricaturés et ridiculisés, et sortent de scène amoindris aux yeux du public. Viennent ensuite des Grecs et des Crétois qui partent en guerre contre les parlements. Un jour il nous présente la princesse de Babylone qui se rappelant qu'elle est reine, oublie au cours de ses voyages son cher Amazan pour s'occuper des lois politiques et judiciaires des pays qu'elle traverse. Une autre fois, il jette au milieu de notre société un huron qui en se heurtant à nos institutions et à nos mœurs s'aperçoit que tout n'est pas raisonnable et correct dans le plus civilisé, le plus policé du pays. Tout n'est pas non plus pour le mieux dans le meilleur des mondes, Candide et sa bien aimante Cunégonde en font la triste expérience, et en tombant de malheur en malheur font dégringoler l'optimisme. Mais un roman ou une tragédie ne se rédige pas en une soirée, il faut plusieurs jours pour écrire « les Guelres, les lois de Minos, Gadig ou l'homme aux quarante écus. Comme il faut frapper incessamment l'attention du public il préfère rédiger de petites historiettes, des discours qu'il improvise en quelques heures et en-

voie par le premier courrier. A chaque instant partent de Ferney des brochures de petits feuillets

Des lettres qu'au Mercure on fait enregistrer .

car il importe que l'article arrive à temps à Paris et tombe à propos au milieu de l'opinion inquiète et encore incertaine pour inspirer ses sentiments, déterminer ses volontés. C'est ainsi que pour prêcher la foule il envoie aujourd'hui M. de Chambrun qui prononce l'éloge de la Raison dans une académie de province, demain un capucin de Raguse qui fait ses recommandations au frère Pediculoso sur le point de partir en pèlerinage pour la terre sainte, il envoie tous les sages porter la bonne parole : le rabbin Akib, Alexid archevêque de Nowgorod, et Cassen avocat, et Bolimbrogke, et Hume. Tous ces orateurs sont de nationalité différente, parlent un langage différent, mais ils se ressemblent tous par un point : ils ont tous reçu le baptême de la raison qui leur a fait perdre le péché originel d'intolérance, tous sont les apôtres des doctrines du patriarche de Ferney et à leurs discours on les reconnaît bientôt. Voltaire les renie comme un beau diable, mais personne n'est dupe de ses dénégations. Sa brochure est condamnée par l'Index et le parlement en brûle solennellement quelques exemplaires. Voltaire dort tranquille, il sait qu'il y a encore de nombreux volumes qui courent sous le manteau, que le gouvernement ferme les yeux et ne lui demande que de ne pas signer de son nom pour n'avoir pas à le poursuivre. Brunetière, dans ses études sur le XVIII^e siècle a montré en effet que les encyclopédistes qui se disaient victimes de la persécution étaient couverts par la partialité

et la protection du pouvoir. Néanmoins journalistes et publicistes se cachaient pour la forme, lutteurs masqués qui combattaient dans l'ombre mais qu'on reconnaissait bien vite. Ils vont tous à l'étranger faire imprimer leurs œuvres, à Londres, à Genève, à Amsterdam et leurs ouvrages entrent par ballot, sous le regard de la douane, pour être répandus à Paris et dans toute la France.

Pendant les quinze dernières années de sa vie, Voltaire employa à la réforme de la législation criminelle cette activité (1) caractéristique « des Welches » qu'il avait jusqu'alors dépensée pour le triomphe de tant d'autres idées vraies ou fausses qu'il avait voulu répandre. A partir de 1762, sa correspondance est remplie d'allusions aux procès dont nous venons de parler et d'observations sur la législation. Dans ses romans, notamment dans *L'Ingénu* paru en 1767, *L'homme aux quarante centimètres* et *La princesse de Babylone* qui parurent l'année suivante, nous relevons quelques remarques sur ces mêmes sujets. Parmi les petites brochures que rédigeait Voltaire ainsi que nous venons de le dire, au courant de l'inspiration et de la plume, nous en citerons particulièrement deux où l'on trouve quelques réflexions ou quelques critiques de nos lois, ce sont les *Idées républicaines par un citoyen de Genève*, parues en 1765 et *Le Voyage de la Raison, discours prononcé dans une académie de province*, publié en 1775 et que les éditeurs

(1) Si l'on veut avoir idée de l'immense travail fourni par Voltaire comme aussi du succès qu'obtinrent ses œuvres, on n'a qu'à parcourir la bibliographie de Bengesco qui a catalogué 2.500 éditions totales ou partielles des œuvres de Voltaire.

des œuvres complètes de Voltaire ont classé sous le nom de *Eloge historique de la raison*.

Mais c'est dans le *Dictionnaire philosophique* que nous trouvons des dissertations plus étendues sur la législation criminelle, notamment aux mots adultère, avocat, Becker, blasphème, confiscation, conscience, criminalité, droit, droit canonique, hérésie, inquisition, justice, lois, lois civiles et ecclésiastiques, privilèges, cas privilégiés, question, suicide, supplice, torture. Le *Dictionnaire philosophique* n'est que le groupement fait après la mort de Voltaire par les éditeurs de Kehl et depuis par tous les éditeurs de tous les articles rédigés par Voltaire pour les dictionnaires qu'il a publiés ou auxquels il a collaboré. Dans ces ouvrages sont refondus :

- 1° Les articles pour le dictionnaire de l'académie ;
- 2° Le dictionnaire philosophique ;
- 3° Les articles pour l'encyclopédie ;
- 4° Les questions sur l'encyclopédie ;
- 5° Une série de petites études parues l'une après l'autre du vivant de Voltaire ;
- 6° L'opinion par alphabet.

L'académie avait décidé de faire paraître une nouvelle édition en 1762 de son dictionnaire, Voltaire se chargea des additions et des corrections de la lettre T. Nous avons déjà dit que parmi les mots rédigés par Voltaire il n'y en a aucun où soient traitées les questions juridiques.

Le *Dictionnaire philosophique* comprend quelques articles sur notre sujet. Le plan de ce dictionnaire fut

connu à Postdam le 28 septembre 1752. Voltaire écrivit aussitôt les premiers mots : Abraham, âme, athée, athéisme, etc. ; puis abandonnant ce projet pendant quelque temps, il le reprit en 1760, mais l'*Essai sur l'histoire générale*, l'*Histoire de Pierre le Grand* et le *Commentaire de Corneille* retardèrent la publication du dictionnaire jusqu'en juin 1764. Dans la première édition de cet ouvrage ne parut que l'étude sur les lois civiles et ecclésiastiques. Le même ouvrage fut publié l'année suivante sous le titre de *Dictionnaire portatif* et dans la 6^e édition du *Dictionnaire portatif* qui parut en 1767, Voltaire ajouta deux paragraphes au mot *loi*. Ce même dictionnaire fut imprimé encore deux fois avec deux titres différents en 1769 sous la désignation de *La raison par alphabet*, en 1776 sous celle de *La raison par alphabet en forme de dictionnaire*. Voltaire intercala dans l'édition de 1769 le mot *hérésie*, dans celle de 1776 le mot *supplice*.

Voltaire collabora à la rédaction de l'Encyclopédie, mais parmi les mots qu'il écrivit aux lettres E F G H nous ne trouvons aucun des mots où sont traitées les questions criminelles. C'est dans les *Questions sur l'encyclopédie* parues de 1770 à 1772 que se trouvent les études sur adultère, Becker, blasphème, confiscation, conscience, criminaliste, droit, droit canonique, justice, loi (les deux derniers paragraphes), privilège, cas privilégiés ; question, torture.

Parmi les petites études parues du vivant de Voltaire et intercalées par les éditeurs dans le *Dictionnaire philosophique*, citons notamment le mot *avocat* et la lettre de

M. de Beccaria au sujet de M. de Morangiès, placée dans le mot.

L'*Opinion par alphabet* est une collection manuscrite en forme de dictionnaire trouvée par les éditeurs de Kehl dans les papiers de Voltaire après la mort du grand écrivain : c'est dans ce recueil que sont les études sur *hérésie, inquisition, suicide*.

Nous citons ces articles parce qu'ils touchent directement à notre sujet, mais encore une fois on trouve beaucoup d'allusions ou de réflexions sur la législation criminelle dans un grand nombre d'autres passages. A toutes les pages de ses œuvres, Voltaire présente ces questions complexes sous un jour nouveau qui permet à toutes les intelligences de les entrevoir. Pour attirer les intelligences débiles qu'effarouchent les sujets sérieux, il débarrasse ces questions abruptes de leur enveloppe technique, les habille de façon originale qui pique la curiosité du lecteur et le ramène par des chemins détournés aux questions dont il s'était éloigné. Tout le monde s'intéresse aux questions de législation, les doigts délicats ne craignent plus de feuilleter les pages de procédure débarrassées de la poussière du greffe et il devint de mode de s'occuper de sociologie et de politique ; « on défricha et retourna tellement le champ de la politique, écrivait Mairobert, qu'il ne reste plus rien à dire en ce genre » (1).

(1) Pour retenir le public blasé des ouvrages composés de redites et de plagats, on fonda un grand nombre de revues où on exposa d'une manière différente les mêmes idées. Jamais le commerce de librairie ne fut relativement si prospère, puisqu'on évaluait à 45 millions les pro-

C'est ainsi qu'à force de répéter chaque jour les mêmes idées chaque fois sous une forme nouvelle Voltaire arriva à les faire pénétrer dans tous les milieux, à les faire comprendre et admettre par beaucoup. C'est par ces mêmes procédés qu'agissent encore sur les masses les grands journalistes modernes. Mais Voltaire n'était-il autre chose qu'un publiciste de génie ; n'est-ce pas lui qui créa le journalisme contemporain. Ne pouvant répandre ses idées par les universités endormies dans le passé, par les salons dont il était éloigné, par les académies privées d'indépendance il dut se tourner vers l'opinion publique « qui agit sur le pouvoir dans les pays où le pouvoir est faible, où l'opinion est forte ». L'esprit public n'existait pas, il le fit naître. Pour le développer il lui jeta périodiquement ces idées toutes digérées dont s'alimente l'intelligence du public qui ne peut penser par lui-même. C'est ainsi que se créa le journalisme. Une fois affirmé, l'esprit public donna plus d'autorité à celui qui l'avait créé. Vivant l'une par l'autre, s'appuyant l'une sur l'autre, l'opinion devint chaque jour plus puissante, la critique se dressa plus superbe et fit jaillir ces flots d'idées nouvelles et hardies qui emportèrent l'ancien régime avec ses institutions, ses hommes et sa législation.

duits de la librairie à Paris, alors qu'ils étaient de 12 millions à Londres (Voir Aubertin, *Esprit public au XVIII^e siècle*, p. 482).

DEUXIÈME PARTIE

IDÉES DE VOLTAIRE

PROCÉDURE

Avant d'exposer les idées de Voltaire, il semblerait logique de montrer dans son ensemble l'état de la législation au XVIII^e siècle. Mais cet exposé donnerait trop d'ampleur à cette thèse et la ferait sortir de son objet. Toutes les formalités de la procédure criminelle d'ailleurs n'ont pas été critiquées par Voltaire ; aussi ne parlerons-nous que de celles dont cet écrivain s'est occupé. Pour mettre quelque ordre en cette étude nous ferons l'histoire d'un procès depuis l'accusation jusqu'à la condamnation. Au fur et à mesure que nous entrerons dans chaque phase de la procédure nous rapporterons les critiques adressées par Voltaire à chacune des formalités de cette procédure, car il les a toutes passées au crible de sa critique. Nous avons puisé nos idées sur le développement de la législation criminelle dans le premier volume du *Traité de l'instruction criminelle* de Faustin Hélie et dans l'*Histoire de la procédure criminelle en France* de M. Esmein. Ceux qui voudraient de plus am-

ples renseignements sur les matières que nous avons succinctement exposées pourront consulter avec intérêt ces deux ouvrages.

La procédure criminelle du XVIII^e siècle était réglée par l'ordonnance de 1670, édictée d'application générale et qui avait codifié les ordonnances antérieures de 1498, 1536 et 1539 et par de savants commentaires qui développaient et expliquaient cette ordonnance et faisaient loi autant que la loi elle-même : le *Code criminel* de Jousse, les *Institutes de droit criminel* de Muyart de Vouglans. Cette ordonnance de 1670 avait unifié les formes de la procédure criminelle en arrachant « les jurisprudences diverses qui avaient poussé drues et vigoureuses comme de mauvaises herbes (1) ». Mais les jurisprudences et les coutumes repoussèrent partout différentes suivant les pays et les parlements. Une nouvelle unification se fit bientôt sentir. Voltaire attendait en souverain cette première réforme.

Louis XVI réalisa ce premier progrès. « Les lois vont être uniformes ; rien n'est plus à désirer, mais rien n'est plus difficile (2). » Voltaire sait qu'une première uniformisation avait été opérée par l'ordonnance de 1670, mais l'ordonnance avait été interprétée de plusieurs façons dans les différents parlements et n'avait pu quelquefois déraciner certaines coutumes locales. « J'avouerai que le défaut de rédaction que j'attaque est un usage dans le parlement de Paris et peut-être dans d'autres parlements du royaume. A la vérité les autres

(1) Esmein, *Traité de la procédure criminelle*, p. 330.

(2) *Eloge historique de la raison*.

parlements, et c'est le plus grand nombre s'en tiennent à l'esprit et à la lettre de l'ordonnance (1). » « Plusieurs tribunaux souverains admettent à déposer les parents des accusateurs et d'autres au contraire les repoussent, de sorte qu'il en est dans les tribunaux de certaines dépositions comme des monnaies dans les Empires ; certaines dépositions ont cours dans un tribunal et ne l'ont pas dans un autre (2). »

En présentant son plan de réforme de nos lois criminelles dans le *Prix de la justice et de l'humanité*, Voltaire commence par faire un réquisitoire contre toutes les lois qui sont imparfaites comme les hommes. « Les lois ne peuvent que se ressentir de la faiblesse des hommes qui les ont faites, elles sont variables comme eux. Quelques-unes ont été dictées chez les grandes nations par les puissants pour écraser les faibles, elles ont été si équivoques que mille interprètes se sont empressés de les commenter, et, comme la plupart n'ont fait leur glose que comme on fait un métier pour gagner quelque argent, ils ont rendu le commentaire plus obscur que le texte. La loi est devenue un poignard à deux tranchants qui égorge également l'innocent et le coupable, ainsi, ce qui devait être la sauvegarde des nations en est si souvent devenu le fléau qu'on est parvenu à douter si la meilleure des législations ne serait pas de n'en point avoir. En effet, si on vous faisait un procès dont dépendrait votre vie, qu'on mettrait d'un côté les compilations des Barthole, des Cujas, etc., que

(1) Dupaty, *Mémoire pour trois hommes condamnés à la roue*, p. 116.

(2) *Id.*, p. 180.

de l'autre on vous présenterait vingt juges peu savants mais qui seraient des vieillards exempts des passions quic orrompent le cœur, au-dessus du besoin qui l'avilit et accoutumés aux affaires dont l'habitude rend presque toujours le sens droit, dites-moi par qui vous choisiriez d'être jugé : ou par cette foule de babillards orgueilleux aussi intéressés qu'inintelligibles, ou par ces vingt ignorants respectables ? »

Reconnaître que les lois se ressentent de la faiblesse des hommes, c'était admettre que celles qu'on voulait établir seraient imparfaites comme celles qu'on devait supprimer, mais elles pourraient réaliser quelques progrès et amener quelque uniformité. C'est tout ce que Voltaire espérait. « De quelque côté qu'on jette les yeux, on trouve la contrariété, la dureté, l'incertitude, l'arbitraire. Nous cherchons dans ce siècle à tout perfectionner, cherchons donc à perfectionner les lois dont nos vies et nos fortunes dépendent (1). » « La première réforme à opérer, c'est l'uniformité dans les lois, car il y a autant de lois que de coutumes et autant d'interprétations d'une même loi que de chambres dans un même parlement. Il eût été à désirer que de tous les livres faits sur les lois par Bodin, Hobbes, Grotius, Puffendorf, Montesquieu, Barbeyrac, Burlamaqui, il en eût résulté quelque loi utile adoptée dans tous les tribunaux d'Europe, soit sur les successions, les contrats, les finances ou les délits (2). » La seule uniformité que remarque Voltaire, c'est l'entente de toutes les lois pour perdre

(1) *Commentaire.*

(2) *Dictionnaire philosophique*, mot : loi.

l'accusé. « L'ordonnance criminelle, en plusieurs points, semble n'avoir été dirigée qu'à la perte des accusés, c'est la seule loi qui soit uniforme dans tout le royaume, ne devait-elle pas être aussi favorable à l'innocent que terrible au coupable (1). » « Elle ne voit partout que des criminels au lieu d'y voir des accusés auxquels elle devrait donner tous les moyens de se justifier, elle a si peu pourvu à la sûreté de la vie des hommes qu'on était obligé de recourir aux capitulaires de Charlemagne (2). » « Il me semble que les rédacteurs de notre procédure criminelle ont beaucoup plus songé à trouver des coupables dans les accusés qu'à trouver des innocents. En Angleterre, c'est précisément tout le contraire, l'accusé est favorisé par la loi : l'Anglais qu'on croit féroce, est humain dans ses lois et le Français qui passe pour si doux est en effet très inhumain (3). » « La recherche des crimes exige des rigueurs : c'est une guerre que la justice humaine fait à la méchanceté, mais il y a de la générosité et de la compassion jusque dans la guerre : le brave est compatissant, faudrait-il que l'homme de loi fût barbare ? (4) »

Un crime était-il commis, le premier point à établir était le corps du délit. On distinguait deux sortes de délits ; ceux qui laissaient des traces matérielles : de-

(1) *Commentaire de Beccaria.*

(2) Lettre à Elie de Beaumont, 22 sept. 1762.

(3) Lettre à Servan, 13 janvier 1768.

(4) *Commentaire de Beccaria.*

licta facti permanentis et ceux qui n'en laissaient pas. C'était par la constatation des traces que le juge établissait le corps du délit. Il se transportait lui-même sur les lieux et dressait un procès-verbal ou bien faisait dresser un rapport par des experts toutes les fois que cette constatation exigeait des connaissances techniques. Lorsque le soupçon était tombé sur quelqu'un, l'inculpé pouvait fournir une contre-enquête. Quant aux délits qui ne laissent aucune trace : *delicta facti transeuntis*, ils étaient établis d'après les mêmes règles que celles utilisées pour établir la culpabilité de l'accusé et qui seront exposées plus loin. La constatation du corps du délit ne pouvait être séparée de la preuve de la culpabilité.

Mais qui pouvait poursuivre le criminel ? C'était au juge qu'il appartenait de diriger la procédure, mais d'ordinaire il ne pouvait l'engager. Il attendait que le crime lui ait été dénoncé ou bien que la partie lésée ou le ministère public ait porté plainte ; rarement il poursuivait le criminel de sa propre initiative. Il y avait donc quatre modes d'intenter l'action criminelle : la dénonciation, la plainte de la partie civile, la plainte de la partie publique, la poursuite d'office. Tout individu qui n'avait pas été personnellement atteint par un crime avait le droit de le dénoncer au juge, il ne pouvait faire autre chose ; la partie lésée, au contraire, pouvait poursuivre le criminel mais elle ne l'accusait pas, elle se plaignait seulement, au lieu d'exercer elle-même contre le criminel son action fondée sur le préjudice à elle causé, elle la remettait entre les mains du juge. Le ministère public, lui

aussi, pouvait poursuivre le criminel de la même façon en portant plainte contre lui, car il était chargé de maintenir l'ordre dans la société, et il avait intérêt à ce que tous ceux qui le troublent soient punis ; cet intérêt servait de fondement à son droit et à son action ; le quatrième et dernier mode d'introduction de l'action criminelle était la poursuite d'office du juge qui devait « informer en personne et diligemment les crimes et délits qui seraient parvenus à sa connaissance sans attendre la plainte (1) ». Mais si le juge pouvait engager le procès, il ne pouvait le faire avancer qu'avec le concours du ministère public, car l'article 1^{er} du titre X de l'ordonnance de 1670 voulait que tous les décrets fussent précédés des conclusions du Procureur, du Roi ou des seigneurs, l'article 11 du titre VII et l'article 17 du titre XIV prescrivaient la communication des dépositions des témoins et des interrogatoires des accusés, et l'article 22 du titre X ordonnait qu'aucun élargissement n'ait lieu sans les conclusions du ministère public.

Voltaire songe d'abord à prévenir les dénonciations et les poursuites faites à la légère en faisant indemniser celui qui aurait été poursuivi sans raison par ses accusateurs ou par ses juges. « En Angleterre, dit-il, un simple emprisonnement fait mal à propos est réparé par le ministre qui l'a ordonné, mais en France, l'innocent qui a été plongé dans les cachots, auquel on a appliqué la torture n'a nulle consolation à espérer, nul dommage à répéter contre personne, il reste flétri pour jamais

(1) Article 63 de l'ordonnance d'Orléans de 1560.

dans la société ; l'innocent flétri ! et pourquoi ? parce qu'il a été disloqué ! il ne devrait exciter que la pitié et le respect (1). » « Remarquons bien attentivement que dans ce pays, en Angleterre, où les lois sont aussi favorables à l'accusé que terribles pour le coupable, non seulement un emprisonnement fait sur la dénonciation fausse d'un accusateur est puni par les plus grandes réparations et par les plus fortes amendes, mais que, si un emprisonnement illégal a été ordonné par un ministre d'Etat à l'ombre de l'autorité royale, le ministre est condamné à payer deux guinées par heure pour tout le temps que le citoyen a demeuré en prison (2).

Voltaire voudrait même qu'on appliquât au juge ayant condamné à tort un individu une peine analogue à celle que notre très ancien droit appliquait aux faux accusateurs. Jean Bouteiller nous apprend, en effet, que les poursuites pouvaient avoir lieu sur « accusation de partie formée » et alors l'accusateur encourait en toute autelle peine qu'il est content avoir et porter celui qui poursuit que les clercs appellent peine du talion, c'est-à-dire peine pareille que s'il conclut contre son accusé qui est trouvé innocent par loy.

Le premier acte de la procédure est l'enquête, comprenant les procès-verbaux des juges, les déclarations des témoins et les rapports d'experts, il portait le nom d'information. L'information n'établissait pas les char-

(1) *Commentaire du Traité des délits et des peines.*

(2) *Dictionnaire philosophique*, mot : Criminel.

ges d'une manière définitive, elle les préparait seulement, mais elle avait une importance capitale en ce qu'elle indiquait la direction que devait suivre le procès, aussi l'ordonnance de 1670 exigeait-elle que les juges fissent eux-mêmes cette information : défense était faite de faire informer « par un sergent et un notaire ». Les dépositions étaient écrites par le greffier en présence du juge (1). Chaque témoin devait, avant de déposer, « faire apparoir l'exploit qui lui avait été donné pour déposer » ; on voulait éviter par là que des témoins favorables à l'accusé ne se glissassent dans le nombre. Le témoin prêtait alors serment de dire la vérité et faisait sa déposition qui était ouïe par le juge, secrètement et séparément de toute autre, conformément à l'article 11 du titre VI de l'ordonnance de 1670. Le motif de cette audition secrète était la crainte que la présence des parties ou des témoins n'exerçât quelque influence sur la déposition. Lorsque tous les témoins à charge et à décharge avaient été ainsi entendus l'un après l'autre, l'enquête était close.

Le secret de la procédure n'a pas échappé à Voltaire. « Puis vient la procédure secrète : toutes ces procédures secrètes ressemblent peut-être trop à la mèche qui brûle imperceptiblement pour mettre le feu à la bombe, est-ce à la justice à être secrète ? il n'appartient qu'au crime de se cacher. C'est la jurisprudence de l'Inquisition, c'est celle par laquelle on fit périr tant de vertueux mais trop riches chevaliers du Temple dont on voulait le

(1) Ordonnance de 1670, titre VI, art. 9.

supplice et la dépouille ; première éruption infernale qui annonça de loin le volcan de la Saint-Barthélemy (1). »

Dans une lettre en date du 12 juillet 1775 écrite à M. Dodin, avocat qui lui avait envoyé un mémoire, il le félicite de protester contre le secret des procédures. « Je crois d'ailleurs, Monsieur, que vous rendez un vrai service à la nation en vous élevant contre le secret des procédures, vous savez que tous les procès s'instruisaient publiquement chez les Romains, nos premiers législateurs ; cette noble jurisprudence est en usage en Angleterre. Le secret en matière criminelle n'a été reçu en France que par une méprise. On s'imagina en lisant le Code, à l'article *de testibus*, que « *testis intrare judicii secretum* » signifiait : les témoins doivent déposer secrètement, et il signifie : les témoins doivent entrer dans le cabinet du juge. Un solécisme a établi cette cruelle partie de notre jurisprudence dans laquelle il y a tant de choses à réformer. Je me flatte que vous serez un jour la gloire du barreau et que vous contribuerez plus que personne à cette réforme tant désirée. » Chez nous, tout se fait secrètement, dit-il encore dans le *Commentaire du Traité de Beccaria*, un seul juge avec son greffier entend chaque témoin l'un après l'autre. Les mêmes protestations se retrouvent dans le *Dictionnaire philosophique*, au mot Criminel : « Un citoyen poursuivi par l'homme du roi est d'abord plongé dans un cachot, ce qui est déjà un véritable supplice pour un homme qui peut être innocent. Un seul juge avec son greffier

(1) *Prix de la justice et de l'humanité.*

entend secrètement chaque témoin assigné l'un après l'autre. Comparons seulement ici en quelques points la procédure criminelle des Romains avec celle d'un pays de l'Occident, qui fut autrefois une province romaine. Chez les Romains, les témoins étaient entendus publiquement en présence de l'accusé qui pouvait leur répondre, les interroger lui-même ou leur mettre en tête un avocat ; cette procédure était noble et franche, elle respirait la magnanimité romaine. En France, en plusieurs endroits de l'Allemagne, tout se fait secrètement, cette pratique établie sous François I^{er} fut autorisée par les commissaires qui rédigèrent l'ordonnance de Louis XVI (1). » « Il n'en est pas ainsi en Angleterre, heureusement en Angleterre aucun procès n'est secret parce que le châtimement des crimes est destiné à être une instruction publique aux hommes et non pas une vengeance particulière ; tous les interrogatoires se font à portes ouvertes et tous les procès intéressants sont imprimés dans les journaux. »

Cette information préalable aux décrets dont nous allons parler était de rigueur, sauf en cas de flagrant délit et encore en cas de crime de duel ; sur la plainte de nos procureurs contre les vagabonds et sur celle des maîtres pour les crimes et délits domestiques (1), « alors même qu'il n'y avait aucun commencement de preuve ou refus de déposer des témoins », il suffisait que l'ordonnance du juge donnât l'autorisation d'obtenir de l'official ces lettres monitoires.

(1) *Dictionnaire philosophique*, mot : Criminel.

(2) Ordonnance de 1670, titre X, art. 5 et 6.

Pour provoquer les dépositions, on avait presque toujours recours à un monitoire. C'était un avertissement lu au prône, affiché à la porte des églises, prescrivant sous peine d'excommunication à tous ceux qui connaîtraient par ouï-dire ou autrement les faits certains ou présumés sur lesquels le juge voulait être éclairé, qu'ils eussent à en faire la révélation ou à la justice ou à leur curé. Ces lettres monitoires devaient être conçues à charge et à décharge afin de faire connaître les faits pouvant défendre les inculpés aussi bien que ceux qui pouvaient les accuser, car les dépositions ne pouvaient porter que sur les faits mis en question.

Parlant de l'information, Voltaire s'attaque d'abord aux monitoires « si il y a quelques cas où un monitoire est nécessaire, il y en a beaucoup d'autres où il est fort dangereux, il invite les gens de la lie du peuple à porter des accusations contre les personnes élevées au-dessus d'eux dont ils sont toujours jaloux.... il n'y a peut-être rien de plus illégal dans les tribunaux de l'Inquisition, et, une grande preuve de l'illégalité de ces monitoires, c'est qu'ils ne viennent point directement des magistrats, c'est le pouvoir ecclésiastique qui les décerne (1).

L'information, une fois achevée, était communiquée au ministère public, et le juge, après avoir pris connaissance des conclusions de ce dernier, pouvait faire élargir l'accusé ou rendre un décret ordonnant que l'inculpé serait soit assigné pour être ouï, soit ajourné à

(1) Relation de la mort du chevalier de la Barre.

comparoir en personne, soit pris au corps. « Pour choisir entre ces différents décrets, il fallait se rapporter à la qualité des crimes, des preuves et aussi des personnes. Du reste, le décret d'assigné pour être ouï était, faute de comparution, converti en décret d'ajournement personnel, et celui-ci, dans le même cas, en décret de prise de corps (1). »

Nous arrivons à l'acte le plus essentiel et le plus difficile de la procédure : l'interrogatoire.

L'article 1^{er} du titre XIV de l'ordonnance de 1670 disposait que « les prisonniers pour crimes seront toujours interrogés incessamment et les interrogatoires commencés au plus tard dans les vingt-quatre heures après leur emprisonnement ». C'est à l'interrogatoire, que le juge devait sortir toutes les roueries qu'il avait dans son sac pour tirer de la bouche de l'accusé l'aveu de son crime, car cet aveu était souvent nécessaire pour que l'on pût prononcer la peine capitale. Entre le juge et l'accusé, se livrait un véritable duel où le juge luttait d'habileté et de dextérité pour amener son adversaire à se découvrir, lui portant des coups droits ou l'invitant à l'attaque, changeant souvent de ligne, le trompant par des feintes pour détourner son attention, lui faire perdre le fil de l'attaque, embrouiller sa défense et amener le malheureux, dérouté, affolé, las de se débattre, à avouer malgré lui sa faute. Les anciens légistes, Jousse en particulier, ont essayé de poser une limite où devraient s'arrêter les artifices de l'interrogateur, mais, comme le fait remar-

(1) Esmein, *Histoire de la procédure criminelle en France*, p. 225

quer Faustin Hélie, « ils ne voyaient pas que dans une procédure qui n'admettait pas une discussion contradictoire des charges, il y avait une sorte de nécessité d'arracher à l'accusé son aveu, soit par l'adresse, soit par les tourments de la torture. Le juge avait besoin de cet aveu pour la propre tranquillité de sa conscience, la loi le faisait artificieux et inhumain, par celà même qu'il était honnête (1). »

Avant de procéder à l'interrogatoire, on faisait prêter serment à l'accusé de dire la vérité. L'usage de faire prêter serment avait pénétré dans la pratique depuis fort longtemps, lorsque l'ordonnance de 1670 la rendit obligatoire, mais il n'était pas rigoureusement imposé, puisque de Thou, interrogeant un accusé, ne voulut jamais lui faire prêter serment « parce qu'il n'y avait aucune ordonnance qui obligeait les juges de l'accusé et qu'il ne voulait pas l'engager à un parjure manifeste. » Ce serment, du reste, avait été l'objet d'une vive discussion, lors de la rédaction de l'ordonnance de 1670. Le président de Lamoignon avait lutté pour faire écarter la nécessité du serment, montrant notamment que « c'était engager infailliblement l'accusé à commettre un nouveau crime et ajouter au mensonge qui est inévitable dans ces rencontres, un parjure qui se pourrait éviter », mais il n'avait pu vaincre la résistance de Pussort et de Talon, qui pensaient qu'on ne devait pas suppri-

(1) Faustin Hélie, *Traité de l'instruction criminelle*, t. I, p. 104.

mer une coutume qui peut être utile et qui était d'autant plus excellente qu'elle était plus ancienne, « s'était établie sans loi », et se recontrait « en Espagne, en Italie et l'on peut dire parmi toutes les nations de l'Europe » (1). Mais, que faire, si l'accusé refusait de prêter serment? On l'interpellait trois fois d'avoir à répondre et après trois refus, on le jugeait muet volontaire et on lui faisait son procès sans le faire comparaître à nouveau pendant le cours de la procédure, alors même que l'accusé aurait voulu revenir sur sa décision. Cette mesure obligatoire du serment était en harmonie avec l'économie de toute procédure qui fortifiait la conviction des juges de l'aveu de l'accusé, car « c'était cette confession que toute la procédure concourait à obtenir et le serment était un moyen quelquefois efficace d'y parvenir » (2). Voltaire proteste contre le serment qu'on fait prêter à l'accusé avant d'entendre sa déposition : « Nul n'est obligé de s'accuser soi-même ni d'accuser son fils (3). »

(1) Ce ne fut pas la seule fois que se heurtèrent Pussort et Lamoignon. Le premier « chagrin, difficile, d'une austérité à faire peur », ainsi que nous l'apprend Saint-Simon (*Mémoires*, éd. Chéruel, t. I, p. 375), était avant tout préoccupé de diminuer les frais, de débarrasser la procédure des formalités qui l'encombraient. Plus soucieux au reste de la répression des crimes que des droits de la défense, il soutint pendant tout le cours des débats avec une acerbe opiniâtreté toutes les mesures de rigueur qui caractérisent l'ordonnance de 1670. Lamoignon, au contraire, joignait aux qualités de l'esprit, cette bonté et cette générosité de cœur qui sont l'apanage des grandes âmes. Lui seul lutta contre les sévérités de cette procédure terrible et fit entendre la voix de l'humanité. Cette opposition de tendances a été admirablement mise en lumière par M. Esmein dans son *Histoire de la procédure criminelle*.

(2) Faustin Hélie, *op. cit.*, t. I, p. 405.

(3) *Histoire d'Elisabeth Canning et de Calas* et encore Lettre à Dami-la ville, octobre 1762.

L'accusé devait répondre « par sa bouche et sans le ministère de conseil » (1). L'assistance d'un conseil était refusée à l'accusé, non seulement au premier interrogatoire mais encore pendant tout le cours de l'instruction. A ce principe, l'ordonnance de 1670 avait posé deux exceptions : lorsqu'il s'agissait d'un crime non capital « les juges pouvaient après l'interrogatoire permettre de communiquer avec qui bon leur semblera », cette même faveur était encore accordée aux poursuivis pour crime de péculat, concussion, banqueroute frauduleuse, vol de commis ou associés, suppositions de part et autres crimes relatifs à l'état des personnes. Etrange législation permettant de protéger sa fortune, d'éviter des peines et ne permettant pas de défendre sa vie. C'est une de ces mesures qui montrent le souci qu'on avait de défendre la société plus encore que d'organiser la justice.

Lors de la rédaction de l'ordonnance de 1670, Lamoignon avait insisté pour qu'on accordât un conseil à l'accusé, alléguant entre autres raisons que si le conseil avait sauvé quelques coupables, il pourrait arriver aussi que des innocents périraient faute de conseil et qu'il valait mieux absoudre mille coupables que de faire mourir un innocent, que ce conseil n'était pas accordé par un privilège des lois ou des ordonnances mais résultait « de la liberté acquise par le droit naturel plus ancien que toutes les lois humaines », mais il n'avait pu convaincre le conseil de justice gagné aux idées de Pussort.

(1) Ordonnance de 1670, titre XIV, art. 8.

Voltaire réclame pour l'accusé l'assistance de l'avocat : « plonger un homme dans un cachot, dit-il, dans le *Prix de la justice et de l'humanité*, l'y laisser seul en proie à son effroi ou à son désespoir, l'interroger seul quand sa mémoire doit être égarée par les angoisses de la crainte et du trouble entier de la machine, n'est-ce pas attirer un voyageur dans une caverne de voleurs pour l'y assassiner ? C'est surtout la méthode de l'Inquisition, ce mot seul inspire la terreur. »

En Angleterre, île fameuse par tant d'atrocités et de bonnes lois, les jurés étaient eux-mêmes les avocats de l'accusé. Depuis le temps d'Edouard VI, ils aidaient sa faiblesse, ils lui suggéraient toutes les manières de se défendre, mais sous le règne de Charles II on accorda le ministère de deux avocats à tout accusé parce qu'on considéra que les jurés ne sont juges que du fait et que les avocats connaissent mieux les pièges et les évasions de la jurisprudence. En France, le Code criminel paraît rédigé pour la perte des accusés, en Angleterre, pour leur sauvegarde (1). Au mot Criminel, dans le *Dictionnaire philosophique*, il rappelle encore « que le secours d'un avocat n'est refusé à personne à Londres ». Mais ce qui étonne le plus Voltaire, c'est que la loi accorde un avocat à l'accusé lorsque des intérêts pécuniaires sont en jeu et qu'elle le lui refuse lorsqu'il y va de sa vie : « Quoi, votre loi permet qu'un concussionnaire, un banqueroutier frauduleux, ait recours au ministère d'un avocat, et très souvent un homme d'honneur est privé

(1) *Traité de la justice et de l'humanité*.

de ce secours ! S'il se peut trouver une seule occasion où un innocent serait justifié par le ministère d'un avocat, n'est-il pas clair que la loi qui l'en prive est injuste (1) ? » Ne trouvant plus rien à dire, il plaide à nouveau la cause de l'accusé par la bouche de Lamoignon. Le premier président de Lamoignon disait contre cette loi que « l'avocat au conseil qu'on avait accoutumé de donner aux accusés n'est point un privilège accordé par les ordonnances ni par les lois ; c'est une liberté acquise par le droit naturel qui est plus ancien que toutes les lois humaines. La nature enseigne à tout homme qu'il doit avoir recours aux lumières des autres quand il n'en a pas assez pour se conduire et emprunter des secours quand il ne se sent pas assez fort pour se défendre. Vos ordonnances ont retranché aux accusés tant d'avantages qu'il est bien juste de leur conserver ce qui leur reste et principalement l'avocat qui en fait la partie la plus essentielle, que si l'on veut comparer notre procédure à celle des Romains et des autres nations, on trouvera qu'il n'y en a point de si rigoureuse que celle que l'on observe en France, particulièrement depuis l'ordonnance de 1579 ». Le prévenu ne peut avoir d'avocat, alors il prend le parti de la fuite, c'est ce que toutes les maximes du barreau lui conseillent (2). Le jésuite Frédéric Spée dans sa *Cautio criminalis*... dont nous parlerons plus loin, avait déjà exprimé cette même idée dans ce langage haut en couleur du XVI^e siècle. « Quoi donc ! vous me laissez les mains libres pour me défendre d'une

(1) *Commentaire de Beccaria.*

(2) *Commentaire des délits et des peines.*

puce et vous me les liez au moment où une vipère va se jeter sur moi. »

L'interrogatoire était communiqué à la partie publique et à la partie civile afin qu'elles puissent présenter leurs conclusions. L'information et les interrogatoires constituaient l'instruction préparatoire destinée à faire connaître le caractère du fait et à éclairer la marche de la procédure qui pouvait et devait prendre alors l'une des deux voies suivantes : ou la voie ordinaire ou la voie extraordinaire. Le juge estimait-il que l'inculpé n'était passible que de peines pécuniaires, il civilisait le procès, l'information était convertie en enquête et le prisonnier, élargi sous caution, pouvait fournir une contre-enquête qui aboutissait à un jugement. Le juge pensait-il, au contraire, que le délit constaté entraînait des peines corporelles ou infamantes, il rendait un jugement ordonnant que les témoins entendus dans l'information seraient « ouïs de nouveau, récolés en leurs dépositions et si besoin est, confrontés à l'accusé » (1) : c'est ce que l'on appelait le règlement à l'extraordinaire.

« Le récolement était la réitération devant le juge de la déposition des témoins : le juge demandait à chacun d'eux s'il persistait dans ses déclarations et s'il avait quelque chose à y changer ou à y ajouter. » Cette formalité était sans utilité ; elle avait eu sa raison d'être

(1) Ordonnance de 1670, t. XV, art. 1^{er}.

au temps où l'information était faite par des enquêteurs ou par un agent assisté d'un notaire, mais cette raison n'existait plus depuis que l'ordonnance avait forcé le juge à informer lui-même. On maintint néanmoins cette disposition pour deux raisons : d'abord pour permettre aux témoins de rétracter des déclarations faites avec légèreté ou de les confirmer après les avoir mûries par la réflexion et, en outre, pour immobiliser ces dépositions et les rendre indiscutables lors de la confrontation, car l'article 11 du titre XV de l'ordonnance de 1670 punissait des peines du faux témoignage les témoins qui, depuis le récolement rétracteraient leurs dépositions. La confrontation consistait dans la représentation à l'accusé des témoins qui avaient déposé contre lui. Les témoins s'assuraient de son identité, l'accusé prenait connaissance des faits qu'on lui reprochait. C'est la première fois que l'inculpé pouvait saisir l'accusation, mais il lui était bien difficile de la contredire et de la faire tomber, la confrontation suivait toujours le récolement et les témoins ne dérangeaient rien à leurs dépositions dans la crainte d'encourir les pénalités de ces lois. Notons encore que la confrontation pouvait servir à l'accusé pour proposer ses reproches et nommer les personnes qui pouvaient appuyer ses moyens, mais il n'était plus admis aux reproches après la lecture des dépositions.

Les information, interrogatoire, récolement et confrontation formaient le dossier de l'affaire qui était communiqué aux procureurs du roi et des seigneurs. Ceux-ci prenaient alors leurs conclusions non motivées

qui pouvaient tendre ou à l'absolution de l'accusé ou à sa condamnation, ou bien encore à l'application de la torture ou encore à la preuve des faits justificatifs. Le dossier était remis par le ministère public entre les mains du rapporteur chargé de dépouiller la procédure et d'exposer l'affaire aux juges du tribunal. Le rôle du rapporteur avait une grande importance, et la solution qu'il donnait à un procès était généralement admise par les juges qui, ayant une connaissance insuffisante de l'affaire, jugeaient d'après le rapport. Ces magistrats, en effet, prenaient pour la première fois connaissance de l'affaire par le rapport qui leur était présenté. Pour s'éclairer, la loi les autorisait à procéder à « un nouvel et dernier interrogatoire ». Cet interrogatoire avait lieu sur la sellette hors la présence des gens du roi mais en présence de tous les juges. L'accusé présentait alors ses moyens de défense, car « l'esprit de l'ordonnance de 1670, disait une déclaration royale de 1703, n'a jamais été de priver les accusés dans aucun cas du droit naturel qu'ils ont de se défendre par leur bouche ». Si les faits justificatifs présentés par l'accusé paraissaient sérieux, les juges en ordonnaient la preuve par témoins et le résultat de cette enquête était communiqué à la partie publique et à la partie civile pour avoir leurs conclusions et requêtes.

Le récolement ne présente pas plus de garantie que la première déposition. « Les déposants sont pour l'ordinaire des gens de la lie du peuple à qui le juge enfermé avec eux peut faire dire tout ce qu'il voudra. Ces té-

moins sont entendus une seconde fois, toujours en secret, ce qui s'appelle le récolement (1). »

La seule garantie que la loi donne à l'accusé contre ces dépositions secrètes c'est la confrontation. Mais « la loi semble obliger le magistrat à se conduire envers l'accusé plutôt en ennemi qu'en juge, ce juge est le maître d'ordonner la confrontation du prévenu avec le témoin, ou de l'omettre. Comment une chose aussi nécessaire que la confrontation peut-elle être arbitraire ?

L'usage semble en ce point contraire à la loi, qui est équivoque : il y a toujours confrontation, mais le juge ne confronte pas toujours tous les témoins ; il omet souvent ceux qui ne lui semblent pas faire une charge considérable ; cependant tel témoin qui n'a rien dit contre l'accusé dans l'information peut déposer en sa faveur à la confrontation. Le témoin peut avoir oublié des circonstances favorables au prévenu ; le juge même peut n'avoir pas senti d'abord la valeur de ces circonstances et ne les avoir pas rédigées, il est donc très important que l'on confronte tous les témoins avec le prévenu, et qu'en ce point la confrontation ne soit pas arbitraire (2). »

Voltaire ne croit pas que la confrontation serve beaucoup à l'accusé. « Même lorsqu'elle a lieu, la confrontation ne porte pas grand secours à l'accusé, car il ne voit les témoins qu'un moment à la confrontation. Avant d'entendre leurs dépositions, il doit alléguer les moyens de reproches qu'il a contre eux, il faut qu'il nomme au même instant toutes les personnes qui peuvent appuyer

(1) *Commentaire du Traité des délits et des peines.*

(2) *Id.*

ses moyens ; il n'est pas admis aux reproches après la lecture des dépositions. S'il montre aux témoins qu'ils ont exagéré des faits, ou qu'ils en ont omis d'autres, ou qu'ils se sont trompés sur des détails, la crainte du supplice des fers les fera persister dans leur parjure. Si des circonstances que l'accusé aura énoncées dans son interrogatoire sont rapportées différemment par les témoins, c'en est assez à des juges ignorants ou prévenus pour condamner un innocent. Quel est l'homme que cette procédure n'épouvante pas ? Quel est l'homme juste qui peut être sûr de n'y pas succomber ? » (1) Du reste nos lois sur le faux témoignage rendaient impossible toute rétractation car « si après le récolement ils (les témoins) se rétractent de leurs dépositions ou s'ils les changent dans des circonstances essentielles, ils sont punis comme faux témoins, de sorte qu'un homme d'un esprit simple et ne sachant pas s'exprimer, mais ayant le cœur droit et se souvenant qu'il en a dit trop ou trop peu, qu'il a mal entendu, révoque par esprit de justice ce qu'il a dit par imprudence, il est puni comme un scélérat ; ainsi il est forcé souvent de soutenir un faux témoignage par la seule crainte d'être traité en faux témoin (2) ». « On punit en France le témoin qui se dédit après le récolement, c'est-à-dire après un second interrogatoire secret, punissez-le s'il s'est laissé corrompre mais non sur la seule supposition qu'il a pu être corrompu (3). »

(1) *Commentaire du Traité des délits et des peines.*

(2) *Dictionnaire philosophique*, mot : Criminel.

(3) *Prix de la justice et de l'humanité.*

Mais si les témoignages produits ne sont point concluants contre l'accusé, une fois fortifiés par l'aveu de l'accusé, ces témoignages pourront le faire condamner. Cet aveu, le juge l'obtiendra par la torture. La torture consistait en supplices qu'on faisait subir aux accusés pour obtenir d'eux ou l'aveu de leur crime ou la révélation de leurs complices. Elle se donnait de plusieurs façons dans les différents Parlements. Au parlement de Paris, elle se donnait à l'eau et aux brodequins : on versait lentement dans la bouche du patient couché sur le dos le contenu de quatre ou cinq pots d'étain appelés coquemarts, équivalant ensemble à dix litres d'eau, ou bien on lui serrait étroitement les jambes avec des cordes après avoir séparé les rotules des genoux et les chevilles des pieds par deux planches solides entre lesquelles on enfonçait des coins de bois ou de fer à coups de maillet ; le nombre des coins était de six pour la question ordinaire et pouvait aller jusqu'à douze dans la question extraordinaire (1). Muyart de Vouglans nous a décrit encore quelques méthodes très usitées. « Au parlement de Bretagne on la (la question) donne en serrant le pouce ou autre doigt ou une jambe du patient avec des machines de fer appelées valets..... Au parlement de Bretagne on approche les pieds du patient, assis et attaché sur une chaise, devant le feu... Au parlement de Besançon la question se donne de deux façons. Le patient ayant les bras liés derrière le dos est élevé en l'air par une poulie attachée aux bras liés... pour la

(1) Le bourreau recevait vingt livres pour sa peine.

question extraordinaire, on attache aux orteils de chaque pied du patient un gros poids de fer ou de pierre, qui, lorsqu'on l'élève, demeure suspendu à ses pieds (1).» La torture doit avoir les origines les plus anciennes, car de tout temps il y eut des faibles et des forts, des oppresseurs et des opprimés, et de tout temps, pour obtenir des aveux ou pour s'assurer de leur véracité, les maîtres ont dû faire souffrir leurs esclaves, les vainqueurs torturer les vaincus; mais la torture à l'état d'institution judiciaire apparaît pour la première fois en Grèce, et, la législation romaine, après en avoir hérité de la Grèce, nous la transmet en même temps que toutes ses procédures. Ce n'est pas à dire que la torture fut ignorée avant la restauration des études romaines : elle était déjà entrée dans la pratique judiciaire lorsqu'elle fut réglementée par l'ordonnance de 1254. Mais, lorsqu'à la fin du XIV^e siècle l'étude des lois romaines eut appris que la torture avait existé à Rome comme moyen ordinaire d'instruction, que les jurisconsultes en avaient décrit les formes, que les empereurs en avaient réglé les cas d'application, nos légistes furent portés à généraliser l'usage de ce moyen de conviction qu'avait admis la législation la plus savante et la plus sage. Cette horrible coutume entra si bien dans les mœurs, qu'aucun des rédacteurs de l'ordonnance de 1670 ne songea à la faire supprimer. Pussort et Lamoignon déclarèrent bien qu'ils trouvaient la question préparatoire inutile, mais ils n'insistèrent pas davantage

(1) Muyart de Vouglans, *Institutes criminelles*, p. 403.

et l'on se borna à la réglementer. La torture, envisagée au point de vue de l'intensité des tourments, se divisait en question ordinaire et question extraordinaire, il appartenait au juge de s'arrêter à l'une ou de pousser jusqu'à l'autre. On distinguait aussi la question préparatoire qui se donnait lors du dernier interrogatoire pour obtenir de l'accusé l'aveu de son crime, et la question préalable que l'on appliquait au condamné pour le forcer à révéler le nom de ses complices (1). Il y avait encore deux questions préparatoires : la question sans réserve de preuves qui libérait de toute peine l'accusé qui l'avait subie sans rien avouer et la question avec réserve de preuves, qui, subie sans aucun aveu, n'empêchait pas l'accusé de subir toutes sortes de peines sauf la peine capitale.

Bien des penseurs s'étaient élevés contre l'usage de la torture. Nous ne ferons que citer Ulpien, Quintilien, Cicéron parmi les anciens, mais parmi les jurisconsultes et les écrivains des XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles nous parlerons de La Roche-Flavin, Montaigne, Charron, Spée, Labruyère. La Roche-Flavin (2) dans son ouvrage

(1) Ordonnance de 1670, titre XIX, art. 2 et titre XXV, art. 13.

(2) Il est très véritable que c'est une dangereuse invention que celle des géhennes, il semble que ce soit plutôt un essai de patience que de vérité, car celui qui les peut souffrir cache la vérité, et celui aussi qui ne peut les souffrir. Car pourquoi la douleur me fera-t-elle plutôt confesser ce qui en est, qu'elle ne me forcera à dire ce qui n'est pas ? Et au rebours, si celui qui n'a pas fait ce de quoi on l'accuse, est assez patient pour supporter ces tourments, pourquoi ne le sera celui qui l'a fait, un si beau guerdon lui étant proposé. Pour dire vrai, c'est un moyen plein d'incertitude et de danger. Que ne dirait-on, que ne ferait-on pour fuir de si grandes douleurs ? *Etiam mentientes cogit mentiri*

sur les Parlements de France n'a fait que copier les pensées déjà exprimées par Montaigne et par Charron. Ces deux philosophes avaient critiqué la question dans les *Essais* ou dans le *Traité de la sagesse*. « C'est une dangereuse invention, écrit Montaigne, que celle des gehennés et semble que ce soit plutôt un essai de patience que de vérité..... D'où il advient que celui que le juge a gehenné pour ne le faire mourir innocent il le fasse mourir innocent et gehenné (1). » De son côté Charron écrivait : « Et que dirons-nous de l'invention des gehennés qui est plutôt un essai de patience et de vérité. Car celui qui les peut souffrir et ne les peut souffrir exclura la vérité. Pourquoi la douleur fera-t-elle plutôt dire ce qui est que ce qui n'est pas si l'on pense que l'innocent est assez patient pour supporter les tourments, et pourquoi ne le fera celui qui est coupable étant question de sauver sa vie... *etenim innocentes mentiri cogit dolor*, tellement qu'il advient que le juge qui donne la géhenne afin de ne faire mourir l'innocent il le fait mourir et innocent et gehenné (2). »

Quelque temps après c'était le père jésuite allemand Frédéric Spée qui combattait la question dans sa *cautio criminalis circa processus contra sages*, et non point seulement en se basant sur de simples considérations philosophiques mais en s'appuyant sur des constata-

dolor. D'où il advient que celui que le juge a gehenné pour ne le faire mourir innocent, il le fait mourir innocent et gehenné (tiré des *Parlements de France*, par la Roche-Flavin).

(1) Montaigne, *Essais*, livre II, ch. 5.

(2) Charron, *Traité de la sagesse*, liv. I, ch. 37.

tions effectives des erreurs auxquelles aboutissait la torture. « Tous les jours, dit Spée, des accusés placés dans les angoisses du chevalet avouent des crimes qu'ils n'ont pas commis et aiment mieux encourir le dernier supplice que de continuer à endurer la torture. J'ai vu les hommes les plus robustes me déclarer qu'il n'y a pas de crimes dont ils ne fussent disposés à s'accuser pour se dérober à de telles douleurs et que plutôt d'être remis à la question ils aimeront mieux subir mille morts. » Il estime que la théologie ne doit pas permettre que l'on joue ainsi la vie des hommes et que les princes doivent pourvoir à de tels abus sous peine de damnation et déclare qu'il faut ou remédier aux dangers auxquels expose la torture, ou la supprimer. Voltaire ne s'est pas élevé contre la question avec plus d'énergie et plus d'insistance que ce père jésuite qui vivait un siècle avant lui. Il est curieux d'entendre un farouche jésuite

Aussi bien qu'Arouet parler d'humanité.

Au siècle suivant, La Bruyère flétrissait cet usage dans des termes littéralement reproduits par Voltaire. « La question est une invention merveilleuse et tout à fait sûre pour perdre un innocent qui a la complexion faible et sauver un coupable qui est né robuste (1). »

Malgré ces protestations si énergiques, malgré les avertissements que faisait entendre du haut de la chaire l'éloquente voix de Massillon l'esprit public n'était pas ému du caractère odieux de la torture. Racine dans ses *Plaideurs* pouvait faire proposer par Dandin à Isabelle

(1) La Bruyère, *Les caractères de quelques usages*.

d'aller voir donner la question pour passer une heure ou deux. Molière pouvait faire dire à Harpagon à qui on avait volé sa cassette qu'il allait faire donner la question à toute sa maison, à ses servantes, valets, fils et fille sans exciter dans l'auditoire la moindre appréhension. La bonne Mme de Sévigné ne frissonnait pas en écrivant à sa fille le récit des supplices de la Brinvilliers à qui on avait fait subir la question ordinaire et extraordinaire. J'ai eu sous les yeux des estampes populaires du XIII^e siècle représentant les supplices imposés aux grands criminels. Rien dans l'ensemble de la composition dans les détails d'exécution, dans le jeu des physionomies ne décèle chez l'artiste un sentiment d'indignation contre cet usage odieux de la torture et l'intention de nous émouvoir sur la douleur du patient. Tous ces délits nous montrent bien que l'esprit public n'était pas choqué de la barbarie de ce procédé. Ce ne fut que le jour où on fit toucher du doigt à l'opinion la brutalité de ce mode de preuve qu'elle commença à l'apercevoir et à s'en plaindre. Ce fut Voltaire qui dénonça cette affreuse coutume qu'il combattit à toute occasion et « aussi longtemps qu'il y aura des hommes le nom de Voltaire sera certainement attaché au souvenir de l'abolition de la torture ».

En cent endroits il la rencontre, partout il la combat. Presque tous les procès en effet finissaient par la question, ainsi « par cette lâche habitude de n'oser penser par eux-mêmes et de puiser leurs idées dans les débris des temps où l'on ne pensait pas... on faisait quelquefois souffrir mille morts à un innocent pour lui faire avouer

un crime qu'il n'avait pas commis (1) ». « C'était un devoir sacré de donner la question à des filles pour leur faire avouer qu'elles avaient couché avec Satan (2) » et elles avouaient leurs relations charnelles avec le diable qui n'était tout au plus qu'un esprit. « On ne rencontre dans les livres qui tiennent lieu de code en France que ces mots affreux, question préparatoire, question provisoire, question extraordinaire, question avec réserve des preuves, question sans réserve des preuves, question en présence de deux conseillers, question en présence d'un médecin, d'un chirurgien, question qu'on donne aux femmes et aux filles prouve qu'elles ne sont pas enceintes. Il semble que tous ces livres aient été composés par le bourreau (3). » Voltaire qui avait été témoin de ces tortures nous en donne le récit par la bouche de l'*Homme aux quarante écus*. « J'ai été appelé en témoignage contre un meunier à qui on a fait subir la question ordinaire et extraordinaire et qui s'est trouvé innocent, je l'ai vu s'évanouir dans les tortures redoublées, j'ai entendu craquer ses os, j'entends encore ses cris et ses hurlements, ils me poursuivent ; je pleure de pitié et je tremble d'horreur... ma mémoire me représenta alors l'aventure épouvantable des Calas, un père de famille respectable, brisé par la torture, agonisant sur la roue et expirant dans les flammes, un fils chargé de chaînes, traîné devant les juges dont un lui dit : « nous venons

(1) *La princesse de Babylone*.

(2) *Dictionnaire philosophique*, mot : Becker.

(3) *Prix de la justice et de l'humanité*.

de rouer votre père, nous allons vous rouer aussi (1) ». Mais ce récit est moins poignant que celui que fait l'avocat général Servan en 1766 dans son discours sur l'administration de la justice criminelle. « Ici, un spectacle effrayant se présente tout à coup à mes yeux, le juge se lasse d'interroger par la parole, il veut interroger par les supplices : impatient dans ses recherches et peut-être irrité de leur inutilité, on apporte des torches, des chaînes, des leviers et tous ces instruments inventés pour la douleur, un bourreau vient se mêler aux fonctions de la magistrature et termine par la violence un interrogatoire commencé par la liberté. Douce philosophie, toi qui ne cherches la vérité qu'avec l'attention et la patience, t'attendais-tu, que, dans ton siècle on employât de tels instruments pour la découvrir ? Est-il bien vrai que nos lois approuvent cette méthode inconcevable et que l'usage la consacre ? » Ecrire que les conquérants imaginèrent la torture en châtiant les vaincus qui leur manquaient de respect et encourageaient ainsi les peines réservées au crime de lèse-majesté, c'était une manière humoristique de dire que la torture était d'origine barbare. Augustin Nicolas écrivant dans un siècle de foi avait dit que la torture était « une invention du diable suggérée à des païens et à des tyrans pour l'oppression d'une infinité de gens de bien (2) », mais Voltaire qui faisait flèche de tout bois n'a pas songé à lancer cette origine de la torture aussi fantaisiste que la sienne.

(1) *L'homme aux quarante écus*.

(2) Augustin Nicolas, *Si la torture est un moyen sûr à vérifier les crimes secrets*, p. 33.

Fanatique en luttant contre le fanatisme.

Et par in-octavo publiant l'athéisme (1).

Peut-être a-t-il eu quelque scrupule à s'appuyer sur la superstition et à parler un autre langage que celui de la raison. Voltaire réclama incessamment l'abolition de la torture. Il faut observer néanmoins qu'il admet la question pour les crimes de lèse-majesté. Dans le *Commentaire du traité de Beccaria* et dans d'autres endroits de ses œuvres, il demande « qu'on réserve au moins cette cruauté pour des scélérats avérés qui auront assassiné un père de famille ou le père de la patrie (2) », afin de connaître leurs complices. Était-ce son sentiment ou bien une simple concession d'opportunité qu'il faisait à l'esprit de son siècle? Je ne saurais dire, mais cette idée était également celle de Frédéric de Prusse qui lui écrivait le 11 octobre 1777 : « Pour la question, nous l'avons entièrement abolie et il y a plus de trente ans qu'on n'en fait plus usage, mais dans des États républicains, il y aura peut-être quelque exception à faire pour les cas qui sont des crimes de haute trahison, comme par exemple s'il se trouvait à Genève des citoyens assez pervers pour former un complot avec le roi de Sardaigne pour lui livrer leur patrie ; supposez qu'on découvrit un des coupables et qu'il fallut s'éclairer nécessairement de ses complices pour trancher la racine de la conjuration ; dans ce cas, je crois que le bien public voudrait qu'on donnât la question au délinquant. »

(1) Gilbert, *Mon apologie*.

(2) *Commentaire du Traité des délits et des peines*.

L'ordonnance de 1670 avait essayé de modérer l'usage de la torture en décidant que le juge ne pourrait ordonner la question lorsque le corps du délit serait constaté, ou qu'il y aurait contre l'accusé une preuve considérable (1) et que le crime fût de nature à entraîner la peine de mort et en établissant que l'accusé ne pourrait être mis deux fois à la question pour le même fait (2). « Malheureusement, dit Voltaire, on ne convient pas trop quels sont les indices assez puissants pour engager un juge à commencer par disloquer les membres de son égal par le tourment de la question. L'ordonnance de 1670 n'a rien statué sur cette affreuse opération préliminaire, un indice n'est précisément qu'une conjecture. Du moins la torture ne doit être ordonnée en France que quand il existe un corps de délit (3). » En maint endroit, Voltaire prétend que « la torture fut inventée autrefois par les voleurs de grands chemins pour forcer les volés à découvrir leurs trésors » (4). Au mot « torture » du *Dictionnaire philosophique*, il nous montre les voleurs serrant les pouces et brûlant les pieds à ceux qui refusent de leur dévoiler où se trouve leur argent et, les conquérents, dignes frères des voleurs, mettant en usage cette invention. Mais les accusations de Majesté de la loi romaine étaient bien différentes des crimes de lèse-majesté de la jurisprudence française. Lorsqu'en 1767, l'impératrice Catherine de Russie abolit la torture dans

(1) Ordonnance de 1670, titre XIX, art. 1.

(2) *Id.*, art. XI.

(3) *Prix de la justice et de l'humanité.*

4) *Eloge historique de la raison.*

ses États, elle demanda l'avis de quelques jurisconsultes, l'un d'eux crut devoir soutenir que la question pourrait être conservée pour le seul crime de lèse-majesté ; l'impératrice lut son rapport et abolit la torture sans réserve. Et ainsi, ajoute un annotateur des œuvres de Voltaire, « une souveraine osa faire plus qu'un philosophe n'avait osé dire ».

« Excepté le cas où il s'agirait évidemment du salut de l'Etat » Voltaire demande « que l'usage affreux de la question ne revienne jamais dans les provinces (1) ». « Chez les Athéniens on ne donnait la question que dans les crimes d'Etat. Les Romains n'appliquèrent jamais à la torture un citoyen romain pour savoir son secret (2). Les Caligula et les Néron n'osaient jamais exercer cette fureur contre un seul citoyen romain. Ils ne l'infligeaient qu'aux esclaves qui n'étaient pas comptés pour des hommes » et cependant Quitilien se souvenant que les esclaves sont des hommes réproouve cette barbarie » (3). « Mais il n'y a pas d'apparence qu'un conseiller de la Tonnelle regarde comme un de ses semblables un homme qu'on lui amène, pâle, défait, les yeux mornes, la barbe longue et sale, couvert de la vermine dont il a été rongé dans un cachot (4). » « Saint Augustin s'élève contre la question dans sa Cité de Dieu (5). » Si les lois romaines qui sont le fond de la (votre) jurispru-

(1) Instructions pour le prince royal de....

(2) *Passim*.

(3) *Commentaire*.

(4) *Dictionnaire*, mot : torture.

(5) *Commentaire*.

dence étaient mieux suivies, on verrait moins de ces crimes et de ces supplices qui effraient la nature (1). » Cet usage est aboli dans plusieurs pays de l'Europe (2) et quand il n'y aurait qu'une nation sur la terre qui eut aboli l'usage de la torture, s'il n'y a pas plus de crimes chez cette nation que chez une autre, si d'ailleurs elle est plus éclairée, plus florissante depuis cette abolition, son exemple suffit au reste du monde entier. Que l'Angleterre seule instruisse les autres peuples, mais elle n'est pas la seule ; la torture est proscrite dans d'autres royaumes et avec succès, tout est donc décidé. Des peuples qui se piquent d'être polis ne se piqueront-ils pas d'être humains ? s'obstineront-ils dans une pratique inhumaine, sur le seul prétexte qu'elle est d'usage ? (3).

Il y a plusieurs raisons de garder dans nos lois la torture, d'abord c'est « le tribunal abominable de l'Inquisition qui renouvelle ce supplice et par conséquent il doit être en horreur à toute la terre (4) ». Ceci n'est pas une raison suffisante mais il y a un second motif, c'est qu'infliger la torture « c'est punir avant de connaître et qu'il est absurde de punir pour connaître (5) ». La torture est un supplice plus long et plus douloureux que la mort, ainsi on punit un accusé avant d'être certain de son crime, on le punit plus cruellement qu'en le faisant

(1) Lettre à Andra, 4 septembre 1769.

(2) *Dictionnaire*, mot : question.

(3) *Commentaire*.

(4) *Passim*.

(5) *Dictionnaire*, mot : loi.

mourir. Une autre raison de supprimer la torture, c'est qu'elle ne donne pas ce que l'on attend d'elle, on lui demande la révélation de la vérité, mais on a déjà dit « que la question était un moyen de sauver un coupable robuste et de perdre un innocent trop faible, qu'il est aussi absurde d'infliger la torture pour parvenir à la connaissance d'un crime qu'il était absurde d'ordonner autrefois le duel pour juger un coupable, car souvent le coupable était vainqueur et souvent le coupable, robuste et opiniâtre résiste à la question, tandis que l'innocent y succombe, que cependant le duel était appelé le jugement de Dieu et qu'il ne manque plus d'appeler la torture le jugement de Dieu » (1). Voltaire donne plusieurs exemples d'erreurs judiciaires occasionnées par la torture, « on trouve auprès d'une capitale un enfant nouveau-né et mort ; on soupçonne une fille d'en être la mère ; on la met au cachot, on l'interroge ; elle répond qu'elle ne peut avoir fait cet enfant puisqu'elle est grosse, on la fait visiter par ce qu'on appelle si mal à propos des sages-femmes, des matrones, ces imbéciles attestent qu'elle n'est pas enceinte, que ses vidanges retenues ont enflé son ventre, la malheureuse est menacée de la question ; la peur trouble son esprit ; elle avoue qu'elle a tué son enfant prétendu ; on la condamne à la mort ; elle accouche pendant qu'on lui lit sa sentence. Ses juges apprennent qu'il ne faut pas prononcer des arrêts de mort légèrement (2). » « L'injustice du

(1) *Dictionnaire*, mots : question et torture.

(2) *Dictionnaire*, mot : supplice.

supplice de Langlade et de Lebrun ne fut reconnue qu'après leur mort ; leurs juges pleurèrent, mais leur repentir n'abolit point la loi. Je ne conçois pas comment les infortunés juges qui les condamnèrent purent être encore assez hardis pour ordonner la question dans d'autres procès criminels, et comment Louis XIV le souffrit, mais un roi a-t-il le temps de songer à ces menus détails d'horreurs, au milieu de ses fêtes, de ses conquêtes et de ses maîtresses ? Daignez vous en occuper, ô Louis XV, vous qui n'avez aucune de ces distractions (1). »

L'humanité de Voltaire s'indigne que pour leur arracher un aveu on fasse tant souffrir des accusés, « la loi ne les a pas encore condamnés et on leur inflige dans l'incertitude où l'on est de leur crime, un supplice beaucoup plus affreux que la mort qu'on leur donne, quand on est certain qu'ils la méritent. Quoi ! j'ignore encore si tu es coupable et il faudra que je te tourmente pour m'éclairer ; et si tu es innocent, je n'expierai point envers toi ces mille morts que je t'ai fait souffrir au lieu d'une seule que je te préparais ! chacun frissonne à cette idée. On est bien surpris de trouver dans ce code d'horreur une lettre du chancelier d'Aguesseau du 4 janvier 1754, dans laquelle sont ces propres termes : « ou la preuve du crime est complète, ou elle ne l'est pas ; au premier cas, il n'est pas douteux qu'on doive prononcer la peine portée par les ordonnances, mais dans le dernier cas, il est aussi certain qu'on ne peut

(1) *Prix de la justice et de l'humanité.*

ordonner que la question ou un plus ample informé. » Quel est donc l'empire du préjugé, illustre chef de la magistrature ! Quoi ! vous n'avez point de preuves et vous punissez pendant deux heures un malheureux par mille morts, pour vous mettre en droit de lui en donner une d'un moment ! vous savez que c'est un secret sûr pour faire dire tout ce qu'on voudra à un innocent qui aura des muscles délicats et pour sauver un coupable robuste, on l'a tant dit ! il en est tant d'exemples ! est-il possible qu'il vous soit égal d'ordonner ou des tourments affreux ou plus amplement informé ? Quelle épouvantable et ridicule alternative ! (1). »

Voltaire en s'élevant ainsi contre d'Aguesseau n'avait pas compris que l'institution de la torture était le corollaire nécessaire de la théorie des preuves légales ainsi que nous allons l'expliquer.

Au milieu des tourments de la question, un nouvel interrogatoire était adressé par les juges qui devaient consigner les réponses dans le procès-verbal. Après l'exécution de la question avait lieu un nouvel interrogatoire pour constater si l'accusé persistait dans ses déclarations ou s'il les rétractait et l'instruction était terminée. Les juges avaient alors employé tous les moyens que leur avait donné la loi pour s'éclairer. Nous allons voir comment tous les éléments recueillis allaient être utilisés non point pour établir la conviction du juge

(1) *Prix de la justice et de l'humanité.*

mais pour dicter le jugement. De nos jours, les jurés en cours d'assises et les juges des tribunaux correctionnels ne s'attachent aux faits que pour établir leur opinion sur la culpabilité ou la non-culpabilité de l'accusé, et c'est sur cette conviction de leur conscience qu'ils rendent leur jugement ; sous l'ancien droit, au contraire, les magistrats devaient juger d'après les faits *secundum allegata et probata*, ils devaient grouper un plus ou moins grand nombre de preuves auxquelles la loi avait donné une plus ou moins grande valeur, et, ces preuves ainsi groupées suivant les prescriptions de la loi dictaient aux juges leur décision : c'étaient les faits et non le juge qui jugeaient. Le législateur avait voulu évidemment donner un contrepoids à la procédure secrète en enchainant ainsi la volonté du juge. Aussi fallait-il que la loi et la jurisprudence fixent avec une grande justesse la valeur de chacune de ces preuves. Ce besoin de précision nous valut toute une série d'ouvrages pleins de sages distinctions, où nos vieux légistes employèrent toute leur sagacité et toute la profonde connaissance qu'ils avaient du cœur humain, circonstances du crime, aveux, témoignages y sont disséqués et appréciés pour ainsi dire dans leur analyse et leur synthèse. A chaque fait il est donné une valeur différente suivant qu'il se présente seul ou se combine avec d'autres, chaque combinaison a sa formule, toutes les preuves affirmatives ou négatives ont leur poids qui feront pencher dans un sens ou dans un autre la balance de la justice. Ce que l'on recherche avant tout, c'est une preuve complète faite dans les formes prescrites par la loi permettant de prononcer une peine capitale.

Au point de vue de leur force probante, les preuves se divisaient en pleines et semi-pleines ou encore manifestes, considérables et imparfaites. Les preuves pleines ou manifestes étaient celles qui emportaient avec elles la conviction ; ainsi la production, d'un titre authentique, la déposition des deux témoins du fait. Les preuves semi-pleines ou demi-preuves n'avaient pas assez de force pour commander le jugement. Que faisait alors le juge ? Si aucun autre fait ne venait à l'appui de cette preuve, le juge n'appliquait pas la peine que méritait ce crime imparfaitement prouvé, ne le renvoyait pas non plus, il lui infligeait une peine moins sévère. Quant aux preuves imparfaites ou légères, elles n'entraînaient aucune condamnation, elles permettaient seulement de commencer l'information.

Au point de vue de leur nature, on distinguait les preuves testimoniales, vocales, littérales et conjecturales : la preuve testimoniale ou par témoins était la plus usuelle et la plus concluante. Pour qu'elle eut toute sa force, la loi exigeait certaines qualités des témoins et de leurs témoignages. Les témoins devaient être deux : *Testis unus, testis nullus*. Cette nullité ne s'applique bien entendu que pour la condamnation capitale. Ils ne devaient être en outre ni reprochables ni reprochés. Les causes de reproche étaient nombreuses, l'affection, la parenté, l'inimitié, l'intérêt personnel, la crainte, la faiblesse d'esprit, l'infamie. Ces deux conditions étant remplies, les jurisconsultes avaient condensé en deux vers les qualités d'un bon témoin :

*conditio sexus ætas discretio fama
et fortuna fides in testibus ista requiras.*

Quant aux dispositions, elles devaient être faites en termes très affirmatifs, elles devaient en outre être concordantes, cela s'entend, et concluantes, c'est-à-dire « faites par des témoins de visu sur le fait même de l'accusation » (1).

La preuve vocale résultant de la confession de l'accusé semble être de toutes les preuves la plus puissante et la plus certaine, aussi Jousse et bien d'autres jurisconsultes la regardent-ils comme la preuve par excellence, la *regina probationum*, considérant « qu'on ne présuamera jamais sans renverser toutes les lois de la nature qu'un homme veuille de sang froid s'accuser d'un crime dont il n'est pas l'auteur ». Mais combien de circonstances pouvaient en affaiblir l'autorité ? L'inculpé pouvait avoir obéi à une suggestion ou à une pression morale, cet aveu lui avait peut-être été arraché par la douleur de la torture, et, si cette confession n'avait pas été faite aux magistrats eux-mêmes et qu'elle fut attestée par des témoins, elle perdait force en passant par d'autres bouches. Aussi la jurisprudence ne condamnait-elle jamais à mort sur un simple aveu. Pour qu'un accusé fût condamné à la peine capitale ou à une peine afflictive, il fallait que sa confession fût fortifiée par des indices ou par la déposition d'un témoin. La confession, dit Muyart de Vouglans, ne peut de sa nature opérer la condamnation à une peine capitale et il faut pour cela le concours de plusieurs autres conditions.... elle doit être accompagnée de quelques indices pressants ou de la déposition d'un bon témoin.

(1) Faustin Hélie, *op. cit.*, p. 423.

De toutes les preuves, la preuve littéraire était la plus rare, elle se fondait sur des écrits émanés de l'accusé, encore fallait-il pour que ces écrits devinssent une preuve parfaite qu'ils fussent authentiques ou s'ils étaient sous signatures privées qu'ils fussent reconnus par l'accusé, une vérification d'écritures ne pouvait jamais fournir une preuve complète, Muyart de Vouglans et tous les *prudents* avec lui pensaient que l'art des experts était sujet à une infinité d'erreurs. Ne l'est-il pas encore de nos jours ? Ces écrits fournissaient une preuve complète ou conjecturale suivant qu'ils établissaient le corps même du délit ou qu'ils permettaient seulement d'induire son existence, elle n'était guère utilisée que pour la preuve des crimes d'hérésie, de complot, d'usure et de faux.

Restait enfin la preuve conjecturale qui se tirait du groupement de plusieurs indices ou semi-preuves. Les principaux indices étaient l'inimitié avec la victime, les menaces faites par l'inculpé, l'intérêt qu'il avait au crime, la transaction faite avec la partie lésée, la voix publique. Suivant que les indices étaient indubitables, prochains, violents, ou bien simplement graves ou légers, ils entraînaient la conviction du juge ou ne déterminaient qu'une présomption. Mais quel que fût leur nombre, les indices même prochains ne pouvaient jamais commander la peine capitale, à moins qu'ils ne fussent fortifiés d'un aveu ; c'est pour avoir cet aveu qu'on appliquait la question à l'accusé.

Voltaire, esprit superficiel, ne comprit pas que pour faire disparaître de nos lois la question, il fallait au

préalable résoudre le problème des preuves légales. Il a bien attaqué ce système des preuves ainsi que nous allons le voir, mais il n'a point vu le lien qui enchainait l'une à l'autre ces deux institutions de notre ancienne législation.

Voltaire attaque d'abord le principe de la théorie des preuves légales : « Dieu de justice ! que d'exemples de ces erreurs meurtrières qui se renouvellent chaque année en Europe dans presque tous ces tribunaux gouvernés par la *Compilation* de Justinien ou par l'ancienne coutume féodale. Le cœur se flétrit et la main tremble quand on se rappelle combien d'horreurs sont sorties du sein des lois mêmes. Alors on serait tenté de souhaiter que toute loi fût abolie et qu'il n'y en eût d'autre que la conscience et le bon sens des magistrats. Mais qui nous dit que cette conscience et ce bon sens ne s'égarent pas ? Ne restera-t-il d'autres ressources que de lever les yeux au ciel et de pleurer sur la nature humaine (1). »

Dans le *Commentaire de Beccaria*, il dit encore : « Le parlement de Toulouse a un usage bien singulier dans les preuves par témoins. On admet ailleurs des demi-preuves qui au fond ne sont que des doutes, car on sait qu'il n'y a point de demi-vérités, mais à Toulouse on admet des quarts et des huitièmes de preuves. On y peut regarder par exemple un oui-dire comme un quart, un autre oui-dire plus vague comme un huitième, de sorte que huit rumeurs qui ne sont qu'un écho d'un bruit mal fondé peuvent devenir une preuve complète ; et

(1) *Prix de la justice et de l'humanité.*

c'est à peu près sur ce principe que Jean Calas fut condamné à la roue. Les lois romaines exigeaient des preuves *lucē meridiana clariores*.

Prenant ensuite une à une les preuves auxquelles la loi donne le plus de force, il en montre la faiblesse. « La première preuve est le flagrant délit, elle atteste le fait, mais elle n'atteste pas toujours que cette flagrante action soit un crime. On voit un homme qui tue un homme ; mais s'il tue l'assassin de son père, en le poursuivant dans le moment de l'assassinat, il ne mérite que des applaudissements ; s'il tue son agresseur, on n'a rien à lui reprocher ; s'il tue pour un affront sanglant dans un premier mouvement de colère, la loi même doit lui pardonner en dédommageant la famille du mort. En un mot, toute action peut avoir diverses faces (1). »

La seconde preuve est le témoignage. « Faut-il que dans tous les cas deux témoins constants, invariables dans leurs dépositions uniformes suffisent pour faire condamner un accusé ? Deux hommes également prévenus se trompent si souvent et croient avoir vu ce qu'ils n'ont point vu ! surtout quand les esprits sont échauffés, quand un enthousiasme de faction et de religion fascine les yeux. N'y eut-il point dans le procès criminel de Sirven en 1762, un médecin et un chirurgien catholiques zélés qui virent de l'eau dans l'estomac de la fille de ce Sirven ouverte par eux et qui jugèrent que Sirven avait noyé sa fille, parce qu'il était protestant, quoique l'eau dans l'estomac eut été une preuve en

(1) *Prix de la justice et de l'humanité.*

bonne physique que la fille n'était pas morte noyée. C'est en vain, dit M. Ramsay, que la loi veut que deux témoins fassent pendre un accusé. Si M. le Chancelier et M. l'Archevêque de Chantorbery déposaient qu'ils m'ont vu assassiner mon père et ma mère et les manger tout entier à mon déjeuner en un demi-quart d'heure, il faudrait mettre à Bedlam M. le Chancelier et M. l'Archevêque plutôt que de me brûler sur leur témoignage. Mettez d'un côté une chose impossible et de l'autre mille témoins et mille raisonneurs, l'impossibilité doit démentir les témoignages et les raisonnements (1). »

Voltaire nous rapporte quelques procès fameux où la concordance de plusieurs dépositions ont induit les tribunaux en erreur. « Une cabale de la populace à Lyon ne vit-elle pas, en 1772, des jeunes gens porter en dansant et en chantant le cadavre d'une fille qu'ils venaient de violer et d'assassiner ? cela ne fut-il pas déposé en justice d'une voix unanime ? et cependant les juges reconnurent enfin solennellement dans leur sentence qu'il n'y avait eu ni fille violée, ni cadavre porté, ni chants, ni danses. On se souviendra longtemps de l'innocent gentilhomme Langlade condamné à la torture et aux galères où il mourut (2). » Pour ne citer que des exemples connus et au-dessus de tout reproche, rapportons encore l'incroyable mais publique aventure de la Pivardière. Mme de Chauvelin, mariée en secondes noces avec lui est accusée de l'avoir fait assassiner dans son château. Sa propre fille a entendu les cris et les dernières

(1) *Histoire d'Elisabeth Canning et des Calas.*

(2) *Prix de la justice et de l'humanité.*

paroles de son père : Mon Dieu, ayez pitié de moi ! l'une des servantes, en danger de mort, atteste Dieu en recevant les sacrements de son église que sa maîtresse a vu tuer son maître, plusieurs autres témoins ont vu les linges tachés de son sang, plusieurs ont entendu le coup de fusil par lequel on a commencé l'assassinat. Sa mort est avérée : cependant il n'y avait eu ni coup de fusil, ni sang répandu, ni personne tué. Le reste est bien plus extraordinaire. La Pivardière revient chez lui, il se présente aux juges de la province qui poursuivaient la vengeance de sa mort, les juges ne veulent pas perdre leur procédure, ils lui soutiennent qu'il est mort, qu'il est un imposteur de se dire encore en vie, qu'il doit être puni de mentir ainsi à la justice, que leurs procédures sont plus croyables que lui. Ce procès criminel dure dix-huit mois avant que ce pauvre gentilhomme puisse obtenir un arrêt comme quoi il est en vie (1).

Sur ce point, Montesquieu et Voltaire ne sont point du même avis. L'auteur de l'*Esprit des lois* trouve divin l'usage de condamner sur la déposition de deux témoins : « Les lois qui font périr un homme sur la déposition d'un seul témoin sont fatales à la liberté, la raison en exige deux, parce qu'un témoin qui affirme et un autre qui nie font un partage et il faut un tiers pour le vider. Les Grecs et les Romains exigeaient une voix de plus pour condamner, nos lois françaises en demandent deux. Les Grecs prétendaient que leur usage avait été établi par les dieux, mais c'est le nôtre (2). »

(1) *Prix de la justice et de l'humanité.*

(2) *Esprit des lois*, liv. XII, chap. III.

Après tant d'efforts pour nous démontrer que les dépositions de deux et même plusieurs témoins n'ont pas toute la force probante que leur reconnaît la loi, Voltaire critique la prudence de nos ordonnances qui écartent le témoignage suspect des personnes sans aveu ou intéressées à mentir. « Je pencherais à croire que tout homme quel qu'il soit peut être reçu à témoignage, l'imbécillité, la parenté, la domesticité, l'infamie même, n'empêchent pas qu'on ait pu bien voir et bien entendre. C'est aux juges à peser la valeur du témoignage et des reproches qu'on doit lui opposer. Les dépositions d'un parent, d'un associé, d'un domestique, d'un enfant ne doivent décider de rien, mais elles peuvent être entendues parce qu'elles peuvent donner des lumières : vous êtes en prison pour dettes ; un prisonnier en assassine un autre ; trente prisonniers qui ont vu le meurtre assurent tous que vous n'êtes pas coupable, leur déposition ne serait-elle pas admise sous prétexte que leurs personnes seraient infâmes ou réputées mortes civilement ? et les témoignages de deux misérables non encore flétris seraient-ils seuls écoutés ? faudrait-il que vous en fussiez la victime (1) ? »

Voltaire voulant accueillir pour ce qu'elles valent les dépositions des infâmes, des domestiques, des parents, montre qu'il n'a pas saisi l'idée essentielle de la théorie des preuves légales ; dans ce système, en effet, on cherche à faire sortir de la procédure ces preuves plus éclatantes que la lumière d'un soleil de midi, des dépositions

(1) *Prix de la justice et de l'humanité.*

inattaquables présentant toutes les garanties possibles de véracité parce qu'une fois qu'elles auront pénétré dans la procédure, elles ne pourront être discutées par le juge qui ne pourra leur donner une valeur relative, elles s'imposeront à lui et lui dicteront son jugement alors même qu'elles ne le convaindraient pas. Une législation qui écarterait tous les témoignages dont il vient d'être parlé, sous l'empire de notre législation, mériterait les reproches que nous venons d'entendre. Avec le système des preuves légales, la critique de Voltaire porte à faux.

Voltaire qui a lu sans doute les *Sommes* de saint Thomas puisqu'il en parle, prétend que l'éminent philosophe et théologien a défendu la théorie des preuves légales. « Thomas d'Aquin, vous êtes un grand saint, un grand théologien, et il n'y a point de dominicain qui ait pour vous plus de vénération que moi. Mais vous avez décidé dans votre *Somme* qu'un juge doit donner sa voix selon les allégations et les prétendues preuves contre un accusé dont l'innocence lui est parfaitement connue, vous prétendez que les dépositions des témoins ne peuvent être que fausses, les preuves résultantes du procès qui sont impertinentes doivent l'emporter sur le témoignage de ses yeux mêmes. Il a vu commettre le crime par un autre et selon vous il doit en conscience condamner l'accusé quand sa conscience dit que cet accusé est innocent. Il faudrait donc selon vous que si le juge lui-même avait commis le crime dont il s'agit, sa conscience l'obligeât de condamner l'homme faussement accusé de ce même crime. En conscience, grand saint, je crois que

vous vous êtes trompé de la manière la plus absurde et la plus horrible, c'est dommage qu'en possédant le droit canon, vous ayez si mal connu les droits naturels. Le premier devoir d'un magistrat est d'être juste avant d'être formaliste et en vertu des preuves qui ne sont jamais que des probabilités, si je condamnais un homme dont l'innocence me serait démontrée, je me croirais un sot et un assassin. Heureusement tous les tribunaux de l'univers pensent autrement que vous. Je ne sais pas si Farinacius et Grillandus sont de votre avis, quoi qu'il en soit, si vous rencontrez jamais Cicéron, Ulpien, Tribonien, Dumoulin, le Chancelier de l'Hospital, le chevalier d'Aguesseau, demandez-leur bien pardon de l'erreur où vous êtes tombé (1). »

Je ne sais si saint Thomas d'Aquin qui a condensé dans ses *Sommes* tout un monde d'idées sur lesquelles ont vécu plusieurs siècles, a défendu ou combattu la théorie des preuves légales. En tout cas, il n'aura pas eu grand'peine à en comprendre le principe, à en mesurer la portée et en apprécier mieux que Voltaire toute la valeur.

Contre toutes ces preuves accusatrices, il fallait bien de l'habileté à l'inculpé pour savoir se défendre et ne point s'enchevêtrer entre les fils et les mailles du filet dans lequel l'accusation voulait l'emprisonner, et si pour se dégager, il invoquait les exceptions et les nullités résultant de l'omission des formes prescrites, il se débattait en vain contre une procédure qui finissait par le

(1) *Dictionnaire philosophique*, mot : Conscience.

ressaisir. Paralysé dans ses mouvements, il pouvait lutter encore ; des témoins surgissaient-ils, il les reprochait ; ces témoins n'étaient pas reprochables, il s'attaquait à leurs témoignages ; on l'accablait de preuves, il opposait des faits justificatifs. Mais dans ce combat à armes inégales, et, seul contre tous, que vouliez-vous qu'il fit ? Il ne lui restait évidemment qu'à attendre la mort. Le jugement allait la prononcer.

Les affaires criminelles passaient « par préférence à toutes autres (1) ». Aussitôt l'instruction terminée, le jugement était rendu (2). Si cette sentence était susceptible d'appel, le nombre de trois juges au moins était requis, tant dans les justices royales que dans les justices seigneuriales « si tant y a dans le siège ou gradués et se transporteront au lieu où s'exerce la justice ». Les juges seigneuriaux s'adjoignaient des praticiens ou tout au moins des gradués pour se compléter. Les jugements en dernier ressort étaient rendus par sept juges et, à défaut de juges, le tribunal s'adjoignait des gradués. Le partage des voix profitait toujours à l'accusé, soit que les juges soient partagés entre la condamnation et l'absolution, soit qu'ils soient d'un avis différent sur la sévérité de la peine à infliger, *æquis sententiis initor vincit*. A cet effet, l'ordonnance établissait une échelle de condamna-

(1) Ordonnance de 1670, titre XXV, art. 1.

(2) Les articles 1 et 2 du titre XXV de l'ordonnance exigeaient que les procès considérables soient jugés avant-midi. Nous ne voyons pas bien la raison d'être de cette prescription.

tions dont nous parlerons plus loin ; la condamnation en dernier ressort ne pouvait être prononcée qu'à la majorité de deux voix.

Les sentences de condamnation ou d'absolution pouvaient ne pas être motivées. L'ordonnance avait statué que les juges inférieurs « devaient exprimer la cause de la condamnation ou de l'absolution. Aussi toutes les fois que cela se rencontre (qu'ils ne l'expriment pas) le parlement ou autre cour infirme la sentence où le jugement est prononcé néanmoins la même chose que la sentence ; mais à l'égard des parlements et des cours, ils ne sont point restreints à cette formalité, on met seulement dans l'arrêt que l'accusé est condamné pour les cas résultant du procès (1) ».

Le jugement pouvait prononcer la condamnation, l'absolution, la mise hors cour ou le plus amplement informé.

L'arrêt de condamnation lorsqu'il était infligé par les cours souveraines n'était pas motivé. « Pourquoi dans certains pays, les arrêts ne sont-ils pas motivés ? Y a-t-il quelque honte à rendre raison à son jugement » (2). dit Voltaire qui avait été surpris et outré de cette désinvolture de nos aristocratiques parlements qui ne rendaient compte ni de leurs actes ni de leurs sentences. Ecrivant à d'Argental sur l'affaire Calas, Voltaire disait : « Et que demandons-nous ? Rien autre chose sinon que la justice ne soit pas muette comme elle est aveugle, qu'elle parle, qu'elle dise pourquoi elle a condamné

(1) Ordonnance de 1670, titre XXV, art. 23 et 24.

(2) *Commentaire des délits et des peines.*

Calas. Quelle horreur qu'un jugement secret, une condamnation sans motif. Y a-t-il une plus exécration tyrannie que celle de verser le sang à son gré sans en rendre la moindre raison ? Ce n'est pas l'usage, disent les juges. Eh ! monstres, il faut que cela devienne l'usage : vous devez compte aux hommes du sang des hommes ! D'ailleurs ce n'est pas elle (Mme Calas) qui m'intéresse, c'est le public, c'est l'humanité. Il importe à tout le monde qu'on motive de tels arrêts..... On pourra donc verser le sang impunément et en être quitte pour dire « je ne veux pas dire pourquoi on l'a versé ». Ah ! Quelle horreur ! Quelle abominable justice ! Y a-t-il dans le monde une tyrannie pareille ? et les organes des lois sont-ils faits pour être des Busiris ? (1) » Dans une lettre à d'Alembert, après avoir parlé de l'affaire Lally, Voltaire ajoutait : « L'arrêt ne dit point qu'il ait été concussionnaire. Cet arrêt lui reproche vaguement des vexations, et ce mot de vexation est si indéterminé qu'il ne se trouve chez aucun criminaliste. La France est le seul pays où les arrêts ne sont point motivés. Les parlements crient contre le despotisme, mais ceux qui font mourir des citoyens sans dire précisément pourquoi sont assurément les plus despotiques de tous les hommes. »

Voltaire, qui était allé en Angleterre avant la *Princesse de Babylone*, nous dit que dans ce pays « jamais un juge ne peut les (lois) expliquer arbitrairement, jamais on ne rend un arrêt qui ne soit motivé. Nous

(1) Lettre à d'Argental du 8 juillet 1762.

punirions comme des assassins des juges qui oseraient envoyer à la mort un citoyen sans manifester les témoignages qui l'accusent et la loi qui le condamne » (1). Dans ces derniers mots, Voltaire indiquait et déterminait le point de fait et le point de droit que n'omettent plus de développer et de délayer les grosses de tous les jugements.

La peine de mort pouvait ordonner l'application du condamné à la torture. On pouvait considérer la torture comme une peine accessoire, mais la question préalable était plutôt une mesure d'instruction pour les procès à venir des complices des condamnés. Les jugements devaient être exécutés le jour même qu'ils étaient prononcés. Il était sursis jusqu'à l'accouchement des femmes enceintes. Voltaire voudrait qu'il y ait toujours un sursis entre la condamnation et l'exécution.

L'absolution était le rejet pur et simple de l'accusation, les juges, en première instance, déclaraient que l'accusé était absous quant à présent, et ceux d'appel déclaraient qu'il était absous de l'accusation et ordonnaient qu'il serait élargi. L'absolution donnait le droit d'actionner la partie civile en dommages et intérêts.

La mise hors cour absolvait l'accusé faute de preuves, mais laissait planer sur lui le soupçon de culpabilité et ne lui permettait pas de demander des dommages et intérêts.

Le plus amplement informé était également une ab-

(1) *Princesse de Babylone.*

solution provisoire rendue « lorsqu'il n'y a pas assez de preuves pour condamner et qu'il y en a assez pour ne pas absoudre (1). Il était à temps pour les crimes qui n'étaient point absolument atroces ou dont les indices sont légers.... il était au contraire perpétuel dans les cas graves et dans les crimes dont les indices étaient considérables, ce qui fait que l'accusé demeurait toujours *incerti et dubii status* et que le ministère public pouvait, s'il survenait de nouvelles preuves, reprendre la poursuite contre l'accusé (2). »

Par suite de la sentence de plus ample informé et indéfini, l'accusé ne pouvait jamais espérer une absolution plénière et restait sous le coup de nouvelles poursuites : le glaive de la justice, comme l'épée de Damoclès, restait toujours suspendu sur sa tête.

La voie de l'appel était largement ouverte à l'accusé. Elle l'était d'abord contre tous les jugements contradictoires et interlocutoires qui étaient portés devant les cours et juges, soit à l'audience, soit à la chambre à huis-clos. Il faut noter qu'aucune appellation ne pouvait empêcher ou retarder l'exécution des décrets, l'instruction et le jugement (3). Il en était autrement pour les jugements définitifs qui suspendaient l'exécution des peines, mais n'empêchaient pas que les condamnations

(1) Muyart de Vouglans, *Inst. criminelles*, p. 362.

(2) Muyart de Vouglans, *Inst. criminelles*, p. 363.

(3) Ordonnance de 1670, titre XXVI, art. 3.

pécuniaires soient exécutées par provision. Les appellations, pour garder l'expression de l'ordonnance, étaient portées devant les cours des parlements quand la sentence condamnait à des peines afflictives et devant les cours des baillages ou sénéchaussées quand la peine n'était pas afflictive. Le seul avantage que trouvaient les accusés à l'appel était d'avoir affaire à des juges d'un esprit plus éclairé et plus impartial, car « l'ordonnance bornait presque toute la procédure d'appel à interroger les accusés sur la sellette ou derrière le bureau » (1). L'arrêt de la Cour dépendait du rapport du juge ou du conseiller rapporteur dont on suivait généralement l'avis.

L'appel était également ouvert à la partie civile si elle estimait qu'il ne lui avait pas été adjugé assez de réparation civile ou dommages et intérêts, et au ministère public, lorsque, contrairement à ses conclusions, on avait absous l'accusé ou qu'on l'avait condamné à des peines non proportionnées à la qualité et à la gravité du crime.

Il y avait une autre voie d'appel, une sorte de pourvoi en cassation, c'était le recours au conseil du roi où le roi était censé rendre lui-même la justice en vertu de ce principe de notre ancien droit que toute justice réside dans le roi et émane de lui. Le pourvoi ne pouvait reposer que sur une violation de la loi, des ordonnances ou des coutumes, cette seule violation pouvait porter atteinte au principe qui voulait que les arrêts du parle-

(1) Réquisitoire de l'avocat général Seguier de 1786, p. 157.

ment fussent authentiques. Les cours souveraines étaient assujetties aussi bien que les juges inférieurs à l'observation des lois. La requête était portée au conseil des parties composé du chancelier, des quatre secrétaires d'État, des conseillers d'État et de quelques maîtres des requêtes. Il y avait examen de l'affaire et si le pourvoi était admis, on admettait le renvoi de l'affaire à une nouvelle juridiction.

Mais alors même que les intéressés ou le ministère public n'auraient pas porté le procès devant le conseil du roi, Voltaire estimait qu'aucune condamnation ne devait être exécutée sans que les arrêts de mort n'aient été présentés au souverain. « Ne souffrez jamais qu'on exécute à mort un citoyen, fût-il le dernier mendiant de vos États sans qu'on vous ait envoyé son procès que vous ferez examiner par votre conseil. Ce misérable est un homme et vous devez compte de son sang (1). »

« En Angleterre, nul jugement ne peut être exécuté qu'on n'en ait rendu compte au roi qui peut et qui doit faire grâce à ceux qui en sont dignes et à qui la loi ne la peut faire. Ce cas arrive assez souvent : Un homme violemment outragé aura tué l'offenseur dans un mouvement de colère pardonnable, il est condamné par la rigueur de la loi et sauvé par la miséricorde qui doit être le partage des souverains » (2). — « Il y a plus, on a conservé en Angleterre une ancienne loi de France qui ne permet pas qu'aucun criminel soit exécuté à mort sans que le procès ait été présenté au roi et qu'il ait si-

(1) 1752. *Instructions pour le prince royal de...*

(2) *Dictionnaire*, mot : Criminel.

gné l'arrêt ; cette loi si sage, si humaine, si nécessaire a été enfin mise en oubli en France comme beaucoup d'autres, mais elle est observée dans presque toute l'Europe, elle l'est aujourd'hui en Russie, elle l'est en Chine, cette ancienne patrie de la morale qui a publié des lois divines avant que l'Europe eût des coutumes (1).

Il semble que cette même formalité exista en Prusse car Frédéric écrivait le 11 octobre 1777 à Voltaire : « Nous n'avons, année commune, que quatorze ou tout au plus quinze arrêts de mort, je puis vous en répondre d'autant plus affirmativement que personne ne peut être arrêté sans ma signature, ni personne justicié à moins que je n'aie ratifié la sentence ». Frédéric avait du reste exposé déjà ces mêmes idées à Voltaire à propos du procès des Sirven et des Calas, « toutes ces choses qui viennent d'arriver aux Calas et aux Sirven et en dernier lieu à Abbeville me font soupçonner que la justice est mal administrée en France, qu'on se précipite souvent dans les procédures et qu'on s'y joue de la vie des hommes. Le président Montesquieu était prévenu pour cette jurisprudence qu'il avait sucée avec le lait, cela ne l'empêcha pas d'être persuadé qu'il ne faut jamais laisser aux tribunaux le pouvoir d'exécuter des sentences de mort avant qu'elles n'aient été revues par des tribunaux supérieurs et signées par le souverain. C'est une chose pitoyable que de casser des arrêts et des sentences quand les victimes ont péri (2). »

Si Voltaire voulait qu'on mît un certain temps entre

(1) *Histoire d'Elisabeth Canning et des Calas.*

(2) Du roi à Voltaire, août 1766.

la condamnation d'un criminel et son exécution ; s'il désirait que les arrêts de mort fussent présentés au souverain, c'est qu'il espérait le pardon ou tout au moins une commutation de peine du roi de qui émane toute justice. Il désirait que, pour tempérer la rigueur de la justice, nos lois laissent une place à la clémence. Il le dit expressément dans les *Idées Républicaines*. « Il faut une puissance pour juger... et une autre puissance pour faire grâce. » Cette dernière demande de réforme était une dernière application du même principe d'humanité au nom duquel Voltaire avait réclamé pour l'accusé la publicité des débats, l'assistance d'un avocat, la suppression de la torture.

Toute la procédure, comme on vient de le voir, tendait plus à convaincre le juge de la culpabilité de l'inculpé qu'à mettre en relief la vérité. Une fois pris par la justice, l'accusé avait bien du mal à sortir de ses serres, aussi, coupable ou non, l'accusé qui avait quelque présence d'esprit, cherchait souvent son salut dans la fuite : les règles de la prudence le lui conseillaient, et on le condamnait par contumace. C'est ce que constate Voltaire en maint endroit : « S'il s'agit d'un crime, le prévenu ne peut avoir d'avocat ; alors il prend le parti de la fuite ; c'est ce que toutes les maximes du barreau lui conseillent ». Mais il devait supporter toutes les conséquences de la condamnation par contumace. On considérait que par la fuite l'inculpé aurait sa faute *contu-*

max habetur per convicto et confesso et dès lors, le juge le condamnait comme s'il était convaincu de la faute aux peines que comportait son crime ou son délit : on l'exécutait par effigie et l'on confisquait ses biens, le tout sans plus ample instruction. Voltaire constate au mot Criminel du *Dictionnaire philosophique* l'application différente des dispositions du titre XVI de l'ordonnance de 1670 diversement interprétées.

« L'accusé, en fuyant, s'expose à être condamné, soit que le crime ait été prouvé, soit qu'il ne l'ait pas été. Quelques jurisconsultes, à la vérité, ont assuré que le contumax ne devait pas être condamné si le crime n'était pas clairement prouvé ; mais d'autres jurisconsultes, moins éclairés et peut-être plus suivis, ont eu une opinion contraire ; ils ont osé dire que la fuite de l'accusé était une preuve du crime, que le mépris qu'il marquait pour la justice, en refusant de comparaître, méritait le même châtiment que s'il était convaincu. Ainsi, suivant la secte de jurisconsultes que le juge aura embrassée, l'innocent sera absous ou condamné (1)..... Et plus loin « C'est une controverse au barreau de savoir si l'on doit condamner le contumax quand le crime n'est pas prouvé et la loi ne résout pas la difficulté (2)... ». « Quoi, parce qu'un homme est absent, il faut qu'on le condamne à être pendu quand son innocence est évidente (3). » La législation criminelle était plus sévère que la loi civile qui ne condamnait le contumax que lorsque la dette

(1) *Dictionnaire philosophique*, mot : Criminel.

(2) *Dictionnaire philosophique*, mot : *id.*

(3) *Dictionnaire philosophique*, mot : *id.*

était avérée. « Sous le règne de Louis XIV, dit Voltaire on a fait deux ordonnances qui sont uniformes dans tout le royaume. Dans la première, il est défendu aux juges de condamner, en matière civile, sur défaut, quand la demande n'est pas prouvée, mais dans la seconde, qui règle la procédure criminelle il n'est point dit, que faute de preuves l'accusé sera renvoyé. Chose étrange ! la loi dit qu'un homme à qui on demande quelque argent ne sera condamné par défaut qu'au cas que la dette soit avérée ; mais s'il est question de la vie, c'est une controverse au barreau, de savoir si l'on doit condamner le contumax quand le crime n'est pas prouvé ; et la loi ne résout pas la difficulté. Quand l'accusé a pris la fuite, vous commencez par saisir et annoter tous ses biens ; vous n'attendez pas seulement que la procédure soit achevée, vous n'avez encore aucune preuve, vous ne savez pas s'il est innocent ou coupable, et vous commencez par lui faire des frais immenses. C'est une peine, dites-vous, dont vous punissez sa désobéissance au décret de peine de corps, mais l'extrême rigueur de votre pratique criminelle ne le force-t-elle pas à cette désobéissance. Quoi donc, la loi aurait fait plus de cas de l'argent que de la vie ? ô juges ! consultez le pieux Antonin et le bon Trajan ; ils défendent que les absents soient condamnés (1). »

Pour que la mort civile produisit ses effets, la loi accordait au condamné un délai de cinq ans pour se présenter ; s'il laissait s'écouler ces cinq années ou s'il mourait avant l'expiration de ce délai, il était censé mort *integri status*.

(1) *Commentaire du traité de Beccaria.*

ORGANISATION JUDICIAIRE

Voltaire ne s'est pas contenté de critiquer la procédure de son temps, en plusieurs endroits de ses œuvres il s'est attaqué à l'organisation même de la justice.

Les juges se divisaient en juges ordinaires et juges extraordinaires.

Les juges ordinaires étaient ceux qui avaient une juridiction générale en matière criminelle et qui connaissaient dès lors de tous les faits punissables à l'exception de ceux qu'une loi spéciale réservait à un autre juge. C'étaient les juges seigneuriaux d'une part et de l'autre les juges royaux comprenant les prévôts, les baillis ou sénéchaux, les présidents et les parlements.

Les juges extraordinaires étaient ceux qui ne connaissaient que de certains crimes qui leur avaient été déférés par les ordonnances du royaume, tels les prévôts des maréchaux, les officialistes, les juges des élections, monnaies, gabelle, les juges militaires, etc., etc...

Voltaire n'a pas pris à parti ces multiples juridictions qui encombraient la justice, et même nulle part il n'en signale les inconvénients. Il eût pu s'attaquer aux justices seigneuriales, mais le bourgeois gentilhomme de la Chambre du roi tenait trop à toutes les prérogatives nobiliaires pour s'attaquer au droit de justice. Il réserve ses critiques pour les juridictions ecclésiastiques et pour le parlement.

Les juridictions ecclésiastiques furent formées à l'origine pour défendre les intérêts de l'Eglise et pour protéger les clercs. Elles ne sortirent pas de leur rôle jusqu'au XI^e siècle, mais lorsque Grégoire VII essaya d'édifier une monarchie pontificale, quand l'influence de l'Eglise grandit, la juridiction ecclésiastique étendit peu à peu ses attributions, mais sans détruire celles des juridictions existantes auprès desquelles elles se juxtaposaient. L'Eglise avait beau jeu pour se développer. Les justices royales n'existaient pas, les seigneuriales étaient mal rendues et n'offraient aucune garantie à ceux qui ne pouvaient apporter la force à l'appui de leur droit. L'Eglise, au contraire, mit sa force au service des petits, ouvrit sa juridiction aux classes pauvres, aux déshérités, aux veuves, aux orphelins, aux lépreux, et ce patronat des faibles et des petits fut une des causes de sa force car toute solide puissance réside dans le peuple. Ainsi forte de la faiblesse des autres et de sa forte organisation, l'Eglise s'infiltra partout et insinua sa législation, ses tribunaux, sa procédure, sa juridiction. Elle rencontra très peu d'obstacles et lorsque des pouvoirs tentèrent de s'opposer à son développement, elle leur fit courber la tête sous les foudres de ses excommunications. La compétence des cours d'Eglise n'eut point de règles fixes, elle varia de siècle en siècle avec les fluctuations de la puissance ecclésiastique. Elle attira ainsi peu à peu à elle la connaissance des délits imputés aux clercs et le jugement de ceux qui de près ou de loin pouvaient affecter les intérêts de la foi. Mais lorsque le pouvoir civil reprit possession de lui-même, il s'aperçut que par

son incapacité, le pouvoir ecclésiastique s'était substitué à lui ; il regretta ces empiétements du pouvoir spirituel dans le domaine temporel et songea à délimiter la juridiction des deux pouvoirs. Une distinction fut posée entre les délits ecclésiastiques, les délits communs et les délits privilégiés. Les premiers, relatifs aux infractions à la discipline ecclésiastique, furent abandonnés aux officialités (tribunaux ecclésiastiques). Les seconds comprenaient des infractions légères que des peines ecclésiastiques punissaient suffisamment : leur répression fut laissée aux juges d'Eglise. Quant aux délits privilégiés, qui étaient ceux intéressant l'ordre public, et qui, à raison de leur gravité étaient passibles de peines plus graves que les peines ecclésiastiques, ils attiraient les accusés quelle que fut leur qualité devant les tribunaux laïques. La Tournelle était chargée des causes intéressant le clergé lorsque s'affaiblit et s'éteignit le privilège des gens d'Eglise de n'être justiciables que des cours ecclésiastiques. Lorsque le crime commis entraînait une peine afflictive ou infamante, l'autorité ecclésiastique livrait la plupart du temps le coupable au bras de la justice séculière, mais si elle retenait l'inculpé et lui infligeait des peines trop peu sévères, le procureur général interjetait appel comme d'abus devant la Tournelle qui jugeait le coupable suivant la sévérité des lois.

Voltaire se rend compte comment se sont développés historiquement les juridictions ecclésiastiques, et il s'élève d'abord contre le principe de l'ingérence du clergé dans le domaine séculier. « Le souverain peut

sans doute abandonner à un corps ecclésiastique ou à un seul prêtre une juridiction sur certaines personnes, avec une compétence convenable à l'autorité confiée. Je n'examine point si il a été prudent de remettre ainsi une portion de l'autorité civile entre les mains d'un corps ou d'une personne qui avait déjà une autorité sur les choses spirituelles. Livrer à ceux qui devaient seulement conduire les hommes au ciel une autorité sur la terre, c'était réunir deux pouvoirs dont l'abus était trop facile ; mais il est certain du moins qu'aucun homme en tant qu'ecclésiastique ne peut avoir aucune sorte de juridiction. S'il la possède, elle est ou concédée par le souverain ou usurpée ; il n'y a point de milieu. Le royaume de Jésus-Christ n'est point de ce monde, il a refusé d'être juge sur la terre ; il a ordonné de rendre à César ce qui appartient à César ; il a interdit à ses apôtres toute domination.

Il fut un temps, dans l'époque malheureuse du gouvernement féodal, où les ecclésiastiques s'étaient emparés en divers lieux des principales fonctions de la magistrature ; on a borné dès lors l'autorité des seigneurs de fiefs laïques, si redoutable au souverain et si dure pour les peuples ; mais une partie de l'indépendance des juridictions ecclésiastiques a subsisté. Quand donc est-ce que les souverains seront assez instruits ou assez courageux pour reprendre à eux toute autorité usurpée, et tant de droits dont on a si souvent abusé pour vexer les sujets qu'ils doivent protéger (1). »

(1) *Dictionnaire philosophique*, mot : Droit canonique.

Mais, si le pouvoir civil, confiant dans sa force, ne prend pas ombrage de la juridiction ecclésiastique, Voltaire voudrait tout au moins qu'on abandonne la puissance ecclésiastique à elle-même et que l'autorité civile ne sanctionne pas les décisions des tribunaux ecclésiastiques et ne leur prête pas l'appui de sa propre puissance : « La docilité à l'ordre ecclésiastique doit par conséquent toujours être libre et volontaire : il ne saurait y en avoir d'autre. La soumission, au contraire, à l'ordre civil, peut être contrainte et forcée. Par la même raison, les peines ecclésiastiques, toujours spirituelles, n'atteignent ici-bas que celui qui est intimement convaincu de sa faute. Les peines civiles, au contraire, accompagnées d'un mal physique, ont leurs effets physiques, soit que le coupable en reconnaisse la justice ou non. De là, il résulte manifestement que l'autorité du clergé n'est et ne peut être que spirituelle ; qu'il ne saurait avoir aucun pouvoir temporel ; qu'aucune force coactive ne convient à son ministère qui en serait détruit. Il suit encore de là que le souverain attentif à ne souffrir aucun partage de son autorité, ne doit permettre aucune entreprise qui mette les membres de la société dans une dépendance extérieure et civile d'un corps ecclésiastique (1) ».

Voltaire ne se borne pas à cette critique générale, il entre dans le détail de la pratique et s'attaque à la procédure conjointe. Si le juge royal était seul juge des cas privilégiés ainsi que nous l'avons dit plus haut,

(1) *Dictionnaire*, mot : Droit canonique.

leur instruction était faite conjointement par le juge royal et le juge d'Eglise suivant une procédure introduite par l'ordonnance de Melun de 1580 et connue sous le nom de procédure conjointe. Lors de la rédaction de l'ordonnance de 1670, il fut question de supprimer cette procédure, mais sur l'insistance de Lamoignon elle fut maintenue. Voltaire le regrette, car la procédure conjointe est pleine de lenteurs et de difficultés. « S'il faut se conformer à cet usage, dit Voltaire, le juge d'Eglise connaît seul du délit commun, mais il ne connaît de ces délits privilégiés que concurremment avec le juge royal. Celui-ci se rend au tribunal de l'officialité, mais il n'y est que l'assesseur du juge d'Eglise. Tous les deux sont assistés de leur greffier ; chacun rédige séparément, mais en présence l'un de l'autre, les actes de la procédure. L'official, qui préside, interroge seul l'accusé ; et si le juge royal a des questions à lui faire, il doit requérir le juge d'Eglise de les proposer. L'instruction des conjoints étant achevée, chaque cour rend séparément son jugement. Cette procédure est hérissée de formalités, et elle entraîne d'ailleurs des difficultés qui ne devraient pas être admises dans la jurisprudence criminelle. Les juges d'Eglise, qui n'ont pas fait une étude des lois et des formalités, n'instruisent guère de procédures criminelles sans donner lieu à des appels comme d'abus, qui ruinent en frais le prévenu, le font languir dans les fers, ou retardent la punition s'il est coupable, d'ailleurs, les Français n'ont aucune loi précise qui ait déterminé quels sont les cas privilégiés. Un malheureux gémit dans les cachots avant de savoir quels seront ses juges. En rédi-

geant l'ordonnance criminelle de 1670, le conseiller d'État Pussort et le président Novion étaient d'avis d'abolir la procédure conjointe et de rendre aux juges royaux le droit de juger seuls les cas privilégiés, mais cet avis raisonnable fut combattu par le premier président Lamoignon et par l'avocat général Talon ; et une loi qui était faite pour réformer nos abus confirma le plus ridicule de tous (1). »

Voltaire désirait la suppression pure et simple des juridictions ecclésiastiques car tous les règlements et toutes les ordonnances n'ont pu délimiter exactement le domaine du pouvoir ecclésiastique et du pouvoir séculier. « Quand on veut poser des limites entre l'autorité civile et les usages ecclésiastiques, quelles disputes interminables ! » dit-il dans le *Commentaire du Traité de Beccaria*. Ecrivant à l'avocat général Servan qui s'était acquis de la notoriété et de l'influence par ce fameux discours de rentrée dont nous avons déjà parlé, il lui demande de travailler à la suppression des tribunaux ecclésiastiques : « Vous détruisez les traces qui restent encore de l'ancien esclavage où l'Église a tenu l'État. Concevez-vous rien de plus ridicule qu'un promoteur et un official ? (2). »

Quant aux parlements, nous savons le peu de sympathie qu'éprouvait pour eux Voltaire. Il avait été en lutte et avec quelques parlementaires et avec les parlements,

(1) *Dictionnaire philosophique*, mots : Privilèges, Cas privilégiés.

(2) Lettre de Voltaire à Servan, 13 janvier 1768.

corps constitués, et encore avec les chambres criminelles. Nous n'avons pas à parler des plaisanteries avec lesquelles il essaya vainement de ridiculiser les conseillers et les présidents contre lesquels il se heurta. Nous dirons qu'il lutta contre les parlements en s'attaquant à ce privilège qui faisait leur indépendance et leur force : l'hérédité des charges, conséquence de leur vénalité. « La magistrature, dit-il dans son *Commentaire de Beccaria*, est si respectable, que le seul pays de la terre où elle est vénale, fait des vœux pour être délivré de cet usage. On souhaite que le jurisconsulte puisse parvenir par son mérite à rendre la justice qu'il a défendue par ses veilles, par sa voix et par ses écrits. »

Mais au point de vue de la législation criminelle qui nous intéresse, nous insisterons sur l'idée qu'il exprima d'enlever aux magistrats pour les confier à des jurés le jugement des affaires criminelles. Voltaire ne pouvait en vouloir aux chambres criminelles des erreurs qu'elles commirent en condamnant Calas, Montbailly, Lally et les autres. Il a reconnu à maintes reprises que ce furent les faits qui tournèrent contre les accusés et induisirent les juges en erreur : coïncidence d'événements, dépositions de témoins, rapports d'experts, qui, non seulement influençaient l'esprit du juge mais qui, de par la théorie des preuves légales, s'imposaient à sa volonté et lui dictaient la condamnation. Il était trop intelligent pour ne pas comprendre et pas assez impartial pour ne pas admettre que c'était non le juge mais la loi qui était responsable de ces erreurs judiciaires en organisant l'instruction de façon défectueuse, en ne

permettant pas à l'accusé de produire et en tous temps tous ses moyens de défense. C'est pourquoi il critiqua à toute occasion la législation criminelle de son temps. Mais il avait quelques préventions contre ces vieux corps de magistrature dont la haute intelligence et le noble caractère étaient cependant indiscutables. Il leur reprochait leur attachement à des traditions surannées, il leur reprochait leur légèreté, leur inhumanité et la préférence qu'ils semblaient donner à leurs intérêts collectifs sur l'intérêt de la justice et des individus. Voltaire ne peut comprendre la barbarie d'un homme regardant impassiblement souffrir son semblable mis à la torture pour épier les effets de la douleur et recueillir un aveu. « Mais un conseiller gros et gras, ajoute-t-il, considère-t-il comme son semblable le pauvre vagabond déguenillé et amaigri qu'on fait comparaître devant lui et ne croit-il pas avoir acheté du prix de sa charge le droit d'expérimenter les effets des coups et des supplices. » Cette accusation est injuste. Les magistrats n'infligeaient pas la torture comme Dandin des *Plaideurs* « pour passer une heure ou deux ». Ils remplissaient un devoir rendu moins pénible par l'habitude en assistant à la question, ainsi qu'un médecin qui expérimente un remède et observe des symptômes au rôle d'un agonisant. Les magistrats étaient aussi pitoyables que les philosophes qui roulaient et ruinaient leurs éditeurs ou qui mettaient leurs enfants aux Enfants trouvés. C'est à eux qu'il faut faire remonter le mérite de traditions d'humanité, certaines mesures de jurisprudence qui corrigeaient la rigueur de la loi : ainsi la coutume

de ne pas admettre à la procédure extraordinaire les femmes qui déclareraient leur grossesse. Tout ce qu'on peut dire, c'est que les magistrats qui constituaient le corps le plus intelligent et le plus vertueux de l'ancien régime, jugeaient avec la sévérité un peu pharisaïque des hommes de devoir, c'est que ces magistrats qui entendaient défendre tous les jours (1) des criminels, étaient habitués à la rhétorique des avocats et ne se laissaient pas prendre au pathétique conventionnel de leurs plaidoiries, c'est qu'ayant pris l'habitude de condamner des coupables, ils étaient inaccessibles au pardon. Mais était-ce bien un mal ?

Voltaire, en communauté d'idées en cela avec Montesquieu et Rousseau, préférait des juges d'occasion. Dans l'ABC, l'un des interlocuteurs parlant de l'Angleterre comme du pays ayant les meilleures lois, dit que dans ce pays « chaque accusé est jugé par ses pairs, il n'est réputé coupable que quand ils sont d'accord sur le fait. C'est la loi qui le condamne sur le crime avéré et non sur la sentence arbitraire des juges. Du reste, ajoute Voltaire, dans le *Prix de la justice et de l'humanité*, non seulement le citoyen, mais l'étranger y trouve sa sûreté dans la loi même, puisqu'il choisit six étrangers pour remplir le nombre de douze jurés qui le jugent. C'est un privilège en faveur de l'univers entier. ». Il exprime cette même idée dans le *Dictionnaire philoso-*

(1) Il ne faut pas croire sur cette expression que les Tournelles fussent composées de magistrats spécialisés dans les affaires criminelles. Elles étaient formées de présidents et de conseillers pris parmi ceux des chambres civiles et entre lesquels était établi un roulement.

phique au mot Criminel : « Tout le monde est jugé par ses pairs. Tout citoyen peut, de trente-six bourgeois jurés, en récuser douze sans cause en alléguant des raisons, et par conséquent choisir lui-même les douze autres pour ses juges. Ces juges ne peuvent aller ni en deçà ni au delà de la loi ; nulle peine n'est arbitraire. »

LÉGISLATION PÉNALE.

Après avoir exposé les idées de Voltaire sur la procédure criminelle et l'organisation judiciaire de son temps, il nous reste à parler des réformes qu'il proposa d'introduire dans notre législation pénale, mais auparavant nous allons montrer brièvement comment Voltaire fut amené à une conception du droit pénal autre que celle de son temps par ses théories philosophiques personnelles et par celles des encyclopédistes de son entourage.

Le droit pénal du XVIII^e siècle, si tant est qu'il fût fondé sur une base philosophique quelconque, reposait sur un double principe, celui de la pleine culpabilité du criminel ayant agi en toute liberté de conscience, celui de la délégation par Dieu du droit de punir les manquements à la loi civile et à la loi religieuse. Les philosophes du XVIII^e siècle attaquèrent ces deux principes : avec la théorie du déterminisme ils combattirent le libre arbitre et à la délégation par Dieu du droit de punir ils substituaient la délégation par la société de ce droit qui se fondait sur l'idée de légitime défense.

Locke avait combattu le dogme des idées innées et émis l'opinion que toutes les idées que nous nous faisons des choses nous viennent de l'extérieur par les sens. Ceci amène à considérer les extériorisations de la volonté comme soumises elles aussi à la loi de la causalité et par conséquent comme produites par une né-

cessité fatale : on étend la domination des lois naturelles fatales dans le domaine de la loi morale. La négation de la liberté de la volonté n'était pas nouvelle en France. Jansénius dans son *Traité de l'Augustinus* avait supprimé le libre arbitre pour donner plus de force à la grâce, et après lui les jansénistes de Port-Royal avaient nié la liberté croyant avec saint Augustin et avec saint Thomas pouvoir fonder la prédestination qui sépare les élus des damnés sur l'abandon de la liberté humaine, et élever ainsi la toute puissance de la grâce sur les ruines du libre arbitre. Mais de la lutte qui se livra entre thomistes et molinistes il ne pouvait résulter aucun profit pour la science puisque cette querelle restait dans les limites du dogme théologique, et ces discussions de principes ne devinrent utiles et pratiques que lorsque les philosophes donnèrent au problème une solution libre de toute préconception religieuse et mirent leurs idées au service du droit criminel. Quoique Voltaire fut d'accord avec Locke pour rejeter les idées innées, il fut celui de ses disciples qui défendit encore au début le libre arbitre, et notamment dans des lettres qu'il écrivit au prince royal de Prusse dans son *Discours sur l'homme* et son *Traité de métaphysique*. Mais il ne s'accommoda pas longtemps de cette inconséquence et, plus tard, dans *Le philosophe ignorant* il est converti au déterminisme et le considère comme le résultat fatal du rejet des idées innées. En même temps il prend parti pour Collin dont les *Recherches sur la liberté*, écrites en réponse à l'indéterminisme de Clarke, avaient été traduites en français vers 1765 et qui avait essayé de montrer que le libre

arbitre était en désaccord avec l'idée de l'omnipotence divine. Notez que Voltaire, matérialiste en psychologie, resta spiritualiste en morale et en métaphysique : il pensait que Dieu est nécessaire pour donner de la force à la loi morale :

« Si Dieu n'existait pas il faudrait l'inventer. »

Dieu est un des éléments nécessaires à l'atmosphère morale que l'homme respire. Il pense comme Kant que l'existence de Dieu est le postulat nécessaire au fondement de la moralité. Il y avait bien quelque illogisme à admettre l'existence de Dieu partant d'une loi divine immuable, universelle, impérative pour toutes les consciences, après avoir soutenu la non préexistence des principes premiers et par conséquent la relativité du bien et du mal. Mais Voltaire n'était pas un de ces philosophes implacables qui sacrifient leurs idées aux déductions d'une logique rigoureuse et l'on pourrait appliquer à la philosophie de Voltaire cette appellation de *pauper-tina philosophia* dont Leibnitz qualifiait précisément la philosophie de Locke : c'est une raison un peu humble, un peu pauvre, la philosophie éclectique du sens commun.

La conception qu'on se faisait de la peine au XVIII^e siècle ne pouvait cadrer avec le déterminisme, car le droit pénal reposait sur le principe théologico-moral d'une justice réparatrice qui considérait la récompense et la peine comme la conséquence inséparable du bien et du mal. Mais dans ce système, tout en restant bonnes ou mauvaises en elles-mêmes, les actions ne sont méritoires ou déméritoires que suivant la conscience de celui qui agit : le fondement du mérite ou du démérite

réside non seulement dans l'action mais encore dans l'état d'âme de l'individu. En admettant le déterminisme on ne peut donc punir le criminel qui agit sous l'impulsion d'une nécessité : ce serait contraire à l'idée d'une justice réparatrice. Le rejet du libre arbitre sur lequel reposait la morale théologique et le système judiciaire de l'ancien régime amena les philosophes à s'élever contre les pénalités rigoureuses édictées par la législation d'alors et disproportionnées à la culpabilité de l'accusé bien atténuée dans leur système.

La négation de la liberté eut dû aboutir à la suppression des peines, mais aucun des philosophes du XVIII^e siècle n'admit cette conséquence logique du déterminisme. Ils maintiennent tous les pénalités du droit pénal dans un intérêt de défense sociale pour effrayer avant l'accomplissement du crime l'individu tenté de le commettre ou pour délivrer la société d'un être dangereux, qui l'a commis. L'action humaine n'étant plus regardée comme une force isolée et indépendante, mais comme un anneau de la chaîne infinie des phénomènes agissant et réagissant les uns sur les autres, on prenait en considération l'influence causale sur la volonté des menaces du Code pénal. L'effet psychologique qu'exerce la menace d'une peine sur toute volonté inclinée au crime la détourne efficacement de l'accomplissement de ce crime. D'autre part, on châtie le criminel en se fondant sur l'hypothèse du contrat social qui est un engagement en vertu duquel chacun comme contre-partie de la protection qui lui est accordée abandonne une partie de sa liberté au cas où lui-même s'attaquerait aux droits de ses

concitoyens, et délègue à la société le droit de légitime défense qu'il n'exerce plus individuellement. Cette conception nouvelle de la nature de la peine se trouve chez Rousseau, Beccaria, Morellet et Voltaire. Dans cette théorie, ce n'est plus Dieu mais la société qui délègue au souverain le droit de punir, ce n'est point dans un sentiment de justice que ce droit est exercé mais par un intérêt de défense. Il faut remarquer que ce ne sont pas seulement les athées qui soutiennent ces théories imaginées pour le maintien de l'ordre social ; les déistes eux-mêmes abandonnent le dogme théologique moral d'une justice réparatrice, car pour eux cette idée innée de justice ne serait qu'un déguisement du sentiment de vengeance qui se cache au fond de notre cœur. Si Dieu existe il ne demande pas à être vengé, parce que Dieu ne peut éprouver ce sentiment humain sans cesser d'être Dieu. Dieu est un dieu d'amour et non de vengeance fait de passion comme celui qu'imaginèrent les croyants. « Sur le portrait qu'on fait de l'Être suprême, dit Diderot, sur son penchant à la colère et sur la rigueur de sa vengeance, l'âme la plus droite serait tentée de souhaiter qu'il n'existât pas. » Du reste il ne nous a point chargé de cette mission. « Il faut honorer la divinité et non la venger (1). » Les offenses contre les Dieux ne regardent que les Dieux et il est ridicule, orgueilleux d'admettre qu'un être chétif et borné puisse venger l'offense infinie faite à un Dieu infini. « Il est absurde, dit Voltaire, qu'un insecte croie venger l'Être suprême. Ni

(1) Montesquieu, *Esprit des lois*, liv. XII, ch. X.

un juge de village, ni un juge de ville ne sont des Moïse et des Josué (1). »

Ces théories philosophiques devaient amener les philosophes à une législation plus douce. En effet, tout en restant partisan du libre arbitre on était obligé de faire une petite part à l'entraînement involontaire, à la passion déterminante et à infliger une moindre peine à un individu dont on avait atténué la responsabilité. D'autre part la société n'ayant plus à venger un Dieu, mais ne songeant qu'à se défendre devait abandonner ces supplices raffinés, ces peines cruelles destinées à effacer l'offense infinie faite à un Être infini. Ajoutons enfin que déniaut aux hommes le droit de venger Dieu, les philosophes devaient demander à ce qu'on efface de notre code toute cette série de crimes qui n'étaient qu'un manquement à la loi de Dieu et formaient toute la catégorie des crimes de lèse-majesté divine.

Ces différentes théories philosophiques eurent pour effet de faire naître ce sentiment de compassion qu'on appelle « l'humanité », que l'on opposa à tort à la charité chrétienne. L'humanité, cette tendresse de l'âme qui s'apitoie sur les maux et les souffrances des hommes, n'était pas connue dans l'antiquité. Cicéron, Quintilien, Ulpien avaient mis en doute la valeur des témoignages arrachés par la torture : ils n'avaient pas frémi de la torture elle-même. Dans leur rudesse les hommes du moyen âge ne s'en émurent pas davantage, ne croyant pas payer trop cher par ces supplices la confession du crime et leur sécu-

(1) *Commentaire.*

rité. Plus tard, au milieu de la société si polie du XVII^e siècle, la douce Madame de Sévigné trouvait encore naturel « que les paysans bretons ne se lassent pas de se faire pendre ». Il faut arriver au XVIII^e siècle pour rencontrer ce sentiment universel de bienveillance qui doit unir l'homme à l'homme et suppléer aux vices et aux erreurs des lois, en mettant la faiblesse et le malheur sous la protection de la pitié. Voltaire fut le grand apôtre de l'humanité. Il fit tous ses efforts pour la faire passer dans la législation. Toutes les réformes qu'il demanda qu'on apportât à la législation pénale du XVIII^e siècle se ramènent à ces deux propositions : « N'infligez pas des peines d'une sévérité inutile ; laissez à Dieu le soin de punir les offenses qui n'atteignent que lui. »

Nous allons voir comment en appliquant ces deux principes aux crimes alors considérés comme tels et aux peines alors en vigueur, il critiqua toute la législation pénale de son temps.

Des crimes.

La classification des crimes sous l'ancien régime était totalement différente de celle établie par notre Code. Il existait alors une religion d'État défendue par les lois : les crimes contre la religion formaient la catégorie connue sous le nom de crimes de lèse-majesté divine. Puis venaient les crimes de lèse-majesté humaine, ensuite ceux qui portent atteinte à la personne ou aux biens des individus. La quatrième catégorie ne comprenait que

les délits de simple police et les contraventions aux ordonnances du royaume.

Au premier rang des crimes contre la religion était le sacrilège ou profanation des choses saintes. Le vol d'objets saints ou sacrés rentrait dans la catégorie des sacrilèges, il prenait un caractère de gravité *ratione materie* en vertu du caractère de sanctification de l'objet volé. La peine ordinaire pour les sacrilèges était la peine du feu et du poing coupé avec la peine accessoire de la confiscation des biens.

Le crime d'hérésie était la profession d'une doctrine contraire à celle de l'Église ou de la pratique d'une religion autre que la religion catholique. L'assistance à une réunion religieuse proscrite par la loi du royaume était suivie d'une condamnation aux galères perpétuelles, les ministres d'un culte dissident étaient punis de mort. L'apostasie était punie de la même peine du bûcher et de la confiscation des biens.

Il y avait encore le crime de blasphème qui était commis toutes les fois qu'on s'attaquait par paroles ou par écrit à l'essence même de Dieu, ou qu'on méconnaissait un de ses attributs, ou qu'on attribuait à une créature une puissance ou des qualités qui n'appartiennent qu'au Créateur. On voit que dans ce crime rentraient l'athéisme, le déisme, l'idolâtrie, la magie, le sacrilège. La loi laissait à l'arbitraire du juge de condamner le blasphémateur au bûcher. Les simples imprécations verbales étaient, d'après l'ordonnance de 1651, punies d'une amende redoublée à chaque récidive, mais, à la cinquième récidive, le coupable était mis au carcan, à la sixième au

pilori et on lui perçait la lèvre d'un fer chaud, à la septième récidive on lui coupait la langue. Quant aux sorciers et magiciens, en vertu de l'ordonnance de 1682, ils étaient condamnés au bannissement s'ils étaient convaincus d'avoir surpris la crédulité des personnes ignorantes et de les avoir portées à s'attacher à des superstitions, et à la mort, s'ils avaient commis des sacrilèges.

Après les crimes de lèse-majesté divine, venaient ceux de lèse-majesté contre la personne du roi ou la sûreté de l'État. Les criminalistes distinguaient les crimes de lèse-majesté au premier chef commis contre la personne même du souverain ou ses descendants ou contre la souveraineté de l'État, et les crimes de lèse-majesté au second chef causant quelque dommage à la chose publique, soit en troublant l'ordre social, soit en portant quelque atteinte aux droits régaliens, soit encore en attentant à la vie ou à la dignité des magistrats ou des représentants du souverain.

Le crime de lèse-majesté au premier chef était d'autant plus grave qu'il s'attaquait aux souverains « qui sont les images de Dieu, représentant dans le gouvernement de leurs États, l'autorité que Dieu exerce dans le gouvernement de l'univers (1) ». Il était puni de l'écartèlement, auquel on ajoutait les supplices du poing coupé, du tenaillement des mamelles et du gras des cuisses et des bras dans lesquels on coulait de l'huile bouillante ou d'autres matières résineuses fondues.

(1) Jousse, t. III, p. 681.

Après quoi l'on confisquait les biens du condamné et et l'on bannissait à perpétuité toute sa famille. Etaient en outre considérés comme coupables de crime de lèse-majesté au premier chef puni seulement de la mort et de la confiscation des biens, ceux qui conspiraient contre le souverain ou ses ministres, ceux qui ne révélaient pas les conspirations dont ils avaient connaissance, ceux qui avaient des relations avec les ennemis, lui fournissaient des armes, des renseignements ou des secours, ceux enfin qui désertaient en temps de guerre. Nous appelons aujourd'hui ces crimes, crimes de haute trahison.

Quant aux crimes de lèse-majesté humaine au moindre chef, c'était ceux qui attaquaient l'honneur ou la dignité du prince, ou ses privilèges fiscaux ou autres, ainsi le crime de fausse-monnaie, le péculat, la concussion, la rébellion à justice et bien d'autres. Quelques-unes de ces fautes étaient punies de mort, d'autres ne l'étaient pas ; toutes entraînaient la confiscation.

Il était un crime, le duel, qu'on avait coutume de placer parmi les crimes de lèse-majesté, sans trop de raison semble-t-il, car on ne voit ce que pouvait faire au roi que deux gentilshommes ferraillent l'un contre l'autre. Les derniers Valois avaient tous défendu le duel sous des peines rigoureuses. La sévérité même de ces peines fit qu'elles ne furent jamais appliquées. Richelieu, le premier, fit exécuter les édits royaux ; celui que le poète appelait l'homme rouge n'hésita pas à verser le sang des Chapelle, des Boutteville et de bien d'autres gentilshommes dont il cherchait toutes les occasions de châtier

l'orgueil et l'insolence. L'application de la loi n'était d'ailleurs pour le cardinal qu'un prétexte pour abattre quelques têtes trop altières, l'habile ministre se rappelait cette leçon du gouvernement que donnait Tarquin à son fils lorsqu'il rabattait les tiges et les têtes trop élevées des pavots de son jardin. D'après l'édit de 1679, les deux duellistes étaient condamnés à mort lorsqu'il y avait eu rencontre préméditée, sinon, l'agresseur seul encourait cette pénalité. Le seul fait de provoquer en duel était puni de deux années de prison et d'une amende équivalant à la moitié au moins des revenus du coupable. Pour prévenir les duels, la loi avait décidé que les gentilshommes qui se croiraient offensés porteraient plainte aux maréchaux de France qui ordonneraient toutes satisfactions convenables. Mais malgré la raison, la défense des lois et l'excommunication de l'Eglise, les combats singuliers ne cessèrent point de se produire, et, pour obtenir réparation des injures, un gentilhomme, autrefois, comme de nos jours un honnête homme, ne consultait ni les maréchaux, ni les tribunaux, ni la loi, mais ce qu'un des avocats les plus distingués du barreau de Paris appelait tout récemment le code de l'honneur.

La troisième catégorie comprenait les crimes contre les personnes et contre la propriété. Cette partie du droit pénal est celle qui a le moins subi de modifications, beaucoup de ces dispositions sont entrées dans notre législation, aussi nous n'en exposerons que les grandes lignes ; du reste, les attaques de Voltaire ne portèrent que sur quelques points sur lesquels nous insisterons davantage.

Le meurtre sans préméditation était puni de la potence pour les roturiers, de la décollation pour les nobles.

Le meurtre avec préméditation était puni de la roue. L'homicide pouvait du reste être justifié ou atténué suivant certaines circonstances dont nous parlerons plus loin.

L'empoisonnement était puni de peines laissées à l'arbitraire du juge, la Brinvilliers fut condamnée à la décollation ; un empoisonneur moins célèbre, Roy de Valin fut condamné à la roue et son corps fut jeté au feu. La tentative d'empoisonnement n'était généralement pas punie de la peine capitale.

Les parricides comprenaient tous les crimes commis par les parents et ceux encore commis par le domestique contre son maître. Le parricide était puni de la roue pour les hommes et du bûcher pour les femmes, et, ces peines capitales étaient précédées de l'amende honorable et du poing coupé. Dans cette catégorie de crimes étaient compris : l'infanticide, le recèlement de grossesse, l'avortement volontaire.

L'exposition des enfants était punie de peines arbitraires.

Le suicide était très sévèrement puni par l'ordonnance de 1670. Quel que fut le mobile du suicide, le procès était fait à la mémoire du suicidé et si l'on ne reconnaissait pas que la mort lui avait été inspirée par la folie, on traînait le corps sur une claie et on confisquait les biens.

Les crimes contre la chair que l'on faisait rentrer dans

la catégorie des crimes contre les personnes, « la luxure, la sodomie, l'inceste », étaient punis de la peine du feu.

La peine du vol variait selon les coutumes. Le vol domestique était puni de mort.

Le faux était, d'après Jousse, « toute action faite pour détruire, altérer ou obscurcir la vérité au préjudice de quelqu'un et dans l'intention de le tromper ». Le faux en matière publique était puni de la peine de mort. Le faux en matière privée pouvait être puni suivant le sentiment du juge, du bannissement, de peines corporelles ou d'amendes. Quant au faux témoignage devant les tribunaux, il était puni de la peine de mort. Cependant la jurisprudence atténua la rigueur de l'application de la loi en faveur des témoins coupables de variations ou de contradictions. « Les cours, disait Muyart de Vouglans, ne sont plus dans l'usage de prononcer la peine de mort que dans le seul cas où le crime imputé par le faux témoin serait lui-même de nature à faire condamner l'accusé à cette peine (1). »

La banqueroute frauduleuse était punie par les ordonnances de 1673 et de 1716 de la peine de mort, mais la jurisprudence atténua encore la rigueur de la loi « en se contentant de condamner les banqueroutiers frauduleux à la peine du pilori » (2).

Les usuriers de profession étaient condamnés à l'amende, au carcan, au bannissement, aux galères et en cas de récidive à la confiscation.

Les injures verbales réelles ou par écrit étaient punies

(1) Muyard de Vouglans, *Lois criminelles*, p. 264.

(2) Jousse, t. III, p. 254, 260.

de différentes peines pouvant aller jusqu'à la prison suivant le degré de gravité de la faute. Notons que les libellés diffamatoires portant atteinte à l'honneur d'une personne distinguée faisaient condamner leurs créateurs à l'amende et au bannissement à temps, et les libellés étaient lacérés et brûlés par la main du bourreau.

Quant aux petits délits et contraventions, nous n'en dirons rien, car il faudrait un volume pour les rappeler tous et leur énumération est sans intérêt pour nous.

Le premier principe que pose Voltaire, c'est qu'une bonne législation doit prévenir les crimes avant de songer à les punir : « Le filoutage, le larcin, le vol, étant d'ordinaire le crime des pauvres, et, les lois ayant été faites par les riches, ne croyez-vous pas que tous les gouvernements qui sont entre les mains des riches doivent commencer par essayer de détruire la mendicité au lieu de guetter les occasions de la livrer aux bourreaux (1) » ; et, parlant des mères infanticides, il dit : « la contradiction qui règne entre ces lois ne fait-elle pas soupçonner qu'elles ne sont pas bonnes et qu'il eût bien mieux valu doter les hôpitaux où l'on eût secouru toute personne du sexe qui se fût présentée pour accoucher secrètement ? par là on aurait à la fois sauvé l'honneur des mères et la vie des enfants (2) ». Cette idée n'était pas nouvelle. Le roi de Prusse avait établi des hôpitaux où pouvaient accoucher ces pauvres filles-mè-

(1) *Prix de la justice et de l'humanité.*

(2) *Prix de la justice et de l'humanité.*

res ; dans une lettre du 11 octobre 1777, il l'annonçait à Voltaire : « J'ai cru, en suivant les sentiments des plus sages législateurs qu'il valait mieux empêcher et prévenir les crimes que de les punir... (et parlant des filles-mères qui tuent leurs enfants), J'ai fait ce que j'ai pu pour empêcher ces malheureuses de se défaire de leur fruit. Les maîtres sont obligés de dénoncer leurs servantes dès qu'elles sont enceintes ; autrefois on avait assujetti ces pauvres filles à faire des pénitences publiques dans les églises, je les en ai dispensées ; il y a des maisons dans chaque province où elles peuvent accoucher et où l'on se charge d'élever leurs enfants. »

Mais les institutions de charité et les lois prévoyantes sont moins puissantes pour retenir dans la vertu que cette crainte salutaire qui est le commencement de la sagesse et qu'entretient une bonne police. « Une bonne police, écrivait le roi de Prusse à Voltaire le 9 novembre 1777 empêche autant de crimes que la douceur des lois. La police est ce que les moralistes appellent le principe réprimant. Si l'on ne vole point, si l'on n'assassine point, c'est que l'on est sûr d'être incontinent saisi. Cela retient les scélérats timides. Ceux qui sont plus aguerris vont chercher fortune dans l'empire où la proximité de frontières de tant de petits Etats leur offre des asiles en assez grand nombre. »

Ce principe du gouvernement qui veut que les États fassent tout pour prévenir les crimes est si universellement reconnu qu'il est inutile d'insister davantage. Mais il faut reconnaître qu'il est plus difficile de donner des mœurs que d'infliger des supplices.

Reprenant l'ordre suivi par nous pour la classification des crimes, ordre adopté du reste par nos meilleurs criminalistes, Jousse et Muyart de Vouglans, nous allons exposer les critiques faites par Voltaire :

1° Aux crimes de lèse-majesté divine : le sacrilège, l'hérésie, le blasphème, la magie ;

2° A ceux de lèse-majesté humaine : la conspiration, la concussion, le faux témoignage et le duel.

3° Aux crimes contre les personnes : le suicide, l'infanticide auquel on ajoutait les fautes contre la chair, l'adultère, la sodomie et l'inceste.

4° Enfin au vol qui est une atteinte à la propriété, et à un certain nombre de faits considérés à tort comme criminels ou dont on avait exagéré la gravité.

L'ancienne législation prévoyait d'abord tous les crimes de lèse-majesté divine. Sous l'influence de l'Église, la justice séculière s'était habituée à se considérer comme établie par Dieu pour punir toutes les infractions à la loi morale. Le partage n'était pas encore fait entre le domaine religieux et le domaine laïque. Du reste, l'Église, établie en corps constitutif de la nation, faisait prêter serment au roi lors de son sacre, de mettre sa force au service de la loi de Dieu et de son Église. C'est pour cela que les crimes contre la religion tiennent la première place parmi ceux que poursuivait notre ancienne législation. « C'est pendant ces siècles d'ignorance, de superstition, de fraude et de barbarie, que l'Église, qui savait lire et écrire, dicta des lois à toute l'Europe, qui ne savait que boire, combattre et se confesser à des moines. L'Église fit jurer aux princes qu'elle oignit d'ex-

terminer tous les hérétiques, c'est-à-dire qu'un souverain fit serment, à son sacre, de tuer presque tous les habitants de l'univers, car presque tous avaient une religion différente de la sienne (1). »

Est-il besoin de dire que le champ dans lequel doit s'exercer la justice sociale est plus circonscrit que celui de la justice divine qui, seule, peut voir au fond du cœur des hommes leur méchanceté et toutes leurs vilenies cachées. La pénalité, a dit Bentham, a la même base que la morale mais elle n'a pas la même circonférence. Est-il besoin d'ajouter que la justice sociale n'est établie que pour la défense de la société et que la justice divine est assez puissante pour atteindre et punir toutes les injures faites à Dieu. La religion a de si grandes menaces qu'elle n'a pas besoin du bras de la justice des hommes pour détourner du mal ceux qui, n'ayant pas assez de hauteur d'âme pour être vertueux, doivent songer qu'ils seront saisis une fois ou l'autre par la main de Dieu s'ils échappent à la justice humaine. En outre, comme l'a fait remarquer Montesquieu, « il faut éviter les lois pénales en fait de religion. Elles inspirent de la crainte, il est vrai ; mais, comme la religion a ses lois pénales aussi qui inspirent de la crainte, l'une est effacée par l'autre. Entre ces deux craintes différentes, les âmes deviennent atroces (2) ».

L'autorité civile peut et doit évidemment poursuivre les crimes et délits civils qui se commettent à l'occasion d'une cérémonie religieuse, ou qui portent atteinte au

(1) *Prix de la justice et de l'humanité.*

(2) *Esprit des lois*, liv. XV, chap. 12.

bon ordre social en même temps qu'ils s'attaquent à la loi morale. Mais du fait de cette connexité, la peine infligée par la puissance civile ne doit pas être aggravée. « Notre religion, dit Voltaire, est plus sainte que celle des anciens Romains. L'impiété parmi nous est un plus grand crime que chez eux, Dieu la punira ; c'est aux hommes à punir ce qu'il y a de criminel dans le désordre public que cette impiété a causé. Or, si dans une impiété, il ne s'est pas volé un mouchoir, si personne n'a reçu la moindre injure, si les rites religieux n'ont pas été troublés, punirons-nous (il faut le dire encore) cette impiété comme un parricide ? La maréchale d'Ancre avait fait tuer un coq blanc pendant la pleine lune, fallait-il pour cela brûler la maréchale d'Ancre ? » C'est cette même idée qu'exprimait Montesquieu lorsqu'il disait : « Par le droit civil des Romains, celui qui enlève d'un lieu sacré une chose privée n'est puni que du crime de vol ; par le droit canonique, il est puni du crime de sacrilège. Le droit canonique fait attention au lieu ; le droit civil, à la chose. Mais n'avoir attention qu'au lieu c'est ne réfléchir, ni sur la nature et la définition du vol, ni sur la nature et la définition du sacrilège. » L'on comprend que les philosophes se soient élevés contre cette ingérence des autorités civiles dans le domaine religieux lorsqu'on voit l'extension que l'on donnait au sacrilège. « Les grands sacrilèges ont toujours été punis de mort chez toutes les nations, et surtout les sacrilèges avec effusion de sang. L'auteur des *Instituts*, au droit criminel, compte parmi les crimes de lèse-majesté divine au second chef l'inobservation avec un mépris marqué :

car la simple négligence est un péché, mais non pas un sacrilège, comme il le dit. Il est absurde de mettre dans le même rang comme fait cet auteur, la simonie, l'enlèvement d'une religieuse et l'oubli d'aller à vêpres un jour de fête. C'est un exemple des erreurs où tombent les jurisconsultes, qui, n'ayant pas été appelés à faire les lois, se mêlent d'interpréter celles de l'État (1). »

Pour nous montrer la rigueur que mettaient certains tribunaux dans la poursuite du sacrilège, Voltaire raconte l'histoire d'un pauvre homme condamné à mort pour avoir fait gras un jour d'abstinence. « Les archives d'un petit coin de pays appelé Saint-Claude, dans les plus affreux rochers du comté de Bourgogne, conservent la sentence et le procès-verbal d'exécution d'un pauvre gentilhomme nommé Claude Guillon auquel on trancha la tête le 28 juillet 1629 : il était réduit à la misère, et, pressé d'une faim dévorante, il mangea, un jour maigre, un morceau d'un cheval qu'on avait tué dans un pré voisin. Voilà son crime. S'il eût été riche et qu'il se fût fait servir à souper pour deux cents écus de marée, en laissant mourir de faim les pauvres, il aurait été regardé comme un homme ayant fait tout son devoir (2). »

Après le sacrilège, la loi punissait l'hérésie. « L'hérésie fut le plus grand crime et aujourd'hui même encore, chez une aimable nation, notre voisine, le code pénal de tous les parlements commence par l'hérésie ; cela s'appelle crime de lèse-majesté au premier chef. Autrefois ou brûlait irrémisiblement les ennemis de Dieu

(1) *Dictionnaire philosophique*, mot : Blasphème.

(2) *Commentaire du livre de Beccaria*.

parce qu'on ne doutait pas que Dieu ne les brûlât lui-même dès qu'ils étaient morts, soit qu'il portât en enfer leurs corps restés en terre, soit qu'il y portât leur âme qu'on ne voyait pas (1). » Au dire de Voltaire, on condamna pour la première fois en forme juridique pour crime d'hérésie sous Théodose qui ne savait rien de ce qui se passait dans ses Etats ainsi qu'il est arrivé depuis à plus d'un monarque. « Sur la déposition de deux évêques espagnols, Maxime fit mourir un certain Priscillien qui soutenait que la Trinité ne contient point trois hypostases. Maxime, moitié païen, moitié chrétien, sentit bientôt toute l'énormité de ce crime et fit donner la question à Priscillien avant qu'on le fit mourir. Cet exemple fit frémir toute l'Eglise, mais bientôt après il fut imité et surpassé. On prouva que Dieu exigeait que les hérétiques fussent brûlés à petit feu, la raison péremptoire qu'on en donnait, c'est que Dieu les punit ainsi dans l'autre monde, et que tout prince, tout lieutenant de prince, enfin le moindre magistrat est l'image de Dieu dans ce monde ci.... L'habitude devint loi, et depuis ce temps jusqu'à nos jours, c'est-à-dire pendant plus de sept cents ans, on a brûlé ceux qui ont été ou qui ont paru être souillés du crime d'une opinion erronée (2). »

Après avoir condamné certaines doctrines comme hérétiques, on en arriva à en poursuivre d'autres comme fausses et dangereuses. « L'antiquité n'avait jamais imaginé de regarder une dispute entre Zénon et Diogène

(1) *Prix de la justice et de l'humanité.*

(2) *Commentaire du livre de Beccaria.*

comme l'objet d'un procès criminel. Mais comment de la crasse de nos écoles et de la crasse même du froc, s'est-il élevé des querelles qui n'étaient pas dignes du théâtre d'Arlequin et qui ont sollicité la peine de mort dans tant de tribunaux de l'Europe. Un homme recommandable par ses mœurs et son esprit vient cent ans après ; il étend la pensée du duc de la Rochefoucauld dans un livre systématique, on se déchaîne contre ce nouveau-venu, on lui fait un procès criminel au parlement de Paris ; c'est un vacarme terrible ; au bout de deux ans on ne s'en souvient plus, c'est une preuve qu'il ne fallait pas fatiguer ce tribunal de cet inutile procès (1). » Ce n'était pas sans raison que l'on poursuivait certaines doctrines qui ne semblaient troubler en rien la tranquillité de l'Eglise ou de l'Etat. Si on les condamnait, c'est qu'elles paraissaient fausses ou subversives, ou contraires à l'enseignement des livres saints. C'était un moyen d'en signaler le danger. Mais est-ce une raison suffisante pour brûler leurs auteurs. Il fallait les convaincre et non les faire mourir.

Voltaire reconnaît que la jurisprudence avait adouci la rigueur de la loi. « On a porté des lois bien terribles contre les hérétiques en France. On publia en 1699 un édit par lequel tout hérétique nouvellement converti était condamné aux galères perpétuelles s'il était surpris sortant du royaume, et, ceux qui avaient favorisé sa sortie livrés à la mort. Ainsi le réputé principal criminel était bien moins puni que le complice. Cette loi barbare

(1) *Prix de la justice et de l'humanité.*

et absurde n'est point abolie, mais il faut avouer qu'elle est fort mitigée par les mœurs. On s'est bien relâché depuis qu'en 1767 l'impératrice de toutes les Russies, souveraine de douze cent mille lieues carrées, a écrit de sa main, à la tête de ses lois, en présence des députés de trente nations et de trente religions : la faute la plus nuisible serait l'intolérance (1). »

Comme le sacrilège et l'hérésie, le blasphème était puni de la peine de mort. Pour nous porter à plus d'indulgence, Voltaire invoque l'exemple des Romains qui étaient le peuple le plus religieux du monde. Le Sénat romain avait un aussi profond respect que nous pour les dieux, et jamais néanmoins il n'infligea une peine contre ceux qui riaient des augures ou ne croyaient pas à l'immortalité de l'âme, très attaché qu'il était à sa devise : *deorum offensæ diis curæ*. Voltaire invoque à tort le caractère religieux des Romains, qui, malgré leur respect des pratiques extérieures, avaient déjà perdu toute ferme croyance au temps où Caton déplorait l'irréligion de ses concitoyens. Il n'en est pas moins vrai que Voltaire a raison d'attaquer une loi qui amenait les juges à pénétrer dans le domaine de la conscience.

Mais combien plus blâmable encore était cette législation lorsqu'elle poursuivait ces jurons qui ne s'adressent point à Dieu et ne sont que des exclamations vides de sens qui dénotent plus de grossièreté que d'impiété. Voltaire rappelle l'histoire de la législation sur ce point : « Louis IX, roi de France, placé par ses vertus au rang

(1) *Prix de la justice et de l'humanité.*

des saints, fit d'abord une loi contre les blasphémateurs. Il les condamnait à un supplice nouveau, on leur perçait la langue avec un fer ardent : c'était une espèce de talion ; le membre qui avait péché en souffrait la peine. Mais il était fort difficile de décider ce qui était un blasphème. Il échappe, dans la colère ou dans la joie, ou dans la simple conversation, des expressions, qui ne sont à proprement parler que des explétives comme le *sola* ou le *vah* des Hébreux, le *pol* et l'*ordlepol* des Latins et comme le *per deos immortales* dont on se servait à tout propos, sans faire réellement un serment par les dieux immortels. Ces mots qu'on appelle jurements, blasphèmes, sont communément des termes vagues qu'on interprète arbitrairement. La loi qui les punit semble prise de celle des Juifs qui dit : tu ne prendras point le nom de Dieu en vain. Les plus habiles interprètes croient que cette loi défend le parjure ; et, ils ont d'autant plus raison que le mot *shave*, qu'on a traduit par « en vain », signifie proprement le parjure. Or, quel rapport le parjure peut-il avoir avec les mots qu'on adoucît par cadédis, sangbleu, ventrebleu, corbleu ? Les Juifs juraient par la vie de Dieu : *vivit Dominus*. C'était une formule ordinaire, il n'était défendu que de mentir au nom de Dieu qu'on attestait.

Philippe-Auguste, en 1181, avait condamné les nobles de son domaine qui prononceraient tête bleu, ventre bleu, corbleu, sangbleu, à payer une amende et les roturiers à être noyés. La première partie de cette ordonnance parut puérile ; la seconde était abominable. C'était outrager la nature que de noyer des citoyen

pour la même faute que des nobles expiaient pour deux ou trois sous de ce temps là. Aussi cette étrange loi resta sans exécution, comme tant d'autres, surtout quand le roi fut excommunié et son royaume mis en interdit par le pape Célestin III. Saint Louis, transporté de zèle, ordonna indifféremment qu'on percât la langue ou coupât la lèvre supérieure à quiconque aurait prononcé des termes indécents. L'ordonnance de Louis XIV de l'année 1666 statue : que ceux qui seront convaincus d'avoir juré et blasphémé le saint nom de Dieu, de sa très sainte Mère ou de ses saints, seront condamnés, pour la première fois, à une amende ; pour la seconde, la tierce et quatrième fois, à une amende double, triple et quadruple ; pour la cinquième fois, au carcan ; pour la sixième fois, au pilori, et auront la lèvre supérieure coupée ; et la septième fois, auront la langue coupée tout juste. Cette loi paraît juste et humaine, elle n'inflige une peine cruelle qu'après six rechutes qui ne sont pas présumables (1).

Il arrivait que les rois étaient plus papistes que le pape, comme sont de nos jours bien des royalistes plus royalistes que le roi. Un bourgeois de Paris, ayant eu la langue percée pour un juron, par l'ordre de saint Louis, s'en plaignit au pape Innocent IV ; ce pontife remontra fortement au roi que la peine était trop forte pour le délit. Le roi s'abstint désormais de cette sévérité.

Au rang des crimes de lèse-majesté divine, figuraient encore les crimes de magie et de sorcellerie. Voltaire

(1) *Prix de la justice et de l'humanité.*

s'étonne qu'après les ouvrages de Locke, Blackstone, Montesquieu, Beccaria, on parle encore de magie et cependant, les papiers publics nous ont appris que vers la fin de 1750, on avait brûlé à Vurtzbourg une fille de qualité, religieuse et sorcière. « Je n'ai nulle relation avec ce pays de Vurtzbourg. Je respecte trop l'évêque de ce diocèse pour croire qu'il ait souffert une barbarie si idiote. Mais en 1750, la moitié du parlement de Provence condamna au feu, comme sorcier, l'imbécile et indiscret jésuite Girard (1). » Il est à noter que les catholiques ne furent pas les seuls à poursuivre les sorciers. Les luthériens envoyèrent au bûcher ceux qui avaient commerce avec le mauvais esprit. L'Allemagne fut longtemps le théâtre de cruautés inouïes, car catholiques et protestants rivalisèrent de zèle dans la poursuite de la sorcellerie. A Genève, on éleva des bûchers aux magiciens à côté de celui de l'hérétique Servet.

Mais s'il y eut des jurisconsultes assez naïfs pour nous donner « le code du diable » dès que l'imprimerie fut inventée, il était des magistrats distingués comme le président Fabre, ami de saint François de Sales, qui regardaient comme des puérilités toutes ces histoires de sorciers et s'ils accueillaient ces accusations, c'était pour poursuivre les crimes qui se commettaient sous le nom du diable et atteindre les escrocs qui avaient abusé de la crédulité ignorante de leurs victimes. Voltaire du reste en convient. « On a dit, on imprime et on répète qu'en France, Louis XIV défendit

(1) *Prix de la justice et de l'humanité.*

que le parlement de Paris connut des accusations de magie et de sorcellerie ; cela n'est pas vrai, son édit de 1682 renouvelle les anciennes lois contre les devins, les devineresses..... coupables d'impiété, sortilèges, sous prétexte de magie, qui doivent être punis de mort. Il paraît que le rédacteur de la loi s'est mal expliqué. On n'entend point ce que c'est qu'un sortilège sous prétexte de magie ; c'est comme si l'on disait sortilège sous prétexte de sortilège. Le fait est, que le parlement de Paris, composé d'hommes instruits et judicieux, n'a point l'ancienne bêtise de croire aux sorciers, aux magiciens, mais il punit et punira toujours les scélérats imbéciles qui joignent aux empoisonnements des opérations qu'on appelle magiques ; ainsi il condamna en 1689 les fameux bergers de Brie qui avaient fait périr par leurs drogues plusieurs bestiaux de leurs voisins, ils avaient joint de l'arsenic à de l'eau bénite et à des conjurations, ils avaient dit des paroles, mais ces paroles et cette eau bénite n'avaient tué personne. Les uns furent pendus, les autres envoyés aux galères, non comme des magiciens qui donnaient la mort par leur science secrète mais comme des empoisonneurs. »

Montesquieu, par timidité sans doute, ne s'élève pas contre ces puérilités, il respecte cette croyance populaire, il recommande seulement d'être circonspect dans la poursuite de la magie et de l'hérésie, « l'accusation de ces deux crimes peut extrêmement choquer la liberté et être la source d'une infinité de tyrannies, si le législateur ne sait la borner, car comme elle ne porte pas directement sur les actions d'un citoyen mais plutôt sur

l'idée que l'on s'est faite de son caractère, elle devient dangereuse à proportion de l'ignorance du peuple (1) ». Ce conseil de prudence ne fut guère suivi, car « on a compté que depuis Grégoire le Grand, on a brûlé en Europe plus de cent mille sorciers ou possédés, soit exorcisés, soit non exorcisés ; plus les tribunaux condamnaient, plus il s'en reproduisait. Enfin on a cessé de brûler les sorciers et ils ont disparu de la terre (2) ». Cette constatation de Voltaire confirme ce qu'avait annoncé Mallebranche lorsque, dans sa *Recherche de la vérité* il avait écrit : « Partout où on brûle les sorciers, on en trouve une grande quantité, parce que, dans les lieux où on les condamne au feu, on croit véritablement qu'ils le sont et cette croyance se fortifie par les discours qu'on en tient. Qu'on cesse de les punir, qu'on les traite comme des fous et l'on verra qu'avec le temps ils ne seront plus sorciers, parce que ceux qui ne le sont que par imagination, qui sont certainement le plus grand nombre, reviendront de leurs erreurs (3). »

L'on est en effet revenu de toutes ces erreurs, mais, en songeant aux milliers de malheureux envoyés au bûcher pour avoir eu la faiblesse de se croire possédés, l'on ne peut s'empêcher d'avoir un serrement de cœur et de s'étonner douloureusement avec le poète que la meilleure des choses ait pu engendrer tant de maux

Tantum religio potuit suadere malorum

(1) *Esprit des lois*, liv. XVI, ch. 5.

(2) *Prix de la justice et de l'humanité*.

(3) Mallebranche, *Recherche de la vérité*, liv. II, 3^e partie, ch. 6.

Voltaire s'élève contre la prétention encore soutenue par les gens d'église, d'infliger non seulement des peines spirituelles, ce qui est leur droit, mais des peines publiques comme la dégradation, l'interdit : « l'Eglise peut-elle bannir de son sein ceux qui la déshonorent ou la troublent ? Grande question sur laquelle les canonistes n'ont point hésité de prendre l'affirmative. Observons d'abord que les ecclésiastiques ne sont pas l'Eglise. L'Eglise assemblée, dans laquelle sont les magistrats souverains, pourrait sans doute de droit, exclure de ses conclusions un pécheur scandaleux, après des avertissements charitables, réitérés et suffisants. Cette exclusion ne peut dans ce cas même emporter aucune peine civile, aucun mal corporel, ni la privation d'aucun avantage terrestre. Mais ce que peut l'Eglise de droit, les ecclésiastiques qui sont dans l'Eglise ne le peuvent qu'autant que le souverain les y autorise et le leur permet. On voit donc évidemment que c'est au nom de toute l'Eglise que l'excommunication doit être prononcée contre les pécheurs publics, puisqu'il s'agit seulement de l'exclusion de ce corps : ainsi elle doit être prononcée par les ecclésiastiques sous l'autorité des magistrats et au nom de l'Eglise, pour les seuls cas dans lesquels on peut présumer que l'Eglise entière bien instruite la prononcerait, si elle pouvait avoir en corps cette discipline qui lui appartient (1). »

Après les crimes de lèse-majesté divine, venaient ceux

(1) *Dictionnaire*, mot : Droit canonique.

de lèse-majesté humaine dont l'un des plus caractéristiques était le crime de haute trahison. Nous avons vu que la loi considérait comme coupables de ce crime ceux qui ne le révélaient pas. Voltaire s'élève contre cette exigence de la loi. « Les lois d'Angleterre ne regardent pas comme coupables d'une conspiration ceux qui en sont instruits et ne la révèlent pas : elles ont supposé que le dilateur est aussi infâme que le conspirateur est coupable. En France, ceux qui savent une conspiration et ne la révèlent pas sont punis de mort. Louis XI, contre lequel on conspirait souvent porta cette loi terrible, un Louis XII, un Henri IV, ne l'eût jamais imaginée. Cette loi, non seulement force un homme de bien à être délateur d'un crime qu'il pourrait prévenir par de sages conseils et par sa fermeté, mais elle expose encore à être puni comme calomniateur, parce qu'il est très aisé que les conjurés prennent tellement leurs mesures qu'il ne puisse les convaincre. Ce fut précisément le cas du respectable François-Auguste de Thou, conseiller d'Etat (1). »

La loi avait appliqué aussi les peines dont elle frappait le crime de haute trahison à des fautes moins graves comme la concussion, le pécumat, la falsification du sceau royal, les considérant comme attentatoires au roi puisqu'ils lésaient ses intérêts. Cette rigueur excessive ne pouvait échapper à Voltaire : « On appelle haute trahison, dit-il, un attentat contre la patrie ou contre le souverain qui la représente, il est regardé comme un parricide :

(1) *Commentaire de Beccaria.*

donc on ne doit pas l'étendre jusqu'aux délits qui n'approchent pas du parricide : car si vous traitez de haute trahison un vol dans une maison de l'Etat, une concussion ou même des paroles séditieuses, vous diminuez l'horreur que le crime de haute trahison ou de lèse-majesté doit inspirer. Il ne faut pas qu'il y ait rien d'arbitraire dans l'idée qu'on se forme des grands crimes. Si vous mettez un vol fait à un père par son fils, une imprecation du fils contre son père, dans le rang des parricides, vous brisez les liens de l'amour filial, le fils ne regardera plus son père que comme un maître terrible. Tout ce qui est outré dans les lois tend à la destruction des lois... (1). »

« Le crime de la fausse monnaie est regardé comme haute trahison au second chef, et avec justice ; c'est trahir l'Etat que voler tous les particuliers de l'Etat. On demande si un négociant qui fait venir des lingots d'Amérique et les convertit chez lui en bonne monnaie, est coupable de haute trahison et s'il mérite la mort. Dans presque tous les royaumes on le condamne au dernier supplice ; il n'a pourtant volé personne : au contraire, il a fait le bien de l'Etat en lui procurant une plus grande circulation d'espèces, mais il s'est arrogé le droit du souverain, il le vole en s'attribuant le petit bénéfice que le roi fait sur les monnaies. Il a fabriqué de bonnes espèces, mais il expose ses imitateurs à la tentation d'en faire de mauvaises. C'est beaucoup que la mort (2). »

Nous savons que les peines contre le duel furent

(1) *Commentaire de Beccaria.*

(2) *Id.*

mises en vigueur à partir de Richelieu. Mais lorsque les lois vont comme les mœurs, elles sont souvent inefficaces. Les pénalités de l'ancienne législation et celles de notre Code n'ont pu faire disparaître le duel. L'on se bat sans raison comme l'on porte cravate sans besoin parce que c'est l'usage, et beaucoup de gens raisonnables se battent en duel pour faire comme tout le monde, la première sagesse étant de ne point se singulariser. Voltaire lui-même, l'homme de la Raison avait envoyé ses témoins au chevalier de Rohan. Mais l'arrogant seigneur qui lui avait fait administrer une série de coups de bâtons par ses gens ne lui fit point l'honneur de lui donner un coup d'épée. Voltaire, dans son *Prix de la justice et de l'humanité*, se borne à constater cette opposition entre la sévérité de la loi et l'indulgence du public pour le duel qui est peut-être bien un crime : « Ne parlerez-vous point du duel, qui chez nos nations modernes est honorable et pendable ? ne nous direz-vous point pourquoi les Scipion, les Metellus, les César et les Pompée n'allaient point sur le pré pousser de tierce et de quarte, et pourquoi c'est la gloire d'un sous-lieutenant basque ou gascon, qui, pour prix de sa vaillance, et en exhaussement de chevalerie est condamné à être pendu ? Ne remarquez-vous pas que toute société s'empresse à chasser un coquin, de qualité ou non, qui est surpris trompant au jeu, ne s'agirait-il que de quelques pistoles, tandis que toute société se fait un devoir de protéger, de sauver, d'aider tous les coupables des deux crimes les plus funestes au genre humain, le duel et l'adultère ? On se pique de protéger ces deux délits, dont l'un dé-

truit les défenseurs de l'Etat, et l'autre donne à tant de pères de famille, à tant de princes, des héritiers qui ne sont pas leurs enfants ! Ne trouvez-vous pas les barbares turcs beaucoup plus sages que nos barbares polis occidentaux ? Les Turcs ne connaissent ni la vaine gloire du duel, ni la galanterie de l'adultère. Ne conviendrez-vous pas d'ailleurs qu'il est des délits qu'il faut toujours tâcher d'ignorer ? »

Voltaire ne parle de l'homicide que pour s'élever contre la peine de mort qui est une application de la loi du talion contre le meurtrier, mais il s'étend sur le suicide et l'infanticide. « Après avoir parlé de ceux qui tuent leur prochain, disons un mot de ceux qui se tuent eux-mêmes. Ils s'embarrassent peu, quand ils sont morts, que la loi ordonne en Angleterre de les traîner dans les rues avec un bâton passé au travers du corps, ou que, dans d'autres Etats, les bons juges criminalistes les fassent pendre par les pieds et confisquent leurs biens ; mais leurs héritiers prennent la chose à cœur. Ne vous semble-t-il pas cruel et injuste de dépouiller un enfant de l'héritage de son père, uniquement parce qu'il est orphelin ? Ces anciennes coutumes, aujourd'hui négligées, mais qui ne sont pas légalement abolies, étaient autrefois des lois sacrées ; car l'Eglise partageait avec le seigneur féodal, soit roi, soit baron, l'argent comptant, la terre et les meubles de l'homme qui s'était dégoûté de la vie, on le regardait comme un esclave qui s'était enfui de son maître et on prenait son pécule...

Tout ce qu'on a dit pour détourner de cette action, représentée tantôt comme courageuse, tantôt comme lâche, se réduit à ceci : vous appartenez à la République ; il ne vous est pas permis de quitter votre poste sans son ordre. Tout ce qu'on a dit pour la justifier consiste dans ceci : la République se passera très bien de moi après ma mort, comme elle s'en est passée avant ma naissance, je suis mécontent de ma maison, j'en sors, au hasard de n'en pas trouver une meilleure. Mais vous, quelle est votre folie de me pendre par les pieds quand je ne suis plus ? quel est votre brigandage de voler mes enfants (1) ? » Pour justifier le suicide, Voltaire s'appuie sur ce passage du livre sur le suicide de Duverger de Hauranne, abbé de Saint-Cyran : « Le Décalogue ordonne de ne point tuer. L'homicide de soi-même ne semble pas moins compris dans ce précepte que le meurtre du prochain. Or, il est des cas où il est permis de tuer son prochain, il est aussi des cas où il est permis de se tuer soi-même ; on ne doit attenter sur sa vie qu'après avoir consulté la raison (2). » Ni la Bible, ni la loi romaine ne condamnèrent le suicide. « C'est un lieu commun épuisé, dit Voltaire dans son *Commentaire*, je ne prétends point ici faire l'apologie d'une action que les lois condamnent, mais ni l'Ancien Testament ni le nouveau n'ont jamais défendu à l'homme de sortir de la vie quand il ne peut plus la supporter. Aucune loi romaine n'a condamné le meurtrier de soi-même, au contraire, voici la loi de l'empereur Marc Antonin qui

(1) *Traité de la justice et de l'humanité.*

(2) *Commentaire.*

ne fut jamais révoquée : « Si votre père ou votre frère n'étant prévenu d'aucun crime se tue, ou pour se soustraire aux douleurs, ou par ennui de la vie, ou par désespoir, ou par démence, que son testament soit valable, ou que ses héritiers, succèdent *ab intestat*. » Malgré cette loi humaine de nos maîtres, nous traînons encore sur la claie, nous traversons d'un pieu le cadavre d'un homme qui est mort volontairement ; nous rendons sa mémoire infâme ; nous déshonorons sa famille autant qu'il est en nous ; nous punissons le fils d'avoir perdu son père et la veuve d'être privée de son mari, on confisque même le bien du mort, ce qui est en effet ravir le patrimoine des vivants auxquels il appartient. Cette coutume, comme plusieurs autres, est dérivée de notre droit canon, qui prive de la sépulture ceux qui meurent d'une mort volontaire. On conclut de là qu'on ne peut hériter d'un homme qui est censé n'avoir point d'héritage au ciel. Le droit canon, au titre de *pœnitentia*, assure que Judas commit un plus grand péché en s'étranglant qu'en vendant Notre-Seigneur Jésus-Christ. »

Le suicide est un moindre crime que la trahison, c'est néanmoins une grande faiblesse et une grande faute quoiqu'en dise Voltaire : nous n'avons point le droit de nous arracher la vie qui ne nous appartient pas, mais cette lâcheté ne ressort point des tribunaux des hommes, mais de celui de Dieu. Le suicide, peut être, dans certains cas, une faute contre la morale ; mais il ne peut jamais devenir un délit, il n'offense directement ni les droits d'un autre homme, ni ceux de la société. La peine infligée pour le suicide, du reste, ne prévient pas tou-

jours le crime et ne peut jamais le réparer ; elle devenait elle-même criminelle en volant aux enfants du suicidé les biens de leur malheureux père. Quant à cette honte attachée à la mémoire du suicidé dont on faisait le procès, elle exerçait une crainte salutaire qui retenait souvent ; ainsi que les maîtres qui font tant rougir leurs enfants par la seule menace de les coiffer du bonnet d'âne, qui les maintiennent dans l'ordre par la vaine crainte de mille petites punitions dont ils grossissent la honte, l'Église, meilleure législatrice qu'on ne le croit, avait accentué cette honte, l'avait soulignée par une peine publique pour faire une impression plus profonde sur des populations grossières et primitives. On a pensé, depuis, que les peuples et les hommes, plus mûris par la civilisation, n'avaient plus besoin pour être maintenus dans le devoir, de tout cet appareil de châtimens exemplaires destinés à des enfants ; mais, ceux qui se soustraient aux luttes de la vie, agissent-ils comme des hommes ?

Quant à l'infanticide, il était évidemment coupable, et Voltaire n'a point tenté de l'excuser. « Si j'ai trop excusé ceux qui se tuent, je tremble d'excuser trop de mères qui exposent leurs enfants, et surtout des filles victimes malheureuses de l'amour ou plutôt de la honte. » La seule rigueur de notre ancienne législation à signaler était cette présomption irréfutable d'infanticide toutes les fois qu'une fille ayant caché sa grossesse accouchait d'un enfant mort ; la Caroline, plus clémente et en cela plus juste, permettait à la mère de prouver qu'elle n'avait pas tué son enfant. On a vanté et mis en

vigueur le célèbre édit du roi de France Henri II, qui ordonne qu'on punisse de mort toute femme ou fille, qui, ayant caché sa grossesse, accouche d'un enfant trouvé mort sans avoir été baptisé. Le code de Charles-Quint, connu sous le titre de la Caroline, veut qu'on ne condamne la mère au supplice qu'en cas que l'enfant soit venu au monde en vie. La loi devait être plus préoccupée de prévenir le crime que de le venger : « La contradiction qui règne entre ces lois ne fait-elle pas soupçonner qu'elles ne sont pas bonnes et qu'il eût mieux valu doter les hôpitaux, où l'on eût secouru toute personne du sexe qui se fût présentée pour accoucher secrètement ? par là on aurait à la fois sauvé l'honneur des mères et la vie des enfants. Trop souvent un prince ne manque point d'argent pour faire une guerre injuste, qui dévaste et qui ensanglante une moitié de l'Europe ; mais il en manque pour les établissements les plus nécessaires, qui consoleraient le genre humain. »

La législation pénale du XVIII^e siècle punissait de mort les crimes contre la chair, l'adultère, l'inceste, la sodomie, la luxure, comme des manquements à la loi de Dieu. Nous ne ferons que glisser sur toutes ces questions, à l'exemple de Voltaire qui s'est contenté d'en plaisanter, toutes ces fautes, n'étant à ses yeux que de honteuses ou d'aimables faiblesses. Certes, on ne lui demandait pas ces faciles indignations qui flétrissent avec tant d'énergie les turpitudes et les hontes de notre misérable nature, mais il aurait pu dégager ces crimes

de la culpabilité théologico-morale dont elles étaient revêtues aux yeux des jurisconsultes d'alors pour ne mettre en relief que la culpabilité délictuelle civile résultant des violences et des désordres sociaux qui sont l'accompagnement habituel de toutes ces fautes.

Pour l'adultère, il se borne à constater l'indulgence du public pour ce crime qu'on ne peut guère poursuivre devant les tribunaux. « L'adultère est un crime chez tous les peuples de la terre ; l'adultère des femmes, s'entend, attendu que les hommes ont fait les lois. Ils se sont regardés comme les propriétaires de leurs épouses , elles sont leur bien ; l'adultère les leur vole, il introduit dans les familles des héritiers étrangers. Aujourd'hui, les mœurs adoucies ne punissent plus avec cette rigueur ce crime que tout le monde est tenté de commettre, que tout le monde favorise quand il est commis, qu'il est si difficile de prouver et dont on ne peut guère se plaindre en justice sans se couvrir de ridicule. La société a fait une convention secrète de ne point poursuivre des délits dont elle s'est accoutumée à rire (1). » Voltaire ne trouve qu'une solution et une satisfaction possibles ; le divorce. Mais le remède est pire que le mal. Il ne songe pas un instant à fonder la culpabilité de l'adultère sur la violation du serment de fidélité et sur le désordre destructeur que ce crime introduit dans la famille. Il termine en demandant aux hommes le même pardon que Dieu accorde à la femme adultère. N'ayant qu'à relever les idées de Voltaire, nous n'insisterons pas davantage

1) *Prix de la justice et de l'humanité.*

sur cette question, mais on reste déconcerté que Voltaire et bien d'autres n'étudient pas autrement ce difficile problème, qu'il n'y ait aucun moyen d'obtenir réparation des tribunaux ou de l'opinion publique et que la morale de cet enseignement aboutisse à rester cocu, battu et surtout content, si l'on ne veut se couvrir de plus de ridicule. C'est la philosophie du « mieux vaut en rire », mais tous ne s'en accommodent pas et beaucoup se font eux-mêmes justice. Par principe on ne peut approuver ceux qui se font leur propre justicier, peut-on d'avantage les blâmer ?

La question du viol est encore plus succinctement traitée : « Il en est du viol comme de l'impuissance, il est certains cas dont les tribunaux ne doivent jamais connaître... La France est le seul pays où l'on ait admis le congrès, les juges en ont enfin rougi (1). » Le viol est un véritable crime, même indépendamment de toutes les idées d'honneur, de vertu, attachées à la chasteté. C'est une violation de la propriété que chacun doit avoir de sa personne, c'est un outrage fait à la faiblesse par la force. Il doit être puni comme les autres attentats à la sûreté personnelle, qui sont distincts du meurtre ».

Voltaire s'élève contre la jurisprudence qui avait pris sur elle d'infliger des punitions que n'avait point portées la loi. Parlant de l'inceste, qui n'est pour lui « qu'une loi de bienséance », il dit dans le *Prix de la justice et de l'humanité* : « La France n'a point de loi expresse contre ces espèces de délits. mais quelques tribunaux les

(1) *Prix de la justice et de l'humanité*.

ont quelquefois punis de mort de leur propre autorité : sur quoi on peut observer la supériorité de la jurisprudence anglaise, elle punirait tout juge qui aurait infligé une peine que la loi n'aurait pas décernée. » Mais la loi ne pouvait avoir prévu le châtiment puisqu'elle n'avait pas prévu le crime.

Il en était de même de la sodomie : « Il n'y eut point de loi en France pour sa recherche et pour son châtiment. On s'imagina en trouver une dans les *Établissements de Saint-Louis* : « Se aucuns est soupçonueux de bulgarie, la justice laie le droit prendre et envoyer à l'evesque et se il en estoit prouvés l'en le doit ardoir et tint li mueble sont au baron. » Le mot bulgarie qui ne signifie qu'hérésie, fut pris pour le péché contre nature, et, c'est sur ce texte qu'on s'est fondé pour brûler vifs le peu de malheureux convaincus de cette ordure » (1). La sodomie, lorsqu'il n'y a point de violence ni de scandale, ne peut être du ressort des lois criminelles. Elle ne viole le droit d'aucun autre homme. C'est un vice dont la véritable peine est le mépris.

Pour le rapt, si sévèrement puni par la Caroline et nos ordonnances, Voltaire demande que l'on imite « la loi anglaise (qui) n'ordonne la mort qu'en cas que la fille se plaigne d'avoir été ravie », peut-être serait-il bon d'ajouter qu'on aurait dû prouver que l'on avait employé contre elle la violence ou la menace. La vie d'un homme ne doit point dépendre du dégoût et des caprices d'une fille qui s'est fait enlever.

(1) *Prix de la justice et de l'humanité.*

En résumé, Voltaire eût pu, par une analyse délicate, décomposer la double culpabilité qui s'attache à ces crimes : le péché et le délit civil et, rendant à Dieu ce qui est à Dieu, à César ce qui est à César, il eut remis le criminel entre les mains de la justice, le pécheur entre les mains de Dieu.

Il y a enfin un dernier crime dont s'est occupé Voltaire, c'est le vol. En maint endroit, il s'est élevé contre la sévérité des lois qui condamnaient tout voleur à la mort : « On y pend (dans les grands États) les petits larrons comme on sait ; le vol domestique est puni et non empêché par la potence. On a vu pendre dans une ville très riche (à Lyon) il n'y a pas longtemps, une fille de dix-huit ans d'une rare beauté. Quel était son crime ? Elle avait pris dix-huit serviettes à une cabaretière, sa maîtresse, qui ne lui payait point ses gages. En Angleterre, on n'a point abrogé la loi qui punit de mort tout larcin au-dessus de douze sous, cela n'est pas cher. Ailleurs le larcin du moindre meuble dans une maison royale mène à la corde ; et il y en a des exemples. Est-ce pour réparer le tort fait au roi ? Il est certainement l'homme du royaume qu'on appauvrit le moins en le volant. Est-ce parce qu'on regarde le délinquant comme un fils qui a volé son père ? Un père pardonnerait. Est-ce parce que l'esclave a volé son maître ? Je n'ai plus qu'à me taire, j'aurais trop à dire. « La postérité croirait-elle, qu'en Angleterre, où les derniers siècles ont vu naître tant de lois favorables au peuple, on ait pu ce-

pendant porter peine de mort pour la contrebande d'une peau de mouton ? Croira-t-on, qu'en 1624, le roi d'Espagne Philippe IV, ait par un édit, condamné à la potence quiconque fait passer une livre d'or, ou d'argent, ou de cuivre, hors de son royaume ? et c'est le maître des mines du Mexique et du Pérou qui a fait cette loi !

Dans presque tous les pays catholiques, qu'on vole un calice, un ciboire, ce qu'on appelle un soleil, la peine ordinaire est d'être brûlé nous disent les *Institutes au droit criminel de France*, page 415 (1) ». La loi n'admet pas de circonstances atténuantes. « On n'examine pas si, dans un temps de famine, un père de famille aura dérobé ces ornements pour nourrir sa famille mourante, si le coupable a voulu outrager Dieu, si on peut l'outrager, si un ciboire lui est nécessaire, si le voleur a su ce que c'est qu'un ciboire, si ce ciboire d'argent doré n'était pas abandonné par négligence, ce qui diminuerait le délit. Le sacristain qui a fait cette loi, a-t-il bien songé qu'un homme brûlé vif ne peut plus se repentir et réparer ses fautes. » Ainsi que Voltaire l'a fait remarquer souvent, cette rigueur même de la peine amenait l'impunité. « Dans les pays où un vol domestique est puni par la mort, ce châtement disproportionné n'est-il pas très dangereux à la société ? N'est-il pas une invitation même au larcin ? Car s'il arrive qu'un maître livre son serviteur à la justice pour un vol léger, et, qu'on ôte la vie à ce malheureux, tout le voisinage a ce maître en horreur ; on sent alors que la nature est en contra-

(1) *Prix de la justice et de l'humanité.*

diction avec la loi, et que par conséquent la loi ne vaut rien. Qu'arrive-t-il donc ? Les maîtres volés, ne voulant pas se couvrir d'opprobre, se contentent de chasser leurs domestiques, qui vont voler ailleurs et qui s'accoutument au brigandage ; la peine de mort étant la même pour un petit larcin que pour un vol considérable, il est évident qu'ils chercheront à voler beaucoup, ils pourront même devenir assassins quand ils croiront que c'est un moyen pour ne pas être découverts. Mais si la peine est proportionnée au délit, si le voleur domestique est condamné à travailler aux ouvrages publics, alors le maître le dénoncera sans scrupule ; il n'y aura plus de honte attachée à la dénonciation ; le vol sera moins fréquent. Tout prouve cette grande vérité : qu'une loi rigoureuse produit quelquefois les crimes (1). »

La sévérité de ces peines s'expliquait dans ces temps troublés où le pillage était à l'ordre du jour et nous savons que l'opinion était favorable à cette partie de la législation. Les gens du Tiers et particulièrement les gens de loi ne croyaient à l'efficacité de la répression que quand elle était terrible. La crainte qu'inspirait l'ordonnance de 1670 était selon eux la preuve de ce qu'elle valait. Nos lois se sont montrées plus clémentes, et, la jurisprudence, plus indulgente encore que la loi, admet des circonstances tellement atténuantes qu'elles absolvent la faute, puisqu'un jugement récent que nous approuvons du reste, rendu par le tribunal de Château-Thierry il y a deux ans, a renvoyé absoute une femme accusée d'avoir volé du pain.

(1) *Commentaire.*

Des peines.

Mais s'il y avait une classification des crimes il n'y en avait aucune des peines.

Le droit pénal n'existait pas en France avant 1790. Aucun de nos rois n'avait songé à nous doter d'un code analogue à la Caroline en vigueur en Allemagne, toutes les peines étaient laissées à l'arbitraire du juge *arbitrio officio judicis*, le roi, de qui émanait toute justice, avait pour ainsi dire délégué à ses magistrats une partie de sa toute puissance arbitraire en matière de justice. « Presque toutes les peines, disait Jousse, sont arbitraires dans ce royaume (1) ». A défaut de code il y avait plusieurs ordonnances rendues par tous nos rois et uniformément appliquées qui donnèrent naissance à une jurisprudence qui s'étendit à tout le royaume.

Le premier essai de codification de la pénalité était dans cet article de l'ordonnance de 1670 ainsi conçu : après la peine de la mort naturelle, la plus rigoureuse est celle de la question avec réserve des preuves en leur entier, des galères perpétuelles, du bannissement perpétuel, de la question sans réserve des preuves, des galères à temps, du fouet, de l'amende honorable et du bannissement à temps (art. 13)

La jurisprudence distinguait les peines capitales et les peines afflictives ou corporelles. Quelles étaient les peines capitales ? Au premier rang était la peine de

(1) Jousse, *Instruction criminelle*, ch. 1, tit. 1, p. 4.

mort, elle se donnait par le feu, la roue, l'écartèlement, la potence et enfin par la décapitation réservée aux gentilshommes ; venait ensuite la peine des galères à perpétuité qui était changée en détention perpétuelle dans une maison de force pour les femmes. Lorsque le condamné avait une infirmité naturelle (1) sa peine était commuée en celle du bannissement perpétuel. Le bannissement était l'expulsion hors d'un territoire : on distinguait le bannissement hors du ressort du parlement et le bannissement en dehors du royaume, le bannissement temporaire et le bannissement perpétuel. On considérait encore comme peine capitale le flétrissement de la mémoire d'un condamné dont on faisait le procès après la mort.

Toutes les peines capitales entraînaient la mort civile et la confiscation. « La mort civile rompt tous les liens entre celui qui l'a encourue et la société, l'homme en cet état de mort fictive a cessé d'être citoyen, il ne peut même être considéré comme un étranger puisqu'il n'appartient à aucune nation. Il n'existe donc plus que comme homme et par une sorte de commisération indépendante des lois (2). » La mort civile enlevait au condamné les droits civils mais non le droit des gens. La mort civile ne faisait commencer ses effets que du jour de l'exécution du jugement. La confiscation consistait dans le retour des biens du criminel au justicier. Malgré

(1) Si le condamné pour se soustraire au service très dur des galères se mutilait un membre, il était condamné à mort (ordonnance de 1677).

(2) Opinion des jurisconsultes du XVIII^e siècle, tirée de l'*Histoire du droit criminel* de du Boys, t. VI, p. 46.

la maxime de la coutume de Paris qui semble être générale « qui confisque le corps confisque aussi les biens » la confiscation n'était appliquée qu'au crime de lèse-majesté dans presque toutes les provinces de droit écrit. A côté de la confiscation, se développèrent les amendes pour les crimes non susceptibles de la peine de mort ; la jurisprudence tendit à généraliser partout l'application des amendes dont le maximum fut fixé au quart des biens du condamné. En Languedoc et en Provence distraction d'un tiers de la confiscation était faite au profit de la veuve et des enfants de la victime.

Les peines afflictives et corporelles comprenaient les mutilations de la main, de la langue, des lèvres, des oreilles, par le fer ou par le feu qui étaient appliquées quelquefois comme peines principales, plus souvent comme peines accessoires. Étaient encore considérées comme peines afflictives et corporelles la marque au fer chaud sur les épaules qui permettait à la justice de reconnaître les criminels, la fustigation, le carcan, le pilori. Les peines afflictives non corporelles étaient : les galères à temps, la réclusion à temps, l'exil, la dégradation de la noblesse et l'amende honorable qui était prononcée, ou à huis clos en chambre du conseil ou en audience solennelle.

Jousse avait fait encore une catégorie à part pour les peines infamantes qui étaient : le couronnement avec mitre de paille ou de carton, le blâme public, la perte de tous emplois ou de tous privilèges, le brûlement des écrits et l'amende.

Quelques criminalistes comptaient la réparation civile au nombre des peines infamantes.

Quant à l'emprisonnement, qui, au début, n'était considéré que comme une précaution préventive, *custodia reorum*, il fut regardé comme une peine lorsqu'il devint perpétuel, lorsqu'il fut substitué par commutation à la peine de mort et enfin lorsqu'il était infligé pour fait de duel ou qu'il était prononcé par l'autorité ecclésiastique.

Nous avons dit que les peines furent arbitraires en France pendant tout l'ancien régime, tous les criminalistes depuis Imbert jusqu'à Jousse s'accordent sur ce principe. La loi n'était pas absolument muette, elle avait établi des peines et avait décidé que le juge ne pourrait pas en inventer de nouvelles, mais elle avait abandonné l'application de ces peines à l'arbitraire du magistrat.

D'après Montesquieu, cette disposition était conforme à l'esprit d'une monarchie où les juges obéissent à la loi dans ses dispositions impératives et en cherchent l'esprit lorsqu'elle ne s'est pas nettement expliquée. « Dans les États despotiques, disait l'auteur de l'*Esprit des lois*, il n'y a point de lois : le juge est lui-même sa règle ; dans les États monarchiques il y a une loi, et, là où elle est précise, le juge la suit ; là où elle ne l'est pas, il en cherche l'esprit ; dans le gouvernement républicain il est de la nature de la constitution que les juges suivent la lettre de la loi ; il n'y a point de citoyens contre qui on puisse interpréter une loi quand il s'agit de ses biens, de son honneur ou de sa vie. »

Je ne sais pas jusqu'à quel point est vraie cette remarque de Montesquieu, je ne pense pas que cet arbitraire ait été voulu du législateur, je crois plutôt que cette précision de la loi s'accroît avec les progrès d'une législation qui va en se perfectionnant de siècle en siècle, et, qu'une fois signalés par les jurisconsultes ou les praticiens, les défauts et les vices de tous les codes sont corrigés ou supprimés aussi bien par les gouvernements républicains ou despotiques que par les monarchiques.

Toujours est-il que cette imperfection de notre législation fut signalée par Voltaire dans ses *Idées républicaines* : « un tribunal, dit-il, doit avoir des lois fixes pour le criminel comme pour le civil ; rien ne doit être arbitraire et encore moins quand il s'agit de l'honneur et de la vie que lorsqu'on ne plaide que pour de l'argent. Un code criminel est absolument nécessaire pour les citoyens et pour les magistrats, les citoyens alors n'auront jamais à se plaindre des jugements et les magistrats n'auront point à craindre la haine, car ce ne sera pas leur volonté qui condamnera, ce sera la loi ; il faut une puissance pour juger par cette loi seule et une autre puissance pour faire grâce. A l'étranger, il n'en est point ainsi, à Londres nulle peine n'est arbitraire (1). »

Mais comme toute chose en ce monde a son bon et son mauvais côté, cet arbitraire a le grand avantage de permettre au juge d'exercer une juste clémence. « Les peines sont toujours presque arbitraires ; c'est un grand défaut dans la jurisprudence. Mais aussi ce défaut ou-

(1) *Dictionnaire philosophique*, mot : Criminel.

vre une porte à la clémence, à la compassion, et cette compassion est d'une justice étroite : car il serait horrible de punir un emportement de jeunesse comme on punit des empoisonneurs et des parricides. Une sentence de mort pour un délit qui ne mérite qu'une correction n'est qu'un assassinat commis avec le glaive de la justice (1). » Voltaire exprime encore cette même idée dans son *Commentaire du livre de Beccaria*. On a longtemps agité cette question délicate et funeste, s'il est permis aux juges de punir de mort quand la loi ne prononce pas expressément le dernier supplice. Cette difficulté fut solennellement débattue devant l'empereur Henri VI, il jugea et décida qu'aucun juge ne peut avoir ce droit. Il y a des affaires criminelles ou si imprévues ou si compliquées, accompagnées de circonstances si bizarres que la loi elle-même a été forcée dans plus d'un pays d'abandonner ces cas singuliers à la prudence des juges. Mais s'il se trouve en effet une cause dans laquelle la loi permette de faire mourir un accusé qu'elle n'a pas condamné, il se trouvera mille causes dans lesquelles l'humanité plus forte que la loi, doit épargner la vie de ceux que la loi elle-même a voués à la mort. L'épée de la justice est entre nos mains, mais nous devons plus souvent l'émousser que de la rendre plus tranchante ; on la porte dans son fourreau devant les rois, c'est pour nous avertir de la tirer rarement. On a vu des juges qui aimaient à faire couler le sang, tel que Jeffreys en Angleterre, tel était en France un homme à qui l'on donna le

(1) Volume, mot : Blasphème.

surnom de coupe-tête ; de tels hommes n'étaient pas nés pour la magistrature, la nature les fit pour être bourreaux.

Puisque nous venons de parler de la peine de mort, voyons ce qu'en pensait Voltaire : « Après avoir lu et commenté Beccaria dont les idées humanitaires avaient tant de conformité avec les siennes, Voltaire ne pouvait pas ne pas être hostile à la peine de mort : C'est à vous, Messieurs, dit-il dans le *Prix de la justice et de l'humanité*, d'examiner dans quel cas il est équitable d'arracher la vie de votre semblable à qui Dieu l'a donnée, mais voilà des citoyens qui vous crient : un brutal m'a crevé un œil, un barbare a tué mon frère ; vengez-nous ; donnez-moi un œil de l'agresseur qui m'a éborgné ; donnez-moi tout le sang du meurtrier par qui mon frère a été égorgé ; exécutez l'ancienne, l'universelle loi du talion. Ne pouvez-vous pas leur répondre : quand celui qui vous a fait borgne aura un œil de moins en aurez-vous un de plus ? quand j'aurai fait mourir dans les tourments celui qui a tué votre frère, ce frère sera-t-il ressuscité ? attendez quelques jours, alors votre juste douleur aura perdu de sa violence ; vous ne serez pas fâché de voir de l'œil qui vous reste une grosse somme d'argent que je vous ferai donner par le mutilateur, elle vous fera passer doucement votre vie, et, de plus il sera votre esclave pendant quelques années, pourvu que vous lui laissiez ses deux yeux pour vous servir mieux pendant ce temps-là ; à l'égard de l'assas-

sin de votre frère, il sera votre esclave tant qu'il vivra, je le rendrai toujours utile à vous, au public et à lui-même. — C'est ainsi qu'on en use en Russie depuis quarante années ; on force les criminels qui ont outragé la patrie à servir toujours la patrie, leur supplice est une leçon continuelle et c'est depuis ce temps-là que cette vaste partie du monde n'est plus barbare. »

Sur ce point, Voltaire était en opposition d'idées avec Montesquieu. L'auteur de l'*Esprit des lois* pensait avec raison qu'il est conforme à la justice que celui qui a voulu ôter la vie à ses concitoyens en soit privé. « C'est une espèce de talion, disait-il, qui fait que la société refuse la sûreté à un citoyen qui en a privé ou voulu en priver un autre. Cette peine est tirée de la nature de la chose, puisée dans la raison et dans la source du bien et du mal ; un citoyen mérite la mort lorsqu'il a violé la sûreté au point qu'il a ôté la vie ou qu'il a entrepris de l'ôter. Cette peine de mort est comme un remède de la société malade. Lorsqu'on viole la sûreté à l'égard des biens, il peut y avoir des raisons pour que la peine soit capitale, mais il vaudrait peut-être mieux et il serait plus de la nature que la peine des crimes contre la sûreté des biens fût punie par la perte des biens, et cela devrait être ainsi si les fortunes étaient communes ou égales, mais comme ce sont ceux qui n'ont point de biens qui attaquent plus volontiers celui des autres, il a fallu que la peine corporelle suppléât à la pécuniaire (1). »

Voltaire invoque l'autorité de la loi romaine et l'exem-

(1) *Esprit des lois*, liv. XII, ch. 4.

ple des nations voisines où les cas d'application de la peine de mort avaient été très restreints... Depuis l'avènement d'Elisabeth, on n'a puni de mort en Russie qu'un très petit nombre de personnes dont on a jugé que la vie pouvait être dangereuse, l'empereur vient d'abolir la peine de mort dans tous ses États ; dans ceux du roi de Prusse, l'assassinat est le seul crime capital, du moins parmi les délits civils... On ne condamnait un citoyen romain à mort que pour des crimes qui intéressaient le salut de l'État ; nos maîtres, nos premiers législateurs ont respecté le sang de leurs compatriotes, nous prodiguons celui des nôtres (1).

Voltaire, rappelant dans son *Prix de la justice et de l'humanité* le système des *Compositions* en usage sous les Mérovingiens et les Carlovingiens semble le regretter. « A Dieu ne plaise que je fasse l'éloge des mœurs atroces qui régnèrent en Europe dans la décadence de l'empire romain et au temps de Charlemagne ! quiconque avait quatre cents écus dont il ne savait que faire pouvait tuer à son choix un antrusion ou un évêque ; chaque assassinat avait son prix fait. En Pologne, jusqu'à ces derniers temps, tout pauvre gentillâtre *elector regum et destructor tyrannorum* pouvait assassiner noblement un cultivateur, un serf de glèbe pour environ trente francs de notre monnaie ; la vie de ces hommes, nos plus chers semblables, n'était pas plus chère dans l'ancien gouvernement féodal. Je ne propose pas, sans doute, l'encouragement du meurtre, mais le moyen

(1) *Commentaire du livre de Beccaria.*

de le punir sans un meurtre nouveau ; le moyen de venger la famille est de pardonner ; en Turquie, lorsqu'un meurtrier est condamné à perdre la vie, il est libre à l'héritier du mort de lui faire grâce (1). »

Voltaire ne pense pas que l'on puisse supprimer complètement la peine de mort, mais toutes les fois qu'on le peut, on doit la remplacer par les travaux à perpétuité. « Voyez s'il est nécessaire de le tuer, quand on peut le punir autrement et s'il faut gager un de vos compatriotes pour massacrer habilement votre compatriote, excepté dans un seul cas ; c'est celui où il n'y aurait pas d'autre moyen de sauver la vie du plus grand nombre, c'est le cas où l'on tue un chien enragé. Dans toute autre circonstance, condamnez le criminel à vivre pour être utile, qu'il travaille continuellement pour son pays parce qu'il a nui à son pays, il faut réparer le dommage, la mort ne répare rien. On vous dira peut-être : M. Beccaria se trompe ; la préférence qu'il donne à des travaux pénibles et utiles qui dureront toute la vie n'est fondée que sur l'opinion que cette longue et ignominieuse peine est plus terrible que la mort, qui ne se fait sentir qu'un moment ; on vous soutiendra que s'il a raison, c'est lui qui est le cruel et que le juge qui condamne à la potence, à la roue, aux flammes, est l'homme indulgent.

Vous répondrez, sans doute, qu'il ne s'agit pas ici de discuter quelle est la punition la plus douce, mais la plus utile. Le grand objet, comme nous l'avons dit, est de servir le public ; et, sans doute, un homme dévoué pour

(1) *Prix de la justice et de l'humanité.*

tous les jours de sa vie à préserver une contrée d'inondation par des digues ou à dessécher des marais empestés, rend plus de services à l'Etat qu'un squelette branlant à un poteau par une chaîne de fer ou plié en morceaux sur une roue de charrette (1).

La peine de mort enlève à l'Etat des sujets qui pourraient lui rendre service, « hommes sages répandus sur la terre, criez de toutes vos forces avec le sage Beccaria : que si on casse la tête d'un jeune homme de vingt ans qui aura passé six mois auprès de sa mère ou de sa maîtresse au lieu de rejoindre le régiment, il ne pourra plus servir sa patrie ;... que si vous pendez dans la place des Terreaux (2) cette jeune servante qui a volé deux serviettes à sa maîtresse, elle aurait pu donner à votre ville douze enfants que vous étouffez (3) »... Je fus effrayé un jour en voyant la liste des déserteurs depuis huit années seulement, on en comptait soixante mille ; c'était soixante mille compatriotes auxquels il fallait casser la tête au son du tambour et avec lesquels on aurait conquis une province s'ils avaient été bien nourris et bien conduits... Je demanderai encore à ces dragons subalternes, si dans leur pays, il n'y a pas de grandes routes et des chemins de traverse à construire, des terrains incultes à défricher et si les pendus et les arquebusés peuvent leur rendre ce service... Je ne leur parlerai pas d'humanité, mais d'utilité, malheureusement, ils n'entendent quelquefois ni l'une ni l'autre, et, quand M. Beccaria fut

(1) *Prix de la justice et de l'humanité.*

(2) Antoinette Toutan, exécutée à Lyon en 1772.

(3) *Dictionnaire philosophique*, mot : Supplice.

applaudi de l'Europe pour avoir démontré que les peines doivent être proportionnées aux délits, il se trouva bien vite chez les Iroquois un avocat gagné par un prêtre qui soutint que torturer, pendre, brûler dans tous les cas, est toujours le meilleur.

La peine des travaux forcés du reste est plus intimidante que la peine de mort. « Il faut effrayer le crime, oui, sans doute, mais le travail forcé et la honte durable l'intimident plus que la potence. Il y a quelques mois, qu'à Londres, un malfaiteur fut condamné à être transporté en Amérique pour y travailler aux sucreries avec les nègres ; tous les criminels en Angleterre comme en bien d'autres pays sont reçus à présenter requête au roi soit pour obtenir grâce entière, soit pour diminution de peine ; celui-ci présente requête pour être pendu ; il alléguait qu'il haïssait mortellement le travail et qu'il aimait mieux être étranglé que de faire du sucre toute sa vie (1). Rarement les voleurs sont-ils punis de mort en Angleterre, on les transporte dans les colonies ; il en est de même dans les vastes Etats de la Russie : on n'a exécuté aucun criminel sous l'empire de l'autocratrice Elisabeth. Catherine II, qui lui a succédé avec un génie très supérieur, suit la même maxime ; les crimes ne sont point multipliés par cette humanité et il arrive presque toujours que les coupables relégués en Sibérie y deviennent gens de bien. On remarque la même chose dans les colonies anglaises. Ce changement heureux nous étonne, mais rien n'est plus naturel ; ces condam-

(1) *L'homme aux quarante écus.*

nés sont forcés à un travail continuel pour vivre ; les occasions du vice leur manquent, ils se marient, ils peuplent. Forcez les hommes au travail, vous les rendrez honnêtes gens. On sait assez que ce n'est pas à la campagne que se commettent les grands crimes, excepté peut-être quand il y a trop de fêtes qui forcent l'homme à l'oisiveté et le conduisent à la débauche.

Les travaux forcés ont enfin une dernière supériorité sur la peine de mort : au lieu de nuire à l'Etat en le privant de ses sujets, ils augmentent la fortune publique en créant de nouvelles richesses. On a dit il y a longtemps qu'un homme pendu n'est bon à rien et que les supplices inventés pour le bien de la société doivent être utiles à cette société : il est évident que vingt voleurs vigoureux condamnés à travailler aux ouvrages publics toute leur vie servent l'Etat par leur supplice et que leur mort ne fait de bien qu'au bourreau que l'on paie pour tuer les hommes en public (1), que ceux qui ont fait tort aux hommes servent les hommes. Deux souveraines du plus vaste empire du monde ont donné successivement ce grand exemple. Des pays affreux défrichés par des mains criminelles n'en ont pas moins été fertiles, les grands chemins réparés par leurs travaux renaissants ont fait la sûreté et l'embellissement de l'empire (2).

Il y aurait du reste mille moyens d'utiliser les criminels. « Vous nous apprendrez peut-être comment une infinité de scélérats pourraient faire autant de bien à

(1) *Commentaire de Beccaria.*

(2) *Instructions pour le prince royal.*

leurs pays qu'ils leur auraient fait de mal : un homme qui aurait brûlé la grange de son voisin ne serait point brûlé en cérémonie parce qu'un peu de foin et de paille n'équivaut pas à la vie d'un homme qui meurt par un si cruel supplice, mais après avoir aidé à rétablir la grange il veillerait toute sa vie, chargé de chaînes et de coups de fouet à la sûreté de toutes les granges du voisinage. Mandrin, le plus magnanime de tous les contrebandiers, aurait été envoyé au fond du Canada se battre contre les sauvages lorsque sa patrie possédait encore le Canada ; un faux monnayeur est un excellent artiste, on pourrait l'employer dans une prison perpétuelle à travailler de son métier à la vraie monnaie de l'État, au lieu de le faire mourir dans une cuve d'eau bouillante comme l'ordonnent Charles-Quint et François I^{er} ; un faussaire, enchaîné toute sa vie, pourrait transcrire de bons ouvrages ou les registres de ses juges et surtout sa sentence (1). »

La sévérité des peines, nous l'avons déjà dit, était un des caractères de notre ancien droit pénal. Cette sévérité s'expliquait historiquement. Lorsque l'État commença à se substituer à l'individu pour la poursuite du crime, ce ne fut pas en se fondant sur l'intérêt social ; il ne prétendit exercer que le droit de vengeance d'un chacun à lui délégué par les individus. Toutes les vengeances individuelles étaient groupées dans la main de l'État

(1) *Prix de la justice et de l'humanité.*

qui les poursuivait toutes et chacune au nom de chacun. Le droit de punir reposait donc sur l'idée de vengeance et l'on comprend que, nées d'un sentiment aussi violent que la colère, les peines en aient gardé la brutalité et la rigueur. Cette sévérité s'atténua avec le temps, mais les lois pénales se ressentaient encore au XVIII^e siècle de leur origine, aussi en 1766 l'avocat général Servan disait-il avec raison dans son discours de rentrée : « les punitions publiques sont aussi cruelles que les vengeances particulières et les actes de la raison ne sont guère moins impitoyables que ceux de la passion. » Plus tard, le droit de punir se fonda sur l'autorité de Dieu ayant donné mission aux juges de réprimer les crimes, cette idée n'était pas faite pour amener plus de douceur dans nos lois, car la justice eut à réparer l'offense faite à Dieu et comme Dieu est infini, la faute devient infinie et mérite un châtiment sévère. Du reste, il fallait des peines terrifiantes pour éloigner du crime ces hommes encore barbares, pleins de rudesse et insensibles à la honte. Les supplices recherchés, disait Voltaire dans son *Commentaire du livre de Beccaria*, dans lesquels on voit que l'esprit humain s'est épuisé à rendre la mort affreuse, semblent plutôt inventés par la tyrannie que par la justice.

« Le supplice de la roue fut introduit en Allemagne dans les temps d'anarchie, où, ceux qui s'emparaient des droits régaliens voulaient épouvanter, par l'appareil d'un tourment inouï, quiconque oserait attenter contre eux. En Angleterre, on ouvrait le ventre d'un homme atteint de haute trahison, on lui arrachait le cœur, on

lui battait les joues et le cœur était jeté dans les flammes. Mieux renseigné sur l'origine du supplice de la roue, Voltaire nous apprend dans le *Prix de la justice et de l'humanité* que le supplice de la roue fut inventé en Allemagne et ne fut employé en France que sous François I^{er} contre les voleurs publics. » En rapportant à la tyrannie l'idée de création, le mérite de la conception de ces peines brutales, Voltaire avait dû s'inspirer de ce passage de l'*Esprit des lois* où Montesquieu, toujours attaché à sa division des trois gouvernements, cherche à établir l'influence que peuvent avoir sur les lois les différents régimes politiques : « La sévérité des peines convient mieux au gouvernement despotique, dont le principe est la terreur, qu'à la monarchie et à la république, qui ont pour ressort l'honneur. Dans les États modernes, la honte et la crainte du blâme, sont des motifs réprimants qui peuvent arrêter bien des crimes. La plus grande peine d'une mauvaise action sera d'en être convaincu. Les lois civiles y corrigeront donc plus aisément et n'auront pas besoin de tant de force (1). » Voltaire était porté à prêcher la douceur par l'exemple que donnaient les pays voisins ; le 3 juillet 1769, l'impératrice de Russie lui avait écrit : « Nos lois vont leur train, on y travaille tout doucement. Il est vrai qu'elles sont devenues causes secondes, mais elles n'y perdront rien. Ces lois seront tolérantes, elle ne persécuteront, ne tueront ni ne brûleront personne, Dieu nous garde d'une histoire pareille à celle du chevalier

(1) *Esprit des lois*, liv. VI, ch. 9.

de la Barre, on mettrait aux Petites-Maisons les juges qui oseraient faire de pareilles procédures. » Il savait par Frédéric qu'en Prusse, on avait supprimé les peines publiques : « Les maîtres sont obligés de dénoncer leurs servantes dès qu'elles sont enceintes ; autrefois on avait assujetti ces pauvres filles à faire dans les églises des pénitences publiques, je les en ai dispensées (1). » En Angleterre aussi, les mœurs s'étaient adoucies et Voltaire nous en donne un exemple : « En Angleterre, pour crime de haute trahison, la loi ordonne encore aujourd'hui que le coupable soit trainé tête nue sur le pavé jusqu'à la potence ; que là, étant suspendu vivant, on lui arrache les entrailles et le cœur, qu'on en batte les joues du coupable, et que le bourreau, en montrant ce cœur sanglant, dise à haute voix : voilà le cœur du traître. Mais cette exécration est épargnée, le coupable n'est plus trainé sur le pavé, on ne lui arrache plus le cœur tandis qu'il est en vie ; aucun supplice n'est permis au delà de la simple mort. Il a fallu du temps pour que cette nation sût joindre la pitié à la justice, elle y est enfin parvenue (2). » Mais Voltaire ne nous donne aucune raison qui milite en faveur de la douceur des peines, il eut pu nous dire avec Montesquieu que « tout, pour un bon législateur, peut servir à former des peines, qu'à Sparte, une des principales fut de ne pouvoir prêter sa femme à un autre ; de n'être jamais dans sa maison qu'avec des vierges ; en un mot que tout ce que la loi appelle une peine est effectivement une peine (3) » ou

(1) Lettre de Frédéric à Voltaire, 11 octobre 1777.

(2) *Prix de la justice et de l'humanité*.

(3) *Esprit des lois*, liv. VI, ch. 9.

bien encore « que dans les pays où les peines sont douces, l'esprit du citoyen en est frappé comme il est ailleurs par les grandes (1) », « qu'à établir des peines cruelles, on use le ressort du gouvernement et que l'imagination se fait à cette grande peine comme elle s'était faite à la moindre », qu'il ne faut point mener les hommes par les voies extrêmes, qu'on doit ménager des moyens que la nature nous donne pour les conduire. Que si on examine la cause de tous les relâchements, on verra qu'elle vient de l'impunité des crimes et non pas de la modération des peines ; qu'il faut suivre la nature qui a donné aux hommes la honte comme leur fléau et que la plus grande partie de la peine soit l'infamie de la souffrir (2).

Mais Voltaire était plus écrivain que penseur et il était loin d'avoir la pénétration de vue et l'esprit philosophique de Montesquieu qu'il essaye maintes fois d'amoindrir. Il se borne à s'indigner contre un érudit bénédictin qui avait fait une étude sur les supplices : « Comment le bénédictin Calmet s'est-il pu divertir à faire graver dans un dictionnaire des estampes de tous les tourments qui étaient en usage chez la petite nation judaïque ? être précipité du haut d'un rocher sur des cailloux ou bien être lapidé avec ces cailloux dont le pays est couvert et de là être pendu à une potence pour y attendre la mort ; être enterré vivant dans un monceau de cendres ; mourir écrasé sous des traîneaux de fer, sous des épines, sous des roues, sous les pieds des

(1) *Esprit des lois*, liv. VI, ch. 12.

(2) *Id.*

chevaux ou des éléphants (quand par hasard ce peuple pouvait en avoir, ce qui était bien rare); écorché de la tête aux pieds; arracher les côtes et les entrailles avec des ongles de fer; brûler avec des torches ardentes ou dans des bûchers; scier un homme en deux! Quel honteux amusement les lecteurs trouvent-ils dans ces images (1)? » En terminant sa brochure sur le *Prix de la justice et de l'humanité*, il demande que l'on marche dans la voie où était entré Louis XVI: Le roi de France en a déjà donné un grand exemple à son avènement à la couronne, non sur des scélérats mais sur des hommes que l'inconstance, la légèreté ou la débauche ou la suggestion, avaient rendus criminels; en un mot, sur les déserteurs. Il eut pitié d'eux et de la France qui perdait en eux des défenseurs; il leur remit la peine de mort et leur donna des facilités de réparer leur faute en leur accordant quelques jours pour revenir au drapeau, et, lorsqu'on les punit, c'est par une peine qui les enchaîne au service de la patrie qu'ils ont abandonnée... J'ose vous inviter, Messieurs, à chercher pour les citoyens ce que Louis XVI a trouvé pour les soldats. Je vous demande si on ne pourrait pas diminuer le nombre des délits en rendant les châtimens plus honteux et moins cruels. Ne remarquez-vous pas que les pays où la routine de la loi étale les plus affreux spectacles sont ceux où les crimes sont les plus multipliés; n'êtes-vous pas persuadés que l'amour de l'honneur et la crainte de la honte sont de meilleurs moralistes que les bourreaux? Les

(1) *Prix de la justice et de l'humanité.*

pays où l'on donne des prix à la vertu ne sont-ils pas mieux policés que ceux où l'on ne cherche que des prétextes de répandre le sang et d'hériter des coupables ?

Cette sévérité de la loi se manifeste par un manque de proportion entre la faute et le châtement. Voltaire insiste souvent sur cette disproportion entre la peine et le délit. Lorsque la princesse de Babylone, en courant toujours après son cher Amazam, arriva dans notre capitale, au milieu de tous les oisifs de cette ville, elle en remarqua d'autres occupés en plus petit nombre, « c'étaient les conservateurs d'anciens usages barbares contre lesquels la nature effrayée réclamait à haute voix ; ils ne consultaient que leurs registres rongés des vers, s'ils y voyaient une coutume insensée et horrible, ils la regardaient comme une loi sacrée. C'est par cette lâche habitude de n'oser penser par eux-mêmes et de puiser leurs idées dans les débris des temps où l'on ne pensait pas, que, dans la ville des plaisirs, il était encore des mœurs atroces. C'est par cette raison qu'il n'y avait nulle proportion entre les délits et les peines, on punissait une étourderie de jeune homme comme on aurait puni un empoisonnement ou un parricide, les oisifs en poussaient des cris perçants et le lendemain ils n'y pensaient plus et ne parlaient que de modes nouvelles ».

L'avènement de Louis XVI fait espérer la modification des lois. « Les petites fautes ne seront point punies comme de grands crimes parce qu'il faut de la proportion à tout ; une loi barbare, obscurément énoncée, mal

interprétée, ne fera plus périr sous des barres de fer et dans les flammes des enfants indiscrets et imprudents comme s'ils avaient assassiné leurs pères et leurs mères. Ce devrait être le premier axiome de la justice criminelle (1). »

Pour nous engager à réformer la loi sur ce point, il nous donne l'exemple de la Russie, où, lors de la refonte des lois par la Thémophore du nord en 1767, on mit dans la nouvelle loi une juste proportion entre les peines et les délits (2).

Il nous cite plusieurs faits où apparaît cette sévérité excessive de la loi. Dans l'*Homme aux quarante écus*, il parle d'un prier qui a fait pendre deux domestiques qui lui ont volé deux sacs de blé ; le produit des extrêmes est égal au produit des moyens, mais deux sacs de blé volés ne sont pas à ceux qui les ont pris comme la perte de leur vie l'est à l'intérêt de la personne volée.... Proportionnez les principaux délits, a dit le marquis de Beccaria... mais ceux qui ont fait les lois ne sont pas géomètres... et plus loin il ajoute : je hais les lois de Dracon qui punissaient également les crimes et les fautes, la méchanceté et la folie. Il rappelle dans le même roman l'histoire du chevalier de la Barre. « Il y a quelques années que l'on condamna dans la Tartarie (à Abbeville) deux jeunes gens qui ont été empalés pour avoir regardé, leur bonnet sur la tête, passer une procession de Lamas — l'empereur de la Chine (le roi de Prusse), qui est un homme de beaucoup d'esprit, dit qu'il les

(1) *Eloge historique de la raison.*

(2) *Dictionnaire philosophique*, mot : Loi.

aurait condamnés à marcher nu-tête à la procession pendant trois mois. » Au mot : justice, dans le *Dictionnaire philosophique*, il fait encore allusion à cette même sentence : « une autre manière d'être injuste est de condamner au dernier supplice un homme qui mériterait tout au plus trois mois de prison : cette espèce d'injustice est celle des tyrans et des fanatiques qui deviennent toujours tyrans dès qu'ils ont la puissance de mal faire. » Dans le *Dictionnaire*, au mot : *Supplice*, faisant allusion à la mort d'une servante de Lyon, Antoinette Toutan pendue en 1772 pour avoir volé vingt-huit serviettes, il dit : « que si vous pendez dans la place des Terreaux cette jeune servante qui a volé douze serviettes à sa maîtresse, il n'y a nulle proportion entre douze serviettes et la vie et vous encouragez ainsi le vol domestique, parce que nul maître ne sera assez barbare pour faire pendre son cocher qui lui aura volé de l'avoine et qu'il le ferait punir pour le corriger si la peine était proportionnée ». La rigueur des peines fait que souvent en effet elles ne sont pas appliquées, la loi devient ainsi inefficace.

La confiscation des biens du coupable était une peine accessoire ajoutée à un grand nombre de condamnations. Il ne faut pas la confondre avec la condamnation à des dommages-intérêts. Autant il est juste que la fortune d'un criminel soit utilisée à réparer le dommage qu'il a causé, autant il était inique lorsqu'il n'y avait lieu à aucune réparation de confisquer, au profit du trésor, les

biens d'un condamné ; ce n'est pas le criminel qui était puni, c'étaient les enfants étrangers à son crime. C'était porter dans le domaine de la justice l'aveugle et farouche fatalisme du *delicta majorum immeritus lucet*. Cette iniquité de nos lois fut une des premières qui frappa l'esprit de Voltaire. Avant d'avoir entrepris la campagne pour la réforme de notre législation criminelle, il avait déjà écrit en 1752 : « que vos lois ne soient ni trop relâchées ni trop sévères, point de confiscation de biens à votre profit, c'est une tentation trop dangereuse ; ces confiscations, ne sont, après tout, qu'un vol fait aux enfants d'un coupable. Si vous n'arrachez pas la vie à ces enfants innocents, pourquoi leur arrachez-vous leur patrimoine ? N'êtes-vous pas assez riche sans vous engraisser du sang de vos sujets ? Les bons empereurs dont nous tenons notre législation, n'ont jamais admis ces lois barbares (1). » C'est dans son *Commentaire du Traité de Beccaria* que Voltaire a le mieux développé ses idées sur la confiscation et nous en a fait l'historique : c'est une maxime reçue dans plusieurs pays de l'Europe que, qui confisque le corps, confisque les biens. Cet usage est surtout établi dans les pays où la coutume tient lieu de loi et une famille entière est punie dans tous les cas pour la faute d'un seul homme. Ainsi, ce n'est pas assez de faire mourir un homme pour ses fautes, il faut encore faire mourir de faim ses enfants. La rigueur de la coutume confisque, dans plus d'un pays, les biens d'un homme qui s'est arraché volontairement aux misères de

(1) *Instructions pour le prince royal de....*

cette vie et ses enfants sont réduits à la mendicité parce que leur père est mort. Dans quelques provinces catholiques romaines, on condamne aux galères, par une sentence arbitraire, un père de famille, soit pour avoir donné retraite chez soi à un prédicant, soit pour avoir écouté son sermon dans quelque caverne ou dans quelque désert ; alors la femme et les enfants sont réduits à mendier leur pain. Cette jurisprudence, qui consiste à ravir la nourriture aux orphelins et à donner à un homme le bien d'autrui fut inconnue dans tout le temps de la République romaine. Sylla l'introduisit dans ses proscriptions. Il faut avouer qu'une rapine inventée par Sylla n'était pas un exemple à suivre, aussi, cette loi qui semblait n'être dictée que par l'humanité et l'avarice ne fut suivie ni par César ni par le bon empereur Trajan, ni par les Antonins dont les nations prononcent encore le nom avec respect et amour ; enfin sous Justinien, la confiscation n'eut lieu que pour le crime de lèse-majesté. Comme ceux qui en étaient accusés étaient pour la plupart de grands seigneurs, il semble que Justinien n'ordonna la confiscation que par avarice ; il semble aussi que dans les temps de l'anarchie féodale, les princes et les seigneurs des terres étant très peu riches, cherchassent à augmenter leurs trésors par les condamnations de leurs sujets et qu'on voulût leur faire un revenu du crime ; les lois chez eux étaient arbitraires et la jurisprudence romaine ignorée, les coutumes ou bizarres ou cruelles prévalurent. La confiscation n'est point admise dans les pays où le droit romain est établi, excepté dans le ressort du parlement de Toulouse. Elle

ne l'est pas dans quelques pays coutumiers comme le Bourbonnais, le Berri, le Maine, le Poitou, la Bretagne ou au moins elle respecte les immeubles. Elle était établie autrefois à Calais et les Anglais l'abolirent lorsqu'ils en furent les maîtres. Il est assez étrange que les habitants de la capitale vivent sous une loi plus rigoureuse que ceux de ces petites villes, tant il est vrai que la jurisprudence a été souvent établie au hasard, sans régularité, sans uniformité comme on bâtit des chaumières dans un village.

Les jurisconsultes, ne pouvant s'appuyer sur le droit romain, cherchaient un fondement à la confiscation dans les livres sacrés. N'est-il pas étonnant de voir un homme aussi éclairé que l'avocat général Talon, chercher un précédent à la confiscation dans le vol par Achab de la vigne de Naboth ! Voltaire rapporte ce discours de Talon et il ajoute : «..... il s'agit de savoir qui héritera des biens de Mlle de Canillac, biens autrefois confisqués sur son père, abandonnés par le roi à un garde du trésor royal et donnés ensuite par le garde du trésor royal à la testatrice ; et c'est sur ce procès d'une fille d'Auvergne qu'un avocat général s'en rapporte à Achab, roi d'une partie de la Palestine, qui confisqua la vigne de Naboth après avoir assassiné le propriétaire par le poignard de la justice ; action abominable qui est passée en proverbe pour inspirer aux hommes l'horreur de l'usurpation ; assurément la vigne de Naboth n'avait aucun rapport avec l'héritage de Mlle de Canillac ; le meurtre et la confiscation des biens de Miphiboseth, petit-fils du roi Saül et fils de Jonathas, ami et protecteur de David, n'ont

pas une plus grande affinité avec le testament de cette demoiselle. »

Voltaire exhorte les princes à faire l'abandon de ce droit de justice dont ils n'ont pas besoin pour vivre. Il semble que dans les temps de l'anarchie féodale les princes et les seigneurs des terres, étant très peu riches, cherchassent à augmenter leurs trésors par les condamnations de leurs sujets et qu'on voulut leur faire un revenu du crime. Les lois chez eux étant arbitraires et la jurisprudence romaine ignorée, les coutumes ou bizarres ou cruelles prévalurent. Mais aujourd'hui que la puissance des souverains est fondée sur des richesses immenses et assurées, leur trésor n'a pas besoin de s'enfler des faibles débris d'une famille malheureuse : ils sont abandonnés pour l'ordinaire au premier qui les demande. Mais est-ce à un citoyen à s'engraisser du sang d'un autre citoyen ! Mais un bon roi est monté sur le trône, on attend de lui les réformes de tous les abus, la suppression de tous les usages et coutumes contraires à la raison. Désormais « les biens d'un père de famille ne seront plus confisqués parce que les enfants ne doivent pas mourir de faim pour les fautes de leur père et que le roi n'a nul besoin de cette misérable confiscation ».

La confiscation devait disparaître avec l'ancienne législation puis reparaitre pendant quelque temps sous le premier Empire, pour être définitivement abolie sous la Restauration.

Il est encore une peine dont Voltaire s'est occupé :

c'est de l'emprisonnement. L'emprisonnement est ordonné ou bien comme précaution préventive pour s'assurer d'un accusé, ou comme une peine. Voltaire constate dans le *Prix de la justice et de l'humanité*, ce double rôle de l'emprisonnement. « L'incarcération légale, quoique pénible, n'est point regardée d'abord par les juges comme un châtiment, ce n'est à leurs yeux qu'une assurance de retrouver sous leur main le prévenu, quand ils viendront l'interroger et le juger.... La prison est un supplice pour peu qu'elle dure ; c'est un supplice intolérable quand on y est condamné pour la vie. » Voltaire trouve qu'en France les juges abusent du pouvoir qu'ils ont de retenir en prison les inculpés et il souhaiterait voir s'établir chez nous l'usage établi en Angleterre de faire payer une amende au juge ayant fait enfermer à tort un citoyen. « Cependant, en Angleterre, un ministre d'État qui fait incarcérer sans raison un homme, seulement pour le retrouver au besoin, et sous prétexte que prison n'est pas supplice, est obligé par la loi de payer quatre guinées pour la première heure et deux guinées pour chaque suivante de la détention de cet homme qu'il a voulu avoir sous sa main (1). » Notons que pour porter quelque remède à ces abus, l'Eglise avait organisé des confréries chargées de visiter les prisonniers et d'activer les procédures.

Voltaire trouve, du reste, qu'on met trop de brutalité dans les arrestations : « Dans plusieurs États, la manière dont on s'y prend, pour s'assurer d'un homme,

(1) *Prix de la justice et de l'humanité*.

ressemble trop à une attaque de brigands. N'approuvez-vous pas l'heureuse méthode d'une nation qui a su donner à la loi seule un si puissant empire, qu'il suffit d'un seul ministre de la loi revêtu des marques de son office, pour que le prévenu n'ose résister ? Comment est-on parvenu à rendre ainsi les lois si respectables à chaque citoyen ? C'est lorsque la nation les a faites (1). »

Voltaire voudrait au moins qu'il y eut une différence de traitements entre les criminels et les accusés, suivant la gravité de leurs fautes : « L'emprisonnement est déjà une peine par lui-même ; il doit être proportionné à l'énormité du délit dont le détenu est accusé. Faut-il plonger dans le fond du même cachot un malheureux débiteur insolvable et un scélérat soupçonné d'un parricide ? il y a des degrés à tout, des distinctions à faire dans chaque genre (2). » Cette séparation des criminels avait été déjà faite dans les prisons pontificales : Clément XI, voyant que les enfants détenus avec les adultes, sortaient de prison plus dépravés qu'ils n'y étaient entrés, ajouta à l'établissement de Saint-Michel une maison de correction pour les détenus de moins de vingt ans (3).

Voltaire s'inquiète aussi des prisons elles-mêmes. Les prisons, au XVIII^e siècle, n'avaient rien de la propreté et presque du confortable de nos prisons modernes. Pour avoir idée de l'état des détenus, écoutons ce qu'en dit l'avocat général Servan dans ce discours de rentrée

(1) *Prix de la justice et de l'humanité.*

(2) *Prix de la justice et de l'humanité.*

(3) V. Cantu, *Beccaria et le Droit pénal.*

fameux dont nous aurons l'occasion de parler souvent : « Osez descendre un moment dans ces noirs cachots, où la lumière du jour ne pénètre jamais, et sous des traits défigurés, contemplez vos semblables, meurtris de leurs fers, à demi couverts de quelques lambeaux, infectés d'un air qui ne se renouvelle jamais et semble s'imbiber du venin du crime, rongés vivants des mêmes insectes qui dévorent les cadavres, nourris à peine de quelques substances grossières distribuées avec épargne, sans cesse consternés des plaintes de leurs malheureux compagnons et des menaces de leurs gardiens. » Ce n'était cependant pas chez nous que l'état des prisons était le plus lamentable. L'anglais Howard, qui parcourut l'Europe pour faire une enquête sur ce sujet dit que c'est en Italie, et notamment à Turin que les prisons étaient le plus mal tenues. Voltaire fait les mêmes remarques dans le *Prix de la justice et de l'humanité* : « Les prisons à Madrid, dit-il, construites dans la grande place, sont décorées d'une belle architecture. Il ne faut pas qu'une prison ressemble à un palais : il ne faut pas non plus qu'elle ressemble à un charnier. On se plaint que la plupart des geôles en Europe soient des cloaques d'infection qui répandent les maladies et la mort, non seulement dans leur enceinte, mais dans le voisinage. Le jour y manque, l'air n'y circule point, les détenus ne s'entrecommuniquent que des exhalaisons empestées, ils éprouvent un supplice cruel avant d'être jugés. La charité et la bonne police devraient remédier à cette négligence inhumaine et dangereuse. »

CONCLUSIONS

Influence

Le rôle joué par Voltaire dans ces procès tragiques dont nous avons brièvement fait l'historique fit autant pour sa gloire que son œuvre littéraire. Le public se prit de sympathie pour ce grand acteur qui sut bien choisir et bien jouer de si beaux rôles. Le peuple, en effet, prête aux orateurs, aux écrivains, aux grands, cette sincérité qu'il apporte dans son amitié et dans ses haines, dans son émotion et ses entraînements. Aussi ne vit-il pas ce qu'il y avait de cabotinage dans les indignations déclamatoires de Voltaire, dans l'émotion quelquefois sentie, plus souvent jouée par ce grand artiste et il fut plein d'admiration pour l'orateur et pour l'homme qui, par les nobles accents de son éloquence enflammée, avait su gagner la cause des accusés et des condamnés de la justice contre la justice elle-même ; et au sortir de cette représentation d'Irène, où fut couronné le buste de Voltaire, après les ovations triomphales faites à l'écrivain par toute la salle en délire, ce fut le « sauveur des Calas » qu'acclama la foule exaltée à son tour. Quelques jours après, Voltaire était reçu comme franc-maçon à la loge des Neuf Sœurs. Son meilleur titre pour être admis com-

me maçon, fut de s'être appliqué à réformer les lois. « Quel citoyen, lui dit le frère Salande dans son discours de réception, a mieux servi sa patrie que vous, en l'éclairant sur ses devoirs et ses véritables intérêts, en rendant le fanatisme odieux..., en rappelant les lois à leur première intégrité (1) ? »

L'enthousiasme sentimental qui caractérise la fin du XVIII^e siècle fit tourner en idolâtrie le culte qu'on professa pour Voltaire. Mme Suard alla, comme beaucoup d'autres fidèles, faire son pèlerinage à Ferney, et ce fut avec une vraie dévotion qu'elle approcha de son dieu. « Jamais, dit-elle, les transports de sainte Thérèse n'ont pu surpasser ceux que m'a fait éprouver la vue de ce grand homme. » Avant de partir, elle lui demanda sa bénédiction. « Ce grand rieur, dit M. Lanson, qui passa toute sa vie à se moquer de tout le monde, devint sous la plume de Mme Suard, un apôtre attendri, doux et bénin, c'est un Voltaire idéalisé, le Voltaire des âmes sensibles à mettre en face de Rousseau sur une console. » « Si l'admiration t'a érigé des statues, Voltaire, écrivait Brissot de Varville, la reconnaissance t'a dressé des autels dans tous les cœurs. Chéri pendant ta vie, regretté après ta mort, admiré par tous et dans tous les temps, tu fus moins qu'un dieu sans doute, mais tu fus plus qu'un homme (2). » Ce fut bien en effet le dieu toujours encensé, le dieu dont les écrits devinrent le nouvel évangile, dont les paroles furent méditées, citées, commentées, paraphrasées par tous les disciples, le premier des

(1) Grimm, décembre 1778.

(2) Brissot de Varville, *Théorie des lois criminelles*.

dieux dont les reliques sacrées furent déposées dans le Panthéon.

En effet, lorsque les représentants de la nation française pensèrent que c'était pour eux un devoir de reconnaissance de songer aux grands hommes qui avaient servi la cause de la philosophie, ils songèrent à Voltaire. Parmi les titres d'immortalité qu'il s'était acquis, il y avait sa lutte incessante contre la barbarie de la procédure criminelle, et la chose sauta aux yeux de tous lorsque l'Assemblée nationale essaya d'organiser un nouveau code criminel. Le 30 mai 1791, le jour où Lepelletier de Saint-Fargeau développa les lignes principales du code futur, Gaussin monta à la tribune et dit en demandant que les restes de Voltaire soient déposés au Panthéon : « C'est le 30 mai 1778 que les honneurs de la sépulture ont été refusés à Voltaire et c'est ce même jour que la reconnaissance nationale doit consacrer, en s'acquittant envers celui qui a préparé les hommes à la tolérance et à la liberté... Voltaire a créé un monument qui repose sur les plus grands bienfaits comme sur les plus sublimes productions du génie. Voltaire a terrassé le fanatisme, dénoncé les erreurs jusqu'alors idolâtrées de nos anciennes institutions... Il a crié vengeance pour l'humanité entière avant que vous effaciez de nos codes sanguinaires les lois qui ont immolé ces célèbres victimes (2). » La requête de Gaussin fut acceptée. Les ossements de Voltaire furent retirés de l'abbaye de Sellières et le 22 juillet furent transportés en l'église

(1) Brissot de Varville, *Théorie des lois criminelles*.

(2) Séance du 30 mai 1791, *Moniteur réimprimé*, t. VIII, p. 536.

Ste-Geneviève dans un sarcophage portant cette inscription : « Il vengea Calas, La Barre, Sirven et Montbailli. »

Les idées de Voltaire s'insinuèrent dans les corps constitués de l'État et gagnèrent la grande masse de la haute bourgeoisie qui les adopta par esprit d'opposition. On critiquait tout, non seulement parce que beaucoup de choses étaient critiquables, mais pour avoir une occasion d'attaquer le gouvernement. De toutes ces idées lancées par Voltaire, on faisait des armes de combat qu'on tournait contre l'édifice social moins lézardé qu'on s'est plu depuis à le répéter. Avant que d'avoir passé dans les cahiers des États Généraux, nous trouvons l'expression de ces aspirations vers la réforme des lois criminelles dans l'ouvrage peu cité et qui parut sans nom d'auteur d'un écrivain assez connu. Cet ouvrage, imprimé à Amsterdam, chez Harrevelt, a titre : *L'an deux mille quatre cent quarante*, rêve s'il en fut jamais, suivi de *L'homme de fer, Songe*. Il est de Sébastien Mercier, avocat au parlement de Paris, qui devint député de Seine-et-Oise à la Convention, membre du conseil des Cinq-Cents, puis professeur d'histoire et membre de l'Institut. Il était avocat au parlement lorsqu'il écrivit ce livre dans lequel il essaya d'entrevoir l'avenir de la France. L'ouvrage eut un certain succès, puisqu'ayant paru en 1770, il fut réimprimé en 1786 et que des éditeurs de Neuchâtel en firent des contrefaçons dont l'auteur se plaint dans la préface de la deuxième édition. Mercier rêve qu'il se réveille après un sommeil de sept cents ans, et, se trouvant tout dépaycé au milieu d'une société plus civilisée, il se fait expliquer cette

nouvelle organisation et ces nouvelles mœurs. Il passe en revue les arts, la littérature, la législation, les institutions gouvernementales et sociales, car tout a changé depuis qu'il s'est endormi, et, dans cette société, tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes. La police criminelle, en particulier, y est mieux organisée et mieux rendue. Plus d'officiers, de procureurs, mais seulement des avocats désintéressés et intelligents « exposant clairement, d'un style laconique, sans emphase, sans déclamation, la cause des opprimés ». Cette société est régie par d'autres lois : « Ces nouvelles lois sont avares surtout du sang des hommes : la peine est proportionnée au délit..... Nous avons banni et vos interrogatoires captieux et les tortures de la question, dignes d'un tribunal d'inquisiteurs et vos supplices affreux faits pour un peuple de cannibales. Nous ne mettons plus à mort le voleur, parce que c'est une injustice humaine de tuer celui qui n'a point donné la mort..... Le sang coule rarement, mais lorsqu'on est forcé de le verser pour l'effroi des scélérats... Le criminel ne languit point dans les cachots : la punition suit le forfait et si quelque doute s'élève, on aime mieux lui faire grâce que de courir le risque horrible de retenir plus longtemps un innocent. » Ne vous semble-t-il pas lire une page de Voltaire ? Mêmes idées, mêmes expressions. L'auteur demande ensuite ce que sont devenues les lettres de cachet, il apprend qu'elles ont disparu et « ne souillent plus que les pages de l'histoire ». Il apprend encore la sécularisation des monitoires qui ne sont plus lancés que par les autorités civiles et non par les ecclésiasti-

ques, et son interlocuteur finit ses explications par une longue diatribe contre la vieille législation gothique du XVIII^e siècle.

Si ces principes d'humanité avaient pénétré dans les hautes sphères sociales, ils n'avaient pas atteint la grande masse du public, et les vœux qu'exprima le Tiers Etat, la dernière fois qu'il lui fut donné de les émettre, furent pour réclamer plus de sévérité encore dans la répression des crimes et des vols domestiques et pour protester contre l'abus des lettres de grâce (1). Mais il importait peu pour le succès des idées nouvelles qu'elles eussent pénétré l'esprit du peuple, elles avaient soufflé dans les hautes sphères de la société et avaient orienté l'esprit des classes dirigeantes vers une législation plus douce.

La Révolution française porta un coup funeste à l'adoration qu'avaient pour Voltaire les souverains étrangers. Les excès qui se commirent au nom de Voltaire et de l'encyclopédie étaient bien faits pour dégriser les mieux disposés. Catherine désavoua son vieil ami et fit disparaître de ses appartements le buste de Voltaire. La publication de la correspondance de Voltaire diminua dans l'esprit des générations qui suivirent le culte qu'on professait pour ce grand apôtre de l'humanité trop glorifié par ses contemporains.

Le XIX^e siècle n'a pas marchandé son admiration à Voltaire, il ne lui a pas ménagé non plus les critiques, et plus encore que de son vivant on lutte autour de son nom par admiration du bien et par haine du mal qu'il a fait.

(1) Picot, *Histoire des Etats Généraux*, t. IV, p. 244.

Après avoir dit la faveur dont jouit l'homme, disons quelques mots du succès de son œuvre plus intéressante et plus estimable que sa personne.

Voltaire avait commencé l'attaque contre la législation criminelle, bien d'autres le suivirent. Loyseau de Mauléon porte les mêmes critiques à la barre des tribunaux. L'avocat général Servan haranguant le parlement de Grenoble fait un vrai réquisitoire contre notre vieux code draconien. De La Madeleine prononce devant le même parlement un discours éloquent où il s'élève contre l'application trop fréquente de la peine de mort. Le président Dupaty fait tressaillir les âmes sensibles pour trois condamnés à la roue (1) et porte aux vieilles ordonnances avec le concours des sociétés savantes des coups qui en sapent enfin les fondements. A l'instar en effet de la Société de Berne, les corps savants se préoccupent de la législation criminelle. L'académie de Châlons-sur-Marne propose pour sujet d'un prix en 1780, de déterminer « quelles pourraient être en France les lois pénales les moins sévères et cependant les plus efficaces pour contenir et réprimer le crime par les châtiments prompts et exemplaires en ménageant l'honneur et la liberté des citoyens (2) ». Le lieutenant de police fait publier dans le mois de mai 1779, le programme d'un prix sur les meilleurs moyens de substituer le travail des bras à la force motrice qui sert à élever l'eau des puits de Bicêtre,

(1) Dans son discours de réception à l'Académie française, de Musset, succédant à Emmanuel Dupaty, rendit hommage au courage du père de l'académicien défunt, le président de Bordeaux, qui sut forcer la justice à revenir sur ses arrêts.

(2) Ce fut le mémoire de Brissot de Varville qui fut couronné.

dans le but d'occuper les prisonniers et de leur donner le goût du travail. Tout le monde s'intéresse à ces difficiles questions. C'est alors qu'apparaissent le *Traité du vol et de la peine* par Simoni, la *Dissertation sur le fondement du droit de punir* par M. le comte Arco, le *Traité sur les lois pénales* de Sonnenfels, le *Discours sur la réforme des peines capitales* par Philippon, les *Réflexions sur la civilisation* par M. de Lacroix, etc..... Sous les attaques répétées des orateurs et des écrivains, l'ancienne doctrine alla s'affaissant. Muyart de Vouglans et Jousse tentèrent en vain au milieu de l'émotion suscitée par les nouveaux écrits de défendre le système alors en vigueur. L'ombre descendit sur de grandes mémoires, la parole des maîtres perdit son prestige et l'on vit s'effacer l'autorité de Damhouder de Farinaccius, le *Bartole de Tolède* de Julius Clarus et de tous les oracles alors si respectés de la jurisprudence criminelle aujourd'hui oubliés.

Pour conclusion à cette étude nous dirons que c'est à Voltaire que nous devons la réforme de notre législation criminelle. Avant lui quelques rares penseurs avaient constaté les vices particuliers de notre organisation judiciaire ou de nos lois. Mais leurs observations avaient passé inaperçues soit qu'elles fussent noyées dans l'ensemble de leurs écrits, soit que l'œuvre tout entière n'ait pas été remarquée. Montesquieu lui-même planant sur les sommets de la philosophie juridique n'avait critiqué ni l'ensemble ni les détails de notre législation, tout imbu qu'il était par culture et par profession des maximes et principes de notre ancien droit.

Voltaire le premier, par le retentissement qu'il donna aux erreurs judiciaires, réelles ou non, conséquence due à la mauvaise organisation de la procédure, par la critique en forme qu'il présenta de nos lois fit toucher du doigt les vices de notre législation criminelle et réussit à créer un mouvement d'opinion qui força l'attention du législateur.

Là s'est borné le rôle de Voltaire qui n'était ni un philosophe ni un jurisconsulte mais un journaliste, c'est-à-dire un de ces esprits faciles, ouverts à toutes choses, s'assimilant rapidement la pensée d'autrui, la clarifiant pour l'intelligence moins pénétrante du public. Voltaire reconnaissait lui-même qu'il était clair parce qu'il n'était pas profond. Il en est en effet des idées comme des eaux de nos rivières, elles ne gagnent en transparence qu'à mesure qu'elles perdent en profondeur ; beaucoup de principes dits incontestables ne deviennent ces idées forces dont parle M. Fouillée, qui emportent les masses par la puissance de l'évidence, que parce que l'on en a pas approfondi la valeur, disséqué les éléments, analysé les caractères, discuté le fondement. Voltaire n'a, du reste, rien proposé, ni une organisation de la magistrature ni une formalité de procédure, pas un système de preuves : il avait une connaissance trop superficielle des lois et trop peu de pratique judiciaire pour discuter scientifiquement l'opportunité d'une mesure à prendre. Il s'est borné à critiquer ce qui lui semblait defectueux et à dire : « Ce système est mauvais, il faut le corriger, à vous docteurs et législateurs de voir ce qu'on pourra bien mettre à la place. »

Cette tournure d'esprit porté à la critique est encore un des traits qui rapprochent Voltaire des journalistes et si l'on peut faire un reproche à Voltaire, c'est bien celui de n'avoir présenté nulle part une vue d'ensemble sur la marche de nos institutions criminelles. Il aurait pu, condamnant la mauvaise organisation de la procédure et la trop grande sévérité des lois, reconnaître que si vicieuse que fut notre législation du XVIII^e siècle, elle était plus parfaite que celle des siècles passés. L'ordonnance de 1670 avait marqué un progrès sur celles antérieures de Moulins et de Villers-Cotteret. Au milieu du perpétuel changement des choses, les institutions vieillissent et se corrompent et appellent une révolution. Mais toutes les lois n'ont été édictées que pour être substituées comme meilleures à celles qu'on allait abolir. Notre code qu'aurait salué Voltaire comme très humain s'il eut encore vécu au début du XIX^e siècle n'est-il pas déjà l'objet des plus vives critiques, et dans un récent article M. le président Magnaud ne le traitait-il pas de « brutal et de draconien (1) ». Mais cette sévérité des lois pénales si critiquée par Voltaire, fut au contraire considérée comme un bien pendant de longs siècles. Ainsi que l'a fort bien remarqué Guizot : « La société ne se défendait qu'en opposant la force physique à la force physique et bien souvent la dureté des lois, le nombre des supplices ne prouvaient de sa part que de la sagesse et le désir de protéger le public, aussi les chroniques de ces temps louent-elles surtout comme justes et populaires les

(1) *Le Journal*, numéro du 1^{er} décembre 1900.

princes qui ont beaucoup et rudement puni. Ils étaient comme les premiers héros de la Grèce, occupés à purger la société de brigands et de monstres (1). » La rigueur des lois du reste, comme la rigueur des saisons, est chose relative et variable suivant les temps, les lieux et les hommes, et il faut bien que cette sévérité qui effraye nos petits tempéraments moraux trop sensibles à la douleur n'étonna pas l'âme plus rude de nos pères puisqu'ainsi que nous l'avons déjà dit plusieurs des cahiers de 1889 réclamèrent plus de sévérité dans la répression du vol et du brigandage.

Cette réserve faite, nous ne pouvons que féliciter Voltaire d'avoir demandé un avocat pour tout accusé, d'avoir attaqué la procédure secrète ainsi que le système des preuves légales, enfin de s'être élevé contre la torture. Cette défense des droits de l'accusé restera comme un des plus beaux titres de gloire de Voltaire pour ceux-mêmes que ce grand apôtre de l'humanité n'a pas réussi à apitoyer sur les souffrances trop cruelles des condamnés. Et si non seulement satisfaits d'être armés par la loi pour nous défendre le jour où nous serions attaqués devant les tribunaux, nous nous estimons plus heureux et plus civilisés que nos pères sous une législation moins sévère à notre égard, lorsque nous deviendrons voleurs ou assassins ; ainsi que cet athénien, qui remerciait Dieu de l'avoir fait naître grec et non barbare, félicitons-nous d'être né au XIX^e siècle après Voltaire.

(1) Guizot, *De la peine de mort en matière politique*.

BIBLIOGRAPHIE

- Jousse.** — Traité de la justice criminelle en France.
Muyart de Vouglans. — Institutes au droit criminel.
Esmein. — Histoire de la procédure criminelle en France.
Faustin Hélie. — Traité de l'instruction criminelle (t. I).
— Traité du Code pénal (t. I).
Du Boys. — Histoire du droit criminel de la France depuis le XVI^e siècle comparé avec celui de l'Italie de l'Allemagne et de l'Angleterre.
J. Loiseleur. — Les crimes et les peines dans l'antiquité et les temps modernes.
Rossi. — Traité de droit pénal.
St-René Taillandier. — Histoire du droit de punir (*Revue des Deux-Mondes*, 15 novembre 1874).
Voltaire. — OEuvres complètes.
Bengesco. — Bibliographie voltairienne.
Demareterres. — Iconographie voltairienne.
Montesquieu. — OEuvres.
D'Alembert. — Correspondance.
Bachaumont. — Mémoires secrets.
Condorcet. — Vie de Voltaire.
Du Deffand (Mme). — Correspondance.
Grimm. — Correspondance littéraire.
La Harpe. — Mémoires.
Wagnière. — Examen des mémoires de Bachaumont.
Brissot de Varville. — Théorie des lois criminelles.
Dupaty. — Mémoire sur trois hommes condamnés à la roue.
Mercier (Sébastien). — L'an deux mille quatre cent quarante.
Servan. — Harangue devant le parlement de Grenoble.
D'Argental. — Histoire complète de la vie de Voltaire.

- Aubertin.** — L'esprit public au XVIII^e siècle.
Barberot. — Beaumarchais avocat.
Bécanier. — Parallèle de Voltaire et de Victor Hugo.
Bersot (Ernest). — La philosophie de Voltaire.
Brouckère. — A propos de Voltaire.
Bungener. — Voltaire et son temps.
Calary. — Les clients de Voltaire.
Campardon. — Voltaire. — Documents.
A. Coquerel. — Voltaire et la société française.
Cunisset-Carnot. — Querelle du président de Brosses avec Voltaire.
Desnoiretterres. — Voltaire et la société française au XVIII^e siècle.
Deschanel. — La statue de Voltaire.
Ducis. — Discours à l'Académie française en prenant le siège de Voltaire.
Dupré. — Discours (sur Voltaire).
Champion (Edme). — Voltaire.
Foisset. — Voltaire et le président de Brosses.
Gaullieur. — Voltaire et les Genevois.
Leouzou-le-Duc. — Voltaire et la police.
De Loménie. — Beaumarchais et son temps.
Maynard (abbé). — Voltaire, sa vie et ses œuvres.
Mémoires de l'académie des sciences, arts et belles lettres de Caen, année 1885.
 — Voltaire et le président Fyot de la Marche.
Nagel. — Voltaire et la Révolution française.
Nisard (Charles). — Les ennemis de Voltaire.
 — Mémoires et correspondances historiques et littéraires.
Nourisson. — Voltaire et le voltairianisme.
Rocquain. — L'esprit révolutionnaire avant la Révolution.
Victor Hugo. — Discours pour Voltaire.
 — Et les critiques modernes ayant parlé de Voltaire notamment **Sainte-Beuve**, **Brunetière**, **Crouslé**, **Faguet**, **Lanson**, etc...
Fouquier. — Collection des procès célèbres.
Bastard d'Etang. — Les parlements de France.
A. Coquerel. — Jean Calas et sa famille.
Huc (Théophile). — Le procès Calas, compte rendu de la procédure conservée aux archives de l'ancien parlement de Toulouse, lu le 7 décembre 1854 à la rentrée des avocats stagiaires (*Le Correspondant*, livraison du 25 février 1855).
Stewart (Armand). — Recueil de pièces relatives au procès Calas.

Salvan (abbé). — Histoire du procès de Jean Calas à Toulouse, d'après la procédure authentique et la correspondance administrative.

Rabaud (Camille). — Sirven. — Etude historique.

Tibulle-Hamont. — Le procès Lally-Tollendal, tiré de la fin d'un empire français aux Indes sous Louis XV.

Anonyme. — Procès du chevalier de la Barre (Hambourg, 1782).

— Recueil intéressant sur l'affaire de la mutilation du crucifix d'Abbeville (Londres, 1776).

Cantu (César). — Beccaria et le droit pénal.

Vu :

Le Président de la Thèse,
ESMEIN,

Vu :

Le Doyen,
GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1

PREMIÈRE PARTIE

ACTION DE VOLTAIRE.

Vie de Voltaire. — Sa préparation à son rôle de publiciste juridique.	7
Procès	18
Calas	18
Sirven.	48
Montbailli	63
Morangiès	65
Claustre.	74
Curé de Moëns	75
Martin	77
Duc de Richelieu	79
Lally	83
De la Barre et d'Etallonde	90
Lutte contre les parlements.	101
Ecrits	107

DEUXIÈME PARTIE

IDÉES DE VOLTAIRE.

Procédure criminelle.	125
Plainte	130
Procédure secrète	133
Information. — Monitoires	135
Interrogatoire. — Serment de l'accusé	138
Assistance d'un avocat	140
Récolement. — Confrontation	143

Torture	148
Preuves légales	162
Arrêts motivés	175
Droit de grâce	180
Procédure contumaciaie	183
Organisation judiciaire	185
Tribunaux ecclésiastiques	186
Parlements	191
Jury	194
Législation pénale	196
Classification des crimes d'après l'ancienne législation	202
Crimes de lèse-majesté divine : hérésie, blasphème, juron, magie	211
Crimes de lèse-majesté humaine : conspiration, faux monnayage, duel	223
Crimes contre les personnes : homicide, suicide, infanticide	227
Crimes contre la chair : adultère, inceste, sodomie	231
Crime contre la propriété : vol	235
Des peines de l'ancien droit pénal	238
Peines arbitraires	241
Peine de mort. Travaux forcés	244
Sévérité des peines	251
Proportion des peines aux délits	257
Confiscation	259
Prison	263
CONCLUSION	267
BIBLIOGRAPHIE	279

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne)
